









LETTRE

DE M. L'ARCHEVÊQUE DE LYON,

Primat de France.

A M. L'ARCHEVÊQUE DE PARIS.

MONSEIGNEUR,

S I le Jugement que j'ai rendu dans l'affaire des Hospitalières du fauxbourg S. Marcel de Paris, n'avoit fait que me fusciter des contradictions personnelles, j'aurois continué d'attendre dans le silence, que le tems apportât quelque remède à la prévention & à l'injustice. Mais on ne s'est pas contenté de faire jouer toute sorte de ressorts; de hazarder les imputations les plus calomnieuses, pour exciter contre moi un orage violent: les intérêts de la Religion n'ont pas été plus respectés que les miens. Elle a eu la douleur de voir un Évêque accusé publiquement d'avoir attenté aux droits de l'Épiscopat & à l'autorité de l'Église. On n'a pas craint de donner à cette entreprise, des motifs plus révoltans encore que l'entreprise même. Rome & la France entière ont retenti du bruit de ce scandale: il s'est fait entendre à toutes les Assemblées provinciales. Quelques Prélats en ont été allarmés, & se sont élevés contre mon Ordon-

MOTIFS & nécessité de cette Lettre.

Assemblée de 1758,

nance ; quoique elle leur fût inconnue , & que , de leur propre aveu , ils en ignorassent *la forme & les motifs* : leurs allarmes , leurs dénonciations ont été insérées avec affectation dans des Écrits publics & périodiques. Ainsi est-on parvenu à surprendre les simples , à étonner les sages , à indisposer contre moi un grand nombre de personnes , qui ont de la piété , qui aiment l'Église , & dont quelques-unes m'avoient toujours honoré de leur estime & de leur affection.

Je ne me suis point permis , M. je ne me permettrai jamais d'attribuer à aucun de mes Confrères , moins à vous qu'à tout autre , ce que les blâmes qu'on a voulu jeter sur moi , ont eu d'odieux & de personnel : mais vous n'en serez pas moins obligé de convenir , que l'ignorance , la prévention , la malignité , se sont autorisées de votre zèle ; & qu'en voulant remédier à un scandale imaginaire , vous en avez accredité un très-réel. Personne n'ignore que vous avez porté à la dernière Assemblée du Clergé les plaintes les plus graves contre mon Ordonnance. Il n'a pas tenu à vous qu'elle n'y fût envisagée comme *un attentat à la Jurisdiction Épiscopale , à l'autorité de l'Église ; comme un triomphe pour ses ennemis ; comme un grand scandale pour les Catholiques ; comme un coup porté aux fondemens même de la Religion.*

Il est vrai , M. que l'Assemblée générale , mieux instruite que quelques Évêques particuliers qui s'étoient laissés surprendre , n'a pas jugé à propos de prendre connoissance de cette affaire : & il étoit raisonnable d'en conclure , ou que mes torts étoient chimériques , ou au moins qu'ils n'étoient pas d'espèce à intéresser la Religion , l'Église & le Clergé. Mais parce que les vaines terreurs qu'on avoit voulu inspirer , disparoissoient devant cette conséquence ; on n'a pas manqué de s'opposer à l'effet qu'elle pouvoit faire sur les esprits. Le bruit a donc été bientôt répandu que , si votre dénonciation n'avoit pas été mieux accueillie , si je n'avois pas éprouvé toute l'animadversion de l'Assemblée , c'est que des ordres supérieurs en avoient arrêté l'activité. Ce n'est point assez : au milieu de cette persécution , je gardois un silence , qu'on m'avoit fait envisager comme nécessaire au rétablissement de l'ordre & de la paix : & ce silence même est devenu une

arme contre moi. Est-il croyable, a-t-on dit, que M. l'Archevêque de Lyon ne repoussât pas les traits dont on l'accable, s'il ne sentoît pas qu'il a de justes reproches à se faire ? Sa modération apparente n'est donc qu'un aveu tacite de sa foiblesse, qu'un embarras réel qui dépose contre lui. J'ai vu des personnes, d'ailleurs judicieuses & impartiales, à qui ma Cause étoit devenue suspecte par ce seul raisonnement. Quel effet n'a-t-il pas dû faire sur celles que leurs dispositions particulières rendoient plus susceptibles de la séduction ? Elles ne voyoient en vous qu'un Prélat plein de piété, de zèle & de courage : elles étoient attendries sur votre situation : elles n'imaginoient pas qu'en voulant servir l'Église, vous eussiez pu vous écarter des Règles ; ni qu'on pût être d'un avis différent du vôtre avec une égale pureté d'intention. Elles sçavoient, comme moi, que malgré le parti pris dans l'Assemblée du Clergé sur votre Mémoire, vous n'en étiez pas moins soulevé contre mon entreprise prétendue, ni moins décidé à en poursuivre la réparation. Je n'opposois rien de mon côté à toutes ces considérations, qui pût en balancer le poids. Le faux zèle, l'excès de la prévention, le défaut de lumières, la juste opinion de votre vertu, tout jusqu'à ma modération, a donc contribué à perpétuer le scandale & à l'étendre. Il est tems, M. que je travaille à le dissiper. Je le dois à l'honneur de mon ministère, qu'on a voulu flétrir, & qui m'est nécessaire pour faire le bien dont je suis chargé ; aux prérogatives de mon Siège, que vous avez attaquées, & que je suis obligé de conserver ; aux Fidèles, pour qui mon Ordonnance seroit devenue une pierre d'achoppement, une occasion de chute ; à ceux de mes Confrères qui craignent encore pour *les droits de l'Épiscopat*, & pour *l'autorité de l'Église*. Je le dois à vous sur-tout, M. qui avez témoigné le plus grand intérêt, comme les plus fortes préventions dans cette affaire ; qui êtes assez généreux pour les déposer, lorsque vous les connoîtrez, & assez puissant pour dissiper celles des autres, avec la même facilité que vous les avez fait naître. Je le dois enfin à l'union sacerdotale, à la paix ; parce qu'il n'y en a de solide que celle qui est fondée sur la justice & la vérité.

Mais en même tems que je me crois obligé d'effacer les fausses & noires couleurs qu'on s'est efforcé de répandre sur mon Jugement, je vous proteste, M. que ce n'est, ni un esprit de contention qui m'anime, ni un vain espoir de victoire : que si je ne puis justifier mon ouvrage, sans relever les irrégularités du vôtre, je n'aurai besoin de me faire aucune violence pour respecter partout vos intentions : que je veillerai à renfermer ma Défense dans les bornes de la modération la plus exacte.

J'en réduits tout le plan à deux propositions.

I. Mon Ordonnance est irrépréhensible dans tous ses points : & quand je me serois trompé dans mon Jugement, vous seriez encore, par défaut d'intérêt & de qualité, non-recevable pour l'attaquer.

II. Mes procédés par rapport à vous ont été aussi honnêtes & aussi respectueux, que ma conduite Légale a été régulière.

La discussion de ces deux propositions amènera successivement tous les reproches que m'a fait l'Auteur de votre Mémoire. Je ne négligerai de répondre à aucun : & lorsque je ne pourrai me dispenser de relever avec quelque force les écarts dans lesquels il a donné ; je distinguerai toujours l'Écrivain, du Prélat respectable au nom duquel il a parlé. Il seroit à désirer qu'il ne m'eût pas mis dans la nécessité de faire souvent cette différence.

PREMIÈRE PARTIE.

LE JUGEMENT que j'ai rendu dans l'affaire des Hospitalières du fauxbourg S. Marcel de Paris, est régulier & irrépréhensible dans tous ses points : & quand je me serois trompé, vous seriez encore non-recevable à vous pourvoir.

DEPUIS plus de quinze mois que j'ai jugé l'affaire des Hospitalières, vous conviendrez bien, M. qu'il n'a été rien fait de Légal & de régulier contre mon Ordonnance. Vous avouerez bien encore que les déclamations & les démarches irrégulières de toute espèce, ont été employées pour la faire tomber dans un décri

général. Or je demande pourquoi, dans une Cause de cette nature, on a eu recours à tant de moyens illégitimes, tandis qu'on a si fort négligé ceux qui étoient permis ? Je n'ai garde de rien exiger pour moi personnellement : mais est-ce qu'il ne seroit dû aucun égard, aucune considération à un Jugement émané du premier Tribunal Ecclésiastique du Royaume ? Ou bien a-t-on regardé le gouvernement de l'Eglise comme assez imparfait, pour ne laisser d'autre ressource que celle des clameurs & des vaines délations, contre les erreurs & les entreprises de ses Juges ? Il faut établir d'autres principes sur l'exercice de son autorité, si l'on ne veut pas y introduire le trouble & l'anarchie. Pour moi, j'avois toujours pensé que l'Eglise, comme les États les mieux policés, avoit ses Loix & ses Tribunaux : qu'entre ces derniers, il y en avoit de Supérieurs & de subordonnés ; & que s'il étoit permis de s'y pourvoir successivement, on n'en étoit pas moins obligé de respecter les uns, & de présumer en faveur de leurs Jugemens, jusqu'à ce qu'ils eussent été réformés par les autres. En partant de ces maximes, il est donc évident, qu'on n'a gardé aucune mesure, aucune Règle, dans les plaintes qui ont été faites contre moi jusqu'à présent. Voyons si elles sont plus justes dans le fond, qu'elles n'ont été sages & régulières dans la forme.

F A I T.

LES RELIGIEUSES Hospitalières de l'Ordre de Saint Augustin, dont l'Institut est autorisé par le concours des deux Puissances, ont par leurs Constitutions le droit d'élire leur Supérieure & leurs principales Officières : l'élection de la Supérieure doit se faire tous les trois ans : & celle des Officières, chaque année.

Le Monastère de ces Religieuses, établi dans le fauxbourg S. Marcel de la ville de Paris, avoit toujours joui de son droit d'élection : il l'avoit exercé en 1750, de votre consentement & sous votre autorité. En 1753, le triennal de la Supérieure étant sur le point d'expirer, les Religieuses sollicitèrent la liberté d'en élire une nouvelle : mais après d'inutiles instances pour l'obtenir, elles prirent, par respect pour vous, le parti de la soumission & du silence.

Cependant la Supérieure , qui avoit été élue en 1750 , étoit âgée & infirme : les Constitutions de la Maison ne permettoient pas qu'elle gouvernât plus de fix ans de suite : sa seconde triennalité devoit être révolue le 11 avril 1756. Les Hospitalières faifirent ces circonstances pour demander de nouveau l'exécution de leurs Réglemens. Elles s'adressèrent d'abord au P. le Sueur , que vous leur aviez donné pour Supérieur. Sa réponse , en date du 24 mars , fut qu'il avoit eu l'honneur de vous voir , & *que vous jugiez à propos de remettre l'élection après toutes les fêtes.*

Peu de jours après , la Supérieure vous ayant écrit directement au nom de toute sa Communauté , vous lui marquates , par une Lettre du 12 avril , qu'il vous *paroissoit nécessaire de différer les élections de quelque tems.*

Les Religieuses s'étoient flatées que ces nouveaux délais ne se prolongeroient pas au-delà des fêtes de Pâques. Dès que le terme fut arrivé , elles vous renouvelèrent leurs très-humbles prières. Vous leur répondites , par une Lettre du 2 mai , que *vous ne perdriez pas de vue l'affaire de leurs élections , & que vous la termineriez le plutôt qu'il vous seroit possible.*

Elles attendirent encore quelque tems l'effet de ces promesses. Elles le pressèrent ensuite par de nouvelles instances ; & vous crûtes sans doute calmer leurs inquiétudes , en leur mandant , le 28 juin 1756 , que *vous ne perdiez point de vue leurs élections , & que vous feriez sçavoir dans quel tems il conviendrait de commencer les prières qui doivent les précéder.*

Les Religieuses sollicitoient le P. le Sueur en même tems qu'elles agissoient auprès de vous , & elles comptoient beaucoup sur son secours pour vaincre votre résistance : mais soit qu'il desespérât d'y réussir , soit qu'il eût d'autres motifs qu'il n'a pas fait connoître , il se démit de sa Supériorité , & le notifia le 12 juin aux Hospitalières , par une Lettre conçue en ces termes : *J'ai communiqué à Monseigneur l'Archevêque la Lettre que vous avez pris la peine de m'écrire : Sa Grandeur n'en a point été contente ; & sur ce qu'elle m'a dit , je me suis décidé à lui remettre ma Commission.*

Cette démarche du P. le Sueur ne laissa plus à la Communauté que de foibles espérances. Elle prit néanmoins le parti de

vous écrire encore , & de réunir dans sa Lettre les motifs les plus capables de vous fléchir. La persévérance de vos refus la détermina enfin à prendre la voie des Sommations respectueuses.

Le 26 juillet les Religieuses firent une Réquisition Juridique , dans laquelle , après avoir exposé les faits que je viens de rappeler , elles insistèrent de nouveau sur le grand préjudice que le délai des élections portoit à leur Monastère , & sur l'impossibilité où les mettoient leurs Constitutions & leurs Vœux , de consentir à de plus longs retardemens. Elles vous demandèrent d'en fixer le jour ; & de nommer , au défaut du P. le Sueur , un autre Commissaire pour y présider : elles vous firent envisager combien il seroit affligeant pour elles , d'obtenir par d'autres voies une chose qu'elles desiroient ne tenir que de vous : mais elles vous déclaroient en même tems , que *faute de ce , elles seroient obligées de se pourvoir ainsi & pardevant qui il appartiendrait.*

Vous étiez alors à Conflans. Deux Notaires s'y transportèrent pour vous notifier cet Acte. Vous y répondites , qu'il étoit vrai que le P. le Sueur avoit remis ses pouvoirs ; mais que vous vous réserviez la supériorité de la Maison : que vous comptiez en exercer par vous-même les fonctions ; dont une des principales est de présider à l'élection de la Supérieure , laquelle ne peut être faite qu'en votre présence ou celle du Supérieur par vous commis : qu'au surplus la Sœur Saint-Pierre étoit en droit de continuer les fonctions de Supérieure.

Cette réponse , en Droit , étoit un véritable refus , & les Religieuses ne l'envisagèrent pas autrement.

Les choses en étoient à ce point , lorsque le Parlement fut averti qu'une Communauté de Paris , chargée de la conduite d'un Hôpital , étoit sans Supérieure & sans Officières pour l'administrer. Vous aurez fait attention sans doute , M. (car la circonstance est importante ,) que cette dénonciation , comme ce qui en a été la suite , se fit à l'insçu & sans la participation des Religieuses , & qu'elles vous en ont témoigné leur surprise & leur douleur.

Le 26 août 1756 , le Parlement rendit un premier Arrêt , portant qu'à la requête de M. le Procureur - général, Sommutation vous seroit faite de commettre un Supérieur, à l'effet d'être procédé en sa présence par la Communauté , à l'élection d'une Supérieure & Officières nécessaires , conformément à leurs Constitutions.

Cet Arrêt vous fut signifié le 28 ; & vous n'y fites d'autre réponse , que celle que vous aviez précédemment donnée à la Réquisition des Religieuses.

Le 31 du même mois , autre Arrêt fut rendu , qui ordonna que nouvelle Sommutation vous seroit faite. Il fut signifié le premier septembre : & vous persistates dans votre première réponse.

Par un troisième Arrêt du 3 septembre , on reçut M. le Procureur-général appellant comme d'abus du refus résultant de vos réponses : & il fut ordonné que les Religieuses s'assembleroient en présence de M. du Trouffet Conseiller en la Cour , pour choisir celles qu'elles jugeroient les plus capables de faire les fonctions de Supérieure, & autres Officières de la Maison : lesquelles Religieuses ainsi choisies , exerceroient par provision lesdites fonctions jusqu'à ce que vous eussiez rempli , pour ce qui concerne les élections , ce qu'exigeoit de vous la qualité de Supérieur de cette Maison. L'Arrêt fut signifié le même jour aux Hospitalières.

De votre côté , vous leur fites défense de procéder à aucune élection , sans avoir préalablement satisfait aux solemnités prescrites par leurs Constitutions , & sans y avoir été par vous autorisées : le tout à peine d'excommunication encourue par le seul fait.

Cette Ordonnance , datée du 3 septembre , fut déferée le 4 au Parlement par M. le Procureur-général. Ce Magistrat fit remarquer qu'elle portoit à faux ; puisqu'en vertu de l'Arrêt rendu le jour précédent , il ne s'agissoit point de procéder à une élection ou nomination qui exigeât les solemnités réglées par les Constitutions ; mais seulement de pourvoir provisoirement à la desserte du Couvent & de l'Hôpital. Le nouvel Arrêt qui intervint , reçut M. le Procureur-général appellant comme d'abus de vos défenses , & ordonna l'exécution du précédent.

Il fut signifié sur le champ aux Hospitalières. Le Commissaire du Parlement se transporta dans le jour au Monastère, pour le faire exécuter. Les Religieuses obéirent, & choisirent en conséquence celles d'entr'elles qu'elles crurent les plus capables de faire les fonctions de Supérieure & d'Officières par *interim*.

Cependant elles se hâtèrent de vous apprendre ce qui venoit de se passer : elles chargèrent même une personne de considération, de vous assurer qu'en exécutant l'Arrêt du Parlement, elles avoient été bien éloignées de vouloir se soustraire à votre autorité.

Cette démarche n'eut point l'effet qu'elles s'en étoient promis. Le 30 octobre, après que la Chambre des vacations eut terminé ses séances, vous fîtes signifier une Monition aux Religieuses, par laquelle vous les menaciez de les déclarer nommément excommuniées, si dans trois jours elles ne renonçoient à la nomination provisoire du 4 septembre précédent.

Votre Monition eut le même sort que votre Ordonnance. Le Substitut de M. le Procureur-général au Châtelet, en interjeta appel comme d'abus, & obtint une Sentence qui lui en donna Acte.

Ces différentes démarches de la part des Magistrats ne devoient pas faire oublier aux Hospitalières que vous étiez leur Supérieur dans l'ordre de la Religion : elles vous écrivirent, le 3 novembre, pour vous témoigner toute la douleur dont votre Monition les avoit pénétrées. *Daignez*, disoient-elles, *vous rappeler, Monseigneur, les démarches pleines de respect, que nous avons faites auprès de Votre Grandeur pendant plus de quatre années, pour obtenir la permission de procéder à nos élections, comme le prescrivent nos Constitutions & nos vœux. Dans toutes ces instances, nous avons toujours réclamé votre autorité, bien loin de la méconnoître. Le Parlement instruit PAR LA VOIX PUBLIQUE, de notre triste position, nous a ordonné d'élire des Officières, qui fussent en état de remplir les Offices, jusqu'à ce qu'il plût à Votre Grandeur de nous permettre de procéder à une autre élection en la manière accoutumée. Vous sçavez, Monseigneur, que nous avons toujours désiré avec ardeur de*

faire nos élections sous votre autorité : vous êtes encore le maître de nous accorder cette liberté , & de faire cesser par-là l'élection provisoire dont vous êtes mécontent. Daignez vous souvenir , Monseigneur , qu'aussi-tôt après cette élection , le Comte de Senneterre alla exprès à Conflans pour vous porter l'hommage de cette élection , de la part de la Communauté ; pour vous protester que nous n'attendions que vos ordres pour recommencer à l'instant l'élection , & pour vous supplier même de nous les donner. Nous osons prendre le Ciel à témoin , que telles ont toujours été , & telles sont encore nos dispositions les plus sincères ; que votre autorité nous est chère ; que nous y avons toujours été soumises ; & que nous n'avons jamais mérité , Monseigneur , d'être traitées à votre égard d'enfans rebelles & révoltées. Au nom de Jésus-Christ & de sa tendresse pour son Église , n'écoutez à notre égard , Monseigneur , que la droiture & la bonté de votre cœur : ne voyez en nous que ce qui y est , le respect le plus sincère & la soumission la plus profonde pour votre autorité. Permettez nous , Monseigneur , de vous regarder toujours comme notre père , & conservez nous la qualité précieuse de vos filles en Jésus-Christ.

Il ne paroît pas , M. que vous ayez effectué les menaces portées dans votre Monition : mais on ne voit pas non plus , que cette dernière Lettre des Religieuses ait rien obtenu , ni de votre justice , ni de votre bonté. Elles ont demeuré , pendant près de quinze mois , dans cet état violent : enfin elles se sont pourvues par voie de recours , à la Primatie de Lyon. M. le Cardinal de Tencin , qui étoit encore vivant , accueillit leurs premières démarches. Je reçus ensuite leur Requête , comme Évêque d'Autun , & à ce titre Administrateur de la Primatie pendant la vacance du Siège. Cette Requête à laquelle se trouvent jointes toutes les pièces nécessaires pour la justification des faits , étoit ainsi terminée. Il ne reste plus aux Suppliantes , dans l'ordre ecclésiastique , d'espérances pour sortir de l'état de disgrâce , où Monseigneur l'Archevêque de Paris les tient , que de recourir à l'autorité du Supérieur de ce Prélat. Elles étoient sur le point de s'adresser par voie de recours , à feu Son Éminence

Monseigneur le Cardinal de Tencin Primat des Gaules , dont les dispositions favorables leur faisoient concevoir les plus solides espérances , lorsqu'elles ont eu la douleur d'apprendre sa mort. Mais , ajoute la Requête , l'Autorité Primatiale ne vaquant jamais , & se trouvant dévolue à M. l'Évêque d'Autun , c'est à lui qu'elles doivent avoir recours : & elles usent de cette voie avec d'autant plus d'empressement & de confiance , qu'elles donnent par-là un nouveau témoignage , qu'elles n'ont jamais entendu rendre le gouvernement de leur Monastère indépendant de l'autorité des Supérieurs Ecclésiastiques , & qu'elles n'ont jamais cessé de la reconnoître , de la réclamer , & d'y demeurer soumises & subordonnées.

Me voilà donc , en qualité d'Administrateur de la Primatie de Lyon , saisi de l'affaire des Hospitalières. J'ai destiné la seconde partie de cette Lettre , à rappeler mes sentimens & mes procédés : ne s'agissant dans la première que de justifier ma conduite légale , je ne dois rapporter que ce que j'ai fait comme Juge. J'ai rendu aux Religieuses , la liberté de leurs élections. J'ai ordonné qu'elles y procéderaient conformément à leurs Constitutions. J'ai nommé un Commissaire pour y présider. Mon Ordonnance a été exécutée : je la joins à cette Lettre , ainsi que les autres Pièces justificatives de mon récit. Il me reste à prouver qu'elle est selon toutes les règles.

La justification pleine & entière de mon Ordonnance , dépend de trois points. Ai-je pu juger ? Ai-je dû juger ? Ai-je bien jugé ? Vous conviendrez sans doute , M. qu'après avoir établi invinciblement l'autorité du Juge , la nécessité & la justice du Jugement , il ne doit plus rester de nuages sur la validité de mon Ordonnance.

DIVISION
de la première
Partie.

§. I.

J'ai pu juger.

L'AUTEUR de votre Mémoire , M. élève trois questions SOUS-DIVISION. qui vont servir toutes trois à démontrer cette vérité. La Primatie que l'Église de Lyon s'attribue , est-elle réelle & légitime ?

Les Evêques d'Autun ont-ils le droit de l'exercer pendant la vacance ? L'Affaire des Hospitalières étoit-elle de nature à être portée à ce Tribunal ?

ARTICLE PREMIER.

Autorité de la Primatie de Lyon sur la Métropole de Paris.

Idee générale des titres sur lesquels est fondée la Primatie de Lyon.

IL EST des règles si constantes, des droits si certains, que c'est une espèce de prodige de les voir attaqués ou méconnus. Comprendriez-vous, M. l'entreprise d'un Suffragant qui contesterait à son Métropolitain le degré de Jurisdiction qu'il a sur lui ? Je ne crains point de l'avancer, les droits de la Primatie de Lyon sur la province de Paris, ne sont, ni moins constants, ni moins publics, que ceux de la Métropole de Paris sur les diocèses qui en dépendent. Est-il quelqu'un qui ignore que l'Eglise de Lyon est un Siège Primatial, & que la province de Paris, démembrée de celle de Sens, est dans le ressort de sa Jurisdiction ? J'ai, pour l'établir, des Bulles accumulées des Souverains Pontifes ; des décisions des Conciles ; des Ordonnances de nos Rois ; des Arrêts de tous les Tribunaux ; l'autorité de tous les Canonistes François ; une possession qui remonte jusqu'aux tems les plus reculés, & qui se perpétue par un usage journalier. J'ai jusqu'aux titres de l'érection de votre Siège en Archevêché. J'ai votre suffrage même : car, combien de fois, depuis que vous êtes Archevêque de Paris, n'avez-vous pas vu sans réclamation, vos refus de Visa, ou les Sentences de votre Officialité, déferés à la Primatie de Lyon ? Dans une matière aussi claire, je ne puis craindre que d'excéder par la multitude des preuves.

Objections du Mémoire de M. l'Archevêque de Paris contre la Primatie de Lyon.

L'Auteur de votre Mémoire l'a senti, M. aussi n'ose-t-il attaquer la Primatie ouvertement : il se contente de jeter de la défaveur sur ses Jugemens, en travaillant à la rendre suspecte. On pourroit, dit-il, rechercher d'abord les fondemens de la Primatie. Sur la fin du dernier siècle, M. Colbert Archevêque de Rouen démontra par de sçavans Écrits, que pendant les dix premiers

siècles, l'Église de Lyon n'a eu aucune Jurisdiction sur les Métropoles de France : que l'érection de cette Primatie par le Pape Grégoire VII, étoit entièrement abusive, contraire au Droit commun, onéreuse aux Sujets du Roi. Il prouva que Louis le Gros s'étoit élevé avec force contre la dépendance à laquelle l'Archevêque de Lyon vouloit soumettre la province de Sens : que ce Prince avoit regardé cette entreprise comme une atteinte donnée à la liberté des Églises, aux Saints Canons, & à la dignité de sa Couronne. Votre Écrivain ajoûte que c'est avec beaucoup de raison & de prudence, qu'ont été abolis les droits dont prétendoient jouir les Prélats de certains Sièges véritablement anciens & décorés de titres éminens, tels que ceux de Rheims, de Bourges, d'Arles & de Vienne ; & qu'on auroit dû en user de même à l'égard de Lyon : que les principaux détails contenus dans les Écrits de M. Colbert tendent autant à délivrer Sens, Tours & Paris, de la dépendance du Siège de Lyon, qu'à affranchir la Métropole de Rouen : qu'il en résulte au moins, que le privilège de Lyon, seul & unique de son espèce dans la Chrétienté, est un privilège odieux ; parce qu'il s'écarte du Droit commun.

Par où se termine cette ébauche de controverse sur la Primatie de Lyon ? Par une déclaration que fait votre Écrivain, *que ce qu'il en a dit, n'est point pour commencer un Procès ; qu'il veut montrer seulement que le privilège de Lyon porte originairement sur des fondemens très-peu solides, & qu'il est de nature à n'être exercé qu'avec beaucoup de réserve.*

Je pourrois vous demander, M. quel peut être l'objet de cette longue déclamation contre un droit que vous n'osez, ou que vous ne voulez point attaquer par les voies de la justice. Tout le monde sçait qu'au commencement du siècle, M. l'Archevêque de Tours hazarda une tentative pour se soustraire à la Primatie de Lyon, & qu'elle donna lieu à une plainte, dans laquelle tous les Évêques de Bretagne furent mis en Cause, avec leur Métropolitain. M. l'Archevêque de Tours se défendit, sans oser ni avouer l'entreprise dont M. l'Archevêque de Lyon se plaignoit, ni combattre ouvertement les droits du Primat. Tantôt il excipoit d'un prétendu privilège de ses Suffragans :

L'Auteur du Mémoire déclare que l'intention de M. l'Archevêque de Paris n'est point d'attaquer juridiquement la Primatie.

Il n'est point juste de chercher à indisposer les esprits contre un droit qu'on n'ose pas attaquer par les voies régulières. Procédé pareil à celui d'un Archevêque de Tours : même réponse de la part des Archevêques de Lyon.

tantôt il critiquoit l'origine & les fondemens de la Primatie. On peut voir, à la fin du Plaidoyer de M. Terrasson, imprimé en 1737 dans le Recueil de ses Œuvres (a), qu'après bien des sollicitations, M. l'Archevêque de Tours obtint enfin que la Cause seroit retirée du Rolle, en consentant que M. l'Archevêque de Lyon demeurât en possession de son droit. Mais il n'est point encore question de tirer avantage du sort qu'eut cette contestation. Je ne la rapporte ici que pour rappeler avec quelle confiance M. l'Archevêque de Lyon se présentoit au combat ; & comment il pressoit son adversaire, dans le mystérieux retranchement de ses défenses. *Ou M. l'Archevêque de Tours, disoit-il, croit que le droit de la Primatie de Lyon est légitime ; ou il ne le croit pas tel. S'il est persuadé qu'il est légitime ; pourquoi s'oppose-t-il à un Jugement définitif ? Si au contraire la Primatie lui paroît être sans fondement ; comment a-t-il pu acquiescer jusqu'ici à l'exercice qui en a été fait sur sa Métropole ? Comment offre-t-il encore de donner un nouveau cours à cette possession ? Un droit légitime exigeoit tout de son équité : une possession injuste ne devoit rien attendre de sa complaisance (b).*

Il me semble, M. que je peux vous faire aujourd'hui le même raisonnement, & me retrancher dans la même alternative. Pourquoi l'Auteur de votre Mémoire cherche-t-il à soulever le Clergé contre la Primatie ? N'a-t-il voulu que faire illusion, en jettant des doutes sur des droits certains ? Je ne le présumerai jamais d'un Écrivain que vous avez honoré de votre confiance : & s'il est persuadé que la Primatie est telle qu'il la représente, comment annonce-t-il que vous vous contentez d'une réclamation fourde & illégale ? Vous ne le pouvez, ni ne le devez, M. la liberté, l'indépendance de votre Siège ne vous ont été confiées que par manière de dépôt ; & plus vous vous en montrez jaloux, moins vous devez hésiter à vous pourvoir contre la Primatie par les voies juridiques. Mais à quel Tribunal porterez-vous cette Cause, qui ne l'ait déjà formellement proscrite ou préjugée ? Toutes les Puissances

(a) Le même fait est rapporté dans la nouvelle Édition des Œuvres d'Henrys, tome 1. q. 1. l. 47.

(b) Plaidoyer de M. Terrasson, page 92.

Puissances sont ici d'accord. Dans le XI. siècle, Richer Archevêque de Sens forma le projet de se soustraire à la Primatie de Lyon : il en fut aussitôt blâmé par le sçavant Yves de Chartres son Suffragant ; & peu d'années après , l'affaire ayant été discutée contradictoirement dans le grand Concile de Clermont , présidé par le Pape Urbain II , & composé de plus de deux cent Evêques , la Primatie fut confirmée par un Décret solennel : *Lugduni Ecclesiæ Primatus restitutus est*. Le Jugement de ce Concile fut renouvelé dans trois Conciles postérieurs , tenus à Tours , à Nîmes & à Rome.

Autorités & Jugemens en faveur de la Primatie de Lyon.

Concile de Clermont sous Urbain II.

Les Archevêques de Sens firent encore de nouvelles tentatives pour éluder la force de ces décisions ; mais elles ne servirent qu'à resserrer les liens de leur dépendance : chaque contestation qu'ils élevèrent , leur attira de nouvelles condamnations. M. de Saint-Georges produisit jusqu'à neuf Bulles destinées à réprimer leurs entreprises.

Bulles des Souverains Pontifes.

Nos Rois , dans leurs Capitulaires , ont reconnu l'utilité des Primaties en général , & ils en ont ordonné l'usage : *Si quis à Metropolitano læditur , apud Primatem diœceseos judicetur*.

Capitulaires de nos Rois.

Celle de Lyon parut à Philippe le Bel un établissement respectable par son ancienneté , honorable à l'Eglise de France , avantageux à son Royaume , & digne de toute sa protection. C'étoit l'idée qu'en avoit ce Prince , comme on peut le voir dans les Instructions qu'il adressa en 1307 à ses Ambassadeurs , pour être présentées au Pape Clément V (a). En 1312 le même Prince ayant fait passer la ville de Lyon sous sa domination , confirma solennellement les droits de la Primatie ; & M. de Marca assure que ce fut une des conditions du Traité : *Altera ex conditionibus , Primatus auctoritas in Regno stabilita est* (b).

Sentiment & confirmation de Philippe le Bel.

(a) *Quia Civitas Lugdunensis pristinis temporibus prima Sedes fuerat Galliarum, dictus Rex (Franciæ) Sedem ipsam Archiepiscopalem erigi fecit cum jure Primatiæ super Ecclesias Galliarum ; quò jure Primatiæ Archiepiscopi Lugdunenses lon-*

gis temporibus usi fuerunt. Preuves des Libertés, chap. 7. n. 22. page 114.

(b) *De Primatu Lugdunensi*, pag. 348. Voyez aussi le P. Thomassin, ancienne Discipline, tome 1. l. 1. ch. 34.

L'autorité du Primat a été reconnue au Conseil, toutes les fois qu'elle y a été réclamée. M. de Saint-Georges Archevêque de Lyon rapporte dans ses Mémoires, que M. le Cardinal de Retz, réfugié hors du Royaume, avoit destitué M. du Sauffay Official de Paris, pour lui substituer un sujet suspect. Le Procureur du Roi fit sentir les inconvéniens de cette destitution, dans une Requête qu'il présenta à Sa Majesté. Il intervint Arrêt, qui l'autorisa à se pourvoir incessamment devant l'Archevêque Primat de Lyon. Le Procureur du Roi eut recours à la Primatie; & la destitution y fut annulée par Sentence du 27 septembre 1665 (a).

Sur la fin du siècle dernier, le Chapitre de S. Paul de Léon ayant obtenu de son Évêque un Décret d'union de sept Vicairies perpétuelles pour n'en former qu'une, & le Décret ayant été revêtu de Lettres patentes vérifiées au Parlement de Rennes; les Vicaires attaquèrent l'Arrêt par voie de cassation; demandèrent au Conseil le rapport des Lettres patentes; & se portèrent appellans comme d'abus de l'union. Par un premier Arrêt du Conseil, le Décret fut déclaré abusif; & il fut ordonné que le Chapitre se pourvoieroit à Tours, pour être par le Métropolitain procédé à l'union, si faire se devoit. Le Chapitre obtint à Tours, un second Décret favorable. Les Vicaires s'en plaignirent à Lyon par la voie de l'appel simple. L'Official Primatial, craignant mal-à-propos de donner atteinte à l'Arrêt du Conseil, refusa de connoître de l'affaire: mais les Vicaires ayant poursuivi au Conseil leur renvoi à Lyon, pour être fait Droit sur leur appel simple; il fut jugé que leur demande étoit juste, par Arrêt contradictoire du premier septembre 1700. Le Conseil, avant faire Droit sur les contestations des Parties, ordonna qu'elles se retireroient pardevant l'Archevêque de Lyon, pour être procédé au Jugement de l'appel simple interjetté du Décret d'union du Sieur Archevêque de Tours, du 24 juillet 1699, suivant les derniers errements. L'Arrêt fut exécuté, & l'union fut confirmée à Lyon par Sentence du 18 mars 1701.

(a) Mémoires du Clergé, tome 7.

Le Parlement de Paris a eu encore plus d'occasions de maintenir les Archevêques de Lyon dans le libre exercice de leur Primatie. Vers le milieu du XV. siècle, Louis de Mélun Archevêque de Sens, ayant pris le titre de Primat des Gaules & de Germanie, & ayant voulu faire reconnoître cette qualité, Jean de Bourbon Administrateur de l'Archevêché de Lyon s'opposa à l'entreprise, & en porta sa plainte aux Requêtes du Palais. Les deux Prélats ayant réciproquement conclu à la récréance, elle fut adjugée à Jean de Bourbon. L'Archevêque de Sens interjeta appel de la Sentence; & elle fut confirmée par Arrêt du 11 mars 1457 (a).

Arrêts du Parlement.

Dix années après, l'Archevêque de Lyon obtint contre celui de Tours, une Sentence aux Requêtes du Palais, qui confirma sa Jurisdiction Primatiale. L'Archevêque de Tours en ayant appelé, l'appel fut mis au néant par Arrêt rendu en 1468 (b). Cet Arrêt fut produit & opposé à M. l'Archevêque de Tours dans la contestation dont j'ai déjà parlé. Vous n'avez point oublié, M. que ce Prélat, pour se soustraire à la condamnation qu'il ne pouvoit éviter, consentit à ce que M. l'Archevêque de Lyon demeurât en possession du droit & de l'exercice de sa Primatie : & par combien d'autres Arrêts, n'a-t-elle pas été reconnue & affermie? On en trouve quatre dans les Preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane, des 27 juillet & dernier décembre 1612, 15 janvier 1613, & 5 décembre 1614 (c). Il ne seroit pas possible de nombrer ici tous ceux qui ont renvoyé au Primat de Lyon les Expectans à qui l'Institution canonique avoit été refusée, notamment par des Archevêques de Paris. Jamais le Parlement n'a permis de décliner le degré de Jurisdiction de la Primatie, ou de porter à Rome, *omisso medio*, les appels des Sentences des Officialités Métropolitaines qui en dépendent.

Jurisprudence constante.

En 1523 l'Abbé de Toussaint de la ville d'Angers s'étant pourvu directement à Rome, contre une Sentence de l'Officialité de Tours; cette entreprise fut déferée au Parlement de Paris,

Appel d'une Sentence de l'Official de Tours porté à Rome, *omisso medio*, & renvoyé à la Primatie par Arrêt du Parlement.

(a) Seconde Requête de M. de Saint-Georges.

(b) Plaidoyer de M. Terraffon, p. 69.

(c) Preuves des Libertés, chap. 21.

& elle y fut proscrite. En France, dit Févret, comme les mots de Patriarche & de Primat, quoique différens de noms, y sont en effet la même chose; les trois degrés d'appel y ont toujours été singulièrement observés. Que si aucun a voulu pervertir ces degrés, il y a eu lieu à l'appel comme d'abus; n'étant pas permis de violer les limites de Jurisdiction qui sont publiques. L'Abbé de l'Abbaye de Toussaint d'Angers, ayant émis appel d'un Jugement donné par l'Official Métropolitain de Tours, & icelui relevé à Rome, en vertu d'un Rescrit délégatoire de Sa Sainteté, omisso medio, (qui étoit le Primat de Lyon;) le Parlement cassa tout ce qui avoit été fait; & par Arrêt du 11 mai 1523, renvoya les Parties au Primat, pour faire Droit sur l'appel.

Les Archevêques de Paris n'ont jamais contesté la Primatie aux Archevêques de Lyon.

Il est vrai, M. que les Archevêques de Lyon n'ont jamais obtenu contre les Archevêques de Paris, des Jugemens pareils à ceux qui ont proscrit la résistance des Métropolitains de Sens & de Tours: mais vous ne pensez pas sans doute à vous prévaloir de ce moyen. Les Juridictions sont d'autant plus solidement établies, qu'elles ont été moins contestées. Malgré l'exercice constant & journalier de l'Autorité Primatiale sur votre Métropole, vos Prédecesseurs n'ont jamais tenté d'en secouer le joug.

Le Siège de Paris érigé en Archevêché, à la charge de relever toujours de la Primatie de Lyon.

Comment auroient-ils hazardé de méconnoître une dépendance fondée sur le titre même qui les a fait Archevêques. Lorsque l'Eglise de Paris fut érigée en Métropole en 1622, par la Bulle du Pape Grégoire XV, une des conditions portées par cette Bulle, (dont l'exécution a été ordonnée par Lettres patentes enregistrées au Parlement le 8 août 1623,) fut que la province de Paris demeureroit assujettie à la Primatie de Lyon: *Nos igitur prædictam Ecclesiam Parisiensem in Metropolim, sedemque Episcopalem Parisiensem in Archiepiscopalem erigimus... Ità tamen quod Ecclesia ipsa Parisiensis Ecclesiæ Primatiali Lugdunensi & illius Archiepiscopo seu Primati, ad instar dictæ Ecclesiæ Senonensis, subjacere debeat* (a).

Il n'est pas étonnant, M. que les Prélats, qui vous ont précédé dans le Siège de Paris, aient plié constamment sous le poids

(a) *Gallia Christiana*, tom. 7. Mémoires du Clergé, tome 2. page 46.

d'une pareille autorité : & si c'est à elle que je dois aujourd'hui la modération qui vous empêche de *commencer un Procès*, n'auriez-vous pas pu prévoir qu'elle devoit faire autant d'impression sur vos Confrères que sur vos Juges ?

Mais je sens qu'il faut en revenir à ce que j'ai dit d'abord : l'intention de votre Écrivain a moins été d'attaquer la Primatie, que d'indisposer contr'elle. Hé bien, M. il faut réunir le droit & la faveur qu'il a voulu séparer, & prouver que toutes ses critiques sont fondées sur autant d'erreurs, de fausses inductions, ou de conjectures téméraires.

On pourroit, dit-il, *rechercher d'abord les fondemens de la Primatie*. Oui sans doute : on peut accorder cette liberté aux Sçavans, aux curieux ; & le passé répond pour l'avenir, que la Primatie de Lyon n'a rien à redouter de leurs recherches : mais de quelle utilité peut être cette même liberté, ou plutôt de quelle conséquence ne seroit-elle pas dans un Écrivain, qui ne veut remonter à l'origine des choses, que pour ébranler ou décréditer l'ordre présent ? Si les Loix donnent une grande autorité à la possession immémoriale ; si cette possession mérite d'être respectée ; c'est sur-tout par rapport aux Jurisdictions dont les droits sont constans, publics & avoués. Le Défenseur de M. l'Archevêque de Lyon, en fit la remarque dans le Plaidoyer déjà cité. *En effet, disoit-il, si, lorsqu'une Jurisdiction a paru établie d'ancienneté, qu'elle a été exercée publiquement, & qu'elle a été mise par tous les Auteurs au rang des Jurisdictions légitimes du Royaume, il étoit permis à la Critique, de venir jeter des doutes sur son origine ; à quelle étrange conséquence ne mèneroit pas cette liberté téméraire ? . . . Nous avons des Loix dans l'État qui doivent toute leur force à l'usage ; les Loix même les plus fondamentales sont de ce nombre : que seroit-ce, si à la faveur de l'obscurité des tems, on remet-toit tout en contestation ? . . . L'intérêt le plus général, la règle la plus nécessaire & la plus utile, c'est que dans tout ce qui concerne le Droit public, on s'en tienne à la possession, comme à une barrière heureuse qui dispense d'aller plus loin. Or y eut-il jamais, en matière de Jurisdiction, une possession*

L'intention de l'Écrivain de M. l'Archevêque de Paris a moins été d'attaquer sérieusement la Primatie, que d'indisposer contr'elle. Elle réunit le droit & la faveur.

Il peut être permis aux Sçavans & aux curieux, de remonter à l'origine de certains établissemens.

Danger & inutilité de ces recherches, lorsqu'elles tendent à troubler l'ordre reçu, & à renverser une possession immémoriale.

plus constante & plus ancienne, que celle de la Primatie de Lyon (a) ?

Résutation des reproches faits à la Primatie par l'Écrivain de M. l'Archevêque de Paris.

Il n'y a donc eu, M. ni sagesse, ni utilité dans la liberté que s'est donnée votre Écrivain, de jeter des soupçons sur l'origine de la Primatie. Il a été encore moins juste & moins prudent, lorsqu'il a donné comme démontré, qu'elle n'étoit pas plus ancienne que Grégoire VII; qu'elle étoit abusive, & aussi opposée aux Saints Canons, au Droit commun, & à la liberté des Églises, qu'onéreuse aux Sujets du Roi, & contraire à la dignité de sa Couronne.

Quel établissement que celui qui mériteroit d'aussi odieuses qualifications ! Y reconnoîtra-t-on jamais un ouvrage cimenté, affermi par tant de Bulles de Papes, par plusieurs Conciles nombreux ; mille fois avoué, maintenu par nos Rois, & par le premier Tribunal de leur Royaume ?

Il est faux que la Primatie de Lyon soit opposée aux SS. Canons, au Droit commun, & à la liberté des Églises.

Mais discutons chacun de ces reproches en particulier. Et d'abord, que veut dire votre Écrivain, M. lorsqu'il représente la Primatie de Lyon comme opposée aux Saints Canons, au Droit commun & à la liberté des Églises ? Prétendrait-il que toute Primatie est par sa nature étrangère à l'esprit de l'Église & à la constitution de son gouvernement ? Il se montreroit bien peu versé dans la connoissance de l'Antiquité. Qui ne sçait que l'Église a eu, presque dès son berceau, des Patriarches, des Primats, ainsi que des Métropolitains ?

Partage des Sçavans sur l'époque de l'établissement des grands Sièges. Tous conviennent que les Métropôles & les Primaties sont de la plus grande ancienneté, & qu'elles ont été autorisées par les Conciles.

Les Sçavans sont partagés sur l'époque de l'établissement des Métropôles, & de ces Sièges éminens auxquels correspondoient plusieurs provinces. Les uns, avec M. de Marca, font remonter jusqu'aux tems Apostoliques la distribution des Églises dans cet ordre de subordination (b) : & s'ils conviennent que le plan en fut dressé suivant la disposition de l'ordre politique, ils n'en sont pas moins persuadés que les Apôtres furent les véritables auteurs

(a) Plaidoyer de M. Terrasson, p. 90.

(b) Hæc portionum distributio quæ diversis Episcopis commissæ sunt, fluxit à Jure Apostolico. De concor. l. 6. c. 1. n. 3. . . . Apostolos Orbem Ecclesiasticum in provincias distribuisse, ad exemplum

dispositionis civilis quæ vigeat in Imperio. Ibid. n. 4. Apostolos, cum Ecclesias distribuerent in provincias, in animo habuisse ut in iis Corpus Episcoporum statucretur sub providentia Episcopi Metropoleos. Ibid. n. 5.

des Sièges Métropolitains, & des Églises Primatiales qui présidèrent sur plusieurs provinces; ou du moins que les Primaties furent établies à l'imitation des Métropôles & par les mêmes motifs (a).

D'autres estiment, avec M. Dupin, que les différens degrés qui distinguèrent les Sièges, ne durent point leur naissance à l'Institution Apostolique: que le partage des Églises se fit insensiblement, suivant la distribution des provinces de l'Empire: que ce fut par un simple usage, que certaines Églises acquirent une prééminence d'autorité: que ces coutumes furent ensuite approuvées & confirmées par les Conciles: & que c'est ainsi que se sont formés les Exarchats, les Patriarchats, & les Métropôles (b). Mais en refusant d'attribuer cette distribution à un ordre Apostolique, ces Auteurs sont bien éloignés d'en suspecter la source & les fondemens. Ils reconnoissent au contraire, que l'établissement des Métropôles & des Primaties est très-ancien, & qu'il fut autorisé par les Saints Canons (c).

Un Auteur moderne fait sur cette matière une réflexion bien capable de concilier le respect & la faveur à l'élévation des grands Sièges. *Il ne faut pas, dit-il, regarder la distinction des Métropolitains & des Sièges éminens de l'Église, comme étant une simple imitation de l'ordre & de la disposition de l'Empire: mais on doit la considérer comme étant nécessaire à l'unité & à la subordination de la hiérarchie, & comme ayant été, dans les desseins de Dieu, la cause de la disposition de l'Empire (d).*

Élévation des grands Sièges nécessaire à la subordination & à l'unité: cause, dans les desseins de Dieu, de la disposition de l'Empire.

(a) *Indè factum est ut Episcopi magnarum urbium, cum Episcopos ad novas provincias fundandas mitterent, eximium quoddam Jus in cæteras Ecclesias sibi reservaverint. . . Jus autem illud situm erat in quodam veluti obsequio & reverentia, quæ validiora erant vel remissiora inter Ecclesias, juxta unius cujusque possessionem, quam servari præcipit Concilium Nic. Can. 6. Episcopi trium magnarum urbium Imperii Romani, Romæ videlicet, Alexandriæ & Antiochiæ, Jure illo singulari potiebantur in plerasque provincias, ut cæteris præminerent. Ibid. n. 9.*

(b) *Nullam inter Ecclesias & Episcopos prælationem, nullam Patriarchicam aut*

Metropolitica Dignitatem ab Apostolis propriè institutam fuisse. . . Id successu temporis, paulatim per consuetudinem invaluit, ac tota Ecclesiarum distributio ad formam Imperii facta est. . . Eadem ratione, urbes illæ quæ dioceseos, seu regionis alicujus, pluriumque provinciarum erant Capita, successu temporis, quædam in cæteras Jura obtinere. De antiq. Eccl. discipl. diss. 1. §. 7. pag. 18.

(c) *Eam enim antiquissimam (Dignitatem) esse nemo disputeri potest. . . Canonibus deinde confirmata est. Ibid.*

(d) *Conférences Ecclésiastiques, tome 2. dissert. 54. page 314.*

Idée & autorité
du Pape S. Léon.

Cette observation, si judicieuse par elle-même, doit avoir d'autant plus d'autorité, qu'elle a été tirée d'une Lettre de S. Léon ; où ce grand Pape cherchant dans la constitution même de l'Eglise, le principe de la distinction des Sièges, établit que si la supériorité de S. Pierre sur les autres Apôtres étoit nécessaire à l'unité, c'est aussi pour maintenir la concorde & la correspondance entre les Evêques, que chaque province a eu un Métropolitain, & que les Sièges éminens ont étendu leur sollicitude sur plusieurs Métropoles : *Connexio totius Corporis præcipue exigit concordiam Sacerdotum, quibus etsi Dignitas sit communis, est tamen ordo generalis : quoniam & inter beatissimos Apostolos, in similitudine honoris, fuit quædam discretio potestatis ; & cum omnium par esset electio, uni tamen datum est ut cæteris præemineret. De qua forma Episcoporum quoque est orta distinctio : & magnâ ordinatione provisum est, ne omnes sibi omnia vindicarent ; sed essent in singulis provinciis singuli, quorum inter fratres haberetur prima sententia ; & rursus quidam in majoribus urbibus constituti sollicitudinem susciperent ampliorem, per quos ad unam Petri Sedem universalis Ecclesiæ cura conflueret.*

Primaties reconnues par nos Libertés & par nos Jurisconsultes.

Jamais on n'a eu dans le Royaume, ni nulle part, d'autres idées des Primaties. L'article XLVI des Libertés de l'Eglise Gallicane en fait mention & les approuve. Nos plus célèbres Jurisconsultes placent dans l'ordre de la hiérarchie, les Primats comme les Métropolitains. *Ainsi qu'en la hiérarchie céleste il y a plusieurs degrés, ainsi en la hiérarchie terrestre, il y a plusieurs sortes d'Evêques, ayant divers noms & divers pouvoirs ; les uns étant simples Evêques, n'ayant Jurisdiction qu'en leurs diocèses ; les autres, Archevêques, qui, outre la Jurisdiction primitive de leurs diocèses, ont encore celle de ressort en ceux des Evêques de leur province : davantage, aucuns sont Primats, ayant en outre Jurisdiction de ressort supérieur sur plusieurs provinces & Archevêchés (a).*

Esprit de l'Eglise dans l'érection des Primaties, le même que dans celle des Métropoles.

Loin donc que les Primaties s'écartent de l'esprit & de la lettre des Canons, il est évident qu'elles sont connues & approuvées

(a) Loiseau, Traité des ordres.

approuvées dans le Droit François ; que leur établissement remonte aux premiers siècles ; qu'elles ont eu la même origine que les Métropôles ; que la distinction des villes , dans l'ordre civil , a été , à l'égard des unes & des autres , l'occasion de leur prééminence dans l'ordre ecclésiastique ; & que cette distribution a été l'effet d'une Providence particulière , *Magnâ ordinatione provisum est* : puisque la correspondance de plusieurs provinces sous un Primat , sert à cimenter la paix & l'unité de l'Eglise entière ; de même que la supériorité du Métropolitain est destinée à entretenir la concorde entre les Evêques d'une même province.

Il y a lieu de présumer que les Eglises d'Occident se conformèrent , comme les autres , à ces principes & à cette discipline. C'étoit autrefois une règle , que la Dignité des Sièges répondit à l'élévation des villes dans l'ordre politique. Cette règle fut confirmée par le Concile général de Chalcédoine (a), & elle n'étoit pas particulière à l'Orient. *Nous voyons*, dit un Auteur de nos jours (b), *que les Disciples des Apôtres imitèrent leur conduite ; & que , comme ceux-ci avoient d'abord prêché Jésus-Christ dans les grandes villes , les autres qui établirent aussi la foi dans les provinces , plantèrent d'abord l'étendard de la Croix dans les lieux les plus distingués. Il en donne pour exemple , sur l'autorité d'Eusèbe , la conduite des Disciples de S. Polycarpe , qui commencèrent leur Mission Apostolique à Lyon & à Vienne ; parce que ces villes étoient les principales des Gaules : In Gallia duæ præ cæteris insignes præstantesque urbium matres Lugdunum & Vienna. Ce fut (ajoute Eusèbe) de ces deux Métropôles civiles , que la Religion se répandit ; & les Eglises qui venoient d'y être établies , participant à leur Dignité , devinrent des Eglises principales.*

Ce fut encore sur cette règle , que le Concile assemblé à Turin en l'année 397 , décida la contestation alors si célèbre ,

Raisons de croire
que les Eglises d'Occident se conformèrent à la discipline de celles d'Orient.

(a) *Si qua civitas potestate Imperiali innovata est, vel deinceps innovata fuerit, quoque Paræciarum ordo consequatur.*
 civiles & publicas formas, Ecclesiasticarum | Can. 17.
 (b) Conférences Ecclésiast. tome 2.
 page 313.

entre les Églises d'Arles & de Vienne, touchant la prééminence. Le Concile voulut que la préférence appartînt à l'Évêque qui pourroit justifier que sa ville étoit la plus ancienne Métropole civile (a).

M. de S. Georges soutient que la Primatie de Lyon est aussi ancienne que celles d'Afrique & d'Orient. Preuves sommaires qu'elle est antérieure au siècle de Grégoire VII.

Il ne seroit donc pas surprenant que dans les Églises des Gaules, comme dans celles d'Orient, l'usage eût formé des Sièges supérieurs, qui, à des prééminences d'honneur, eussent joint une Jurisdiction plus ou moins étendue. Mais y a-t-il eu en effet de ces Sièges éminens; ou bien, toutes les Métropoles ont-elles été indépendantes dans l'origine? c'est une question qu'il seroit superflu d'examiner ici. Elle fut vivement agitée entre M. Colbert Archevêque de Rouen & M. de Saint-Georges Archevêque de Lyon. Celui-ci soutint que la Primatie de Lyon, bien antérieure au siècle du Pape Grégoire VII, étoit née comme celles des Églises d'Afrique & d'Orient, & que sa source se perdoit dans les tems les plus reculés. Vous pouvez voir, M. dans les Requêtes de M. de Saint-Georges, & dans le Plaidoyer de M. Terrasson, les titres & les témoignages qui appuient ce sentiment. Si l'Auteur de votre Mémoire les eût lus avec des yeux plus équitables, il n'auroit pas pris sans doute un ton si affirmatif: il n'auroit pas osé dire que la Primatie avoit été inconnue pendant les dix premiers siècles de l'Église, & que M. Colbert l'avoit démontré. Ce qu'il y^a au moins de certain, c'est qu'au onzième siècle, elle ne fut point regardée comme un établissement nouveau. Grégoire VII ne l'érigea point; il ne fit que la confirmer: *Confirmamus Primum Ecclesiæ tuæ, & per eam tibi, tuisque Successoribus*: ce sont les termes de la Bulle que ce Pape adressa à Guébin Archevêque de Lyon. Il s'exprima plus clairement encore dans sa seconde Bulle, qu'il adressa aux Métropolitains soumis à cette Primatie. Il y atteste qu'elle avoit été approuvée par ses Prédécesseurs: *Apostolicâ vobis auctoritate præcipimus, ut dictæ Ecclesiæ Lugdunensi honorem, & reverentiam à Majoribus nostris*

(a) *Illud, inter Episcopos urbium Arelatensis & Viennensis, qui de Primatûs apud nos honore certabant, à Sanctâ Synodo definitum est, ut qui ex eis probaverit suam civitatem esse Metropolim, is totius provincie honorem Primatûs obtineat, & ipse juxta Canonum præceptum, ordinationum habeat potestatem. Can. 2.*

Ecclesiis vestris præfixam, ita vos exhibere humiliter & devotè procuretis, quemadmodùm vobis à Suffraganeis vestris reddi debere non dubitatis.

Mais, sans me livrer à la discussion de ce point de critique, qui n'est pas nécessaire à mon objet, je me contente d'observer que, si la Primatie de Lyon est aussi ancienne que la Religion dans les Gaules, elle mérite le même respect que les grands Patriarchats des Églises Orientales : & j'ajoute que, quand même elle auroit été érigée par Grégoire VII, ce ne seroit pas un motif pour la traiter d'abusive, comme le fait votre Écrivain. En effet, pourquoi n'auroit-on pas pu, au onzième siècle, imiter dans l'Église de France, un modèle qu'offrent, dès les premiers tems, les Églises fondées par les Apôtres, les Églises qui les premières ont été éclairées du flambeau de la foi ?

Quand la Primatie de Lyon auroit été érigée par Grégoire VII, elle n'en seroit pas moins respectable.

Le Concile général de Chalcédoine suppose que l'on pourra former de nouvelles Métropoles, & accorder aux Églises de plus grandes prérogatives, à mesure que les villes seront plus éminentes dans l'ordre politique. Seroit-on autorisé à dire que l'érection de votre Église en Siège Métropolitain est abusive, parce qu'elle ne date que du dix-septième siècle ? Il en est, toutes proportions gardées, des Primaties comme des Métropoles : si le bien de l'Église peut demander l'érection des unes, il peut demander aussi l'érection des autres. Vous ne direz pas sans doute, qu'il n'y a de Primatie légitime que celle dont l'origine est inconnue : les Églises de Constantinople & de Jérusalem furent érigées en Églises Patriarchales ; & l'on en sçait l'époque : les vues de S. Léon sur la nature des Primaties, sur leur utilité, sont indépendantes des lieux & des tems. Grégoire VII animé de ces vues, auroit donc pu, sans violer les SS. Canons, décorer l'Église de Lyon de la Dignité Primatiale.

Je sçais, M. que des Auteurs estimables ont montré des doutes sur l'existence de la Primatie de Lyon dans les premiers siècles : mais votre Écrivain, qui cite & exagère quelque fois si fort leur témoignage, n'auroit-il pas dû apprendre d'eux-mêmes, que son origine, pour être plus récente, n'en étoit pas moins

Sentiment des Auteurs, & en particulier du P. Thomassin, sur cette matière.

respectable ? Le Père Thomassin, par exemple, qui paroît si porté à croire que Grégoire VII en fut le premier auteur, la regarde-t-il pour cela comme un établissement abusif ? Loin de penser qu'elle porte originairement sur des motifs peu solides, il établit au contraire que le besoin de l'Église en fut le solide fondement (a). *Si les Primaties anciennes d'Arles & de Mayence, dit-il, furent si avantageuses à l'Église Gallicane ; si la Police Ecclésiastique de l'Orient n'a pu s'en passer ; si les Empereurs, si divers Souverains, si nos Rois même les ont si souvent demandées pour la réformation des Églises & pour l'avantage de leurs États ; pourquoi ne jugerions-nous pas aussi favorablement de l'établissement de celle de Lyon ? Les Archevêques qui résistoient à cet établissement, regardoient avec raison la liberté de leurs Églises comme un grand avantage : mais ils n'ont pas eu moins de raison, en s'y soumettant, de considérer l'avantage du Royaume, où une infinité de Causes se peuvent par ce moyen terminer sans aller à Rome. Si les Papes Grégoire VII & Urbain II ont touché, en passant, quelques autres conventions, qui ne soient pas à l'épreuve de la censure des Critiques il ne faut pas croire que par les subtilités de cette critique, on puisse ébranler les véritables & solides fondemens de la Police de l'Église, qui est la colonne de la vérité. Je le dis encore une fois ; cette Primatie a été fondée sur l'espérance des avantages que l'Église a retirés de tant d'autres Institutions semblables Ce fondement est inébranlable.*

Même idée de M.
de Marca,

M. de Marca, l'Auteur sans doute le moins suspect dans cette matière, a reconnu lui-même qu'en refusant à la Primatie de Lyon, une origine plus ancienne que la Bulle de Grégoire VII, on n'en devoit pas moins respecter les motifs de son établissement. Il dit en termes exprès, que cette Primatie porte *sur les fondemens les plus solides* ; que l'autorité de la Bulle de Grégoire VII est inébranlable ; que l'état florissant de la ville de Lyon, l'éclat & l'ancienneté de son Église, fournissoient à

(a) Ancienne Discipline, tome 1. l. 1. chap. 34. n. 13.

ce Pape assez de raisons pour la décorer de ce titre éminent (a).

Quelque sentiment qu'on embrasse, M. sur l'origine de la Primatie de Lyon, il est donc clair que non seulement ce n'est point un établissement abusif, contraire aux SS. Canons; mais encore qu'il a pour lui l'esprit, & la lettre des Loix; qu'il est fondé en exemples frapans; & qu'au sentiment de S. Léon, on doit le regarder comme le fruit d'une Providence attentive aux besoins de l'Eglise: *Magnâ ordinatione provisum est.*

Tout ce qui est le véritable bien de la Religion ne peut être opposé à celui des Princes & de leurs États: & si votre Écrivain avoit jugé de la Primatie par rapport à l'Eglise, comme l'Eglise elle-même, il ne l'auroit pas taxée sans doute, d'être onéreuse aux Sujets du Roi, & contraire à la Dignité de sa Couronne. Il établit cette imputation sur une Lettre que Louis le Gros écrivit au Pape Callixte II en 1121, pour demander que la Métropole de Sens fût affranchie du joug de la Primatie. Mais si l'on n'avoit voulu retirer de ce fait que de légitimes avantages, n'auroit-il pas fallu le rapporter dans son entier & avec toutes ses circonstances? Oui, M. il auroit fallu ajoûter que cette Lettre fut accordée aux sollicitations, au crédit de l'Archevêque de Sens, & qu'on l'a même soupçonnée d'être son ouvrage. Il auroit fallu ajoûter ce que Callixte II répondit au Roi: c'est que les Droits de la Primatie de Lyon étoient trop affermis pour y déroger en faveur de la Métropole de Sens. Il auroit fallu ajoûter que ce Pape les confirma de nouveau par une Bulle authentique: *Constitutum antiquitus Lugdunensis Ecclesiæ Primatum confirmamus.* Il auroit fallu surtout observer, avec le Père Thomassin, que la ville de Lyon n'étoit point alors sous la domination de nos Rois, & que ce fut la raison politique dont on se servit auprès de Louis le Gros, pour faire réussir l'intrigue: (car c'est ainsi que le Père

C'est mal-à-propos que l'Écrivain de M. l'Archevêque de Paris attribue à la Primatie de Lyon, d'être onéreuse aux Sujets du Roi, & contraire à la dignité de sa Couronne.

(a) *Primatus iste solidissimis fundamentis nititur; summâ nempe & plenâ Sedis Apostolicæ auctoritate... Manet Pontificiis Decretis inconvulsum; sanè adèd illustis fuerat olim civitatis Lugdunensis status, ut Gregorio VII satis instructæ rationes suppetere potuerint ad constituendum illius Ecclesiæ Primatum.... Cui vetustas Ecclesiæ illius & splendor, quem illi celeberrimæ famæ Irenæus Episcopus conciliavit, non mediocriter suffragata sunt. De Primatu, cap. 95.*

Thomassin qualifie cette nouvelle tentative des Archevêques de Sens.) Il auroit fallu dire enfin , avec le même Auteur , que *l'empire spirituel de la Primatie fut affermi* , dès que la ville de Lyon eût été réunie à la Couronne ; *nos Rois & nos Prélats ne faisant plus difficulté de faire dépendre leurs Églises , d'un Archevêque & d'un Primat François (a).*

Primatie toujours protégée par nos Rois ; utile & honorable à leur Royaume.

J'en avois déjà fourni la preuve , en rapportant les marques signalées de protection que Philippe le Bel & ses augustes Successeurs , ont constamment données à la Primatie : mais d'ailleurs à qui fera-t-on jamais croire , comment sur-tout persuadera-t-on à nos Souverains , qu'un établissement qui élève un Prélat François à un plus haut degré de Jurisdiction & de Dignité ; qui favorise la conservation de nos usages & de nos maximes ; qui rend l'exercice de la Justice plus facile , plus prompt , moins onéreux ; ne soit pas un établissement utile & honorable à leur Royaume ? Cette utilité , qui se fait sentir journellement , se manifeste encore avec plus d'éclat dans les tems de trouble & d'orage : l'Histoire du siècle dernier en fournit un exemple mémorable. Vous avez vu comment M. le Cardinal de Retz , abusant de son autorité , voulut substituer à M. du Saussay Official de Paris , un sujet suspect ; & comment le Ministère public trouva dans la Primatie de Lyon , une ressource contre ses vues séditieuses. Il menaça peu de tems après la ville de Paris d'un Interdit général. M. le Procureur - général , en adhérant aux appels à *futuro gravamine* déjà interjetés par son Substitut , protesta qu'il se pourvoiroit pardevant le Primat : & bientôt ce Magistrat ayant effectué ses protestations , sur sa Requête & sur les Conclusions du Promoteur , l'Archevêque de Lyon fit défense à l'Archevêque de Paris & à ses Grands-vicaires , de passer outre à aucun Interdit général ou particulier (b). Que votre Écrivain , M. concilie , s'il le peut , tous ces faits , toutes ces raisons , toutes ces autorités , avec l'idée qu'il s'efforce de donner de la Primatie.

(a) Discipline Eccléf. loco cit.

(b) Première Requête de M. de Saint-

Georges, Plaidoyer de M. Terrasson.

Mais si elle est appuyée sur d'aussi solides fondemens , que le sont les Canons & les Loix , l'intérêt de l'État & de l'Eglise ; comment donc M. Colbert Archevêque de Rouen prévalut-il dans le Procès qu'il intenta à M. de Saint-Georges pour l'affranchissement de sa Métropole ? Votre Écrivain , M. annonce les moyens qui firent triompher M. Colbert , comme communs aux Archevêques de Rouen , de Tours , de Sens & de Paris ; & il voudroit bien faire entendre qu'il ne devoit y avoir qu'un même sort entre des Prélats qui n'ont qu'une même Cause. Sans aller encore plus avant , vous conviendrez au moins qu'il y a de grandes présomptions contre la justesse de ce parallèle : car enfin , si vous avez les mêmes titres pour vous soustraire à la Primatie de Lyon , que ceux qui furent employés par M. l'Archevêque de Rouen ; pourquoi vos Prédécesseurs ne se réunirent-ils pas à lui ? pourquoi ses succès ne vous ont-ils pas inspiré jusqu'à présent la confiance de suivre son exemple ? pourquoi sur-tout M. l'Archevêque de Tours , qui depuis a commencé le même Procès , & qui avoit bien lu les Écrits de M. Colbert , n'a-t-il cru pouvoir échaper à une condamnation juridique , que par un acquiescement volontaire ? Entrons dans la discussion du fait particulier , & voyons s'il sera plus favorable à la prétention de votre Écrivain.

Il est vrai que M. l'Archevêque de Rouen attaqua dans ses Mémoires les fondemens de la Primatie ; qu'il appella comme d'abus des Bulles de Grégoire VII : mais il ne fit en cela que suivre l'usage ordinaire des Plaideurs , qui consiste à accumuler toutes sortes de moyens , dans l'espérance de donner plus de poids & de faveur à leurs Causes. Son véritable système de défense étoit que la Province de Normandie avoit été soustraite à la Primatie , dans le XV. siècle , par une Sentence du Cardinal de Sainte-Croix ; que le Pape Callixte III avoit confirmé ce Jugement par deux Bulles ; & que depuis ce tems-là la Métropole de Rouen s'étoit constamment maintenue dans l'indépendance. Vous voyez , M. qu'il étoit très-possible d'admettre , en faveur du Siège de Rouen , l'exception proposée par M. Colbert , & de réprouver tout à la fois les atteintes plus

La Cause de M. l'Archevêque de Paris n'est pas , comme le prétend son Écrivain , la même que celle de feu M. Colbert Archevêque de Rouen.

générales qu'il avoit voulu donner à la Primatie. Telles furent aussi les dispositions de l'Arrêt qui termina cette contestation. Il déclara M. l'Archevêque de Rouen non-recevable dans son Appel comme d'abus, & se contenta de le maintenir dans la possession de relever immédiatement du S. Siège (a). Il est donc évident que les Titres particuliers de l'Eglise de Rouen, furent les seuls motifs de ce Jugement, & que les Métropolitains de Sens, de Tours & de Paris, n'en peuvent tirer aucun avantage. C'est ce que M. l'Archevêque de Lyon avoit déjà répondu à M. l'Archevêque de Tours, lorsque ce dernier montra quelque dessein de faire usage de l'Arrêt. *M. l'Archevêque de Rouen, disoit-il, par des raisons qui doivent être plus respectées qu'approfondies, a obtenu au Conseil un Arrêt favorable à la possession où il étoit, de se dire Primat de Normandie... Le motif du Jugement est écrit dans l'Arrêt même... Le seul fait de la possession a prévalu; je n'en dirai pas davantage: mais M. l'Archevêque de Tours, loin de pouvoir ici se faire un préjugé de cette décision, n'y trouve que des motifs qui le condamnent; parce qu'ayant déjà contre lui les mêmes Moyens qui attaquoient M. l'Archevêque de Rouen, il est encore combattu par la possession, qui est la seule exception à la faveur de laquelle M. l'Archevêque de Rouen a eu gain de Cause (b).*

Vous

(a) » L'Archevêque de Lyon, (dit
» un nouvel Auteur,) jouit de la Pri-
» matie sur les provinces de Sens, Tours,
» & sur celle de Paris qui a été démem-
» brée de celle de Sensen 1622. *Il en avoit*
» *jouï pendant un long-tems sur celle de*
» *Rouen*: mais cette question ayant été
» agitée au Conseil du Roi & les titres de
» ces deux grands Sièges discutés pendant
» cinq ans... par Arrêt du Conseil d'Etat
» du Roi du 12 mai 1702, le Roi... main-
» tint M. l'Archevêque de Rouen & ses
» Successeurs, dans le droit & possession
» où étoit de tems immémorial l'Eglise de
» Rouen, de ne reconnoître d'autre Supé-
» rieur immédiat que le S. Siège: fit défen-
» ses à l'Archevêque de Lyon, ses Grands-
» vicaires & Officiaux, de l'y troubler

» à l'avenir... Ordonna que les appella-
» tions des Ordonnances & Jugemens de
» l'Archevêque de Rouen, ses Grands-
» vicaires & Officiaux, seroient relevés
» immédiatement à Rome. Et en ce qui
» concerne les Appellations comme d'abus
» interjetées, tant par l'Archevêque de
» Rouen, des deux Bulles de Grégoire
» VII de l'année 1079, que par l'Arche-
» vêque de Lyon, de la Sentence rendue
» par le Cardinal de Sainte-Croix le 12
» novembre 1455, & des Bulles de
» Callixte III des 23 mai 1453 & 11 juillet
» 1458; le Roi les déclara respectivement
» non-recevables dans lesdites appella-
» tions comme d'abus. » Jurisprudence
» Canon. v. *Primatie.*
(b) Plaidoyer de M. Terraffon.

Vous voyez , M. que l'Auteur de votre Mémoire s'est constamment mépris , soit dans les principes qu'il a établis , soit dans les faits qu'il a rapportés pour anéantir ou déprimer la Primatie de Lyon. Il n'a pas été plus heureux dans la dernière conséquence qu'il en tire. Selon lui , on doit en conclure au moins , que cette Primatie est un privilège odieux , & de nature à n'être exercé qu'avec beaucoup de réserve.

L'Écrivain de M. l'Archevêque de Paris se trompe , en donnant la Primatie pour un privilège odieux , & qui ne doit être exercé qu'avec beaucoup de réserve.

La Primatie de Lyon , un privilège , dans le sens de cet Écrivain ! Ou il abuse évidemment des termes , ou il a des idées bien peu justes des choses. Le sixième Canon du premier Concile de Nicée , ordonna que les privilèges des Églises Patriarcales leur seroient conservés : *Antiqua consuetudo servetur per Ægyptum ; similiter autem & apud Antiochiam cæterasque provincias suis privilegiis servantur Ecclesiis*. Les Archevêques de Lyon n'auront point à se plaindre , lorsqu'on qualifiera la prééminence de leur Église , comme le fut alors celle des Patriarches d'Alexandrie & d'Antioche : mais si par le mot de privilège , on entend un droit odieux , tel que celui des exemptions , c'est heurter tous les principes que de nommer ainsi la Jurisdiction Primatiale.

Dans l'Église d'Occident les Primaties n'ont pas été aussi fréquentes que dans celle d'Orient : mais pour avoir été d'un usage moins commun , elles n'en ont pas moins été établies sur les mêmes principes. Je crois avoir suffisamment prouvé qu'elles doivent leur origine à l'autorité des SS. Canons , à des vues de bien général , aux mêmes causes qui ont fait naître les Métropôles : que loin d'être étrangères au gouvernement de l'Église , elles entrent dans le plan de son administration. Celle de Lyon en particulier est un Tribunal public & ordinaire , qui a son ressort fixe & certain. Il n'est aucun caractère de ce qu'on appelle Jurisdiction ordinaire , qui ne lui convienne : l'autorité du Primat est autant de Droit commun que celle du Métropolitain. Tout ce dont ce dernier a droit de connoître par voie d'appel , peut être déferé au premier ; & l'on ne souffriroit point que l'appel du Jugement de l'un fût relevé immédiatement à Rome au préjudice de la Jurisdiction de l'autre.

La Primatie de Lyon a été établie sur les mêmes principes que toutes les autres , & dans les mêmes vues que les Métropôles. Elle réunit tous les caractères d'une Jurisdiction ordinaire.

Comment donc encore une fois concilier le nom de *Privilège odieux* avec la réunion de tous ces caractères ? Votre Écrivain ,

E

En quel sens , selon M. Joly de Fleury , la Primatie peut être appelée un privilège.

M. auroit eu des notions plus justes sur la Jurisdiction des Primats, s'il avoit consulté le célèbre Plaidoyer de M. Joly de Fleury, dans l'affaire de la Primatie de Bourges. Ce Magistrat, après avoir établi que l'érection des Métropôles étoit devenue de Droit général & universel, prouva que les mêmes motifs avoient formé aussi des Patriarchats en Orient ; mais avec cette différence, que si les premières, quoique de pure discipline, avoient été universellement regardées comme nécessaires, l'usage des derniers n'avoit été reçu, que par une discipline & pour des Églises particulières. M. de Fleury ajoute que ces principes, certains pour les Églises d'Orient, n'étoient pas moins solides pour celles d'Occident : qu'en France sur-tout, la Primatie n'étoit point à la vérité un degré de Jurisdiction nécessaire ; mais qu'elle ne pouvoit non plus être considérée comme étrangère à notre discipline. *C'est une pure question de nom, dit-il, que d'agiter si la Primatie est un privilège. Si l'on entend par privilège, un Droit contraire au Droit commun & à la discipline de l'Église ; la Primatie n'est point un privilège, puisqu'il y a des exemples de Primaties dans la discipline. Si l'on entend par privilège, un Droit qui n'est pas nécessaire dans la discipline de l'Église, mais qui peut y être sans détruire la discipline ; on peut regarder la Primatie comme un privilège. Que la Primatie soit un Droit contraire à l'ordre hiérarchique, c'est ce qu'on ne peut soutenir : que la Primatie soit nécessaire dans l'ordre hiérarchique, c'est aussi pousser trop loin sa faveur. Le véritable point de vue, c'est un troisième degré de Jurisdiction, qui n'est pas nécessaire ; mais qui n'a rien de contraire à la discipline, quand il est solidement établi : qui doit par conséquent être conservé suivant nos Loix ; puisque dans les Capitulaires de Charlemagne, il est dit que si l'on se plaint du Métropolitain, il faut porter sa plainte au Primat, quand il y en a un dans la province, & que c'est un des articles de nos Libertés (a).*

La Primatie de Lyon est trop solidement établie pour n'être exercée qu'avec réserve.

Si la Primatie n'est point un privilège défavorable, contraire au Droit commun, elle n'est donc point de nature à être exercée avec tant de circonspection & de réserve. Je conçois, M. comment

on est timide & tremblant dans l'exercice d'une autorité, qui existe contre les Loix, qui ne subsiste qu'à la faveur de la non-réclamation, & dont l'usage porté trop loin feroit encore mieux sentir le vice : mais il est démontré que ces précautions & ces allarmes ne sont point faites pour un Tribunal aussi solidement établi que la Primatie de Lyon. Le Primat, comme le Métropolitain, comme l'Évêque, doit prendre garde sans doute d'aller au delà de ses pouvoirs : mais il doit aussi maintenir & défendre les droits de son Siège ; il doit sur-tout rendre la Justice, puisque c'est la plus essentielle fonction de sa Dignité. Tous mes Prédécesseurs m'ont donné ces exemples de sagesse & de courage : je n'ai point dû m'en écarter ; & quoique je puisse m'en affliger quelque fois, je n'en ferai pas moins fidèle à marcher sur leurs traces.

C'est en qualité d'Évêque d'Autun & d'Administrateur de l'Archevêché de Lyon, que j'ai jugé l'affaire des Hospitalières du faubourg Saint-Marcel : ce ne feroit donc pas assez, pour établir l'autorité de mon Jugement, d'avoir démontré l'existence & la légitimité de la Primatie ; je dois prouver encore que les Évêques d'Autun sont en droit & en possession de l'exercer pendant la vacance du Siège.

ARTICLE SECOND.

Droit des Évêques d'Autun pendant la vacance du Siège.

VOTRE Écrivain, M. montre encore plus de prévention contre le droit qu'ont les Évêques d'Autun, d'administrer la Primatie, que contre la Primatie elle-même. Ce privilège n'est à ses yeux, qu'un vain titre, qu'un droit prétendu. Il tire sa source d'une *Transaction* passée en 1286, entre un Archevêque de Lyon & un Évêque d'Autun. Cette *Transaction* n'a été autorisée par aucune Puissance, & ne peut obliger les Successeurs. Ce privilège même ne concerne que l'administration de la Métropole. Il ne s'étend, ni à celle du Diocèse particulier de Lyon, ni à celle de la Primatie. S'il se trouve quelques exemples de Jugemens rendus par les Évêques d'Autun sur des appels des Métropoles de Sens & de Tours, ils ne méritent au-

Allégués de l'Écrivain de M. l'Archevêque de Paris contre le privilège des Évêques d'Autun.

cune considération : on en citoit aussi pour Rouen ; & cela n'a pas empêché M. Colbert , de prouver son indépendance.

Autorité du Père Menestrier , fondement unique de ces allégations. Présomptions contre son sentiment.

C'est sur la foi du Père Menestrier , qui écrivoit en 1696 l'Histoire Consulaire de Lyon , que l'Auteur de votre Mémoire appuie la plupart de ces allégations : sans doute qu'à l'abri d'une pareille autorité , il s'est cru dispensé de rien prouver de ce qu'il avance.

Il faudroit , M. des témoignages en plus grand nombre & d'un ordre bien supérieur , pour balancer tout ce que j'ai à y opposer : ou plutôt , quand un Écrivain a hasardé quelques conjectures téméraires , qu'il est seul de son avis , qu'il a été mille fois réfuté , démenti par les personnes même qui ont le plus d'intérêt à penser comme lui ; en vérité , M. il ne faudroit pas s'appuyer sur un suffrage pareil ; encore moins faudroit-il espérer qu'il prévaudra contre l'évidence. Il ne me sera pas difficile d'établir que le privilège des Evêques d'Autun est à ce point de certitude & de clarté : mais avant que d'en apporter les preuves , je voudrois que vous eussiez la bonté de me faire connoître quel titre , quel intérêt vous avez pour le contester.

M. l'Archevêque de Paris non-recevable à contester le privilège des Evêques d'Autun. L'exercice de la Jurisdiction Primatiale ne cesse point pendant la vacance du Siège de Lyon.

La Primatie de Lyon n'est pas comme celle que le Pape Jean VIII accorda à Angélique Archevêque de Sens , & qui éprouva une si vive résistance dans le Concile de Pontion de l'an 876. Le Père Thomassin prouve que cette Dignité extraordinaire , accordée au mérite personnel du Prélat , ne devoit point passer à ses Successeurs. Celle de Lyon attachée au Siège , ne cesse point à la mort des Archevêques : le Pape Grégoire VII reconnut qu'elle appartenoit à l'Eglise même. Ce fut en faveur de cette Eglise qu'il la confirma , & qu'il l'attribua à Guébin & à ses Successeurs : *Ecclesiæ tuæ , & per eam tibi , tuisque Successoribus*. Personne n'ignore la célèbre maxime de Saint Léon : Autre chose sont les Sièges , autre les Prélats qui y président : *Aliud sunt Sedes , aliud Præsidentes*. La Primatie de Lyon forme dans le Royaume un Tribunal ordinaire & toujours subsistant : elle a été établie , comme les Métropoles , pour le bien de l'Eglise. L'exercice de la Jurisdiction Métropolitaine n'est point suspendu à la mort des Archevêques : celui de la Jurisdiction Primatiale ne cesse pas davantage au décès du Primat. Il arrive quelque fois que les Sièges sont long - tems vacans : si ,

pour y avoir recours, il falloit attendre qu'ils fussent remplis; combien de préjudices & d'inconvéniens n'entraîneroit pas après elle cette cessation de Justice? Dira-t-on que dans ces sortes de cas on pourroit se pourvoir au Tribunal supérieur, *omisso medio*? Les Loix & la Pratique résistent à cette nouveauté: elle seroit reprise d'abus dans tous les Parlemens du Royaume. Le Droit a bien restreint sur quelques objets, les pouvoirs des Chapitres qui administrent les Églises pendant leur viduité; telle est la concession des Dimissoires, &c. mais ces objets sont de pure grace, de pure faculté. La Jurisdiction des Chapitres pendant la vacance des Sièges, est aussi étendue que celle des Prélats pour tout ce qui est de nécessité ou de justice.

Il résulte de ces principes, que le Chapitre de Lyon exerceroit la Jurisdiction Primatiale, le Siège vacant, si les Évêques d'Autun n'en étoient chargés par un droit particulier: il l'exerce en effet, jusqu'à ce que ces derniers aient requis l'usage de leur privilège. Or, quel intérêt, quelle qualité pouvez-vous avoir, M. pour prétendre que le dépôt de la Primatie doit être plutôt entre les mains du Chapitre que dans celles de l'Évêque d'Autun, dès qu'il n'en résulte aucun changement dans l'ordre de votre dépendance? Il semble au contraire, qu'une sorte de convenance devoit vous faire préférer de voir les appels de vos Ordonnances jugés par un Évêque, plutôt que par les Grands-vicaires d'un Chapitre, qui, quelque distingués qu'ils soient, ne sont jamais que de simples Prêtres. Il est donc bien étonnant, M. que votre Écrivain ait attaqué aussi gratuitement pour vous & pour le Siège de Paris, le droit des Évêques d'Autun. Auroit-il eu pour but d'ouvrir les yeux au Chapitre de Lyon sur la connoissance de ses droits? Mais comment n'a-t-il pas fait ces réflexions: qu'en général les Chapitres sont jaloux de leurs prérogatives: que celui de Lyon en particulier est avec raison attentif à les conserver: que la considération & les distinctions dont il jouit, le mettent plus qu'un autre à l'abri des entreprises: qu'il ne pouvoit ignorer le sentiment du Père Menestrier sur l'exercice de la Primatie: & que, puisque malgré tout cela, il ne contestoit point aux Évêques d'Autun le privilège de l'administrer, il falloit que le droit de ces Évêques fût bien authen-

La Jurisdiction Primatiale seroit exercée par le Chapitre de Lyon, si les Évêques d'Autun ne réclamoient pas leur privilège.

Acquiescement constant & immémorial du Chapitre de Lyon, preuve victorieuse du droit des Évêques d'Autun.

tique & bien constant ? J'ai l'honneur d'être aujourd'hui Archevêque de Lyon ; les droits du Chapitre de cette Église me sont aussi chers que les miens propres ; je ne voudrois rien avancer qui pût lui nuire : mais parce qu'il est encore plus juste dans ses prétentions, que délicat sur ses prérogatives, je n'aurai point cette inquiétude, en assurant qu'il regarde le privilège des Evêques d'Autun, comme légitime : & j'ajouterais que son seul silence sur cette matière, est plus imposant, plus persuasif, que cent témoignages comme celui du Père Menestrier.

Je pourrois donc me renfermer dans cette fin de non-recevoir, & laisser aux Evêques d'Autun le soin de venger un des plus beaux droits de leur Siège ; mais cette manière de procéder, qui suffiroit au triomphe de ma Cause, ne rempliroit pas mes vues principales : je pense moins à me défendre qu'à éclairer.

Origine du privilège
des Evêques d'Autun.
Raisons de croire qu'il
est aussi ancien que
S. Grégoire le Grand.

Il seroit peut-être difficile de fixer avec précision & certitude, l'époque du droit qu'ont les Evêques d'Autun, de gouverner l'Église de Lyon pendant sa viduité : mais son origine est d'autant plus respectable, qu'elle se perd dans des tems plus reculés. Les Auteurs du *Gallia Christiana*, & le Père Menestrier lui-même, pensent que cette prérogative fut une suite des privilèges que Saint Grégoire le Grand accorda à Siagrius Evêque d'Autun & à ses Successeurs. Ce grand Pape, en donnant le *Pallium* à Siagrius, voulut que l'Église d'Autun eût le premier rang parmi celles de la province de Lyon, & qu'on ne suivît plus, par rapport à ses Evêques, l'usage qui jusqu'alors avoit réglé la préférence entre les Suffragans par l'ancienneté de l'Ordination.

Les Evêques d'Autun devinrent donc, dès ce moment, premiers Suffragans de Lyon : & comme le Métropolitain étoit chargé des Églises vacantes de sa province, pour y veiller par lui-même, selon la discipline d'Orient ; & par un Visiteur commis, selon l'usage le plus ordinaire de l'Afrique & de l'Occident (a) ; il est bien vrai-semblable que, par une suite de cette discipline, le soin de l'Église de Lyon fut dévolu de droit, pendant la vacance, aux Evêques d'Autun. Ce

(a) Discipline du P. Thomassin, tome 2. | tom. 1. pag. 1. tit. 13. cap. 1. n. 12.
l. 2. chap. 9. n. 8. page 724. Van Espen, |

Ce qu'il y a de certain au moins, c'est que dès ce tems-là ils commencèrent à se qualifier de Vicaires de cette Église ; & que ce titre leur fut confirmé par quatre Bulles des Papes Innocent II, Luce II, Eugène II, & Alexandre III, des années 1140, 1143, 1150, 1161. *Vicariam etiam & dignitatem, quam Antecessores tui in Lugdunensi Ecclesia, usque ad hæc tempora, habuisse noscuntur, tibi confirmamus.*

Confirmation de ce privilège par différentes Bulles des Papes.

Ce n'a point été pour eux un vain titre, un privilège prétendu : nos Rois l'ont confirmé, l'ont respecté jusqu'à lui sacrifier l'usage d'une de leurs plus belles prérogatives : les Évêques d'Autun en ont joui constamment : les Tribunaux les ont maintenus dans leur possession toutes les fois qu'on a voulu les y troubler.

Reconnoissance & Confirmation de nos Rois.

Ce droit de l'Église d'Autun sur celle de Lyon, & qui appartient aussi à l'Église de Lyon sur celle d'Autun, étoit si certain du tems de Philippe-Auguste, que ce Prince le reconnut, le confirma en 1189, & consentit en sa faveur à ne point étendre la Régale sur ces deux Sièges (a). Son exemple a été suivi jusqu'à ce jour par tous nos Souverains.

En 1268 les Chanoines de S. Just s'adressèrent à Gérard Évêque d'Autun, *Administrateur de l'Archevêché de Lyon*, & à ce titre leur Père & leur Supérieur pour le spirituel & le temporel (b).

Preuves d'une possession ancienne & constante.

En 1269 les habitans de Lyon s'étant emparés de la Jurisdiction qui appartenait à l'Archevêché, ce même Gérard assembla un Concile & prononça contre la ville une Sentence d'Interdit. Il fit ensuite un Accord avec les habitans, & leva l'Interdit par une autre Sentence. Dans tous ces Actes, il prend la qualité d'*Administrateur spirituel & temporel de l'Archevêché de Lyon*.

(a) *Cum ex testibus fide dignissimis didicerimus, quoties vacat Sedes Lugdunensis, jus Ecclesiæ Lugdunensi competere, ut Archiepiscopus ejus manu suâ teneat Regalia nostra, aliâque omnia quæ ad eam pertinent : & vicissim, quoties vacat Sedes Lugdunensis, Aduensis Præsul manu teneat quicquid ad Ecclesiam Lugdunensem pertinet : volumus & mandamus utramque Ecclesiam jure suo plenè ac perfectè frui.*

Lettres Patentes de Philippe-Auguste, citées par le P. Menestrier, dans son Histoire Consulaire, page 299, & par les Auteurs du *Gallia Christiana*, tom. 4, pag. 320.

(b) *Nos venerabili Patri Gerardo Episcopo Aduensi, gerenti administrationem Archiepiscopatus Lugdunensis Sede vacante. . . tamquam Patri & Domino nostro in temporalibus & spiritualibus, præsentavimus.* Chartul. Aduen.

En 1270 le Siège de Lyon étant vacant, les Prieur & Religieux de Savigny supplièrent l'Évêque d'Autun, de confirmer l'élection d'Amédée de Rouffillon, qu'ils avoient choisi pour leur Abbé.

Au mois de décembre de l'année 1282, Aymard Archevêque de Lyon adressa des Lettres à l'Official & à tous les autres Juges du spirituel & du temporel de l'Archevêché, pour ordonner qu'en cas de vacance du Siège, toute administration ou Jurisdiction spirituelle & temporelle fût remise à l'Évêque d'Autun : & cela, dit-il, suivant l'ancien usage, qui étoit si constant qu'on ne pouvoit rien lui opposer (a).

Hugues d'Arcy Évêque d'Autun donna en 1283 une déclaration, par laquelle il reconnut avoir reçu des mains du Chapitre de Lyon l'administration du Siège pendant la vacance, & promit de la lui rendre après l'élection d'un Archevêque (b).

Raoul ayant été élu Archevêque de Lyon en 1284, deux Chanoines de l'Église Collégiale de S. Just, chargés de sa Procuration, se rendirent à Autun pour demander que l'Évêque ou ses Officiers rendissent l'administration de l'Archevêché (c).

En 1286 Raoul de Torrette Archevêque de Lyon, Hugues d'Arcy Évêque d'Autun, & les deux Chapitres de ces Églises passèrent une Transaction, où après avoir reconnu le droit d'administration réciproque des deux Prélats, on régla la manière dont ils en useroient, sur-tout par rapport au temporel. Le premier article de l'Acte porte que, suivant ce qui s'est observé dans les deux Églises par une coutume approuvée & très-ancienne, à la vacance de l'une ou de l'autre, le Prélat survivant continuera à régir le spirituel & le temporel de l'Église vacante (d).

(a) *Et hoc fit per rei evidentiam adeo notorium quod non potest aliquâ tergiversatione celari.* Gallia Christiana, tom. 4. pag. 320.

(b) *Recognovit se habuisse ac recepisse administrationem Archiepiscopatus Lugdunensis à Capitulo Lugdunensi; & eandem administrationem debere reddere, restituere & tradere dicto Capitulo Lugdunensi, nomine & ad opus electi Archiepiscopi qui prærit in Ecclesia Lugdunensi.* Histoire Consulaire, page 312.

(c) Chartul. Aduen.

(d) *Sede Aduensi vacante, Archiepiscopus Lugdunensis habeat administrationem in temporalibus & spiritualibus civitatis & diœcesis Aduensis: & è converso, Sede Lugdunensi vacante, Episcopus Aduensis habeat administrationem in temporalibus & spiritualibus civitatis & diœcesis Lugdunensis: quia hæcenus ita de longa & approbata consuetudine exiit observatum.* Labbæi Concil. tom. 11. pag. 253.

Au mois d'août 1301, Barthelemy Évêque d'Autun donna sa Procuration pour prendre l'administration de l'Archevêché de Lyon, & de tout ce qui lui appartenait (a).

Le 16 septembre 1340, Jean Évêque d'Autun commit quatre personnes pour administrer l'Archevêché vacant. Les Provisions furent conçues en ces termes : *Vobis & vestrum cuilibet regimen & administrationem plenariam, & liberam Sedis Lugdunensis in spiritualibus & temporalibus, quamdiu eam vacare contigerit, committimus per præsentem.*

Le 30 novembre 1415, Milon de Grancey Évêque d'Autun institua des Vicaires-généraux pour régir le spirituel & le temporel du Siège de Lyon vacant par le décès de Philippe de Thury. Le 18 mars 1417, cet Évêque, qui étoit encore Administrateur de l'Archevêché, révoqua les pouvoirs qu'il avoit donnés à l'Évêque de Valence pour confirmer l'élection d'Amédée de Talaru Doyen de Lyon, & que son Chapitre avoit élu Archevêque.

Le 19 février 1443, le Chapitre remit à Jean Rollin Évêque d'Autun toute l'administration spirituelle & temporelle de l'Archevêché de Lyon vacant par la mort d'Amédée de Talaru : l'Acte de cette remise est parfaitement conforme à ceux qui se font aujourd'hui. Louis Dauphin de Viennois (depuis Louis XI,) écrivit de Tours à Jean Rollin, pour l'engager à confirmer, comme Administrateur de la Primatie, l'élection de Jean Gonault, que les Religieux de l'Abbaye du Mont S. Michel avoient choisi pour Abbé. Ce Prélat, sur le refus de l'Ordinaire & du Métropolitain, confirma l'élection du 25 octobre 1445.

En 1448 l'Évêque d'Autun, Administrateur de l'Archevêché de Lyon, confirma l'élection de Guillaume Floque, que le Chapitre d'Évreux avoit choisi pour succéder, dans le Siège de cette ville, à Paquier de Vaux transféré à l'Évêché de Lisieux (b). Le même Prélat présida à l'Officialité Métropolitaine, & fit avec le Chapitre de Lyon une procession solennelle dans la ville : il

(a) *Ad accipiendam & gerendam, loco nostri, administrationem Archiepiscopatus Lugdunensis, ac Sedis quæ vacavit per mortem D. Henrici quondam Lugdunensis Archiepiscopi, tam in spiritualibus quam* in temporalibus, & omnia pertinentia ad eandem administrationem. Chartul. Eduen.
(b) Troisième Requête de M. de Saint-Georges, page 40.

en fut dressé un Acte le 10 février 1448, & l'Évêque y prit la qualité d'Administrateur de la Primatie (a).

Le 3 mai 1562, M. de Marcilly Évêque d'Autun, ayant requis l'administration, après le décès du Cardinal de Tournon, ce Prélat conféra un Canoniat de S. Nizier, & la grande Custoderie de l'Eglise de S. Jean de Lyon.

Le 22 septembre 1573, M. d'Albon Archevêque de Lyon étant mort, le gouvernement de l'Eglise fut déferé à M. d'Aillibouft Évêque d'Autun. Le 27 février 1574, le Chapitre lui écrivit, pour le prier de venir conférer les Ordres, consacrer les saintes Huiles & faire l'office d'Archevêque, ainsi que cela s'étoit observé de toute ancienneté. Le 6 mai suivant, le Prélat donna une Commission d'Official Primatial, pour juger un Procès criminel intenté à la requête du Promoteur de Chartres, à Pierre de Brisay Abbé de S. Pierre en Vaux. Le Procès avoit été d'abord jugé à Chartres : sur l'appel, la Sentence avoit été confirmée à l'Officialité de Sens; & l'Abbé de S. Pierre s'étoit pourvu à la Primatie.

Le 21 janvier 1599, M. Saulnier Évêque d'Autun, ayant été mis par le Chapitre en possession de l'administration, confirma le 23 janvier les Officiaux & tous les autres Officiers de l'Archevêché, soit pour le spirituel soit pour le temporel.

Les Évêques d'Autun qui ont gouverné l'Eglise de Lyon pendant les vacances arrivées dans le XVII. siècle, n'ont presque point laissé de vestiges de leur administration : on sçait seulement que cette administration leur fut remise par le Chapitre, dans la forme qui s'observe encore aujourd'hui, & l'on a d'ailleurs des preuves qu'ils en ont exercé tous les droits. En 1612 Richer, qui avoit requis, comme Gradué, une Prébende de l'Eglise de Paris, s'adressa, sur le refus de l'Évêque de Paris, d'abord à l'Archevêque de Sens, & ensuite à l'Évêque d'Autun Supérieur pendant la vacance

(a) *Per hoc publicum Instrumentum, cunctis appareat quod anno Domini 1448, Dominus Antonius de Cabilone Aduensis Episcopus, habens administrationem Archiepiscopalis Ecclesie & Sedis ipsius Lugdunensis ac Galliarum Primatie, jure Regalie, ipsa Sede vacante. . . tenuit*

publicè Metropolitanam Curiam. . . Præterea in processione quam venerabiles viri Decanus & Capitulum fecerunt. . . sua utendo prædicta administratione. . . incessit. . . & benedictionem omni populo adstanti altâ & intelligibili voce donavit. Chartul. Aduen.

de l'Archevêché de Lyon. Ce fait est constaté par un Arrêt du 27 juillet 1612, rapporté dans les Preuves des Libertés (a).

L'Auteur des Mémoires du Clergé, après avoir dit que le Chapitre de Lyon jouit de la Régale jusqu'à ce que l'Évêque d'Autun ait pris possession du gouvernement de cette Église, (b) ajoute qu'en 1622 il s'éleva une contestation au sujet des lods & ventes arrivés pendant la jouissance du Chapitre, & qu'ils furent adjugés à ce dernier par le Parlement. On verra bientôt par deux Arrêts de 1630 & de 1631, que les Évêques d'Autun conférèrent dans ce temps-là les Bénéfices qui étoient à la disposition de l'Archevêque de Lyon.

L'Archevêché de Lyon ayant vaqué au mois de juin 1693, l'administration fut dévolue à M. de Roquette Évêque d'Autun, qui institua des Officiers, & en particulier un Official Primatial, avec un Vice-gérant. Le 16 juillet suivant, le Sieur Morange son Grand-vicaire ayant été requis par le Sieur Brunot, de lui accorder un *Visa* pour la Cure de S. Martin d'Ustaleau, qui lui avoit été refusé par M. l'Archevêque de Tours, donna Acte de la réquisition, & confirma le refus du Prélat.

Le 24 juillet, le même Grand-vicaire refusa au Sieur Couret Gradué, les Provisions d'un Bénéfice qu'il avoit précédemment requis de M. l'Évêque du Mans & de M. l'Archevêque de Tours. Le 4 du mois d'août, il conféra, *Jure Primatiali quo utimur ad præsens, ratione nostræ administrationis*, la Chapelle de S. Hilaire dans l'Église de Tours, dont le Sieur Billot n'avoit pu obtenir l'Institution des Grands-vicaires pendant la vacance du Siège.

M. d'Hallencourt de Droménil Évêque d'Autun fut reçu en 1714 Administrateur de l'Archevêché de Lyon. Il donna des Provisions de Grand-vicaires & Officiaux : & le 23 septembre il accorda au Sieur Dumas Clerc du diocèse de Paris, l'Institution d'un Canoniat de l'Église de S. Jaques, qui lui avoit été refusé par le Trésorier, & dont le refus avoit été confirmé par M. le Cardinal de Noailles alors Archevêque de Paris.

Le 19 février 1731, M. de Moncley Évêque d'Autun prit possession de la même administration, & nomma les Officiers

(a) Preuves des Libertés, chap. 21. (b) Mém. du Clergé, tome 11. page 915.

ordinaires. Le 17 avril il donna au Sieur de la Ville Chanoine Régulier, l'Institution du Prieuré-Cure de S. Martin de Theil, diocèse de Sens, sur le refus des Grands-vicaires, le Siège vacant. Le 7 juin son Official Primatial rendit une Sentence entre un Curé de Saify & plusieurs de ses paroissiens. Les 19 mai, 18 juillet & 10 décembre 1731, trois Actes d'affirmation de voyage furent pris au Greffe Primatial, par les Curés de Montagnie le Templier, de S. Martin de la ville de Vendôme diocèse de Blois, & de Bard proche Semur en Auxois.

En 1740 M. de la Valette Evêque d'Autun reçut l'administration, dans la même forme que ses Prédécesseurs : comme eux, il nomma des Grands-vicaires, des Promoteurs & trois Officiaux : ce Prélat fit des Visites dans la plupart des Eglises de Lyon ; & si parmi le grand nombre d'Institutions qu'il a accordées, d'Ordonnances qu'il a rendues, on ne trouve aucun Acte relatif à la Jurisdiction Primatiale, c'est que les occasions en sont rares, & que sans doute il ne s'en est point présenté pendant son administration : mais la nomination des Officiers Primatiaux constate assez qu'il avoit droit d'exercer cette Jurisdiction.

A la mort de M. le Cardinal de Tencin, arrivée le 2 mars 1758, on suivit l'usage constamment observé. Le Chapitre entra d'abord en jouissance de tous les droits spirituels & temporels de l'Archevêché : il nomma des Grands-vicaires, & trois Officiaux, un pour le diocèse, l'autre pour la Métropole, le troisième pour le ressort de la Primatie ; & il conserva l'administration jusqu'au 14 mars, jour auquel je la fis requérir en qualité d'Evêque d'Autun, par un Fondé de Procuration. L'administration m'ayant été remise sans aucune difficulté, je nommai, comme le Chapitre l'avoit déjà fait, des Officiaux, des Promoteurs, des Grands-vicaires, pour exercer tous les droits du Siège, pendant le cours de cette administration, qui n'a cessé que le 20 août 1758. Deux affaires contentieuses furent portées de l'Officialité de Paris à l'Officialité Primatiale : l'une, entre le nommé Jean-Baptiste la Hure M^e Tailleur, & la Veuve Lété ; dans laquelle l'Official Primatial rendit trois Sentences des 10, 14 & 28 juin : l'autre, entre le Frère Berthier de l'Ordre de S. Augustin réformé, la Famille de ce Religieux, & le Supérieur

de la Communauté ; sur laquelle intervinrent pareillement trois Sentences des mêmes dates.

L'affaire des Hospitalières est la seule, du ressort de la Jurisdiction gracieuse, qui ait été portée à la Primatie pendant mon administration.

Il auroit été bien difficile que pendant une aussi longue suite de siècles, un privilège unique dans le Royaume tel que celui des Evêques d'Autun, n'eût rencontré aucune contradiction : mais ce que je vous prie d'observer, M. c'est qu'il n'a jamais été attaqué dans sa substance, & qu'il a toujours triomphé des tentatives qu'on a faites pour en diminuer l'extension.

Jugemens & Arrêts
en faveur du privilège
des Evêques d'Autun.

Chopin rapporte que le Cardinal de Ferrare, ayant permuté l'Archevêché de Lyon pour celui d'Auch, & s'étant réservé, par le Concordat approuvé à Rome, la Collation des Bénéfices dépendans du Siège qu'il quittoit, l'Evêque d'Autun appella comme d'abus de la réserve qui nuisoit à son privilège, & que par Arrêt de l'année 1564, elle fut déclarée abusive, sur le fondement du droit réciproque des deux Eglises d'Autun & de Lyon (a).

Par Arrêt du 11 mai 1630, l'Evêque d'Autun fut maintenu & gardé dans la possession d'avoir l'administration & disposition du spirituel & temporel de l'Archevêché de Lyon, le Siège Archiepiscopal étant vacant ; pour jouir par ledit Evêque d'Autun & ses Successeurs, tant des fruits & revenus dudit Archevêché, que de la Collation des Bénéfices en dépendans, aux mêmes droits que ledit Archevêque de Lyon (b).

Le 15 juillet 1631, il fut jugé que l'Archevêché de Lyon n'est point sujet à la Régale : & M. Talon qui porta la parole en qualité d'Avocat-général, dit qu'il n'y avoit point de difficulté dans l'affaire :

(a) *Unum addam, nec vulgare Curie Decretum. Permutatur Auxitanus Archiepiscopatus cum Lugdunensi, qui ad Cardinalem Ferrariensem spectabat. Hic, Pacto Permutationis, sibi reservat Lugdunensium Sacerdotiorum Donationes : Permutatio Romæ comprobata, & à Pontifice, & à Purpuratorum Patrum Collegio. Aduensis interea Episcopus sui juris esse contendit hujusmodi Collationes ; eo quod veteri*

Pactione Lugdunensis cum Aduorum Præsule, superstitis partes essent, altero Præsulatu vacuo, quasi instar Regis Beneficia erogare. Aduensis Senatum Parisiorum appellat abusum nomine, ab ea Pontificia Permutationis comprobatione. Placuit rectè provocatum. Ann. 1564. (De Doman. l. 2. tit. 9. n. 13. pag. 211.)

(b) Mémoires du Clergé, tome 11. page 233.

que la Cour, par Arrêt rendu depuis peu avec grande connoissance de Cause, avoit jugé que la Régale n'avoit point de lieu en l'Archevêché de Lyon, ni en l'Évêché d'Autun, & que pendant la vacance, l'un a la garde de l'autre réciproquement (a).

Le premier août 1667, l'Archevêque de Lyon fut maintenu, en qualité d'Administrateur de l'Évêché d'Autun, dans le droit de conférer les Bénéfices de ce diocèse, le Siège Épiscopal vacant (b).

Un droit aussi bien établi ne peut être abandonné, ou négligé par les Évêques d'Autun.

Il résulte de tout ce que je viens de rapporter, que plusieurs distinctions attachées à l'Église d'Autun, sont certainement du VI. siècle : que selon toutes les vrai-semblances, ses droits sur l'Église de Lyon remontent à la même époque : qu'au moins ils étoient reconnus dans le XII. siècle, & déjà regardés comme devenus respectables par une longue coutume & une ancienne tradition : que depuis ce temps-là ils ont été exercés sans interruption, par les Évêques de cette Église, confirmés par nos Rois, maintenus par les Tribunaux. Jugez maintenant, M. si devenu dépositaire d'un pareil privilège, j'ai pu en dépouiller mon Siège ; ou plutôt, convenez que, s'il est permis d'en contester la légitimité, en jettant des doutes sur son origine, il n'y a point de conséquence en ce genre à laquelle ne conduise une telle liberté.

Réfutation de quelques objections fondées sur le sentiment du P. Menestrier.

Elle est d'autant moins excusable dans votre Écrivain, que les prétextes dont il l'autorise sont plus frivoles. Il prétend, d'après le Père Menestrier, que les Évêques d'Autun ne reçurent de Saint Grégoire le Grand, que l'administration Métropolitaine : que l'extension de leur privilège à la Jurisdiction diocésaine, eut pour fondement la Transaction passée en 1286 entre Hugues d'Arcy Évêque d'Autun & Raoul de Torrette Archevêque de Lyon ; & que l'administration Primatiale n'appartient point à l'Église d'Autun, ou au moins qu'elle n'a pas d'autre origine que cette même Transaction. Mais n'est-il pas évident que ce système porte sur des suppositions absolument gratuites, & qu'il est d'ailleurs démenti par une foule de témoignages, de faits & d'inductions ?

En effet, où le P. Menestrier a-t-il pris que les Évêques d'Autun n'ont commencé à gouverner le diocèse de Lyon pendant

(a) Bardet, liv. 4. chap. 39. page 582. (b) Mémoires du Clergé, tome 11. p. 389.

la vacance du Siège, que depuis la Transaction de 1286 ? Les Lettres patentes de Philippe-Auguste ne sont-elles pas antérieures de près d'un siècle ; & ne prouvent-elles pas manifestement, non seulement que le droit réciproque des Sièges de Lyon & d'Autun existoit en 1185, mais encore que le droit de Régale fut sacrifié par ce Prince, pour ne pas donner atteinte à un usage déjà ancien ?

Les Lettres d'Aymard Archevêque de Lyon, l'Interdit lancé sur cette ville par Gérard Évêque d'Autun, l'Accord fait ensuite entre ce Prélat & les habitans ; la Supplique des Religieux de Savigny ; l'Acte des Chanoines de S. Just ; toutes ces Pièces, dont j'ai rapporté la teneur & les dates, démontrent de plus en plus l'erreur du Père Menestrier : le privilège des Évêques d'Autun s'y montre comme un droit constant, ancien & reconnu.

La Transaction de 1286 elle-même fournissoit au P. Menestrier une preuve littérale & sans réplique, de la fausseté de son système ; puisque le droit dont il s'agit, y est énoncé comme une prérogative dont les deux Sièges jouissoient depuis long-tems. On seroit tenté de croire que cet Auteur n'avoit pas lu la pièce qui sert de base à ses chimères, s'il ne convenoit expressément qu'il y est dit que l'administration réciproque *est une coutume longue & approuvée*. Mais comment concevoir qu'il ait connu cette disposition, & qu'il n'ait pas réformé ses idées ? Conçoit-on plus aisément, M. comment la Transaction auroit pu qualifier de coutume ancienne, un établissement nouveau ? Comment les Chapitres de Lyon & d'Autun, qui stipulent dans cet Acte avec leur Archevêque & Évêque, eussent consenti à se voir enlever l'administration des deux diocèses, dans le cas où le droit des deux Prélats n'eût pas été authentique & certain ? Concevra-t-on enfin comment nos Rois eussent successivement renoncé à l'usage de la Régale sur l'Archevêché de Lyon, si l'exercice de la Jurisdiction Métropolitaine eût été le seul droit des Évêques d'Autun ?

Le P. Menestrier n'auroit dû avoir besoin, pour se détromper, que de réfléchir un peu sur la réciprocité & sur l'origine du privilège des deux Sièges. Quel est le droit qui appartient aux Archevêques de Lyon sur l'Église d'Autun ? n'est-ce pas celui de gouverner le diocèse, lorsqu'il est vacant ? Le droit des Évêques

d'Autun sur l'Eglise de Lyon est le même : c'est donc aussi le diocèse de Lyon qu'ils doivent administrer. Selon le P. Menestrier, le privilège des Evêques d'Autun leur vient de S. Grégoire : ils furent établis Vicaires & Visiteurs nés de l'Eglise de Lyon : or il est manifeste que la première & la plus importante fonction de cette charge, a dû être de veiller sur l'Eglise veuve, & de lui servir de Chef, de Tuteur & d'Epoux. Que le P. Menestrier & votre Ecrivain après lui, M. pour éluder ce corps insurmontable de preuves, vienne nous dire que la Transaction de 1286 ne parle point de la Collation des Bénéfices, & *que faute de confirmation, elle n'oblige point les Successeurs* : encore une fois, le droit des Evêques d'Autun est bien antérieur à cette époque. La Transaction dont il s'agit, n'a eu d'autre objet que celui d'en régler l'exercice : s'il n'y est rien dit de la Collation des Bénéfices, c'est que cet Acte étoit sur-tout destiné à fixer l'administration temporelle, & que d'ailleurs cette Collation se trouvoit suffisamment comprise dans ce qui y est stipulé en général pour l'administration du spirituel. Le défaut de confirmation ne doit pas arrêter davantage : une Transaction qui innove, peut avoir besoin d'être approuvée ; je ne sçais même, si après cinq siècles, il est tems de le prétendre : mais celle de 1286 ne faisoit que déterminer la manière d'exécuter un droit beaucoup plus ancien.

La seconde limitation du P. Menestrier, & que votre Ecrivain adopte, M. n'est ni plus vrai-semblable, ni mieux établie. Ces deux Auteurs enlèvent aux Evêques d'Autun, l'administration de la Primatie : mais avec cette différence, que le P. Menestrier la conteste absolument ; au lieu que votre Ecrivain, faute d'avoir assez bien étudié son modèle, ne sçait trop s'il doit la nier, ou seulement en rapporter l'origine à la Transaction de 1286. Il auroit pourtant fallu choisir entre ces deux opinions : car enfin, en se décidant pour la dernière, on fait au moins remonter l'époque de l'administration Primatiale à la fin du XIII. siècle : & c'est en quelque manière la rendre aussi ancienne que le privilège même ; puisque la Transaction n'a fait que confirmer une coutume reçue & approuvée depuis long-tems. Mais j'oublie l'embarras où a été l'Auteur de votre Mémoire ; & je suppose qu'il a suivi son Guide
jusques

jusques dans son dernier égarement : voyons quelle en a été la source.

Je la trouve dans la fausse idée que le Père Menestrier a eue du privilège accordé à Siagrius. Cet Écrivain s'étoit imaginé que les Évêques d'Autun n'avoient reçu de S. Grégoire, que la Jurisdiction Métropolitaine ; & parce que ni les Bulles des Papes, ni les Conciles, n'ont donné depuis aucun extension à la concession de S. Grégoire, il en a conclu que les Évêques d'Autun n'avoient aucun droit à la Primatie. Il auroit tiré sans doute la même conséquence par rapport à l'administration diocésaine : mais la Transaction de 1286 l'ayant arrêté, il a formé sur ce point le système que je crois avoir solidement réfuté. Cet Auteur n'a point trouvé le même obstacle pour la Primatie : & voilà ce qui lui a fait prendre le parti d'en contester l'exercice aux Évêques d'Autun.

Pour achever de détruire la chimère du P. Menestrier, il suffit de le rappeler au principe d'où il est parti. Pourquoi suppose-t-il que le privilège de Siagrius ne tomboit que sur l'administration Métropolitaine ? En a-t-il jamais donné aucune preuve ? a-t-il seulement proposé quelques conjectures qui rendent cette supposition vrai-semblable ? Elle est plus qu'arbitraire de sa part : elle est contraire à la nature du privilège, qui rend les Évêques d'Autun Gardiens de tous les droits d'un Siège dont ils ont été établis Vicaires : elle est démentie par les titres dont les expressions générales excluent toute réserve dans l'administration : *Quidquid ad Ecclesiam Lugdunensem pertinet*. Elle est anéantie par la possession paisible des Évêques d'Autun, & par les aveux multipliés du Chapitre de Lyon, qui leur a remis l'administration pleine & entière des droits de cette Église, toutes les fois que le Siège a été vacant. Elle choque enfin tous les principes, tous les usages : car où trouvera-t-on l'exemple d'une Église, dont l'administration soit partagée entre diverses personnes qui n'ont aucun rapport entr'elles ; ou dont partie des droits soit exercée, tandis que les autres sont suspendus ?

Toute la bizarrerie de l'idée du P. Menestrier avoit déjà été démontrée par les Auteurs du *Gallia Christiana* : & votre Écrivain, M. ne dissimule pas qu'ils sont en effet d'un sentiment contraire :

Erreurs du P. Menestrier relevées par les Auteurs du *Gallia Christiana*.

mais autant le témoignage du premier lui paroît triomphant, autant il trouve foible la réfutation qu'en ont fait les autres. Il seroit trop long de les venger ici sur tous les points où l'Auteur de votre Mémoire prétend, sans le prouver, qu'ils ont mal raisonné ; ils se défendent par leur propre célébrité : mais il est un fait particulier, sur lequel je ne puis me dispenser de les justifier, parce que je l'ai cité moi-même, & qu'entre les faits du même ordre, il mérite d'être remarqué.

Fait important à la possession des Evêques d'Autun, dénaturé par l'Ecrivain de M. l'Archevêque de Paris. Justification des Auteurs du *Gallia Christiana*.

L'Abbaye du Mont Saint-Michel ayant vaqué en 1444, Jean Gonault Prieur de Saint-Victor du Mans fut élu par la Communauté : l'Evêque d'Avranches, & après lui l'Archevêque de Rouen, refusèrent de confirmer l'élection : Jean Gonault s'adressa à l'Evêque d'Autun Administrateur de Lyon pendant la vacance ; & il ne fut pas d'abord mieux accueilli : mais Louis XI, qui n'étoit encore que Dauphin, ayant écrit à l'Evêque d'Autun en faveur de Gonault, le Prélat confirma son élection. M. de Saint-Georges a produit & fait imprimer la Lettre du Prince, & l'Acte de Confirmation de l'Evêque. Louis XI, dans sa Lettre, marque à Jean Rollin, qu'il lui appartient de confirmer l'élection, comme ayant le gouvernement & l'administration en spirituel & temporel de l'Archevêché de Lyon, Primatiale de l'Archevêché de Rouen quand l'Eglise de Lyon vaque. Jean Rollin prend de son côté, dans l'Acte de Confirmation, le titre d'Administrateur du Siège Primatial : *Habens regimen & administrationem in spiritualibus & temporalibus Sedis Archiepiscopalis Lugdunensis, Galliarum Primatis.*

La vérité de ces Pièces importantes n'a point été contestée, & n'a pu l'être : mais M. Colbert, à qui M. de Saint-Georges les opposoit, travailla à en éluder la force. Il se flata d'y parvenir, en ajoutant au récit de M. l'Archevêque de Lyon, des circonstances que ce Prélat n'avoit pas connues. Ce fut dans cette vue qu'il produisit un Manuscrit de l'Abbaye de Saint-Michel, où le fait en question est rapporté en ces termes. L'an 1444, sur les nouvelles de la mort de Robert Jollivet Abbé du Mont S. Michel, les Moines s'assemblèrent & élurent pour leur Abbé Jean Gonault Profès dudit Monastère, Prieur de S. Victor du Mans, & Vicaire-général établi par le S. Siège après que Robert Jollivet eût aban-

donné son Abbaye l'an 1420. Mais cette élection n'eut point de lieu : car Louis d'Estouteville Capitaine de ce Mont, qui avoit eu des nouvelles de la mort dudit Jollivet, en donna avis à son frère le Cardinal d'Estouteville qui étoit à Rome, & même supplia Charles VII d'en écrire au Pape pour l'obtention de ladite Abbaye au nom dudit Cardinal : ce que fit le Pape Eugène IV, à la sollicitation du Roi ; & en fit expédier la Bulle aussi-tôt Le Cardinal envoya des Procureurs & Vicaires-généraux, le 3 septembre, pour prendre possession de ladite Abbaye . . . Cependant Jean Gonault poursuivoit son élection : & pour se maintenir, il suivit toutes les Cours d'Eglise en France ; puis à Rome, où il perdit son Procès définitivement ; car le Cardinal étoit bien plus considéré qu'un petit Moine sans appui. Le Pape donna son Jugement par Bulle expresse, par laquelle il excommunia Jean Gonault, s'il ne se desistoit de cette poursuite . . . Jean Gonault, malgré cette fulmination décisive, se pourvut au Parlement de Paris, où il fût en branle de gagner son Procès : & l'on croit qu'il eût eu gain de Cause, sans que Gonault se laissât gagner par les gens du Cardinal ; & passa Transaction avec eux . . . Ce Traité fut fait le dernier janvier 1446, & à condition que ledit Cardinal lui bailleroit annuellement deux cent écus de pension, à prendre sur les revenus de ladite Abbaye ; Item 2500 écus d'argent comptant, pour ses frais. Voilà comment cet Ésaü vendit sa primogéniture pour un bien temporel.

C'est d'après ces Pièces respectivement produites par M^{rs} les Archevêques de Lyon & de Rouen, que les Auteurs du *Gallia Christiana* observent que le dernier n'a point détruit la preuve tirée de l'affaire de Jean Gonault, & que par conséquent elle subsiste toute entière, contre le sentiment de ceux qui voudroient enlever aux Évêques d'Autun l'exercice de la Primatie. Voici le raisonnement qu'ils font pour le prouver. Le Manuscrit du Mont Saint-Michel, disent-ils, renferme trois choses : 1^o que Gonault épuisa tous les degrés de Jurisdiction en France : 2^o que sur les sollicitations du Cardinal d'Estouteville, il perdit son Procès à Rome : 3^o qu'enfin s'étant pourvu au Parlement, il y auroit eu, selon toutes les apparences, gain de Cause, sur l'autorité de la Pragmatique qui venoit de rétablir les élections, s'il n'eût eu la foi-

bleſſe de ſ'accommoder avec le Cardinal d'Eſtouteville. Or ces circonſtances , ajoutent les mêmes Auteurs , établiffent plutôt , qu'elles ne contrarient le fait & la validité de la Confirmation de Gonault , accordée à la recommandation du Dauphin , & faite par l'autorité de l'Évêque d'Autun , en qualité d'Administrateur de la Primatie de Lyon , le Siège vacant (a).

Telle eſt la conféquence que les Auteurs du *Gallia Chriſtiana* tirent des Pièces mêmes de M. Colbert : & y en eut-il jamais de plus juſte & de plus naturelle ? Cependant , M. à en croire l'Auteur de votre Mémoire , rien de ſi frivole & de moins perſuaſif que leurs raifonnemens. Il va donc les détruire ; au ton de confiance qu'il prend , on ne peut ſ'empêcher de l'attendre : écou- tons ſes réflexions. Quant à l'*Histoire de Jean Gonault* , c'eſt une *Cauſe perdue* , que l'Auteur du *Gallia Chriſtiana* reſſuſcite... Il dit que Gonault reçut ſon Inſtitution de l'Évêque d'Autun , ſans doute en vertu du pouvoir Primatial : & de là il conclut l'exiſtence , la réalité , & la légitimité de ce pouvoir. Mais tout ce récit eſt fort altéré , comme le démontre M. Colbert , d'après les Manuſcrits authentiques de l'Abbaye de Saint-Michel : & le fait certain eſt que ce Religieux perdit abſolument & définitivement ſon Procès à Rome. Il eſt fâcheux pour quelqu'un , qui ſe déclare le vengeur des droits prétendus de l'Évêque d'Autun , de ne produire en ſa faveur qu'une *Cauſe détruite* par un Jugement incontestable & des Pièces réfutées par des Monumens beaucoup plus dignes de foi.

Permettez moi de le dire , M. il y a une choſe qu'on peut appeller fâcheuſe , à beaucoup plus juſte titre ; c'eſt que votre Écrivain ſe ſoit permis de faire aux autres les reproches d'inexactitude qu'il a ſeul mérités. Je reprends par parties ſa longue déclamation. 1° Le fait de l'élection de Jean Gonault , de ſon

(a) 1° Enim notatur Gonettum ad omnia Eccleſiæ Tribunalia provocaffe. 2° Papam , ſollicitationibus Cardinalis d'Eſtouteville , illi Abbatiam contuliſſe ac Gonettum actione ſua excluſiſſe. 3° Eum , his omnibus non obſtantibus , ſupremo Senatui Pariſienſi Cauſam detuliſſe ; in eoque , ut ex negotii curſu conjectabatur & pluribus videbatur , Litem obtinuiſſe , niſi ſollicitationibus , minis ac promiſſis victus tranſeſſiſſet , & ſub pacto annuæ penſionis , ab eadem Lite ac jure ſuo deſtituiſſet. Unde concludunt Monachi Sancti Michaelis : Sicque Eſaii ille ſua primogenita vendidit pretio boni temporalis. Sua ergo erat Abbatia : at quo jure ſua , niſi ex Confirmatione Adminiſtratoris Eccleſiæ Lugdunenſis ? *Gallia Chriſtiana* , tom. 4. pag. 324.

recours à l'Évêque d'Autun, loin d'être contredit par Monsieur Colbert, est justifié par les Pièces mêmes que ce Prélat a produites. Le Manuscrit de l'Abbaye porte que Gonault *suivit toutes les Cours d'Eglise en France*. La Bulle d'Eugène IV contre ce Religieux fait foi qu'il s'étoit pourvu par voie de recours à la Primatie (a) : le récit des Auteurs du *Gallia Christiana* n'est donc pas altéré. 2° M. Colbert ne révoqua en doute, ni la Lettre de Louis XI, ni l'Acte d'Institution de l'Évêque d'Autun : il n'y a rien dans le Manuscrit de l'Abbaye de Saint-Michel, qui puisse en faire suspecter la sincérité : il n'est donc pas vrai que les Pièces citées dans le *Gallia Christiana*, soient réfutées par des Monumens plus dignes de foi. 3° Le même Manuscrit porte que Gonault se pourvut au Parlement ; qu'il fut en branle de gagner son Procès ; & qu'on croit qu'il eût eu gain de Cause, sans qu'il se laissât gagner par les gens du Cardinal, & passa Transaction avec eux. Il n'a donc pas été permis de dire, sans correctif, sans parler du Procès porté au Parlement, ni de la Transaction qui le termina, que les Auteurs du *Gallia Christiana* ont ressuscité une Cause perdue. 4° Quand Gonault eût absolument & définitivement succombé ; quelle conséquence en résulteroit-il contre la validité de sa Confirmation ? Il arrive quelque fois que le Primat donne des *Visa* à des Pourvus qui sont évincés ensuite : en est-il moins vrai qu'il les a accordés, & qu'il a eu droit de le faire ? On ne voit point que dans l'affaire de Gonault, la compétence de l'Évêque d'Autun ait été contestée : au contraire, les dispositions favorables du Parlement, indiquent assez que le Titre Canonique de ce Religieux, (c'est-à-dire, la Confirmation de son élection,) fut regardé comme valable & légitime. Il est donc contre toute Justice, de prétendre que la Confirmation de Gonault ne prouve rien en faveur du privilège des Évêques d'Autun, & que M. Colbert l'a

(a) *Quod pro obtinendâ Confirmatione, ad venerabilem fratrem nostrum Abrincensem Episcopum, immediatum Ordinarium, recursum habuerit, & Confirmationem suam requisierit ; idemque Episcopus recusaverit : & hoc idem successivè Rothomagensis Archiepiscopus, ut Metropolitanus ; Archiepiscopus*

Lugdunensis, ut Galliarum Primas, requisiti, facere renuerunt. Cette Bulle est du 13 août 1445 : & ce ne fut qu'au mois d'octobre suivant que l'Évêque d'Autun, qui en qualité d'Administrateur avoit d'abord refusé, confirma l'élection de Jean Gonault.

démontré : les Auteurs du *Gallia Christiana* n'ont donc pas mérité d'être si peu ménagés, pour avoir soutenu le sentiment contraire.

Mais, reprend votre Écrivain, M. de Saint-Georges a succombé ; & est-il d'usage de produire comme des moyens de défense, les Mémoires d'un Plaideur qui a perdu son Procès : c'est cependant ce que fait l'Auteur du Gallia Christiana.

La perte du Procès de M. de Saint-Georges ne prouve rien contre le fait de Jean Gonault & le privilège des Evêques d'Autun.

D'après ce discours, ne feroit-on pas tenté de croire que l'Arrêt de 1702 déclara la Jurisdiction Primatiale, étrangère au privilège des Evêques d'Autun, & la Confirmation de Jean Gonault nulle & abusive ? Il est pourtant très-certain que cette question ne fut pas seulement agitée dans le cours du Procès, & que M. Colbert ne pensa pas plus à attaquer le droit des Evêques d'Autun, que M. de Saint-Georges n'avoit pensé à le défendre. J'ajoute que si M. Colbert eût reconnu la Jurisdiction du Primat, il n'eût pas plus contesté aux Evêques d'Autun le pouvoir de l'exercer pendant leur administration, que les Archevêques de Sens, depuis qu'ils se sont soumis irrévocablement à la Primatie. Qu'est-ce donc qui inquiétoit M. l'Archevêque de Rouen dans le fait de Jean Gonault, & pour quelle fin travailloit-il à en éluder la force ? par cette seule raison qu'il constatoit un Acte de Jurisdiction Primatiale sur sa Métropole. Mais il faut se rappeler ici ce que j'ai dit plus haut ; c'est que si M. Colbert gagna son Procès, ce ne fut, ni par les Moyens généraux qu'il employa pour renverser la Primatie, ni par ses Réponses à ceux dont M. de Saint-Georges s'étoit servi pour l'établir. Son véritable Moyen étoit que la Sentence du Cardinal de Sainte-Croix & les Bulles de Callixte III avoient soustrait à la Primatie la province de Rouen. C'est le seul qui a triomphé : & cela empêche-t-il que le fait de l'Institution de Gonault, qui avoit précédé de dix années ces Actes d'affranchissement, ne serve toujours de preuve aux Evêques d'Autun, de la possession où ils sont d'exercer la Primatie ?

La Primatie de Lyon existe donc ; elle est légitime : les Evêques d'Autun en sont les Administrateurs nés pendant la vacance du Siège : j'ai pu l'exercer en cette qualité. Il reste à examiner, si l'affaire des Hospitalières étoit de nature à être portée à ce Tribunal.

ARTICLE TROISIÈME.

*L'affaire des Hospitalières étoit de nature à être portée
au Tribunal de la Primatie.*

VOTRE Écrivain, M. fuit sur cette question la même méthode qu'il a employée dans l'examen des précédentes : il suspecte tout, & ne conteste rien. Lorsqu'il s'est agi de la Primatie en elle-même, il n'y a point d'efforts qu'il n'ait faits pour la rendre odieuse. Ce n'est pourtant pas que son dessein fût de l'attaquer : il en a averti lui-même. S'agit-il de l'étendue de la Jurisdiction Primatiale ? il appelle les Canonistes à son secours. *Tous pensent*, dit-il, *que le privilège de la Primatie de Lyon consiste uniquement dans le droit de recevoir les appels des Métropôles de Sens, Paris & Tours ; ce qui borneroit cette Jurisdiction au pur contentieux.* On croiroit donc qu'il va resserrer l'autorité du Primat dans ces étroites limites : non ; il termine ces observations, en déclarant *qu'il ne veut point disputer à la Primatie, ni au Siège d'Autun, le droit d'admettre l'appel ou recours en matière de Jurisdiction volontaire.*

Doutes infidieux de l'Écrivain de M. l'Archevêque de Paris sur l'étendue de la Jurisdiction Primatiale.

Encore une fois, M. est-ce que votre Écrivain n'a eu d'autre but que celui de jeter des doutes infidieux sur les choses les plus certaines, & d'indisposer par là les esprits contre un Jugement dont il n'oseroit attaquer la régularité ? Je serai, comme lui, fidèle à mon plan : c'est-à-dire que je continuerai à opposer des preuves à ses soupçons, & à montrer la lumière où il n'a répandu que des nuages.

Pour faire entendre que la Jurisdiction Primatiale ne s'étend pas au delà du For contentieux, l'Auteur de votre Mémoire réclame le sentiment *des meilleurs Canonistes* : cependant les Auteurs qu'il cite se réduisent à deux, & encore sont-ils bien éloignés de dire ce qu'il leur attribue.

Jamais les Canonistes n'ont réduit au For contentieux l'exercice de la Jurisdiction Primatiale : on fait dire à M. Colbert ce qu'il ne dit point.

Le premier est M. Colbert. On lit, il est vrai, à la page 118 de sa seconde Requête, que le Primat de Lyon n'est qu'un Juge d'appel, sans autre privilège des Primats. Il me semble que je

pourrois m'opposer d'abord à toutes les conséquences qu'on voudroit tirer de cette autorité. M. Colbert attaquoit la Primatie : il cherchoit à en restreindre tous les droits : il a été souvent au delà du vrai. A-t-on jamais donné les *Factums* d'un Plaideur , pour un corps de décisions ? Mais je vais plus loin ; & je soutiens que quand M. Colbert qualifie le Primat de *simple Juge d'appel* , il comprend dans le droit de ressort , tout ce qui peut être objet de plainte , de recours ; & qu'il ne parle de cette prérogative de la Primatie , que par opposition aux autres privilèges , dont jouissoient les anciens Primats ou Patriarches.

M. de Saint-Georges s'étoit fait un Moyen de ce que , dans le Concile de Basle , l'Archevêque de Rouen avoit reçu le *Pallium* des mains d'Amédée de Talaru Archevêque de Lyon. M. Colbert répond qu'Amédée de Talaru n'avoit point donné le *Pallium* en qualité de Primat , mais comme Commissaire du Concile : que , suivant le témoignage de Jacobatius , la concession du *Pallium* , n'avoit jamais été , dans les Eglises Occidentales , une fonction de Primat ; & que celui de Lyon , loin de jouir de tous les privilèges des Primats d'Orient , n'avoit jamais été qu'un simple Juge d'appel. Est-ce là borner sa Jurisdiction au pur contentieux ? est-ce là lui enlever le pouvoir de juger dans l'ordre de la Jurisdiction volontaire ?

M. Colbert étoit très-éloigné de le penser. L'Acte qui lui donna occasion de commencer le Procès , la manière dont il le soutint , l'Arrêt qui le termina , en sont autant de preuves démonstratives. M. l'Archevêque de Rouen avoit refusé un *Visa* ; M. l'Archevêque de Lyon crut devoir l'accorder : cet Acte de supériorité appartenoit certainement au For gracieux ; & si M. Colbert avoit cru que le pur contentieux fût du ressort de la Primatie , qu'avoit-il besoin de l'attaquer en elle-même ? la nature seule de l'affaire ne lui fournissoit-elle pas un Moyen décisif contre l'entreprise de M. de Saint-Georges ? Cependant ce ne fut point le plan de son attaque : ce Prélat n'avoit garde de diviser une Jurisdiction essentiellement une dans son principe. Il se prétendit affranchi de la dépendance du Primat : aussi fut-il ordonné par l'Arrêt du Conseil , du 12 mai 1702 , que les appellations des Jugemens & Ordonnances,

tant

tant de l'Archevêque de Rouen , que de ses Grands - vicaires & Officiaux , seroient relevées immédiatement à Rome. Toutes ces appellations , eussent donc été portées à Lyon , si la Métropole de Rouen n'avoit été soustraite à la Jurisdiction Primatiale.

Le P. Thomassin est le second Canoniste dont votre Écrivain , M. emploie le témoignage. Il parle comme M. Colbert , & ne dit rien de plus. S'il avance que le droit de la Primatie de Lyon ne consiste que dans l'appel , c'est uniquement pour la distinguer des anciennes Primaties , dont les privilèges étoient plus étendus : & il ajoute qu'après tout , *cet avantage est d'une importance plus grande qu'on ne le juge peut-être d'abord : qu'il est d'une grande conséquence , qu'on n'appelle pas des Métropolitains au Pape immédiatement ; & que les anciens Canons ont fait consister principalement dans le droit d'appel , la supériorité des grands Patriarches & du Pape même sur les autres Métropolitains* (a). Le Père Thomassin ne met aucune différence entre le droit d'appel dont jouissoient les grands Patriarches , & celui qui appartient au Primat de Lyon. Dira-t-on que ce droit , à l'égard des premiers , fût borné à la Jurisdiction purement contentieuse ?

L'Écrivain de M. l'Archevêque de Paris n'a pas été plus heureux en citant le P. Thomassin.

Substituons à ces autorités imaginaires , des principes qui soient en effet reconnus par tous les Canonistes. Tous pensent que la Jurisdiction Ecclésiastique est une ; & s'ils la divisent en volontaire & contentieuse , à cause de la différence qui se trouve dans les objets & dans la manière de l'exercer , ils conviennent tous que la dévolution qui se fait du Prélat inférieur au Prélat supérieur , s'étend également à l'une & à l'autre. Ceux , dit d'Héricourt , *qui croient avoir sujet de se plaindre des Ordonnances ou des Jugemens rendus par les Évêques , leurs Grands-vicaires ou leurs Officiaux , se pourvoient par-devant l'Archevêque , tant pour ce qui est de la Jurisdiction volontaire , que pour ce qui est de la Jurisdiction contentieuse* (b).

La Jurisdiction Ecclésiastique est une : la dévolution qui se fait du Prélat inférieur au supérieur , s'étend au For gracieux comme au contentieux.

Les Grands-vicaires des Archevêques , continue le même Auteur , peuvent accorder des Visa à ceux à qui les Évêques les ont refusés

(a) Discipline Ecclésiastique , tome 1. | 1. 1. chap. 34. n. 15. page 246.

(b) Loix Ecclésiastiques , 1. p. ch. 5. | n. 6.

sans raison ; donner des Dispenses , & exercer tous les autres Actes de la Jurisdiction volontaire , en cas d'appel (a).

C'est aux Archevêques , selon l'Auteur de la Jurisprudence Canonique , à suppléer à la négligence de leurs Suffragans ; à rectifier les refus mal fondés à statuer sur les denis de Justice dans les Actes de Jurisdiction volontaire (b).

On peut , dit Fuet , appeller comme d'abus des Actes de la Jurisdiction volontaire , quand il y a quelque chose de contraire aux SS. Décrets , aux Loix du Royaume , & aux Ordonnances de nos Rois Outre que s'il y a quelque sujet de plainte à faire sur la conduite de l'Évêque , il y a la voie de l'appel au Supérieur ; qui est en état de rendre Justice , si l'appel est bien fondé (c).

Les Archevêques (ce sont les paroles du Commentateur de l'Édit de 1695 ,) sont Juges d'appel des Ordonnances & Jugemens rendus par les Évêques , leurs Suffragans , ou par leurs Grands-vicaires ou Officiaux : ils peuvent rectifier les refus mal fondés de ces Évêques , ou autres denis de Justice , dans le cas de Jurisdiction volontaire , & réformer les Sentences & Jugemens des Officiaux de leur ressort ; sans préjudice de se pourvoir contre ces mêmes refus , Ordonnances & Jugemens , par la voie de l'appel comme d'abus , dans les cas où il y a lieu à cet appel (d).

L'Usage & les Loix sont également conformes au sentiment de ces Auteurs.

Il n'y a peut-être rien qui soit plus du ressort de la Jurisdiction volontaire , que la bénédiction des Cimetières , la consécration des Églises & des Autels : le Pape Léon X décida cependant , par un Règlement publié en 1516 dans le cinquième Concile de Latran , que les Évêques ne sont point maîtres de les refuser arbitrairement à ceux qui ont droit de les demander ; & que s'ils le font sans motifs légitimes , on peut en porter ses plaintes aux Supérieurs Ecclésiastiques. Il défendit en conséquence aux Religieux exemts , de s'adresser à d'autres qu'aux Ordinai-

(a) *Ibid.* n. 10.

(b) *Jurisprudence Canonique*, v. *Archev.*

(c) *Fuet Matières bénéf.* page 42.

(d) *Comment.* sur l'Édit de 1695 , art. 45. page 336.

res , pour la consécration des Églises & des Autels ; mais avec cette sage limitation , si ce n'est dans le cas où l'Évêque diocésain duement requis , auroit refusé sans cause légitime (a).

Qu'on lise l'Édit de 1695 , & entr'autres les articles VI & XI de cette Loi ; on verra qu'elle ouvre la double voie de l'appel simple & de l'appel comme d'abus , en matière de Jurisdiction volontaire. Et se pourroit-il qu'il n'y eût aucune ressource dans l'Église pour faire réformer des Ordonnances , des denis de Justice , qui sont portés tous les jours devant les Magistrats ? La voie extraordinaire de l'appel comme d'abus seroit-elle plus étendue , plus efficace , que le recours naturel & Canonique ? Quelle plaie dans la discipline de l'Église , quelle imperfection dans sa police , si elle ne présentait aux inférieurs lésés aucun moyen de se pourvoir ! Les Conciles , les Souverains Pontifes ont fait des Loix plus dignes de leur sagesse : ils ont prévu que dans le Gouvernement Ecclésiastique , il pouvoit y avoir des surprises , des préventions , des injustices ; & ils y ont préparé un remède en établissant différens ordres de Tribunaux , & en autorisant les Parties intéressées , à y porter leurs plaintes contre les Jugemens dont elles prétendroient être gravées. Cette ressource est établie pour la Jurisdiction volontaire , comme pour la Jurisdiction contentieuse. Elle est connue , quand il s'agit de la première , sous le nom de *Recours* ; & lorsqu'il est question de la seconde , sous celui d'*Appel* : elle conduit toujours au même but : il n'y a de différence , que dans la manière de l'employer.

Mais quelles sont les matières du ressort de la Jurisdiction volontaire , qui peuvent donner lieu à la dévolution & au recours ? Toutes celles où il peut y avoir lésion. Les Auteurs Ecclésiastiques , comme les Tribunaux séculiers , distinguent dans la Jurisdiction volontaire , ce qui est libre , & ce qui est nécessaire ; ce qui est de grace , & ce qui est de Justice. Il n'y a point lieu

Il y a lieu à la dévolution en matières de Jurisdiction gracieuse , toutes les fois qu'il y a lésion : il faut distinguer les choses de pure grace , de celles qui sont de justice ou de nécessité.

(a) *Nec ab alio Episcopo consecrationem Ecclesiæ vel Altaris aut Cœmeterii benedictionem petere . . . possint ; nisi Ordinarius , bis aut ter cum debita reverentia & instantia requisitus , sine legitima causa id recusaverit.* Labbæi Concil. tom. 14. pag. 317. Il est vrai que le cinquième Concile de Latran n'a pas été reçu dans le Royaume ; mais ce Règlement approuvé dans le Concile , ne laisse pas de montrer quel étoit le sentiment des Evêques.

à l'appel dans toutes les choses qui sont de grace ou de pure faculté : ainsi on ne requerra jamais juridiquement un Évêque, d'accorder un Bénéfice qui est à sa libre disposition : le refus qu'il en fera, ne fera jamais le sujet d'une Plainte raisonnable. Il n'en est pas de même des choses qui sont de justice, telles que les *Visa*, les Confirmations d'élections, les Institutions Canoniques pour les Expectans ou les Présentés par les Patrons. Ce que l'on demande à l'Évêque, est-il dû ? on est autorisé à le requérir par les voies Juridiques : le refus qu'il en fait sans cause légitime, est injuste ; on peut se pourvoir au Supérieur hiérarchique pour le faire réformer. Ces principes s'appliquent aux choses nécessaires, comme à celles qui sont dues ; parce qu'il n'est pas plus permis à un Évêque, de priver ses Diocésains, sans de justes causes, d'une administration dont ils ne peuvent se passer, que de celle qui est de Justice & à laquelle ils ont un droit proprement dit. Cette distinction établie par nos Loix Canoniques & Civiles, dans les matières de la Jurisdiction gracieuse, est si propre à maintenir le bon ordre, si conforme à l'équité naturelle, qu'on la trouve jusques dans les Canonistes étrangers. Fagnan s'en sert pour rendre raison du pouvoir que le Droit accorde aux Chapitres, de confirmer les élections dans la vacance du Siège ; tandis qu'il leur refuse la Collation des Bénéfices. *La Collation, dit cet Auteur, est de grace, & dépend de la volonté de l'Évêque : la Confirmation au contraire est de justice & de nécessité (a).*

La dévolution se fait du Métropolitain au Primat, comme du Suffragant au Métropolitain.

Telles sont, M. les maximes générales qui régulent l'exercice de la Jurisdiction volontaire de l'Église, la Compétence de ses Tribunaux, & les cas de la Dévolution. Comme cette Dévolution se fait de l'Évêque au Métropolitain, elle se fait aussi du Métropolitain au Primat ; sans qu'il y ait entre l'un & l'autre, d'autre différence, que celle qui se trouve entre un premier & un second degré d'appel. Toutes les fois qu'on peut se pourvoir immédiatement à Rome, par rapport aux Métropôles qui relèvent

(a) *Quia Confirmatio est necessitatis, & sapit Justitiam, cum per electionem sit jus quesitum electo, eique sit debita Confirma-* | *tio ; sed Collatio est voluntatis, & sapit gratiam.* Fagnanus, tom. 1. l. 1. tit. De Sede vacante, in cap. Illa devotionis.

nuement du Saint Siège, on peut & l'on doit se pourvoir à Lyon, pour celles qui dépendent de la Primatie. Le nouveau Commentateur de l'Édit de 1695, remarque, sur l'art. XXXV, où il traite des appels simples, qu'en Jurisdiction volontaire, ces appels vont de la Métropole à la Primatie; & qu'alors le Supérieur immédiat n'est point l'Official, comme l'a cru mal à propos du Perrai, mais la personne même du Primat.

Et sur quel fondement pourroit-on prétendre que le recours à la Jurisdiction Primatiale n'a point lieu? Seroit-ce parce que le Jugement du Métropolitain, sur l'appel de l'Ordonnance de son Suffragant, ne seroit pas lui-même sujet à l'appel? Mais que deviendra alors la Règle si sagement établie des trois Sentences conformes? Seroit-ce parce qu'il seroit libre de se pourvoir directement à Rome? Mais qui peut ignorer que cette manière de procéder est contraire à nos maximes & à nos usages? *Les appellations, disent les Canonistes, doivent suivre l'ordre des degrés de la Jurisdiction Ecclésiastique; & il n'est pas permis de s'adresser à un Juge supérieur, même au Pape, avant que les Juges intermédiaires aient prononcé sur la contestation (a).* C'est une Loi écrite dans la Pragmatique & dans le Concordat (b); & elle ne s'applique pas moins, suivant les Commentateurs, à la Primatie qu'aux Métropôles (c).

Le Concile de Trente avoit laissé la liberté d'appeler immédiatement au Pape, des Jugemens des Evêques: mais l'Auteur des Mémoires du Clergé (d) observe que ce Règlement n'a pas lieu pour la France, où les Métropolitains ont été maintenus dans leur ancien droit, d'être seuls Juges immédiats, par eux-mêmes ou par leurs Officiers, de l'appel des Jugemens & Ordonnances des Evêques, de leurs Grands-vicaires & Officiaux. Les Loix &

Il n'est pas libre de se pourvoir à un Tribunal supérieur, *omisso medio.*

(a) Loix Ecclésiastiques, page 1. ch. 23.

(b) Tit. De causis, §. 4. 5. & 11.

(c) *Quod si quis offensus coram suo Judice Justitiæ complementum habere non possit, ad immediatum Superiorem per appellationem, recursum habeat, nec ad aliquem Superiorem, etiam ad nos. . . . omisso medio.* Concord. De friv. appellat. & Guimier, tit. De causis, §. Nec ad

quemcumque. Nam gradatim est appellandum, id est, ad eum qui in gradu proximo est superior ei cui appellatur; puta... ab Episcopo ad Archiepiscopum, ab Archiepiscopo ad Primatem, ab illo ad Papam.

(d) Mémoires du Clergé, tome 7. page 1422.

Usages du Royaume, ajoute-t-il, imposent une obligation indispensable de garder les degrés de Jurisdiction : il y en a une disposition formelle dans la Pragmatique & dans le Concordat.

L'obligation de suivre l'ordre des Tribunaux est pour le For gracieux, comme pour le contentieux.

Ce n'est pas seulement pour le contentieux, qu'il est nécessaire de se conformer aux degrés de Jurisdiction ; le même Auteur étend cette nécessité à la Jurisdiction volontaire. Il cite, d'après Boniface, un Arrêt rendu au Parlement de Provence le 30 mars 1634, par lequel l'appel porté, *omisso medio*, au Vice-Légat d'Avignon, d'une Ordonnance Episcopale, fut déclaré nul & abusif. Et qu'on ne dise point que la Jurisdiction Métropolitaine peut seule se prévaloir de ces autorités & de ces exemples ; la Jurisdiction du Primat est une, ainsi que celle du Métropolitain : le contentieux & le volontaire sont comme deux branches du même tronc : ce n'est point le fond du pouvoir qui les distingue ; elles ne sont différentes que par la nature des matières qui en font l'objet. Où seroit d'ailleurs le titre particulier aux Métropolitains, qui leur attribuerait la connoissance exclusive des Jugemens rendus dans les deux ordres de Jurisdiction ? Les Loix sont les mêmes pour tous les Tribunaux Ecclésiastiques : il est également de l'intérêt public qu'on porte à tous, & les appels des Sentences des Officiaux, & ceux des Ordonnances des Prélats ou de leurs Grands-vicaires.

La Primatie de Lyon n'a jamais été bornée au For contentieux.

Aussi le ressort de la Primatie de Lyon n'a-t-il jamais été borné au pur contentieux : de tout tems on y a reçu & jugé les appels en Jurisdiction volontaire. Le Défenseur de M. l'Archevêque de Lyon en donna des preuves incontestables dans le Plaidoyer contre M. l'Archevêque de Tours : j'en ai moi-même apporté plusieurs dans les articles précédens : la pratique les multiplie tous les jours ; & si je n'en accumule pas ici un plus grand nombre, c'est que je n'imagine pas qu'on puisse élever sur cela le moindre doute.

Il suit des principes ci-dessus, que l'affaire des Hospitalières a pu être portée au Tribunal de la Primatie.

Voilà donc trois principes certains : l'un, qu'il y a lieu à l'appel ou au recours en matière de Jurisdiction volontaire : l'autre, que cet appel doit suivre les degrés de la Jurisdiction, & passer du Métropolitain au Primat, comme il passe de l'Evêque au Métropolitain : le troisième, que la dévolution embrasse tout ce qui est

de justice ou de nécessité. Il est indispensable d'en conclure que l'affaire des Hospitalières pouvoit, à ces trois titres, être portée au Tribunal de la Primatie.

Ces Religieuses réclamoient le droit d'élire leur Supérieure & leurs Officières : & n'est-il pas évident que les élections sont une partie nécessaire de l'administration dans les Monastères, où la Supériorité limitée à un certain tems, se transmet par le choix libre des Religieuses ? Il est également manifeste que la faculté d'élire est un droit qui ne peut être anéanti ou suspendu, sans les causes les plus graves : qu'une Communauté, qui requiert de son Evêque la liberté de l'exercer, ne réclame qu'une chose juste ; & que par conséquent le refus que fait celui-ci de l'accorder, ouvre la voie du recours, & est nécessairement soumis à la révision du Supérieur dans l'ordre de la hiérarchie.

Les Hospitalières en réclamant le droit d'élire leur Supérieure, n'ont réclamé qu'une chose due & nécessaire.

Quelle différence essentielle pourroit-on trouver entre le privilège qui appartient à un Monastère, d'élire sa Supérieure, & le droit que l'élection donne au Sujet élu, d'obtenir la Confirmation qui lui est nécessaire ? Dépend-il du Supérieur de priver arbitrairement ce dernier du bénéfice de son élection ? le refus qu'il feroit de la confirmer ne pourroit-il pas être quelque fois une véritable injustice ? n'est-il pas, dans tous les cas, une matière suffisante de recours ? Le droit d'élection, pour une Communauté entière, a au moins les mêmes avantages : il peut rencontrer les mêmes contradictions ; les Loix de l'Eglise lui ont assuré les mêmes ressources.

Ce n'est pas que l'Eglise ait prétendu autoriser les Communautés Religieuses à en faire un fréquent usage, & à se roidir contre le gouvernement économique de leurs Pasteurs : en leur donnant le droit d'appeller au Supérieur Ecclésiastique, elle a bien plutôt compté que l'exercice en feroit toujours dirigé par l'esprit d'humilité, de subordination & de sagesse. Mais enfin le droit existe, & il est aussi utile à l'autorité des Evêques, qu'il est juste & nécessaire en lui-même. Ce n'est point dégrader l'autorité Episcopale ; c'est travailler pour elle, que d'en soumettre l'exercice à l'examen de plusieurs : plus absolue dans les mains

de chaque Prélat, elle en seroit plus foible, parce qu'elle en seroit bientôt moins respectée.

Exemple des Religieuses de la Visitation de Caën, qui de Bayeux se pourvurent à Rouen dans une Cause absolument pareille.

Les Religieuses de la Visitation de Caen se sont trouvées deux fois dans le cas des Religieuses Hospitalières : & deux fois elles ont employé, comme elles, la voie de l'appel contre les refus irréguliers de leur Évêque. Dans ce Monastère, la Supériorité est élective & triennale : le tems de la Supérieure étant expiré le 22 mai 1722, les Religieuses demandèrent à M. l'Évêque de Bayeux, la permission de procéder à une élection ; ce Prélat y donna son consentement ; mais à cette condition, que le choix tomberoit sur l'un des trois Sujets qu'il auroit désignés. Cette limitation donnoit atteinte à la liberté des suffrages : la Communauté réclama vainement ses droits. Sur le refus persévérant de M. l'Évêque de Bayeux, elle se pourvut à la Métropole de Rouen : le Siège étoit vacant : les Grands-vicaires du Chapitre ordonnèrent, le 11 septembre 1722, qu'il seroit passé outre à l'élection, & nommèrent un Commissaire pour y présider.

Le premier octobre suivant, la Sœur de l'Épinay de Beaumanoir, ancienne Supérieure, fut continuée, en exécution de cette Ordonnance : mais les difficultés se renouvelèrent à la fin de son second triennal. M. l'Évêque de Bayeux avoit fait précédemment une Visite dans le Monastère ; son Promoteur avoit rendu Plainte à l'Officialité : Information en conséquence. La Sœur de Beaumanoir avoit été décrétée d'Ajournement personnel ; & plusieurs Religieuses, d'Assigné pour être ouïes ; lorsque les Religieuses demandèrent, le 13 avril 1725, à M. l'Évêque de Bayeux la permission de s'assembler & d'élire une Supérieure. Le Prélat la leur refusa. Elles écrivirent, les 3 & 14 mai, plusieurs Lettres, qui n'eurent pas plus de succès : elles arrêterent en Chapitre de prendre les voies Judiciaires. Le 26 septembre, Réquisition Juridique fut faite à M. l'Évêque de Bayeux. Il y répondit le même jour par une Ordonnance, qui défendoit aux Religieuses, sous peine d'Excommunication, de procéder à aucune élection, jusqu'à ce que la Procédure commencée en son Officialité fût terminée. Appel, de la part des Religieuses, à M. l'Archevêque

vêque de Rouen : leur Requête fut reçue. Le Sieur Robinet, qui étoit alors Grand-vicaire de M. de Treffan, & qui depuis a été le vôtre, M. rendit une Ordonnance le 8 octobre 1725, par laquelle, *sans avoir égard à celle de M. l'Évêque de Bayeux du 26 septembre, ni aux peines y contenues*, il autorisa la Communauté à faire incessamment son élection : le même Commissaire qui avoit été précédemment nommé par le Chapitre, fut de nouveau commis pour la confirmer. Ce Jugement eut sa pleine & entière exécution : la Sœur de Beuvron fut élue Supérieure.

Cependant M. l'Évêque de Bayeux, mécontent de l'Ordonnance Métropolitaine, en appella d'abord comme d'abus : mais ayant prévu presque aussi-tôt qu'il seroit inutile & peut-être dangereux pour lui d'employer les voies Judiciaires, il prit le parti de les abandonner, & d'adresser au Roi de simples Remontrances sur l'injustice qu'il prétendoit lui avoir été faite. Elles étoient divisées en deux parties : l'une avoit pour objet, de justifier sa conduite ; l'autre contenoit ses Moyens contre l'Ordonnance de M. l'Archevêque de Rouen.

Il exposoit dans la première, que le Monastère de la Visitation étoit agité depuis long-tems par des brigues formées pour parvenir à la Supériorité : qu'il avoit reçu différentes plaintes sur l'administration de la Sœur de Beaumanoir : que pour l'empêcher d'être continuée & arrêter le cours des factions, il avoit cru devoir désigner trois Sujets les plus capables de gouverner sagement : que la résolution de se pourvoir par les voies Juridiques, n'avoit point été prise dans une Assemblée Capitulaire : que cependant la Sœur de Beaumanoir avec ses adhérentes s'étant adressée à Rouen, étoit venue à bout de faire proroger sa Supériorité.

Ce Prélat ajoûtoit que, vers la fin du second triennal, les brigues s'étant renouvelées en faveur de la Sœur de Beuvron, il avoit fait faire une Information à son Officialité : que la Sœur de Beaumanoir avoit été décrétée d'Ajournement personnel ; & quelques autres Religieuses, d'Assigné pour être ouïes : que néanmoins, dans la vue de tout pacifier, il avoit

proposé au Monastère d'élire une Religieuse étrangère ; & qu'en attendant, il avoit fait surseoir à la Signification des Décrets : mais qu'enfin les Religieuses persistant dans leur révolte , & ayant eu recours à des Réquisitions Juridiques , il avoit été obligé de rendre son Ordonnance du 26 septembre : que jamais son projet n'avoit été de *refuser* , mais seulement de *retarder* & de *suspendre* l'élection.

Dans la seconde partie de ses Remontrances , M. l'Évêque de Bayeux alléguoit contre l'Ordonnance Métropolitaine : 1° Qu'elle avoit été rendue par un simple Prêtre : 2° Que le Tribunal supérieur au sien, n'avoit pu être saisi que par un appel ; & qu'il n'y en avoit point eu de la part des Religieuses : 3° Qu'ayant simplement retardé l'élection de la Supérieure , il n'avoit rien fait qui fût au delà de ses pouvoirs : 4° Que le Sieur Robinet avoit jugé sans connoissance de Cause ; puisqu'il n'avoit pas même vu l'Information qui avoit servi de fondement à l'Ordonnance du 26 septembre.

Ces Remontrances furent communiquées à M. l'Archevêque de Rouen ; qui y répondit, mais après avoir fait observer que cette démarche de sa part étoit de pure condescendance.

Le premier Moyen de M. l'Évêque de Bayeux fut détruit par cette raison , qu'il ne s'agissoit point, dans l'affaire présente, de pouvoirs d'Ordre ou de Dignité , mais de Jurisdiction. On lui opposa de plus l'usage où sont les Grands-vicaires des Métropôles, d'accorder tous les jours des *Visa* sur les refus des Prélats Suffragans. *Il n'y a point d'abus , quand un Grand-vicaire de la Métropole réforme un Évêque , qui dans le For volontaire refuse la Collation à un Curé : pourroit-il y en avoir , quand il n'est question que d'une Supérieure triennale ?*

M. l'Archevêque de Rouen répondit aux autres Moyens : que les Religieuses de la Visitation étoient établies par Lettres patentes enrégistrées : qu'elles devoient être gouvernées suivant leurs Constitutions : que ces Constitutions les obligeoient à élire une Supérieure tous les trois ans ; & qu'après ce terme expiré , M. l'Évêque de Bayeux n'avoit pu leur refuser un Commissaire, sans violer les Régles. *Dépend-il d'un Évêque de s'écarter des*

Constitutions dans un point essentiel tel qu'est l'élection d'une Supérieure ? Ce Prélat ajoûtoit que le refus de M. l'Évêque de Bayeux, étoit suffisamment caractérisé : que dans les Réquisitions de Vifa, si l'Évêque diffère la Collation pour des raisons à lui connues, cette réponse est prise pour un refus, & autorise le Requéant à se pourvoir pardevant l'Archevêque : que les Religieuses étoient parties de ce principe pour présenter leur Requête à la Métropole : que ce recours étoit un véritable appel dans le For gracieux ; & que le Supérieur Ecclésiastique avoit pu & dû le juger, sans nouvelle Procédure. Il n'est point nécessaire, disoit M. l'Archevêque de Rouen, d'assigner l'Évêque pour comparoître devant le Métropolitain & y soutenir son Ordonnance : il y auroit abus dans cette assignation ; ce seroit une Prise à partie.... Ce recours, quand il s'agit d'une Cure, est censé un appel : pourquoi ne le regarderoit-on pas du même œil, quand il est question de l'élection d'une Supérieure, qui est un objet moins intéressant. Une simple Sommation suffira pour se pourvoir d'une Cure : pourquoi seroit-elle défectueuse pour l'élection d'une Supérieure, qui doit être faite conformément à la Règle établie par Lettres patentes enregistrées ?

M. l'Archevêque de Rouen soutenoit encore, que l'Information faite à l'Officialité, & le Décret prononcé contre la Sœur de Beaumanoir, étoient des objets étrangers à l'élection ; & que l'élection étoit la seule affaire dont il avoit été saisi par la Requête des Religieuses.

Il terminoit ainsi ses Réponses. Étoit-il donc nécessaire de lire l'Information faite contre cette Particulière, pour décider qu'une Supérieure est nécessaire à une Communauté ? M. de Bayeux a eu ses raisons ; & le Grand-vicaire, les siennes. En fait de Jurisdiction volontaire, on ne demande point au Suffragant la raison de ses Ordonnances ; & réciproquement le Métropolitain ne lui doit point compte de celles qu'il rend. Il s'instruit, il décide ce que l'équité & la Religion lui inspirent. Quand un Évêque refuse à un Prêtre la Collation d'un Bénéfice, toute l'Instruction se termine à examiner l'Acte de refus : il en juge selon sa conscience : jamais on n'a pensé que l'Ordonnance du Prélat Suffragant ait en

ce cas un effet suspensif ; comment l'auroit-elle , quand il est question de l'élection d'une Supérieure ?

Il est aisé de voir par ce récit , combien l'affaire des Religieuses de Caen , & celle des Hospitalières ont de rapports , soit dans les circonstances des faits , soit dans leurs suites : mais le moment n'est pas encore venu de les comparer. La seule induction que je prétends tirer ici de cet exemple , c'est que les refus ou délais constatés des Evêques , par rapport aux élections des Communautés Religieuses , peuvent être déferés aux Supérieurs Ecclésiastiques par la voie du recours ; & que par conséquent , les plaintes des Hospitalières sur cet objet étoient de nature à être portées au Tribunal de la Primatie.

J'ai prouvé que la Primatie de Lyon existe ; que l'Evêque d'Autun a droit de l'exercer ; que l'affaire des Hospitalières étoit de la compétence de ce Tribunal : j'ai donc pu la juger : mon Jugement est donc émané d'une autorité légitime. Examinons maintenant si j'ai dû le rendre.

§. I I.

J'ai dû juger l'affaire des Hospitalières du faubourg Saint - Marcel.

Un Juge ne peut se dispenser de rendre la Justice , quand il en est requis.

LA VÉRITÉ que j'ai à établir , M. est une conséquence nécessaire de celle que je viens de prouver. J'ai pu juger l'affaire des Hospitalières : donc j'ai dû la juger. Les fonctions de Juge ne sont point libres dans celui qui est revêtu de ce caractère : il exerce un ministère nécessaire , dont aucune considération ne peut arrêter l'activité. C'est pour le maintien des Loix , que son pouvoir lui a été confié : la première , la plus importante à l'ordre public , est celle qui l'oblige à rendre la Justice. En jugeant mal , il peut ne faire qu'une injustice particulière , ne violer qu'une Loi : il tend à les anéantir toutes , il commet en quelque sorte une injustice universelle , par le déni de Jugement.

Cette obligation affecte les Juges supé-

Il n'est pas plus permis aux Juges supérieurs de s'écarter de ces maximes , qu'à ceux qui leur sont subordonnés. Quels cris

ne s'éleveroient pas contre un Tribunal, qui par faux zèle pour l'honneur de la Magistrature, ou par ménagement pour les Juges inférieurs, ne recevrait les appels de leurs Sentences, que quand il prévoiroit devoir les confirmer ! il est aisé de concevoir tout ce qu'il y auroit de monstrueux dans une pareille collusion. Elle ne seroit ni moins injuste, ni moins dangereuse dans les Tribunaux Ecclésiastiques, que dans les autres : ils ont tous été établis pour la même fin : ils sont assujettis aux mêmes Régles ; & les Tribunaux Ecclésiastiques doivent en être encore plus rigoureusement dépendans.

rieurs comme les Inférieurs ; les Ecclésiastiques comme les séculiers.

Le vœu de l'Eglise, dans l'exercice de son autorité, n'est pas seulement que la Justice soit rendue, & que ses Loix soient exécutées ; elle desire de plus une obéissance, qui naisse du respect & de l'amour ; & elle ne l'obtiendra jamais plus sûrement, que lorsque ses Juges seront plus exacts & plus intègres.

Raisons particulières aux Tribunaux Ecclésiastiques.

C'est dans ces vues de sagesse & d'équité, que les Canons ordonnent aux *Métropolitains*, de rendre une prompte Justice aux Clercs qui auroient éprouvé quelques lésions de la part de leur Evêque (a) : que le Pape Hilaire écrivoit, dans le V. siècle, à un Archevêque d'Espagne, qu'il étoit obligé de corriger ce qui se passoit d'irrégulier dans sa province (b). C'est dans le même esprit que l'Edit de 1695, en défendant aux Juges séculiers, de contraindre les Evêques de donner l'Institution des Bénéfices, & en leur ordonnant de renvoyer ces Causes aux Supérieurs Ecclésiastiques, exhorte, & néanmoins enjoint à ces Supérieurs, de rendre telle Justice aux Sujets du Roi qui auront été refusés, qu'il n'y en ait aucun sujet de plainte légitime (c).

L'esprit & les intentions de l'Eglise se manifestent encore plus clairement par l'ordre général qu'elle a établi dans l'exercice de sa Jurisdiction. Elle ne s'est pas contentée de communiquer à certains Prélats, des pouvoirs plus étendus, de les obliger

L'esprit de l'Eglise se manifeste par l'ordre général qu'elle a établi pour l'exercice de sa Jurisdiction.

(a) *Ut Clerici, qui se ab Episcopo gravari cognoverint, querelas suas ad Metropolitanum deferre non differant ; & Metropolitanus non moretur ejusmodi præsumptiones coercere.* III. Concil. Tolet. *Caus. 10. q. 3. Can. 6.*

(b) *Tuæ sollicitudinis est omnia debitæ tibi auctoritate tueri, & illicitis non modò non præbere assensum, sed etiam cuncta quæ contra Regulam facta repereris, coercere.* Concil. tom. 4. pag. 1037.

(c) Edit de 1695, art. 6.

à réformer les méprises de ceux qui leur sont subordonnés ; elle a voulu que les Parties fussent écoutées, jusqu'à ce que leurs Plaintes fussent proscrites par trois Jugemens consécutifs. Pouvoit-elle prendre plus de précautions, pour leur procurer la tranquille possession de leurs droits, & maintenir l'autorité des Juges dans ses justes bornes ? Mais que deviennent ce bel ordre & cette sage économie, si l'obligation de rendre la Justice disparoît devant la Loi des égards ? L'élévation des grands Sièges n'est donc plus qu'un vain honneur, aussi inutile au gouvernement de l'Église qu'indigne de sa sagesse : la voie de l'appel n'a donc plus d'autre objet que celui de prêter aux Jugemens des premiers Supérieurs un nouvel appui : la Règle des trois Sentences conformes, n'est donc plus qu'une facilité accordée à ceux qui se plaignent injustement, de se consumer en frais & en longueurs, & une ressource toujours impuissante pour ceux dont les réclamations seroient légitimes.

Gradation des Tribunaux plus nécessaire contre les erreurs des Juges que contre leur corruption.

Je le sçais, M. quand les Évêques rendent des Jugemens irréguliers, c'est bien plutôt dans de bonnes vues, que par un esprit d'injustice : mais si c'est une raison pour le Supérieur hiérarchique, de respecter leurs intentions, ce n'en est point une pour se dispenser de réformer leur ouvrage. La gradation des Tribunaux a moins été établie contre la corruption des Juges, que contre leurs erreurs. Elle n'est pas seulement nécessaire pour arrêter ceux qui font le mal ; elle l'est pour corriger ceux qui se méprennent sur le bien, ou qui veulent le procurer contre les Régles.

Obligation de rendre la Justice, indépendante de la qualité ou du mérite des personnes.

Je sçais encore que la protection des Loix est quelque fois réclamée par des personnes qui seroient, à plusieurs égards, indignes de l'éprouver : mais comme ce qui n'a pas été porté au Tribunal d'un Juge, n'influe pour rien sur ses Jugemens ; l'exercice de son ministère ne dépend pas non plus du mérite de ceux qui y ont recours : on n'est jamais déchu du droit d'être jugé : on n'est jamais autorisé à refuser la Justice.

Dangers & inconvéniens pour l'Église, du refus que j'aurois fait de juger.

L'Équité naturelle, le devoir de Juge, l'esprit & les Régles de l'Église, ne me permettoient donc pas de rejeter la Requête des Hospitalières. Nulle supposition, nulle raison, ne pouvoient donc

donc justifier cette conduite de ma part : elle auroit été d'autant plus inexcusable , qu'elle entraînoit après elle les plus grands inconvéniens. Vous sçavez , M. que le Parlement étoit saisi de cette affaire , & qu'il se dispoisoit à la juger : le Clergé avoit été allarmé de ses diligences ; il en craignoit les suites : on crut que le moyen le plus simple & le plus régulier pour les prévenir , étoit celui de porter la Cause à un Tribunal Supérieur dans l'ordre de la hiérarchie. Le Roi , par une suite de la protection qu'il a toujours accordée à l'Église , voulut que cette idée fût suivie comme la plus conforme aux Régles Canoniques & aux intérêts de la Religion : les Juges Ecclésiastiques , comme les autres , doivent toute obéissance à leur Souverain , lorsqu'il leur prescrit l'exercice de leur ministère : S. M. ne l'exigeoit dans le cas particulier , que par des vues dignes de toutes nos actions de grâces : pouvois-je ne répondre à une autorité si légitime , à des intentions si pures , que par une résistance aussi dangereuse pour l'Église qu'opposée à mes devoirs ? Il étoit aussi facile de prévoir les suites de cette résistance , que juste de s'en allarmer. C'étoit donner au Roi une opinion très-désavantageuse de l'exercice de la Jurisdiction Ecclésiastique ; & aux Magistrats , un prétexte trop spécieux d'y suppléer : c'étoit donner occasion à de nouveaux troubles : c'étoit disposer le public à applaudir à tout ce qui pouvoit en arriver : & quels reproches , M. n'aurois-je pas eu à me faire , si par un déni de Justice déjà très-irrégulier en lui-même , j'avois occasionné tous ces maux !

On ne peut guères douter que le refus de mon ministère n'eût eu toutes ces suites , & peut-être de plus fâcheuses encore : mais au moins est-il certain , qu'on étoit autorisé à le déférer à mon Supérieur Ecclésiastique , par la voie de l'appel simple ; & au Parlement , par celle de l'abus. Je ne pouvois m'attendre qu'à être blâmé par l'un & par l'autre : & de quelle utilité vous eût été une aveugle déférence qui m'eût mis dans le cas d'être réformé avec vous ? Votre Cause n'en seroit pas devenue meilleure : ma faute auroit été bien plus inexcusable : car enfin , M. le seul reproche qu'on puisse vous faire est celui de vous être trompé ,

Ce refus auroit été inexcusable : il me compromettoit sans aucune utilité.

d'avoir péché contre les formes ; & une erreur de cette espèce ne peut-elle pas échapper aux Juges les plus éclairés & les plus intègres ? La mienne n'auroit été susceptible, ni de couleur, ni d'excuse ; parce qu'un Juge ne peut ignorer qu'il est obligé de rendre la Justice & qu'il n'y a jamais de raison pour lui de s'en dispenser.

Usage de l'appel ou
du recours. Moyens
de rétablir l'exercice
de la Jurisdiction
Ecclésiastique dans
son intégrité.

Plaçons les objets dans un point de vue plus général. Nous nous plaignons que notre Jurisdiction est dépouillée ; que les Tribunaux séculiers attirent à eux toutes les affaires Ecclésiastiques ; que la route de l'appel simple est abandonnée, tandis qu'on prend tous les jours la voie extraordinaire de l'abus. S'il n'est pas en notre pouvoir, de prendre tous les moyens propres à faire rentrer les choses dans leur ordre naturel, il y en a un du moins que nous pouvons employer utilement : c'est celui d'exercer la Jurisdiction de l'Eglise selon les Régles Canoniques, & de rendre efficaces les remèdes qu'elles ont préparés contre les surprises & les abus. Ne nous proposons de bien à faire, que celui que ces Régles nous permettent : si nous nous trompons quelque fois dans leur application, consentons à être réformés par notre Supérieur hiérarchique : rétablissons, accréditons l'usage du recours, que l'habitude de s'adresser à la Justice civile a presque fait oublier. Insensiblement les Parties se familiariseront avec les routes anciennes qu'elles ont méconnues : elles s'y attacheront par l'intérêt & par la confiance : les appels comme d'abus cesseront, ou deviendront moins fréquens. Mais si, lorsque la Religion d'un Evêque a été surprise, ou qu'il a été distrait sur l'observation des formes, il s'afflige, il se plaint du Supérieur qui aura autrement jugé ; mais si ce dernier, par faux ménagement, rend inutile & illusoire la Loi de la dévolution si sagement établie par les Conciles ; on travaille à se dépouiller soi-même : car on ne fera jamais consentir les hommes à se priver de toute réclamation, quand ils croient avoir de justes plaintes à former.

Réponse au repro-
che qu'on m'a fait de
n'avoir pas connu les
ménagemens dûs à la

Lorsque j'ai jugé l'affaire des Hospitalières, j'ai fait toutes ces réflexions. Si on les avoit faites avec moi ; si l'on en avoit senti la force ; je n'aurois pas essuyé l'affligeant reproche, d'avoir

d'avoir aggravé vos chaînes , d'avoir mis le comble à votre douleur. On m'auroit bien moins fait cette injustice, si l'on avoit sçu, si l'on avoit voulu entendre, tout ce que j'ai rendu dans cette circonstance à la Dignité de votre Siège, à vos vertus & à vos malheurs : je serai forcé, M. de vous le rappeler dans le cours de cette Lettre. Mais quand j'aurai établi, qu'il n'étoit pas possible de porter plus loin que je l'ai fait, les sentimens & les procédés ; je dirai toujours que la Justice est indépendante des situations & des affections particulières ; que la qualité de Confrère ne pouvoit me faire oublier celle de Juge ; que la crainte de vous déplaire ne devoit point l'emporter sur les considérations, qui dans une obligation particulière me faisoient trouver une foule de devoirs. On m'accuse de n'avoir pas senti les ménagemens dûs à votre situation : & l'on ne prend pas garde, qu'en cherchant à me blâmer, on vous offense : car enfin, M. que mon Jugement vous ait affligé, parce qu'il vous aura paru contraire aux Régles & aux intérêts de l'Eglise, ç'a été une suite de votre amour pour elle, & de votre première opinion. La peine que j'ai pu vous faire, en jugeant autrement que vous, a été indépendante de vos intérêts & des circonstances : vous l'auriez ressentie à Paris, comme dans l'éloignement de votre diocèse ; dans la prospérité, comme dans la disgrâce. Mais que vous ayez désiré d'un Juge, que par égard pour votre situation, il refusât la Justice, ou jugeât contre ses lumières ; mais qu'à quelque prix que ce pût être, vous ayez attaché votre gloire à faire prévaloir votre sentiment ; mais que vous vous soyiez cru attaqué, blessé personnellement, par un Jugement qui réformoit le vôtre, (car c'est là évidemment ce que suppose le reproche peu réfléchi qu'on a osé me faire ;) je l'ai dit & je le répète, ceux qui en sont les auteurs vous ont fait injure, en voulant me nuire. En nous jugeant avec plus d'équité & d'élévation de sentimens, ils ne nous auroient point fait, à moi un crime, à vous un malheur, de ce qui a été le fruit d'un ministère juste & nécessaire : ils auroient pu vous plaindre ; ils m'auroient trouvé plus à plaindre que vous.

situation de M. l'Archevêque de Paris.

J'ai dû juger l'affaire des Hospitalières : l'ai-je jugée suivant les Règles ? c'est une autre discussion dans laquelle je me suis proposé d'entrer.

§. III.

Le Jugement que j'ai rendu dans l'affaire des Hospitalières est conforme aux Règles.

PRÉCIS de l'affaire
des Hospitalières.

TOUT le monde a parlé de l'affaire des Hospitalières, & peu de personnes ont sçu exactement en quoi elle consistoit. J'en ai fait un Exposé fidèle & circonstancié, au commencement de cette Lettre. En dégageant le fond de la Cause, de plusieurs incidens qui lui sont étrangers & que je traiterai séparément, tout se réduit à un point unique. Vous avez été supplié plusieurs fois, M. & ensuite juridiquement requis, d'accorder aux Religieuses Hospitalières, un Commissaire pour présider à l'élection de leur Supérieure & autres Officières. Vous l'avez constamment refusé, sans en donner aucune raison. Votre refus m'a été déferé. Je l'ai jugé irrégulier. J'ai ordonné en conséquence que les élections seroient faites conformément aux Constitutions de la Maison. J'ai commis un Ecclésiastique pour y assister. Je demande ce qu'il peut y avoir de défectueux & de reprehensible dans mon Ordonnance.

Un Evêque ne peut
refuser juridiquement
une chose due, sans
déclarer les motifs de
son refus.

1^o Lorsqu'un Evêque est requis juridiquement d'accorder une chose juste ou nécessaire, il ne peut la refuser sans alléguer les raisons de son refus. Cette maxime est constante : le Droit n'a point prévu de cas où il fût permis de s'en écarter : elle est d'ailleurs pleine de sagesse. L'autorité d'un Evêque, n'est ni arbitraire, ni absolue : il ne peut, sans de justes causes, priver personne de ses droits. Ces causes même, ce n'est pas à lui seul que l'Eglise a confié le soin & le pouvoir de les discerner : le Jugement qu'il en porte, est sujet à la révision des Supérieurs dans l'ordre de la hiérarchie : & comment connoîtront-ils la légitimité ou l'insuffisance de ses motifs, s'il n'est pas obligé de les déclarer ?

2° Lorsque l'Évêque ne motive point un refus Juridique, ou même que ses raisons sont insuffisantes, le Supérieur hiérarchique, auquel on défère ce refus, est obligé de le réformer. Ce dernier, en pareil cas, n'a besoin, pour instruire sa Religion, que d'examiner la Sommation faite au premier Juge : elle contient la demande de la Partie plaignante, & le refus contre lequel elle se pourvoit. À vue de cette Pièce unique, le Supérieur se décide sur le mérite de l'une & de l'autre : il ne lui est pas libre de faire une nouvelle Procédure, ni d'ordonner d'autres Informations. Son autorité n'est point immédiate : il n'en a que pour juger si la chose qu'on requiert, est juste ou nécessaire, & si l'Évêque a produit des causes légitimes de refus.

Tout refus d'une chose juste, fait sans cause, ou sans raison suffisantes, doit être réformé.

Ces règles sont celles qui déterminèrent M. l'Archevêque de Rouen en 1725, à rendre aux Religieuses de la Visitation de Caen, la liberté de leurs élections : ce sont elles qui ont servi aussi de fondement à mon Ordonnance. Faut-il s'étonner que deux Monastères aient obtenu le même Jugement dans une même Cause ? Tous deux ont le même droit d'élire leur Supérieure : c'est le libre exercice de ce privilège, qu'ils ont également réclamé. L'un & l'autre ont d'abord employé les prières & les instances réitérées pour l'obtenir. Ils ont eu ensuite le même recours aux Réquisitions Juridiques. Votre réponse, M. & celle de M. l'Évêque de Bayeux, quoique différentes à quelques égards, ont été uniformes dans l'objet essentiel : c'est-à-dire, que vous avez équivalement refusé les élections ; vous, en les défendant indéfiniment ; lui, en les renvoyant après l'événement d'une Procédure commencée à son Officialité : tous deux, sans motifs apparens, sans donner aucune raison de vos refus. Enfin l'une & l'autre Communauté se sont pourvues par les mêmes voies : la première a eu recours à la Métropole : l'appel de la seconde a été porté à la Primatie. L'Archevêque & le Primat ont eu à prononcer sur les mêmes objets, dans les mêmes circonstances, par les mêmes motifs : comment leurs Jugemens n'auroient-ils pas été les mêmes ? comment pourroit-il se faire qu'ils ne fussent pas également justes & réguliers ?

Ces furent ces Règles qui dirigèrent l'Ordonnance de M. l'Archevêque de Rouen en 1725. Même affaire : même Jugement.

Je n'imagine pas , M. quels Moyens vous pouvez employer pour éluder la force de ce parallèle. Le droit d'élection n'étoit certainement , ni plus juste , ni plus authentique pour le Couvent de la Visitation de Caen , que pour celui des Hospitalières : vous n'étiez pas moins lié par les Constitutions de vos Religieuses , que M. l'Évêque de Bayeux par l'Institut des siennes. Il ne vous étoit pas plus libre qu'à lui , de faire un refus destitué de cause. Il n'inculpa point le Monastère de Caen , dans sa Réponse à la Réquisition Juridique : dans la vôtre , vous n'avez pas plus inculpé les Hospitalières. Vous avez eu des raisons secrètes : on ne peut pas douter que M. l'Évêque de Bayeux n'en eût de son côté , puisqu'il les développa dans ses Remontrances au Roi. Ajoûtez-vous que les vôtres étoient d'un ordre bien supérieur ? Mais ce ne fut point par ce qu'il y avoit de foible ou de défectueux dans les motifs de M. de Bayeux , que son Métropolitain se décida à le réformer. Ce dernier ne pouvoit prononcer sur des objets qui lui étoient inconnus : il ne m'étoit pas plus permis de diriger mon Jugement sur des raisons que vous n'aviez point manifestées. Dans les choses de Justice , les vues secrètes , quelque bonnes qu'elles soient , ne sont jamais des causes légitimes de refus. Au yeux d'un Juge , ce qui ne paroît pas , est comme ce qui n'existe pas : on ne présume point conforme aux Loix , ce qu'on a craint de soumettre à leurs regards. Ces maximes sont invariables & aussi étendues que les objets sur lesquels la Justice peut s'exercer : elles s'appliquent en particulier aux refus de *Visa*. M. l'Archevêque de Rouen les fit valoir utilement dans sa Réponse aux Remontrances de M. l'Évêque de Bayeux. L'usage que j'en fais d'après lui , ne doit pas avoir moins de succès : il achèvera au moins de prouver que judiciairement les deux affaires sont absolument les mêmes.

Je pourrois aller plus loin , M. & vous faire observer que s'il y a une différence , elle est toute entière à mon avantage. M. l'Évêque de Bayeux avoit fait une Visite dans le Monastère de la Visitation de Caen : son Official avoit commencé une Procédure criminelle : la Supérieure avoit été décrétée d'Ajournement personnel : plusieurs autres Religieuses , d'Assigné pour

Affaire des Hospitalières plus favorable encore que celle de la Visitation de Caen.

être ouïes. Ces circonstances formoient certainement des présomptions contre la Communauté : elles annonçoient les motifs du Prélat ; elles suppléaient en quelque sorte à ce qu'il y avoit d'irrégulier dans son refus : elles fournissoient au moins au Métropolitain , un prétexte spécieux de différer son Jugement. Quand j'aurois eu encore plus de répugnance à rendre le mien, sur quel motif, vrai ou apparent, pouvois-je me fonder ? Jamais il n'y a eu, ni conviction ni accusation légale intentée contre les Hospitalières : jamais vous n'avez rien allégué, ni rien fait de Juridique, dont j'aye pu me servir pour confirmer ou interpréter votre refus. Vous avez donc moins de raisons pour vous plaindre de mon Ordonnance, que M. l'Évêque de Bayeux n'en avoit pour attaquer M. l'Archevêque de Rouen.

Entrons plus avant dans le fond de la matière. Votre Écrivain, à l'exemple de M. de Bayeux, emploie deux sortes de Moyens : les uns tendent à justifier votre conduite ; les autres, à blâmer la mienne. Je répondrai à tous successivement.

M. l'Archevêque de Paris n'a fait, dit-il, que ce qu'il étoit en droit de faire : s'il a jugé à propos de retarder les élections, les Hospitalières devoient se soumettre. Aux termes de leurs Constitutions, ces Religieuses dépendent de l'Ordinaire : elles sont liées à M. l'Archevêque de Paris par le vœu d'obéissance. Leur Règle porte que *tant qu'il plaira au Prélat d'en prendre la peine, il fera tout ce qui concerne la Direction des Hospitalières*. Voilà le titre de son autorité. Les Constitutions expliquent l'étendue de l'obéissance que doivent les Religieuses : *Il faut obéir en toutes choses, faciles ou difficiles, plaisantes ou répugnantes à la sensualité ; pourvu qu'en ce qui sera commandé, il n'y ait aucune vraie apparence de péché*. Indépendamment du principe, qui accorde la présomption au Supérieur, il auroit donc été nécessaire, pour autoriser les Religieuses à se plaindre, que les refus & défenses de M. l'Archevêque de Paris eussent porté une atteinte manifeste, ou à la Loi de Dieu, ou à une autorité Ecclésiastique supérieure, ou à une disposition clairement énoncée dans les Constitutions de l'Ordre.

MOYENS de l'Écrivain de M. l'Archevêque de Paris : pour justifier la conduite de ce Prélat ; & pour blâmer la mienne.

I. MOYEN tiré de l'autorité du Supérieur, & de l'obéissance que doivent les Religieuses.

Je n'ai point méconnu, M. & j'ai été encore plus éloigné de vouloir affoiblir la soumission que vous doivent les Hospitalières. La Lettre que je leur écrivis, en rendant mon Ordonnance, & que je rapporterai toute entière dans la suite, est une preuve que j'ai porté les précautions sur cela au delà même du devoir. Sans doute que cette soumission est légitime, très-étendue, & d'autant plus indispensable qu'elle a été vouée à la face des Autels : mais le vœu d'obéissance que font des Religieuses, les oblige-t-il à se dépouiller de leurs droits, & à fléchir sous la volonté arbitraire d'un Supérieur ? Non sans doute : ce seroit rendre l'Épiscopat odieux, & deshonorer la Religion, que de le prétendre. Les Constitutions d'une Maison font, tout à la fois, la Loi des Religieuses, & celle de l'Évêque : c'est par ce qu'elles prescrivent, que doivent se régler l'exercice de l'autorité & l'étendue de l'obéissance. L'Évêque est le Supérieur des Curés de son Diocèse : il l'est aussi, suivant le Droit commun, de son Église Cathédrale : en conclura-t-on qu'il peut suspendre, quand il lui plaît, les prérogatives qui appartiennent à ses Curés suivant les Canons ; & qu'il est le maître d'empêcher ou de retarder, à sa volonté, les élections de son Chapitre ? Les Monastères ont aussi leurs droits : & malgré le vœu qui les lie, leur obéissance a également ses bornes. Si dans leur administration, tout avoit dû dépendre de la prudence d'un Supérieur, l'Église n'auroit pas jugé nécessaire de leur donner une Règle qui entrât dans les plus grands détails ; elle auroit pourvu à tout par la seule Loi de l'obéissance : mais elle a senti le danger d'un gouvernement purement arbitraire, & les inconvéniens d'une soumission aveugle. En abandonnant à la discrétion de l'Évêque, plusieurs choses qui ne pouvoient être prévues, elle a fixé son pouvoir au moins sur les plus essentielles : & cette précaution n'étoit pas moins nécessaire à l'autorité de celui qui commande, qu'à la vertu de ceux qui obéissent.

Les Religieuses les plus remplies de l'esprit de leur état, n'ont pas cru manquer à leur Évêque, en défendant avec une respectueuse fermeté les privilèges qu'elles tenoient de leurs Constitutions, M. Miron Archevêque de Lyon ayant déposé le Supé-

rieur du Couvent de la Visitation Sainte-Marie, & lui en ayant substitué un autre de sa seule autorité, la Mère de Blanay Supérieure de ce Monastère refusa, ainsi que ses Sœurs, d'obéir au Mandement du Prélat. Elles répondirent que si leur Maison étoit soumise à l'Ordinaire, elles avoient, par leurs Constitutions, le libre choix de leur Père spirituel : qu'elles ne pouvoient reconnoître que celui qu'elles auroient élu, & que M. l'Archevêque de Lyon auroit ensuite approuvé. M. de Sales Évêque de Genève, qui rapporte ce trait de l'humble Mère de Blanay, loue sa généreuse résistance ; & ajoute que M. Miron, ayant pesé de si solides raisons, laissa ce Monastère dans la liberté de ses observances, & conçut une grande estime de cette digne Supérieure (a.)

Si des Régles générales, on descend à la Loi particulière des Hospitalières, on ne fera que se convaincre davantage que le vœu d'obéissance n'obligeoit pas ces Religieuses à consentir au délai de leurs élections.

Il est vrai, M. que les Constitutions de ce Monastère le soumettent à l'autorité de l'Évêque ; que celui-ci a droit de le visiter, & de faire, quand il le veut, tout ce qui en concerne la direction (b) : ces dispositions se trouvent clairement énoncées dans le Chapitre intitulé ; *Du Prélat & du Supérieur de la Maison* : mais des dispositions si générales étendent-elles le pouvoir de l'Évêque, jusqu'à le rendre maître des élections ? Votre Écrivain lui-même, M. paroît avoir senti tout ce qu'il y auroit d'exorbitant & de vicieux dans cette conséquence : en sorte que pour suppléer à l'insuffisance du premier Texte, il a été forcé d'en réclamer un second. Celui qu'il cite, porte que les Religieuses *doivent obéir en toutes choses, faciles ou difficiles ; pourvu que dans ce qui sera commandé, il n'y ait aucune vraie apparence de péché* (c). *Et peut-on croire, ajoute-t-il, qu'il y eût aucune vraie apparence de péché dans l'accomplissement de la volonté de M. l'Archevêque de Paris à cet égard ?* C'est-à-dire, que, dans les principes de votre Écrivain, les Hospitalières,

(a) Vie de la Mère de Blanay, par M. Auguste de Sales, neveu du Saint de ce nom, chap. 10.

(b) Constitutions, II. Partie, I. Traité, chap. 2.

(c) Idem, I. Partie, I. Traité, chap. 4.

devant obéir à leur Évêque dans tout ce qui n'est pas péché, le sacrifice de leurs droits devenoit pour elles d'une obligation indispensable, dès que vous l'aviez exigé. L'Auteur de votre Mémoire, M. a eu raison de penser qu'un système aussi révoltant avoit besoin d'être appuyé sur une Loi qui prescrivît l'obéissance la plus entière; & qu'il ne seroit pas suffisamment justifié par l'article des Constitutions, qui traite de l'autorité du propre Évêque. Mais comment s'est-il permis d'appliquer à la matière qu'il traite une Loi qui n'y a aucun rapport? Comment a-t-il entrepris d'unir & d'expliquer, l'un par l'autre, deux Textes qui sont aussi éloignés par leur objet, que par la place qu'ils ont dans les Constitutions? Il les rapproche, sans citer les chapitres d'où ils sont extraits; sans avertir qu'ils ne sont pas tirés du même endroit. Il fait entendre qu'ils sont applicables au même sujet; que ce second est destiné à déterminer l'étendue de l'obéissance que le premier prescrit: c'est de leur analogie que dépend toute la justesse de son raisonnement. Cependant il n'est question, dans le dernier, que de l'obéissance due à la Supérieure du Monastère: il n'a d'autre objet que de fixer la dépendance des Religieuses pour le détail de la vie & des observances Régulières. Or je le demande, M. étoit-ce dans un pareil Texte qu'il falloit chercher la preuve du pouvoir que votre Écrivain vous donne de disposer librement des élections? Il ne se contente pas de donner à la Loi une extension dont elle n'est pas susceptible: il lui fait dire le contraire de ce qu'elle dit en termes précis. Dans le même article où les Constitutions soumettent les Monastères de la Congrégation à l'autorité de l'Évêque diocésain, elles régulent aussi l'obéissance qu'elles ordonnent; & comme si elles avoient prévu l'abus qu'on pouvoit faire de cette obéissance, pour troubler les Religieuses dans le droit qu'elles ont d'élire leur Supérieure, elles déclarent que la dépendance des Communautés sera entendue de telle sorte, qu'elles aient toute liberté pour leurs élections (a).

L'Auteur de votre Mémoire a lu l'article, puisqu'il le cite. Il en prend une partie & laisse l'autre; parce qu'elle ne s'accorde

(a) Constitutions, II. Partie, I. Traité, chap. 2. n. 1.

pas avec son système. Il affecte de passer sous silence une restriction qui le condamne, & il lui substitue, à dessein de la contredire, un Règlement tout-à-fait étranger à ce qu'il a résolu d'établir. Jugez vous-même, M. de la confiance qu'un pareil Écrivain mérite. Je le fuis dans ses autres objections.

M. l'Archevêque de Paris, comme Supérieur majeur des Hospitalières, étoit l'interprète naturel de leurs Statuts : voilà le second principe d'où il part pour conclure que vous avez pu différer les élections, sans donner atteinte aux Constitutions de ce Monastère. *Tous les Théologiens, dit-il, tous les Canonistes, tous les Jurisconsultes tiennent pour principe, que toute Loi humaine est susceptible d'interprétation, de modification, d'épikie : qu'en toute Loi, il faut avoir plus d'égard à l'esprit du Législateur qu'à la lettre : qu'en tout gouvernement, le Chef ou le Supérieur est l'interprète naturel des Loix & des Statuts propres de ce gouvernement. Ces notions générales s'appliquent, sans effort & sans difficultés, aux Constitutions d'un Ordre Monastique, & à la matière des élections dont on traite ici. S'il se trouve, par exemple, de la division dans une Communauté de Religieuses, doutera-t-on qu'il ne soit permis de suspendre les élections jusqu'à ce qu'on ait rétabli la paix dans ce Monastère ? A la vérité les Constitutions de cette Société Religieuse portent qu'on élira une Supérieure & des Officières en certains tems & à l'échéance de certains termes : mais l'esprit de l'Institut oblige à différer ces opérations, pour obvier à un mal, ou pour procurer un plus grand bien ; & c'est là rentrer dans le plan même des Constitutions, quoiqu'on semble s'en écarter. Mais à qui convient-il mieux qu'au Supérieur majeur, qu'à l'Évêque, de tempérer ainsi la rigueur de la lettre, de ménager le moment de la fidélité à la Loi, de préparer les esprits à l'accomplissement parfait des intentions du Législateur ? Dira-t-on qu'en ces circonstances, le Supérieur change à volonté l'Institut ; qu'il déranger l'ordre de l'établissement ; qu'il dépouille la Communauté de ses privilèges ?*

Cette objection pêche par le même endroit que la précédente. Pour faire un devoir aux Hospitalières, de souffrir les délais indéfinis de leurs élections, il a fallu outrer sans mesure l'obéissance à laquelle elles sont tenues. Pour trouver dans le Supérieur le droit

II. MOYEN, l'Évêque est l'Interprète des Statuts d'une Communauté Religieuse. Toute Loi est sujette à modification & à épikie.

RÉPONSE au II. Moyen.

de différer les élections à sa volonté , il faut pousser son autorité au delà de toutes bornes. Qui ne voit que ce second principe , comme le premier , tend à consacrer le Despotisme le plus absolu ? Mais on a beau exagérer la puissance de l'Évêque , on ne parviendra point à effacer des Constitutions , la Loi qui défend de toucher à la liberté des élections. On travaillera vainement à en obscurcir le sens , ou à la rendre inutile , sous prétexte que toute Loi est susceptible d'interprétation & d'épique , & qu'on doit avoir plus d'égard à l'esprit qu'à la lettre.

Ces maximes ont leur application & leur vérité , sans doute : ainsi on avoit pensé jusqu'à présent qu'un Supérieur chargé de maintenir l'exécution des Règles , pouvoit les expliquer , lorsqu'elles présentent quelque chose d'équivoque ou d'obscur ; suppléer à leur défaut , dans les cas qu'elles n'ont pas prévus ; dispenser même de leur rigueur , lorsque l'utilité ou la nécessité le demandent : voilà le sens où il est vrai que les Loix sont sujettes à modification : voilà les occasions où l'autorité du Supérieur peut être très-légitimement employée. Mais qu'on lui attribue comme un privilège , la malheureuse facilité de rendre sans effet les Règles les plus claires ; de suspendre l'usage des droits les plus certains ; de transgresser la lettre , sous l'ombre de garder l'esprit ; ce n'est , ni dans les Théologiens exacts , ni dans les Jurisconsultes éclairés , qu'on trouvera les fondemens de cette étrange Morale.

Les plus saints Papes , les plus sçavans Évêques ont établi des principes bien différens. Le Pape S. Martin dit que les Supérieurs Ecclésiastiques ont d'autant moins la liberté d'enfreindre les Canons , qu'ils en sont par état les défenseurs & les gardiens (a). Saint Grégoire veut qu'on n'ait pas moins de zèle pour protéger les droits des inférieurs , que pour soutenir les siens propres (b). Il va jusqu'à méconnoître pour Évêques , les Prélats qui ne respectent pas les Règles établies par les Conciles ou par les anciens (c). Tout le

(a) *Canones Ecclesiasticos solvere non possumus , qui defensores & custodes Canonum sumus , non transgressores.* Apud Bossuet , *Defens. Cleri Gallic. III. P. l. II. cap. 3. & seq.*

(b) *Sicut nostra defendimus , in sin-*

gulis quibuscumque Ecclesiis Jura servamus. Ibid.

(c) *Si Canones non custoditis , & majorum vultis Statuta convellere , non agnosco qui estis.* Ibid.

monde connoît cette célèbre parole du Pape Saint Célestin ; *Dominentur nobis Regulæ , non Regulis dominemur* : & M. Bossuet, formé à l'école de ces grands Maîtres, rappelle les Supérieurs qui font prévaloir leur volonté sur la Loi, au moment terrible où le souverain Juge leur demandera compte de leur administration (a).

Il en est des Monastères, comme des Diocèses : les Canons lient l'Évêque pour l'administration générale des seconds ; & les Constitutions Monastiques font sa Loi pour le gouvernement particulier des premiers. Quand les Réglemens sont clairs, dans l'un & dans l'autre ordre de direction, ils ne sont susceptibles, ni de modification, ni d'épique : le Supérieur ne peut que les faire exécuter. Si l'on ébranle ces maximes, on introduit dans la discipline de l'Église la plus dangereuse instabilité ; on rend son gouvernement arbitraire ; on dépouille les inférieurs de leurs droits ; on expose les Communautés Religieuses à être troublées : il ne leur reste pas même de ressource pour faire recevoir leurs plaintes : le Supérieur hiérarchique n'a plus, ni autorité pour les entendre, ni moyen pour les juger.

Mais s'il y a une matière où il soit essentiel de s'attacher rigoureusement aux Règles, c'est celle des élections. Le droit d'élire, qui s'est conservé dans plusieurs Monastères, ne sçauroit être envisagé comme un privilège odieux ou peu important. De toutes les voies par lesquelles les Supérieurs sont établis, celle de l'élection est la plus canonique ; parce que le choix ne se réglant pas sur les lumières ou l'affection d'un seul, il est moins exposé aux effets de la prévention. C'est cette voie que prirent les Apôtres, lorsqu'ils voulurent établir les premiers Diacres : leur conduite a servi de modèle pour la suite. On pensoit, dans les premiers siècles de l'Église, que tous devoient élire celui à qui tous devoient obéir. Plus les élections sont précieuses, moins il est permis d'en déranger l'économie. Quels desordres ! quelle confusion dans les Maisons Religieuses, si lorsque le tems des Supériorités est expiré, il étoit libre de

(a) *Et cum Dominus incipiet rationem ponere cum servis suis, & egredietur illud ab alta Christi Sede : Redde rationem villi- cationis tuæ, non credo valebit illud pos- tremis demum temporibus natum, Pro arbitrio feci. Meminisse enim oportebat Sancti Cælestini dicentis : Dominentur nobis Regulæ, non Regulis dominemur. Ibid. cap. 17.*

suspendre à son gré les élections nouvelles ; si celles-ci long-tems retardées , laissoient les Communautés sans Officières en titre , sans Supérieure certaine ! La longue viduité des Églises est un abus que les Canons ont toujours pros crit : ils y ont remédié en fixant un terme aux Électeurs , & en prononçant des peines contre leur négligence. Le même abus étoit également à craindre pour les Monastères : leurs Loix particulières y ont pourvu. Que la Supériorité soit limitée ou perpétuelle , les principes sont les mêmes : il n'est pas moins conforme à l'ordre & au vœu de la Loi , de remplacer promptement un Supérieur triennal , que de donner un Successeur à un Abbé.

Les Constitutions des Hospitalières donnent encore une nouvelle force à ces principes généraux. On auroit de la peine à trouver une autre Congrégation , où il soit plus expressement ordonné que les Supérieures seront établies par voie d'élection , & qu'elles ne seront point prorogées au delà du tems limité.

L'article II du chapitre qui traite des élections , porte que *l'élection de la Supérieure se fera tous les trois ans ; & celle des principales Officières , tous les ans. . . . La Supérieure étant déposée à la fin d'un triennal , peut être continuée encore pour trois autres années , & non plus , en un même Monastère (a) : & dans le cas de cette prorogation , il ne suffit pas , comme dans les élections ordinaires , que la Supérieure ait une voix au dessus de la moitié ; il faut , aux termes des Constitutions , que les deux tiers des voix se réunissent pour la continuer (b). Mais s'il arrivoit que quelque Supérieure poursuivît , ou souffrît d'être continuée pour plus d'un second triennal de suite en un même Monastère , son élection sera nulle & tenue pour telle en toutes les Maisons de la Congrégation (c).*

L'article III déclare pareillement nulle l'élection de la Supérieure , qui se seroit déposée avant le tems , quoique par l'autorité du Prélat , pour aller gouverner ailleurs. L'article V défend d'envoyer aucune Religieuse , gouverner pour moins d'un triennal accompli ; ni par commission : mais , (ajoute la Loi ,) toutes les Supérieures seront élues conformément aux présentes Constitutions. Enfin

(a) Constitutions de la Congrégation des Hospitalières de la Miséricorde de Jésus , II. Partie , I. Traité , chap. 4. n. 2. 1

(b) Ibid. chap. 5. n. 7.

(c) Ibid. chap. 4. n. 2.

les Constitutions prévoient le cas où une Supérieure décède dans le cours de son triennal : & elles veulent qu'il soit incessamment procédé à l'élection d'une autre Supérieure. *Si une Supérieure décède durant sa Charge , la Mère Assistante , en fera incontinent avertir le Supérieur ; afin qu'il lui plaise se rendre au Monastère , pour procéder à une nouvelle élection (a).*

Lorsque des Religieuses , sur l'autorité de pareils Réglemens , supplient leur Evêque de faire procéder au renouvellement d'Officières , qui par son propre fait & contre la Loi , sont en place depuis plusieurs années , & qui sollicitent elles-mêmes leur déposition ; lorsqu'elles requièrent le changement d'une Supérieure âgée , infirme , qui a consommé son second triennal , qui demande d'être déchargée du fardeau qui l'accable ; est-ce le cas de recourir à l'épique & aux interprétations ? Où est la rigueur qu'il faille tempérer dans la lettre ? n'est-elle pas ici parfaitement d'accord avec l'esprit ? Trouvera-t-on une circonstance qui réclame plus hautement la fidélité à la Loi ?

Celle qui veut que les élections soient canoniques , ne détruit point celle qui défend de les différer au delà du tems prescrit : ce sont deux Règles différentes , qui ne doivent point être modifiées l'une par l'autre , comme le prétend votre Écrivain. *S'il se trouve , dit-il , de la division dans une Communauté , doutera-t-on qu'il ne soit permis de suspendre les élections jusqu'à ce qu'on ait rétabli la paix dans le Monastère ?* Oui sans doute , on en doutera : on pourra même regarder l'opinion contraire comme très-certaine. Les brigues , il est vrai , s'opposent à la canonicité de l'élection ; mais elles ne sont point par elles-mêmes une raison de la différer indéfiniment , & sur-tout pendant des années entières : des Électeurs n'en perdroient pas moins leur droit , parce que des divisions les auroient empêchés d'élire dans le terme qui leur est accordé. Les Constitutions des Hospitalières ont prévu les brigues , & elles en ont indiqué le remède. Il ne consiste pas à empêcher les élections : elles veulent que *la chose étant prouvée devant le Supérieur , par le rapport au moins de trois Religieuses , les coupables soient privées de toute voix active & passive (b).*

(a) Ibid, chap. 5. n. 17.

(b) Ibid, II. Part, Traité I. chap. 4. n. 6.

En 1725 M. l'Évêque de Bayeux allégua des cabales, des divisions; & sa conduite n'en fut pas jugée plus régulière. S'il arrivoit cependant que les troubles d'une Communauté fussent portés jusqu'au point de rendre les élections impossibles, le devoir du Supérieur feroit de rétablir le calme par les voies légitimes; d'y pourvoir promptement, afin de hâter les élections, dont le retardement feroit l'effet de ce desordre, & feroit un desordre lui-même. Il devroit au moins constater les divisions & les brigues, pour refuser régulièrement la permission de procéder aux élections, jusqu'à ce que la paix fût rétablie: il devroit encore les déclarer, lorsqu'il en feroit requis, comme le motif de son refus. Mais alors même le délai nécessaire ne feroit, ni une interprétation, ni une modification de la Loi, qui n'en est pas susceptible: ce feroit une précaution sage pour parvenir à la canonicité des élections: ce feroit, sous un autre point de vue, la juste privation d'un droit que les Électeurs auroient mérité de perdre pour un tems.

III. MOYEN. M. l'Archevêque de Paris n'a point refusé les élections; il n'a fait que les différer.

Votre Écrivain, M. s'est ménagé une dernière ressource, en soutenant que vous n'avez point refusé les élections; & que les Constitutions ne vous ôtoient point la liberté de les différer. Mais cette double prétention est aussi peu fondée, que les conséquences qu'il en tire.

RÉPONSE au III. Moyen.

Dans les choses que le Supérieur est tenu d'accorder, on ne met point de différence entre le refus formel & les délais affectés; parce qu'ils sont également préjudiciables au droit de l'inférieur. M. l'Évêque de Bayeux n'avoit fait que retarder l'élection des Religieuses de la Visitation de Caen: & ces Religieuses ayant pris sa réponse pour un refus, se pourvurent à la Métropole. Dans les Réquisitions d'Actes de Présentation & de *Visa*, on n'attend pas que les Nominateurs & Collateurs refusent expressément; il suffit qu'ils diffèrent sans cause, pour donner lieu à l'appel: les Ordonnances sont précises sur ce point, & la Jurisprudence y est conforme. *Voulons & Ordonnons que le Possessoire des Bénéfices soit adjugé aux Mandataires, Gradués simples, ou Nommes, qui auroient requis les Bénéfices leur être conférés, ou être présentés à iceux par les Collateurs, Nominateurs ou Patrons Ecclé-*

siaftiques refusans ou dilayans leur bailler leur Présentation ou Collation (a).

Il n'est pas plus libre à un Evêque de différer, fans de justes caufes, la Confirmation d'un Sujet élu, que de la refuser absolument : tous les Auteurs en donnent pour raifon, que la Confirmation est un Acte de Justice. Il n'est, ni moins juſte, ni moins néceſſaire d'accorder à une Communauté qui le requiert, un Commiſſaire pour préſider à ſes élections ; peut-être même y auroit-il plus d'inconvéniens à étendre le pouvoir du Supérieur à l'égard de l'un qu'à l'égard de l'autre. L'affectation de ne point nommer un Commiſſaire en pareil cas, eſt une voie indirecte d'interdire l'élection ; d'empêcher un choix qui déplaît, & contre lequel cependant on n'auroit point de raifons canoniques à alléguer. Cette liberté une fois autorifée dans le Supérieur, elle le rend maître abſolu du droit d'élire, de l'événement de l'élection, & de tout l'ordre du Monaftere.

Il faut donc raifonner des délais, comme des refus : être *refuſant* ou *dilayant* eſt donc la même choſe ſuivant les Loix. Ces principes s'appliquent donc au droit d'élire, comme à celui d'un Préſenté ou d'un Sujet élu. Mais, cela poſé, que veut dire votre Ecrivain en ſoutenant que vous n'avez fait que différer ? Il ſemble avouer par là que vous n'avez pu refuſer ; & ſi vous n'avez pu refuſer, vous n'avez pu retarder ; parce que, pour l'un comme pour l'autre, il faut des caufes, & des caufes légitimes.

Quelque nom qu'on donne à votre réſiſtance, M. (& c'eſt ici le point déciſif, (elle a certainement autorifé les Religieufes Hôſpita-lières à recourir au Primat ; & celui-ci, à rendre ſon Ordonnance. S'il falloit, pour ſ'adreſſer au Juge Supérieur, un refus formel & articulé de la part de l'Evêque, celui-ci ſeroit toujours le maître d'écarter l'effet des Réquiſitions Juridiques & d'empêcher la voie de l'appel : les délais qui n'ont point de bornes, les retards non motivés, les défaites de toute eſpèce, ſont regardés en Droit, comme de vrais refus ; ſur-tout quand les Requérans avertiſſent qu'ils ſe pourvoiront : & c'eſt précifément le cas des Hôſpita-lières. Elles n'ont requis qu'après pluſieurs Supplications Extrajudiciaires ; qu'après avoir éprouvé de longues remiſes & des défaites réitérées. Elles ont déclaré que,

(a) Ordonnance de Lyon, du mois de Juin 1510, art. 14.

faute par vous de leur accorder le Commissaire qu'elles demandoient, elles seroient forcées de se pourvoir ainsi & pardevant qui elles jugeroient à propos. Le Ministère public vous a fait plusieurs fois les mêmes Sommations : le Parlement l'a reçu appelant comme d'abus du refus résultant de vos réponses. Ce refus a donc été réel, constaté par Jugement. Je n'aurois donc pu le révoquer en doute, sans me compromettre & sans trahir la vérité. Les Constitutions du Monastère ne vous permettoient pas plus que les Règles générales, de refuser ou de différer les élections. Suivant ces Constitutions, la Supérieure ne peut être continuée au delà d'un second triennal : celle qui étoit alors en place avoit atteint le terme prévu par la Loi : hé ! qui ne voit pas que l'effet nécessaire de vos délais étoit de perpétuer sur sa tête une administration dont elle ne devoit plus être chargée ?

Votre Écrivain se flate d'échapper à l'évidence de ce raisonnement, en disant que les Règles défendent bien de continuer par voie d'élection, une Supérieure qui a rempli son second triennal ; mais qu'elles n'empêchent pas une prorogation passagère, occasionnée par un simple délai. Quelle est la Loi qu'il ne fût facile d'éluder par des restrictions de cette nature ? Si elles ne se trouvent pas expressément prosrites dans les Constitutions, c'est parce qu'elles n'ont pas été prévues, & qu'elles n'ont pas dû l'être : mais elles sont défendues équivalement. La Règle prohibe toute Supériorité *par Commission* : elle défend d'établir les Supérieures autrement que par élection : elle ne veut pas qu'on les place pour moins de trois ans : elle déclare nulle toute élection qui prorogeroit une Supérieure après le second triennal : elle condamne donc toutes les prorogations qui ne se feroient pas par cette voie, la seule légitime. La Sœur Saint-Pierre ne pouvoit donc être continuée Supérieure, ni par commission, ni par élection : les Hospitalières étoient donc en droit de réclamer contre des délais qui prorogeoient sa Supériorité au delà des bornes.

L'Auteur de votre Mémoire, M. a senti la foiblesse de son raisonnement, & il a cherché à le fortifier par des exemples. Il rapporte avec complaisance l'extrait d'une Lettre du 21 août 1758, écrite par une Religieuse Hospitalière, qui a été Supérieure dans le Couvent de Dieppe. Cette Religieuse, dit-il, atteste qu'en plusieurs Maisons de la Congrégation, les élections ont été retardées jusqu'à

IV. MOYEN tiré
d'une Lettre écrite
par une Religieuse
Hospitalière.

jusqu'à onze mois : que les Officières ont continué l'exercice de leurs Charges pendant ce tems-là : & que ces délais ont été occasionnés par les voyages des Evêques à Paris & aux États, ou par d'autres raisons particulières qu'ils ont eues. Car on a grand soin de remarquer dans la Lettre, ce qu'on prétend qu'elle ajoute : c'est que le droit des Prélats est de différer les élections : qu'ils font les Régles vivantes des Religieuses : qu'elles leur sont soumises par le vœu d'obéissance.

Avant que de répondre aux inductions qu'on prétend tirer de ce témoignage, je pourrois exiger qu'on en établît l'autorité : car quel fond peut-on faire jusqu'à présent sur une Lettre, qui n'est citée que par extrait ; qui ne porte les noms, ni de la personne à qui elle est adressée, ni de celle qui l'a écrite ; dont on ignore le but ; qui dans toutes les suppositions, ne sera jamais que l'ouvrage d'une Religieuse isolée & sans caractère ?

RÉPONSE au IV.
Moyen.

Mais je veux bien admettre comme certains, les faits qui y sont rapportés : est-ce donc par quelques faits particuliers, qu'on parviendra à légitimer des délais que les Constitutions réprouvent ? Les abus anéantissent-ils les Régles ? Faut-il juger des exemples par la Loi, ou de la Loi par les exemples ?

Encore si cette Lettre, en déposant des retardemens d'élection, en donnoit des motifs propres à les justifier. Mais pourquoi faut-il que les voyages même nécessaires d'un Evêque influent sur l'administration ordinaire, & troublent l'ordre des Communautés Religieuses ? Pourquoi les Prélats, qui sont obligés de s'absenter, ou qui sont retenus par d'autres obstacles, ne se feroient-ils pas suppléer dans leurs fonctions ? Ils le peuvent sans doute ; & les Papes Honoré III (a) & Innocent III ont décidé qu'ils le doivent *propter suas occupationes multiplices, vel invaletudines corporales... seu occasiones alias* (b).

Les Constitutions des Hospitalières ont prévu ce cas, & y ont pourvu. Elles reconnoissent dans le Prélat le droit de faire par lui-même tout ce qui concerne la direction : mais, attendu toutefois ses grandes occupations, la Supérieure & les Religieuses vocales le supplieront de nommer quelque Ecclésiastique docte & vertueux, pour

(a) Decretal. Lib. III. tit. 35. cap. 1.
Postulastis. 2.

(b) Ibid. Lib. I. tit. 31. cap. Inter
cætera. 15.

tenir sa place en son absence (a). Voilà le remède que les Loix générales, que la Loi particulière de ces Religieuses, appliquent aux absences, aux occupations, aux autres obstacles, qui empêchent l'Évêque de présider aux élections : & c'est aussi ce qui achève de démontrer que, dans l'impuissance où vous étiez, M. d'exercer personnellement cet acte de Supériorité, les Hospitalières ont été autorisées à vous demander un Commissaire qui tint votre place.

Au surplus, quand je dis que le délai des élections est contraire à l'esprit & à la lettre de la Loi, je n'entends point parler de celui qui, dans la vue d'un plus grand bien, seroit concerté entre une Communauté & son Évêque. Ainsi, qu'un Évêque, pour raison d'utilité, propose de différer les élections d'un Monastère ; que le Monastère y consente ; le droit des Religieuses est entier : on ne préjudicie point à leurs privilèges ; puisque c'est de leur consentement, que l'usage en est suspendu. Tels ont été sans doute les retardemens attestés par la Lettre que votre Écrivain rapporte. Mais lorsqu'une Communauté veut procéder à ses élections dans le tems marqué par la Règle ; mais lorsqu'après plusieurs Supplications & remises, elle réclame juridiquement son droit ; que l'Évêque soit libre de refuser, ou de retarder, sans en donner aucuns motifs, c'est ce qu'il faudroit pouvoir conclure des exemples cités, pour en faire une juste application au cas des Hospitalières ; & c'est ce qu'on n'en conclura jamais, parce que les espèces ne se ressemblent point. Dans tout ce qui se traite par voie de conciliation, l'Évêque ne fait que les fonctions de Pasteur : dans les Réquisitions Juridiques, il exerce celles de Juge, & à ce titre il est soumis à toute la rigueur des Règles.

Votre Écrivain, M. n'a donc pu justifier votre conduite légale dans l'affaire des Hospitalières : il n'a donc pu couvrir la contrariété manifeste de vos délais ou de vos refus avec les Constitutions de ce Monastère : moins encore est-il parvenu à trouver, soit dans l'autorité de l'Évêque, soit dans l'obéissance des Religieuses, le pouvoir d'enfreindre des Réglemens qui sont la Loi commune du Supérieur & des inférieures. Il me reste à examiner

MOYENS contre
mon Ordonnance.

(a) Constitutions, II. Part. Traité I. chap. 2. n. 1. & 2.

les griefs que cet Écrivain propose contre mon Ordonnance.

Son premier reproche tombe sur la précipitation avec laquelle cette Ordonnance a été rendue : sur le peu de tems que j'ai employé à examiner l'affaire : sur ce que je n'étois encore que nommé à l'Archevêché de Lyon : sur ce que j'aurois dû attendre , pour juger , d'avoir pris possession de mon nouveau Siège.

I. MOYEN. J'ai jugé avec précipitation : j'aurois dû attendre d'être en possession de mon nouveau Siège.

Qu'auroit dû faire M. l'Évêque d'Autun , dans une Cause si délicate ? Quelles précautions pouvoient lui paroître trop étendues ? quels délais trop prudens & trop ménagés ? Il n'étoit encore que nommé à l'Archevêché de Lyon , ne pouvoit-il pas attendre la possession pleine & entière de ce Siège ? S'il avoit usé de ces délais pour examiner le fond & les rapports intimes de la Cause qui lui étoit déferée , il n'auroit pas aujourd'hui la douleur de voir les intérêts de la Religion compromis ; la Dignité de l'Épiscopat avilie par son Ordonnance ; les ennemis de l'Église triomphans de l'atteinte donnée à ses décisions , par un Décret aussi subit & précipité , qu'il est contraire à toutes les bonnes Régles.

Votre Mémoire ajoute que , quoiqu'on lise dans l'Ordonnance de M. l'Archevêque de Lyon , que ce Prélat a examiné l'affaire des Hospitalières , avec le plus grand soin & la plus scrupuleuse attention ; & qu'il s'est donné des mouvemens parmi des Prélats , des Théologiens , des Jurisconsultes ; le fait est cependant que tout a été consommé dans l'espace de quinze jours , & que la Requête des Religieuses n'a pas même été datée.

Votre Écrivain , M. attribue à mon Ordonnance de tragiques effets ! Sont-ils aussi fondés qu'il le suppose : ou n'existent-ils que dans son imagination ? S'est-il allarmé de bonne foi : ou n'a-t-il feint de vaines terreurs , que pour soulever plus furement contre moi une piété trop crédule ? La Cause qu'il défend , est-elle bien celle de l'Église : ou n'a-t-il cherché à les confondre , que pour concilier plus de faveur à la sienne ? c'est ce que je discuterai bientôt : je ne m'occupe ici que de la précipitation dont on m'accuse.

RÉPONSE au I. MOYEN.

J'aurois dû , dit - on , ne rendre mon Jugement , qu'après la Prise de Possession de mon nouveau Siège. J'ai pris Possession de

l'Archevêché de Lyon à la fin d'août : j'avois reçu, avant le quinze mars, la Requête des Hospitalières. Pourquoi donc auroit-il fallu attendre plus de cinq mois à la répondre ? Veut-on faire entendre que n'étant encore qu'Évêque d'Autun, j'ai jugé sans autorité : qu'on auroit été plus disposé à reconnoître celle de l'Archevêque de Lyon ? Cependant votre Écrivain, M. a également attaqué le droit des deux Sièges ; & je crois avoir démontré que la Jurisdiction est la même, soit dans le Primat, soit dans l'Administrateur de la Primatie. Qu'aurois-je donc fait en différant mon Ordonnance jusqu'à un terme aussi reculé ? J'aurois trahi les intérêts du Siège que je quittois ; & je n'aurois évité aucune des atteintes qu'on a voulu porter à celui que j'occupe. Encore si ces délais avoient pu être de quelque utilité pour vous ou pour moi : mais vos refus, pour avoir été jugés un peu plus tard, n'en seroient pas devenus plus réguliers : je n'en aurois pas moins été obligé de les réformer ; vous ne vous seriez pas moins élevé contre mon Jugement, puisque vous avez tant d'autres motifs de vous en plaindre.

Non seulement il n'y avoit aucun avantage à espérer de ces retardemens, mais il y auroit eu une sorte d'injustice à les employer, & beaucoup d'inconvéniens à en attendre. En général, il n'est permis à aucun Juge, d'user de délais affectés dans l'exercice de ses fonctions : des Parties regardent avec raison comme une double Justice, d'obtenir Justice, & de l'obtenir promptement. On s'est plaint souvent de la lenteur des Tribunaux : c'est la première fois, peut-être, qu'on a reproché à un Juge, de la précipitation, lorsque son Jugement n'en a été ni moins régulier ni moins équitable. Pour mieux sentir combien ce reproche a été peu mérité, rappelez vous, M. dans quelles circonstances l'affaire des Hospitalières m'a été déférée. Ce que j'en peux dire ici, c'est que sa prompte expédition importoit à la Jurisdiction de l'Église, & à vous-même. Si ces motifs m'avoient engagé à user d'un peu de célérité, je ne m'en défendrois pas ; mais je n'y ai porté que de la simplicité & de la droiture : c'est-à-dire, qu'aucune vue étrangère, n'a influé sur le temps que j'ai pris pour juger ; & que j'ai jugé lorsque j'ai eu rempli tout ce que l'équité, la prudence, & de justes égards exigeoient de mon Ministère.

Que veut donc dire votre Écrivain , lorsqu'il m'accuse de précipitation ? Le tems qu'on met à s'instruire d'une affaire , ne doit-il pas être plus ou moins long , suivant sa complication & sa difficulté ? Celle des Hospitalières étoit infiniment simple ; & je ne crains point d'avancer que , sans les préalables dont mon respect pour l'Épiscopat & pour vous m'avoit fait un devoir , je l'aurois décidée dans les trois premiers jours , avec la même réflexion & la même assurance. Cependant il s'est écoulé plus de trois semaines , depuis le jour où les Pièces m'ont été remises , jusqu'à celui où j'ai rendu mon Ordonnance. Mais n'y eût-il eu que quinze jours comme l'assure votre Mémoire sans aucun fondement ; emploie-t-on tout ce tems dans l'examen d'un refus de *Visa* , quoique souvent il s'agisse de placer pour la vie un Sujet , qui va influer sur le salut d'une multitude d'Ames ? Fera-t-on croire que quinze jours d'Instruction & de réflexions ne suffisoient pas pour décider , si l'on permettoit à des Religieuses l'élection d'une Supérieure triennale ; pour juger d'un refus évidemment contraire aux Loix générales & à la Règle particulière d'un Monastère ?

Ce n'est donc point par affectation que la Requête des Religieuses n'a pas été datée ; ce seroit une pure omission , si cette formalité étoit d'usage : mais votre Écrivain , M. qui ne fait pas cette observation sans dessein , auroit dû sçavoir que les Requêtes n'ont d'autre date que celle des Ordonnances qui les répondent.

Voici une plainte plus sérieuse , & qui pourroit faire plus d'impression sur les esprits , s'ils en jugeoient sans la connoissance des Règles. Vous n'avez reçu aucun avis des démarches qui se faisoient en faveur des Hospitalières : cependant , à s'en rapporter à votre Écrivain , ce n'étoit pas un préalable de pure bienfaisance , il en fait une obligation même de droit naturel. Dans le For volontaire , dit-il , le Tribunal doit toujours suivre les Règles de l'équité , & ne juger qu'en connoissance de Cause. Et comment M. l'Archevêque de Lyon a-t-il pu asséoir un Jugement sur les Pièces qui lui ont été communiquées ? La Réponse & l'Ordonnance de M. l'Archevêque de Paris ne contenoient point des dispositions manifestement injustes : c'étoit donc le cas de faire une sorte d'En-

II. MOYEN. J'ai jugé sans Enquête préalable , & sans connoissance de Cause.

quête, pour sçavoir les raisons du Prélat : il ne s'agissoit que de l'inviter à produire des motifs. Si ces invitations avoient été faites, il n'auroit pas eu à se plaindre qu'on l'eût jugé sans connoissance de Cause. *A la vérité, M. l'Archevêque de Lyon a fait entendre qu'il n'avoit pu exécuter le dessein qu'il avoit eu de s'aboucher avec M. l'Archevêque de Paris : mais si ce Prélat ne pouvoit se procurer les connoissances nécessaires ; s'il étoit réduit à n'entendre qu'une des Parties ; pourquoi jugeoit-il ? Que ne faisoit-il entendre qu'il ne pouvoit remplir sa fonction, qu'en se conformant aux Règles de l'équité, de l'humanité, & de la charité Chrétienne & Sacerdotale ?*

RÉPONSE au II.
Moyen.

Je pourrois m'écrier ici avec plus de justice que ne fait votre Écrivain dans un endroit de son Mémoire : *Voilà des idées fort neuves, & qui ont été jusqu'à présent bien ignorées.* Comment ! un Évêque qui refuse une chose dont il est requis judiciairement, est dépouillé de la qualité de Juge, & devient Partie dans l'appel qui est émis de son refus ? Le Supérieur hiérarchique peut & doit le citer à son Tribunal ? Il juge sans connoissance de Cause, s'il juge sans l'avoir entendu ? L'affaire est tellement personnelle à l'Évêque, que faute d'être ouï contradictoirement, il est blessé jusques dans les droits de l'humanité ? En vérité, M. il est étonnant que votre Écrivain n'ait pas senti combien ces principes sont contraires à la Dignité de l'Épiscopat & à vos véritables sentimens. Je le démontrerai bientôt : je me contente de prouver ici combien ils sont opposés aux Règles que nous suivons dans l'exercice de la Jurisdiction gracieuse.

Ces Règles sont : 1° Que les choses justes ou nécessaires peuvent seules être juridiquement demandées à un Évêque. 2° Que ces sortes de Réquisitions doivent être faites par le ministère des Notaires. 3° Que le Prélat sommé dans cette forme, est obligé d'accorder ce qu'on lui demande, ou de donner de justes motifs de son refus. 4° Que ses Réponses doivent être inférées dans l'Acte même de Réquisition, & attestées vraies par les Notaires qui l'ont dressé. 5° Que cette Pièce seule forme une Procédure complète, d'après laquelle la Partie plaignante peut se pourvoir devant le Prélat Supérieur ; & celui-ci, juger avec pleine connoissance de Cause.

En effet, que pourroit-il manquer à l'Instruction du Prélat Supérieur ? il n'a à prononcer que sur le mérite du refus qui lui est déferé. Ce refus est juste ou injuste, suivant les motifs allégués par le premier Juge : ces motifs sont portés dans l'Acte de Réquisition. Le Juge d'appel trouve donc, dans cet Acte seul, tout ce qui est nécessaire pour éclairer sa Religion, & le mettre en état de porter un Jugement équitable. Et qu'on ne dise point que par cette manière de procéder, le Prélat inférieur se trouve condamné, sans qu'il ait été entendu. Il a été sommé juridiquement de donner les raisons de son refus : il n'a pu ignorer que, faute de les énoncer, ou d'en produire de suffisantes, il mettoit le Supérieur hiérarchique dans la nécessité de le réformer. S'il a dit tout ce qu'il avoit à dire, pourquoi se plaint-il de n'avoir pas été écouté une seconde fois ? & s'il n'a point parlé quand il le pouvoit, quand il le devoit, à qui doit-il s'en prendre des suites de son silence ? Lorsqu'un Tribunal supérieur réforme celui qui lui est subordonné, a-t-il besoin de l'entendre ? Sur quoi juge-t-il ? sur les Pièces du Procès ; sur la Sentence dont est appel. Il en est de même des Juges d'Eglise : le Métropolitain, le Primat, jugent avec connoissance de Cause & selon toutes les Règles, lorsqu'ils jugent sur la Réquisition Juridique de la Partie, & sur la Réponse Légale de l'Évêque. M. l'Archevêque de Rouen essuya de la part de M. l'Évêque de Bayeux, le même reproche qu'on me fait aujourd'hui. Le Prélat répond dans son Mémoire, *qu'il n'est pas nécessaire d'assigner le Suffragant pour comparoître devant le Métropolitain, & y soutenir son Ordonnance ; qu'il y auroit abus dans cette assignation ; qu'elle seroit une Prise à partie..... En fait de Jurisdiction volontaire, ajoute-t-il, on ne demande point au Suffragant, la raison de ses Ordonnances : le Métropolitain s'instruit, & décide ce que l'équité & la Religion lui inspirent.* M. de Saint-Georges, dont votre Écrivain vante si fort les ménagemens, rend le même témoignage. *L'Archevêque, dit-il, accorde ce qui a été refusé, sans que celui qui a fait le refus soit entendu ni appelé.* La pratique est uniforme sur cela ; & l'on ne citera pas un seul exemple d'une Procédure contraire. Les refus de *Visa* sont la matière la plus ordinaire de l'appel ou du recours : où trouvera-t-on que le Supérieur, pour accorder

un *Visa*, soit obligé d'entendre l'Évêque qui l'a refusé ? qui a jamais prétendu que, faute de cette précaution, *il juge sans connoissance de Cause, il viole les règles de l'équité, de la charité Chrétienne & Sacerdotale, de l'humanité même ?*

Je reprends donc : & je dis qu'en jugeant l'affaire des Hospitallières d'après leur Réquisition & vos Réponses Juridiques, j'ai jugé sur une Procédure complète, & avec la plus grande connoissance de Cause. J'ajoute que ce n'étoit point le cas, comme le prétend votre Écrivain, de faire une Enquête ; & qu'en pareilles circonstances, elle seroit souvent injuste, toujours inutile & abusive.

Je suppose que de l'extrémité de la Bretagne, un Ecclésiastique vienne chercher à Lyon une Institution Canonique ; il ne doutera pas qu'à vue des Réquisitions faites à ses Supérieurs immédiats, & de leurs Réponses, je ne décide son sort : mais si, au lieu de juger définitivement, je réponds que je m'informerai ; ne sera-t-il pas en droit de me représenter que je lui fais une véritable injustice ; que je le consume en frais de voyages & de séjour dans une ville étrangère ? ne prendra-t-il pas ma Réponse pour un refus : & ne sera-t-elle pas jugée telle par tous les Tribunaux Séculiers & Ecclésiastiques ? Le parti de l'Enquête ou de l'Information n'étoit pas plus praticable dans l'affaire dont il s'agit : car ou elle auroit été Juridique ; & je n'avois pas droit de l'ordonner : ou elle auroit été Extrajudiciaire ; & à quoi une Information de ce genre pouvoit-elle conduire ? Asseroit-on un Jugement sur des allégués secrets, qui n'ont ni forme ni autorité, qui sont inconnus aux Parties ? J'aurai bientôt occasion de prouver que cette Enquête auroit été aussi imprudente dans le cas particulier, qu'elle est en soi irrégulière & inutile.

On m'objecte cependant que j'en ai senti toute la nécessité ; que j'en avois même formé le dessein : & l'on me demande compte de la contradiction qui se trouve entre ce premier mouvement d'équité & ma conduite. Rien de plus facile à expliquer. Il est vrai, M. qu'après avoir examiné l'affaire des Hospitallières, je desirai vivement de vous voir, de m'entretenir avec vous ; & que n'ayant pas réussi dans les démarches que je fis pour y
parvenir

parvenir, je vous informai par une Lettre, de mes intentions & de mes peines. Mais relisez cette Lettre, M. & lisez la avec plus d'attention que votre Écrivain: vous y trouverez que le projet d'aller vous chercher en Périgord, étoit bien plutôt un excès de déférence de ma part, qu'une Justice que vous eussiez droit d'attendre: qu'il n'avoit point pour but de me diriger dans mon Jugement, mais uniquement de vous engager à réformer le vôtre. Est-ce là avoir reconnu la nécessité d'une Enquête, & l'avoir abandonnée par lâcheté? C'est comme si on me reprochoit d'avoir prévariqué dans mes fonctions de Juge, parce que j'ai voulu commencer par celles de Conciliateur & de Confrère. En vérité, M. il faut avoir bien envie de me trouver reprehensible, pour tourner contre moi jusqu'à mes procédés les plus honnêtes.

J'ai donc toujours pensé ce que je pense aujourd'hui: c'est qu'agissant en Juge, je n'avois que deux partis à prendre sur la Requête des Religieuses; l'un d'accorder, l'autre de refuser l'effet de leur demande. Pour refuser, il falloit des raisons. Je n'en avois point à moi: je n'aurois pu alléguer que celles que vous auriez données vous-même: je n'en trouvois point dans vos Réponses. La conséquence est aussi nécessaire que facile à tirer. Voilà en un mot à quoi se réduit toute l'affaire.

Votre Écrivain convient, M. qu'en matière de *Visa*, les refus, pour être légitimes, doivent être motivés: mais *il lui paroît hors de toute raison*, d'appliquer les mêmes principes aux délais d'élections. Voici sur quoi il se fonde.

III. MOYEN. Les Règles pour les refus de *Visa* ne sont pas applicables aux délais d'Élections.

1° Lorsqu'il s'agit d'Ecclésiastiques qui ont droit à l'Institution Canonique qu'ils demandent, le refus est une sorte d'accusation intentée contre eux, préjudiciable à leur honneur & à leur intérêt. Dans les refus de *Visa*, on attaque en quelque manière les droits du Pape ou du Patron: il a donc paru juste & nécessaire d'obliger les Supérieurs Ecclésiastiques à ne point faire ces refus, sans en exprimer les causes. Mais il n'en est pas de même à l'égard des retards d'élection: il n'en résulte point de deshonneur contre les Religieuses; & le droit d'un tiers n'y est pas compromis. *Il est extrêmement rare que pour de simples délais d'élec-*

tions , des Religieuses puissent traduire leur Supérieur à un Tribunal plus éminent.

RÉPONSE au III.
Moyen.

Avec des préventions moins fortes , on n'eût point été frappé de ces prétendues différences. Pourquoi le Supérieur qui refuse l'Investiture Canonique , est-il obligé d'alléguer les motifs de son refus ? La première de toutes les raisons , est que le Présenté a un droit acquis à ce qu'il demande , & que la concession en est , de la part du Prélat , un Acte de justice. Le droit qu'a un Monastère de procéder à ses élections , est de même nature : c'est un droit proprement dit ; & dont , par conséquent , il n'est pas libre à l'Évêque de le dépouiller sans de justes causes. *Il y a* , dit-on , *une sorte de deshonneur à ne pas obtenir un Visa : & note-t-on moins une Communauté Religieuse , en lui interdisant l'usage de ses élections ? Quelle faute même assez capitale pourroit lui mériter une telle peine ? Enfin , on fait tort aux droits du Pape ou du Patron , par un refus d'Institution : & le seul délai affecté des élections , n'est-il pas une manière d'empêcher tout à la fois un Sujet d'être élu , & de priver les Patrons ou Électeurs du droit qu'ils ont d'élire ? Si l'Acte de Confirmation que requiert le Sujet élu , est de la part de l'Évêque un Acte de Justice ; la permission d'élire a de plus , l'avantage d'être un acte nécessaire. Quelque titre qu'ait un Expectant , pour obtenir le Bénéfice qu'il demande ; il n'y a aucune nécessité pour l'Église , ni pour le Bénéfice même , qu'il en soit pourvu : l'administration & le bon ordre d'une Communauté , dépendent en grande partie de ses élections ; donc , au droit qu'ont des Religieuses d'y procéder , se joint un des intérêts les plus essentiels du Monastère. J'ai souvent parlé des Constitutions des Hospitalières & des circonstances dans lesquelles elles se trouvoient : tout a concouru pour rendre les élections qu'elles réclamoient , plus justes & plus nécessaires.*

Votre Écrivain , M. n'a pu méconnoître entièrement la sagesse de ces Régles , ni leur refuser toute espèce d'application : mais en convenant qu'il y a des cas où les délais d'élections peuvent donner lieu à de justes plaintes , & être traduits à un Tribunal plus éminent ; il les borne à ceux où la prévention & l'injustice du Supérieur seroient évidentes. C'est bien quelque chose que cet aveu :

on y reconnoît au moins que l'Évêque n'est pas le maître absolu des élections ; qu'il ne sçauroit les refuser injustement : on pourroit même s'en contenter , si par refus manifestement injuste , il étoit permis d'entendre tout refus qui seroit fait sans cause. Mais si l'on prétend qu'il n'y a d'injustice évidente dans un refus , qu'autant que les motifs en sont exprimés & qu'ils portent ce caractère ; c'est reconnoître la Loi , & se réserver le moyen de l'éluder. Car comment forcera-t-on le Supérieur à parler , s'il n'y est pas obligé par la crainte de l'appel ? Et quelles préventions , quels abus ne pourra-t-il pas couvrir du voile du silence !

Votre Écrivain , M. n'a pas assez senti la distinction que font les Canonistes , entre les choses libres , volontaires , & celles qui sont de justice & de nécessité. Il est certain que toutes celles de ce dernier ordre peuvent être requises juridiquement : que le but de la Réquisition Juridique est d'obliger le Prélat à accorder ce qu'on lui demande , ou à déclarer les motifs de son refus : que faute de les déclarer , il ouvre la voie à l'appel : que le Supérieur hiérarchique est obligé de réformer tout refus non motivé ; & que s'il en résulte des inconvéniens , on ne doit les imputer qu'au premier Juge , qui ayant eu de bonnes raisons pour refuser , ne les a point exprimées.

Mais n'y a-t-il pas des cas où la prudence défend à un Évêque de donner les raisons de ce que son zèle l'oblige de faire ? Un refus d'ailleurs très-légitime mérite-t-il d'être réformé , parce que des vues de ménagement auront obligé le Supérieur à en taire les causes ? Telle est la circonstance , M. où l'Auteur de votre Mémoire prétend que vous vous êtes trouvé. Selon lui , vous aviez les plus grands sujets de mécontentement de la conduite des Hospitalières : des personnes éclairées & instruites vous avoient porté contre elles des plaintes sérieuses & répétées : c'est par modération & par ménagement que vous aviez cru devoir les taire : pouviez-vous imaginer que dans la suite on chercheroit à vous en faire un crime ?

Votre Écrivain , M. se méprend sur la force des termes , comme sur celle des Loix. Où a-t-il pris que j'aye cherché à vous trouver coupable ? J'ai toujours respecté vos intentions : je n'ai

IV. MOYEN. La prudence ne permettoit point à M. l'Archevêque de Paris , de déclarer les raisons de son refus.

RÉPONSE au IV. Moyen.

pas même douté qu'en vous opposant aux élections des Hospitalières, vous ne vous fussiez cru fondé sur de solides raisons. Mais les hommes les plus sages ne peuvent-ils pas se tromper dans l'application des principes ? le zèle le plus pur ne s'égare-t-il pas quelque fois dans le choix des moyens ? Vos refus m'étoient déferés : si vous en aviez énoncé les motifs ; si vous aviez déclaré les sujets de mécontentement que vous avoient donné les Religieuses, les plaintes que des *personnes éclairées* avoient portées contre elles ; j'aurois dû, pour l'acquit de mon Ministère, examiner, si le délit étoit suffisamment prouvé ; s'il avoit une juste analogie avec la chose qui vous étoit demandée ; si la peine n'excédoit point la faute : & du résultat de ces considérations former mon Jugement. Quel accueil, dans cette supposition, aurois-je fait à la Requête des Hospitalières ? je l'ignore même après la lecture de votre Mémoire. Ce que je sçais, c'est que des plaintes déposées dans le sein d'un Supérieur, peuvent bien exciter sa vigilance, mais non pas devenir le fondement d'une punition Juridique, tant qu'elles n'ont pas été duement constatées. Ce que je sçais, c'est qu'un Juge n'a pas droit d'infliger toute espèce de peine pour toute espèce de faute, & que tout remède ne convient point à tout mal. Ce que je sçais, c'est que vous n'avez jamais rien fait de Judiciaire pour établir les torts des Religieuses Hospitalières, & qu'il ne paroît pas y avoir beaucoup de rapport entre les reproches que leur fait votre Mémoire, & le délai de leurs élections. Ce que je sçais, c'est que n'ayant jamais rien allégué contre elles, soit dans vos Lettres, soit dans vos Réponses Juridiques, soit dans vos Ordonnances, je n'ai pas été dans le cas de faire usage de ces faits & de ces principes : que je n'aurois pu me rendre l'Inquisiteur immédiat de leur conduite, sans entreprendre sur votre autorité, & sur les Régles. Ce que je sçais enfin, c'est que votre silence seul a dû dicter mon Jugement.

Mais ce silence, dit votre Écrivain, a pris sa source dans des vues de modération & de prudence. La modération & la prudence demandent bien d'un Supérieur, qu'il prévoie, qu'il pèse les avantages & les inconvéniens d'une démarche délicate ; elles peuvent bien l'empêcher de faire un refus, dont il craint d'exprimer les causes : elles ne consistèrent jamais à taire les

causes d'un refus , quand on est obligé de les exprimer. Appliquons le raisonnement du Mémoire à une autre matière. Écouterait-on la défense d'un Prélat , qui ayant refusé sans motifs une Institution Canonique , se rejetteroit pour sa justification , sur des raisons secrètes , que la prudence ne lui auroit pas permis de déclarer ? Seroit-il en droit de se plaindre du Supérieur , qui ne connoissant , & ne pouvant connoître que les motifs énoncés dans la Procédure , auroit jugé son refus irrégulier ? Il est arrivé quelque fois que des Evêques , par délicatesse de conscience , se sont abstenus de donner des *Visa* , sans en vouloir dire la cause ; mais ils n'ont jamais improuvé leurs Métropolitains , pour les avoir accordés. Si vous-même , M. par une Ordonnance non motivée & sans aucune Procédure préalable , aviez privé une simple Religieuse du droit de voter aux élections , ne feroit-elle pas autorisée à appeller de votre Jugement ? ce Jugement soutiendrait-il la confrontation des Régles ? pourroit-il s'accorder en particulier avec les Constitutions des Hospitalières , lesquelles pour dépouiller une Religieuse de sa voix active & passive , exigent qu'elle soit convaincue par la déposition de trois témoins ? Des vues de sagesse & de modération seroient-elles de votre part une excuse recevable ; un moyen propre à couvrir le vice qui se trouveroit dans votre Ordonnance ? Il est encore moins permis ; il est encore moins régulier de troubler une Communauté entière dans le droit qu'elle a d'élire sa Supérieure , par une espèce de voie de fait , par un simple refus de nommer un Commissaire , lorsque ce refus n'est appuyé sur aucuns motifs. Ou les motifs secrets sont insuffisans ; & alors ce n'est point la prudence , c'est leur insuffisance même , qui oblige à les taire & à ne faire aucun refus en conséquence : ou ils sont légitimes ; & il faut les énoncer , ou ne pas trouver mauvais que le Supérieur à qui ils sont inconnus , n'y ait aucun égard.

Et quel égard , M. devois-je avoir dans mon Jugement , à des raisons que vous n'aviez pas voulu déclarer ? Je les ignorais même comme particulier : & je n'aurois pu en faire usage qu'autant que je les aurois sçues comme Juge. La prudence qui

vous avoit engagé à les cacher, ne m'imposoit pas sans doute une Loi moins sévère. Qu'auriez-vous donc désiré de moi ? que manquant tout à la fois aux Régles de la vérité, de la justice, & de la sagesse, j'eusse assuré ce que j'ignorois ; dit ce que je n'étois pas en droit de dire ; bravé les dangers qui vous avoient arrêté vous-même ? Il ne restoit pourtant que deux partis à substituer à ce premier : celui de juger comme j'ai fait ; ou celui de faire, comme vous, un refus sans cause ; or ce dernier étoit injuste, contraire aux Loix : il armoit la Jurisdiction séculière contre celle de l'Eglise : il ne vous fauvoit point le désagrément d'être réformé ; il me mettoit dans le cas de l'être avec vous. Qui osera dire que l'esprit de Corps ou de déférence, devoit aller jusques-là ? Et si mon Jugement n'est qu'une conséquence pratique de ces vérités, concluez donc avec moi, M. qu'il est à l'abri de tout reproche.

V. MOYEN. Les Hospitalières étoient notoirement opposées à la Bulle *Unigenitus*.

Mais l'opposition des Hospitalières à la Constitution *Unigenitus*, n'étoit-elle pas notoire ? & que falloit-il de plus pour les empêcher de procéder à leurs élections ? C'est ici sur-tout, M. que l'imagination de votre Écrivain s'enflamme, & que les déclamations les plus vives suffisent à peine à son impétuosité. *Le zèle seul, dit-il, a fait agir M. l'Archevêque de Paris ; & dans de meilleurs tems, ce zèle n'eût trouvé que des applaudissemens à Paris & dans les provinces. Il faut donc se ressouvenir que ce délai d'élection est intimement lié avec les intérêts de la Religion. Une question de cette nature, & si étroitement liée aux grandes controverses de la Religion, auroit pu long-tems occuper un Concile, ou une Assemblée du Clergé. La différence de sentimens sur la Cause des Hospitalières, ne peut venir que de la diversité des façons de penser sur la Constitution. C'est une matière où le fondement de la Religion est compromis. Si M. l'Évêque d'Autun eût connu toutes les preuves de leur opposition opiniâtre & notoire à la Bulle ; il auroit senti toute la nécessité & la justice des procédés de l'Archevêque de Paris ; toute la validité & la régularité des Censures dont il s'est vu contraint de les frapper. Loin de les rétablir, sans exiger d'elles, ni soumission à la Bulle, ni repentir de leur désobéissance publique & consommée ; il auroit laissé sub-*

sister l'Ordonnance de M. l'Archevêque de Paris. Mais par son Jugement, il a donné à ces Religieuses toute liberté de se conduire comme elles le jugeroient à propos; de placer à leur tête une personne réfractaire aux décisions de l'Eglise; d'établir d'une manière fixe & irrévocable, le Jansénisme dans cette Maison; & d'y fermer absolument le retour à la saine doctrine. Tels sont les effets directs & naturels de l'Ordonnance du 8 avril 1758: & de là quel scandale parmi les Catholiques! quelle surprise dans l'Épiscopat!

Depuis plus de vingt ans que j'ai commencé à avoir quelque part au gouvernement de l'Eglise, je ne me suis jamais écarté de la pureté de sa doctrine, soit dans ma croyance, soit dans mes discours, soit dans mes Écrits. Je n'ai pas seulement fait une profession constante d'être sincèrement soumis à toutes ses décisions, & spécialement à la Bulle *Unigenitus*: j'ai travaillé, selon mon pouvoir, à inspirer les mêmes sentimens à ceux qui m'étoient subordonnés. Lorsque je me suis trouvé dans des Assemblées du Clergé, où il étoit question de s'expliquer sur l'autorité des Décrets Apostoliques, on ne m'a point vu d'un avis différent de celui de mes Confrères. Je suis forcé de le dire: leur confiance m'a rendu plusieurs fois, sur ces matières, l'organe & l'interprète de leurs sentimens. Comment donc est-il arrivé qu'un Evêque, qui réunissoit, il n'y a qu'un moment les suffrages de son Corps (a), ait fait tout-à-coup *l'étonnement de l'Épiscopat & le scandale des Catholiques?*

Quand le zèle ne connoît point de bornes dans la manière de se conduire, il ne faut pas espérer de le trouver plus sage dans celle de s'exprimer. Celui de votre Écrivain, M. est visiblement marqué à ce double excès. Je ferois en droit de le suivre dans tous les emportemens auxquels il se livre: de lui prouver que ses allarmes sont vaines; ses méprises, impardonnables; ses imputations, calomnieuses; ses déclamations, incendiaires: mais je dois bien plutôt étouffer des feux, dont la moindre étincelle seroit capable d'embraser l'Eglise; & ne relever de ses erreurs, que celles qui sont absolument nécessaires à ma justification.

Je lui demande donc d'abord sur quels faits, sur quels principes il se fonde pour unir si intimement le délai des élections des Hospitalières, avec les intérêts les plus essentiels de l'Eglise: &

(a) Cela est justifié par les Procès-verbaux des Assemblées de 1750 & 1755.

RÉPONSE au V.
Moyen.

comment il n'a pas senti qu'il compromettoit votre défense, à proportion qu'il resserroit ces prétendus liens. Tout le monde sçait, & il n'a pas seul ignoré sans doute, qu'en 1750 ces mêmes Religieuses avoient procédé à leurs élections sous votre autorité, quoiqu'elles n'eussent point d'autres sentimens que ceux dont on se plaint aujourd'hui.

Mais à qui persuadera-t-il que ce que vous faites tous les jours pour d'autres, que ce que vous avez fait en 1750 pour les Hospitalières elles-mêmes, vous ne le pouviez plus, peu d'années après, sans ébranler les fondemens de la Religion ?

Le système de votre Écrivain, tend manifestement, M. à vous mettre en contradiction avec vous-même ; & ce n'est pas le seul point de vue sous lequel il vous soit injurieux. En même tems qu'il présente les élections des Hospitalières, comme devant avoir les conséquences les plus funestes pour l'Église, il prétend que c'est par prudence que vous ne vous en êtes pas servi pour justifier vos refus. Hé quoi ! M. il seroit vrai que vous auriez fait aller de pair, le retardement des élections, & l'autorité de la Bulle : que vous auriez envisagé ce retardement, comme une espèce de boulevard à la Religion ébranlée : que vous l'auriez lié, cimenté avec les fondemens du Christianisme : que vous n'auriez cru pouvoir vous en désister sans scandaliser les Catholiques, sans étonner l'Épiscopat, sans préparer un triomphe aux ennemis de l'Église ! & ces sentimens qui lient si étroitement la conscience d'un Evêque, vous auriez craint de les confesser devant les hommes ! Vous n'auriez osé répondre à des Religieuses réfractaires, indociles, révoltées, que le défaut de Catholicité les avoit dépouillées de leurs droits : & lorsque vous avez été sommé juridiquement de déclarer les motifs de votre résistance, on n'auroit rien apperçu dans vos réponses, qui annonçât le zèle dont vous étiez enflammé pour la Foi ! & ce seroit une pareille foiblesse qu'on voudroit transformer aujourd'hui en actes de modération & de prudence ! Non, M. une pareille contrariété de sentimens & de conduite ne va, ni à votre fermeté, ni à votre sagesse ; & à Dieu ne plaise, que je la donne ici pour autre chose, que pour le résultat des idées peu réfléchies de votre Écrivain. Mais convenez donc du moins, que quand il a entre-

pris

pris d'unir si étroitement les élections d'un petit Couvent de Religieuses, avec la Religion toute entière, il a outrepassé vos vues, abusé de votre confiance, trompé le véritable zèle & la simplicité de ses Lecteurs.

Il n'est, ni plus modéré, ni plus équitable dans les effets qu'il donne à mon Ordonnance par rapport aux Hospitalières même. Il n'y a plus de ressource, dit-il : leur Monastère est irrévocablement dévoué au Jansénisme : l'Ordonnance Primatiale ferme absolument le retour à la saine doctrine. Je demanderois volontiers à cet Écrivain, s'il s'est entendu lui-même, quand il a hazardé de pareils excès. Quoi donc ! M. parce que ces Religieuses ont élu une Supérieure & des Officières, en sont-elles moins dépendantes de votre autorité ? en avez-vous moins la direction immédiate de leur Monastère ? Si vous n'êtes pas content de leur doctrine, n'avez-vous pas toujours le même droit de les instruire & de les corriger ? Quel changement mon Ordonnance a-t-elle fait à l'état des choses ? quel obstacle a-t-elle mis à votre zèle ? L'entrée à la saine doctrine étoit-elle plus ouverte sous l'ancienne Supérieure, que sous celle qui lui a succédé ? Quand la première seroit demeurée en Place, vos vœux en eussent-ils été mieux remplis ? Vous aviez des vues, dit-on, pour lui substituer *une des six Religieuses les seules Catholiques* : & ce que vous pouviez alors canoniquement, ne le pouvez-vous pas encore aujourd'hui ? Pourquoi faire servir mon Jugement, de prétexte à une inaction dont il n'est certainement point la cause ? Donnez à votre zèle, M. tout l'effort qui pourra s'accorder avec les Règles : je ne crains point de me trouver en contradiction avec lui.

Mais du moins, ajoute-t-on, il est bien certain que M. l'Archevêque de Paris ne s'étoit opposé aux élections des Hospitalières qu'à cause de leur désobéissance notoire à la Bulle : & par conséquent comment M. l'Archevêque de Lyon peut-il se défendre de les avoir autorisées dans leurs sentimens ?

Suite du V. Moyen.

Si cela est difficile, M. ce ne peut être que dans l'opinion de ceux qui prétendent que les bonnes intentions d'un Juge suffisent pour rendre ses opérations irréformables : que lorsqu'il s'agit en particulier de désobéissance à la Constitution, il lui est libre de

Supplément de
Réponse.

juger sans constater la faute , & sans y proportionner la peine : qu'il peut punir arbitrairement , sans même être obligé de déclarer pourquoi il punit : que le Tribunal Supérieur qui réforme une condamnation , rendue d'après ces maximes , attaque l'autorité de la Bulle elle-même ; & qu'il faut , ou renoncer à la soumission qui lui est due , ou adopter toutes sortes de moyens pour la procurer. Mais si de pareils principes sont destructifs de tout ordre & de toute Justice ; s'il n'y a pas un seul Tribunal Ecclésiastique & séculier , où ils fussent reçus ; s'ils sont plus propres à soulever les esprits contre l'autorité , qu'à les ramener à une juste obéissance ; il faut donc leur en substituer de plus vrais , de plus sages , & juger ensuite du mérite & des inconvéniens de mon Ordonnance , par l'application qu'on lui en fera. Hé bien , M. je crois devoir regarder comme autant de vérités précieuses & incontestables , que soit dans le gouvernement économique , soit dans l'exercice de la Justice , les bonnes intentions ne suffisent pas ; que le zèle & l'autorité sont assujettis aux Règles ; & qu'il n'y a de bien véritable , que celui qui se fait selon les Loix : qu'un Juge ne peut dépouiller personne de ses droits , s'il n'en a préalablement constaté & déclaré la cause ; si elle n'est de nature à mériter la peine : & que , quand il est réformé pour avoir péché contre quelque-une de ces Règles , c'est tout confondre que de vouloir rejeter sur la fin qu'il s'est proposée , un blâme qui tombe uniquement sur les moyens qu'il y a employés. Je pense encore que le désir de faire rendre à la Constitution *Unigenitus* l'obéissance qui lui est due , n'autorise point à franchir ces bornes respectables : que plus elle éprouve de contradictions , plus il importe de régler tout ce qu'on entreprend pour elle , sur la marche de la prudence , sur l'ordre de la Justice ; & que la pratique contraire nuit beaucoup plus à l'Eglise qu'elle ne lui sert.

Si ces maximes sont certaines , M. comme je me persuade que vous en conviendrez , votre manière de procéder dans l'affaire des Hospitalières auroit pu être encore moins irrégulière qu'elle ne l'a été ; & mon Ordonnance n'en pas mériter davantage le reproche qu'on lui fait : en voici la preuve. On vous fait dire après coup , que vous vous êtes refusé à la demande
des

des Hospitalières , à cause de leur résistance notoire à la Bulle : & moi , je vous suppose dans un cas plus favorable ; & je veux pour un moment que , dans vos Réponses Juridiques , vous eussiez donné cette résistance pour le motif de vos refus : qu'aurois-je dû faire en conséquence ? Ne pouvois-je pas penser , que si les sentimens de ces Religieuses étoient repréhensibles , le parti de les laisser sans Supérieure & sans Officières , n'en étoit pas plus convenable , soit pour les punir , soit pour les ramener ? Que tant qu'une Communauté subsiste , sur-tout , si comme celle des Hospitalières , elle est liée à l'ordre public ; il est de toute nécessité qu'elle ait des Sujets préposés à son gouvernement & à ses Offices ? Que l'anarchie nuit à tout & ne remédie à rien ? Ne pouvois-je pas penser encore que la notoriété par vous alléguée , est sujette à bien des méprises ? Qu'il est presque impossible qu'elle ait lieu , par rapport à une Communauté toute entière ? Que , fût-elle réelle , elle ne dispense pas des preuves Juridiques dans le cas d'un refus Juridique d'élection ? Que le Supérieur hiérarchique , souvent éloigné des diocèses d'où les Causes lui sont portées , ne juge point , & ne peut juger de ce qui y est notoire ; mais uniquement de ce qui est , ou n'est pas acquis par les Pièces du Procès ? Ne pouvois-je pas penser enfin que votre but étoit louable , & votre Procédure irrégulière ? Et si d'après ces considérations , & en vous réservant tous vos droits sur les Hospitalières , je les avois maintenues dans la liberté d'élire leur Supérieure , seroit-ce leurs sentimens que j'aurois canonisés ; ou votre manière d'y remédier que j'aurois proscrite ? Seroit-ce votre zèle pour la Bulle que j'aurois improuvé ; ou la voie que vous auriez prise pour en procurer l'exécution ?

Mais il s'en faut bien que ce soit encore là le véritable état de la Cause , & que vous ayez pour vous les avantages que j'ai bien voulu vous supposer. Qu'on donne aujourd'hui les sentimens des Hospitalières pour la raison de vos refus ; qu'on prétende qu'ils avoient , avant l'éclat que vous avez fait , une notoriété qu'ils n'ont pas même acquise depuis ; qu'on explique , si l'on peut , comment vous avez pu les regarder comme notoires , & mettre en même tems votre prudence à les cacher : dans

le fait , toutes ces questions font étrangères à mon Ordonnance : elle n'a rien jugé qui y eût rapport , non plus qu'à la Bulle. Je n'avois jamais ouï parler du Couvent des Hospitalières , avant leur affaire : quand elle m'a été déferée , je ne la connoiffois que par des bruits vagues & incertains : je n'ai rien vu dans la Procédure qui eût trait à la Constitution *Unigenitus* ; ni dans vos Lettres particulières , ni dans vos Réponses Juridiques , ni dans votre Ordonnance , vous n'en avez pas seulement articulé le nom : jamais vous n'avez fait aux Religieuses aucun reproche relatif à cet objet. Il n'étoit donc , ni juſte , ni poſſible , qu'il influât pour rien dans mon Jugement. Si vous me demandez après cela ſur quoi ce Jugement a été appuyé : je répons qu'il a eu pour fondemens deux vérités ; l'une de fait , l'autre de droit ; toutes deux très-fimples & très-inconteftables. La première eſt que vous aviez refusé aux Hospitalières une choſe juſte & néceſſaire , ſans en donner aucunes raiſons : la ſeconde eſt que tout refus Juridique fait ſans cauſe , doit néceſſairement être réformé.

VI. MOYEN tiré
de l'Excommunication
lancée contre
les Hospitalières.

Voici , M. la dernière objection de votre Écrivain contre mon Ordonnance. *Les Hospitalières* , dit-il , *avoient encouru l'Excommunication , en ſe prêtant , malgré les défenſes de leur Supérieur , à une élection ordonnée par un Tribunal incompétent : elles étoient inhabiles à procéder à leurs élections : & le Primat n'a pu les y autorifer. J'ai méconnu ſelon lui , la validité & la régularité des Cenſures dont vous vous étiez vu contraint de fraper ces Religieufes. Je les ai rétablies , ſans exiger d'elles , ni ſoumiſſion à la Bulle , ni repentir de leur deſobéiſſance publique & conſommée.*

RÉPONSE au VI.
Moyen.

Qui ne croiroit , d'après cette manière de préſenter les objets , que dans tout ce que vous avez fait de Juridique contre les Hospitalières , vous avez donné pour motif leurs ſentimens ſur la Conſtitution *Unigenitus* : que vous avez d'abord conſtaté l'exiſtence de leur faute , & ſa griéveté : que deſeſpérant d'y remédier par les voies de perſuaſion & de douceur , vous en avez employé de plus ſévères : que cette ſévérité a été annoncée & tempérée par les Monitions que l'Égliſe preſcrit en pareil cas ; & qu'enfin l'erreur & l'opiniâtreté contumacées par vos ſages lenteurs , ſont venues , pour

ainsi dire , arracher de vos mains la foudre & l'anathême ? Qui ne croiroit encore que c'est là au moins la cause principale qui a été déferée au Primat ; & que par son Jugement il a bravé l'autorité de l'Eglise , ses Loix , ses Censures , & a autorisé les Hospitalières à les traiter de même ? Je n'exagère rien , M. il est évident que votre Écrivain suppose & fait entendre tous ces faits , quand il parle *des Censures dont vous avez été contraint de frapper les Religieuses* : quand il me reproche *de les avoir rétablies , sans exiger d'elles , ni soumission à la Constitution , ni repentir de leur désobéissance ; de leur avoir donné toute liberté de se conduire , comme elles le jugeroient à propos*. Et ces mêmes faits ne sont-ils pas d'ailleurs le fondement de l'opinion qu'on a affecté de répandre , que j'avois relevé les Hospitalières , des Interdits & des Excommunications dont vous les aviez frappées , à cause de leur résistance opiniâtre à la Bulle.

Ceux qui n'auroient connu l'affaire des Hospitalières que par la lecture de votre Mémoire ou par des bruits populaires , seroient donc bien surpris , s'ils m'entendoient dire que je n'ai levé aucune Censure qui eût rapport à la Constitution *Unigenitus* ; que je n'ai pas même été dans le cas ; que vous n'avez jamais lancé , ni Excommunication , ni Interdit contre ces Religieuses ; que vous ne leur avez pas seulement fait le moindre reproche Juridique qui eût trait à cette matière. Tel est cependant , M. le véritable état des choses : il est aisé de relever mon erreur , si je me trompe. Tout ce que je demande , c'est que l'on convienne avec moi , que dans un fait de cette importance , la plus légère confusion est une grande infidélité. Mais puisque les Censures , dont on dit que vous avez été forcé de faire usage , sont absolument étrangères à la Bulle , il ne faut donc plus les envisager comme une peine infligée aux Hospitalières , pour leur opposition à cette Loi de l'Eglise. Il ne faut donc plus regarder leur réintégration prétendue , comme une espèce de canonisation de leurs sentimens. Il faut donc reconnoître que tous ceux qui ont travaillé à établir ou à accréditer l'opinion contraire , m'ont fait une haute injustice , & ont troublé & scandalisé l'Eglise très-gratuitement.

Je n'ai prononcé
sur aucune Censure
qui eût rapport à la
Bulle.

Allons plus loin, & voyons quelles sont ces Censures dont on prétend tirer de si grands avantages : par quelles fautes les Religieuses les ont méritées ; & quel égard j'ai dû y avoir dans mon Jugement.

Il est vrai, M. qu'après avoir refusé aux Hospitalières, un Commissaire pour présider à leurs élections, vous rendites encore une Ordonnance le 3 septembre ; par laquelle vous leur défendiez d'y procéder, *sans avoir satisfait aux formalités prescrites par leurs Constitutions, & sans y avoir été par vous autorisées* ; le tout, *sous peine d'Excommunication encourue par le seul fait*. Comme cette Censure est la seule dont il soit question dans la Procédure, il faut bien que ce soit celle dont votre Écrivain fait sonner si haut la nécessité, la justice & les effets. Je renferme dans trois propositions tout ce que j'ai à dire sur cette matière.

1° L'Excommunication dont il s'agit, a été portée contre les Règles.

2° En supposant même cette Censure régulière, elle n'a point rendu les Hospitalières *inhabiles à procéder à leurs élections*.

3° J'ai prononcé sur cette Excommunication, non seulement d'une manière irrépréhensible, mais avec les plus grands ménagemens.

L'Excommunication est une peine, en vertu de laquelle celui qui en est frappé, est séparé, retranché de l'Église, comme un *Membre pourri & gangrené* : c'est l'expression des Pères. Par ce Jugement redoutable, le Fidèle est dépouillé de tout droit, de toute participation aux biens de la Société Chrétienne, & aux mérites de Jésus-Christ qui en est le Chef. Il ne doit plus être traité, envisagé, que comme un Païen & un Publicain : il est livré à Satan, voué à l'anathème & à la mort éternelle.

De ces terribles effets de l'Excommunication, il faut conclure avec tous les Auteurs (v) : 1° qu'elle est le plus grand des

Effets de l'Excommunication.

Règles de l'Église dans l'usage de l'Excommunication.

(a) *Tunc quidem gladio occidebantur, quando & adhuc Circumcisio carnalis manebat. Nunc spiritali gladio superbi & contumaces necantur, dum de Ecclesia ejiciuntur : neque enim vivere foris possunt, cum Domus Dei una sit, & nemini salus esse nisi in Ecclesia possit.* S. Cyr. Epist. 62.
S. Hieronymus, Epist. 1.
S. Augustinus, Lib. de correptione & gratia, cap. 15.
Nemo dubitaverit poenam Excommunicationis esse admodum gravem, imò inter

châtiments, & le dernier de tous les remèdes : 2° qu'elle ne doit être infligée que pour un péché considérable, & qui soit même grave dans l'ordre des fautes mortelles (a) : 3° que le crime doit être manifeste, prouvé en Jugement (b), & accompagné du mépris de l'autorité, & du refus d'écouter l'Eglise (c) : 4° que la peine d'Excommunication n'est sagement appliquée, qu'autant qu'il y a nécessité ou utilité pour l'Eglise ; & qu'en ce cas-là même les Prélats ne doivent l'employer qu'à regret, qu'avec douleur, & qu'après avoir épuisé toutes les autres ressources (d).

Tels sont les principes qui, au sentiment des Conciles & des

omnes pœnas gravissimam, qui seriò attenderit quid sit ab Ecclesia abscindi. Van-Espen, *Parte III. tit. 11. cap. 5.*

(a) *Anathema aeternæ mortis damnatio, & nonnisi pro mortali debet imponi crimine.* Conc. Meldense, apud Gratianum, *Caus. 11. q. 3. Can. 41.*

Ad Excommunicationem . . . requiri peccatum mortale, illudque grave. Van-Espen, *Parte III. tit. 11. cap. 6.*

Quod ipsum Apostolus ostendit, dùm priusquàm Incestuosum Corinthium Satanæ traderet, criminis atrocitatem exaggerat, dicens: Auditur inter vos fornicatio, qualis nec inter Gentes. Van-Espen, *Parte III. tit. 2. cap. 5.*

(b) *Ubi peccatum non est evidens, ejicere ab Ecclesia neminem possumus.* Origen. *Homil. 20. in Josue.*

Caveat Prælati diligenter ne ad Excommunicationem cujusquam, absque manifesta & rationabili causa procedat. Conc. Lateran. sub Innoc. III. *cap. 48. de Sent. Excommunicat.*

Cùm in Excommunicatione . . . interveniat extremum Ecclesiæ Judicium, ipseque Excommunicandus invitatus ac publicè expellatur à Societate Fidelium, crimen non tantùm grave, sed & publicum, & in Foro externo sat probatum sit oportet. Van-Espen, *loco citato.*

(c) *Ad Excommunicationem . . . insuper necessariam esse ipsius Excommunicandi contumaciam, quâ Ecclesiam moventem audire renuit, satis significat Christus, (Matth. 18.) declarans tùm demùm excommunicandum sive rescindendum tan-*

quàm Ethnicum & Publicanum, si Ecclesiam non audierit. Van-Espen, *Parte III. tit. 11. cap. 6.*

Dùm semper est paratus audire Ecclesiam, cur habebitur sicut Ethnicus & Publicanus? cur ab ea abscindetur? Expediens est nullam Excommunicationis ferri Sententiam, nisi pro manifesta contumacia, quâ se monstrat aliquis audire Ecclesiam non paratum. Gerson de vita spiritali, *Lect. 4. coroll. 14.*

Id consonum est veteri disciplinæ, quæ trinam Monitionem præmitti voluit Sententiæ Excommunicationis . . . Nec Jure novo ab hac disciplina recessum est. Dicitur enim in Concilio Lateranensi sub Innocentio III, Excommunicationes quasquæque, absque competenti Monitione præmissa promulgatas, esse injustas. Van-Espen, *loco citato.*

(d) *Cum dolore amputatur etiam quæ putruit pars corporis; & diù tractatur, si possit sanari medicamentis: si non possit, tunc à Medico bono abscinditur. Sic Episcopi affectus boni est ut optet sanare infirmos, serpentina auferre ulcera, obducere aliqua, non abscindere; postremò quod sanari non potest cum dolore abscindere.* S. Ambrosius, *lib. 1. Offic. cap. 27.*

Nulli Christianorum faciliè Communio denegetur, nec ad indignantis hoc fiat arbitrium Sacerdotis: quod in magni reatus ultionem, invitatus & dolens quodammodò debet inferre animus. S. Leo, *Epist. 95.*

Quemadmodùm periti Medici ad membrorum resecationem non accedunt, nisi necessitate ac gravitate vulneris compulsi,

Pères, doivent régler l'usage des Excommunications en général : & quand les Canonistes traitent en particulier de celle que la Loi déclare devoir être encourue par le *seul fait*, ils ajoutent qu'elle exige, de la part du coupable, un crime plus énorme encore, *gravius & execrabilius crimen*, & une circonspection plus grande de la part du Législateur (a).

L'Ordonnance du 3 septembre est contraire à ces Régles. Première preuve tirée des dispositions littérales de la Loi.

Je l'avoue, M. il m'a paru que vous vous étiez écarté de la sagesse de ces maximes dans votre Ordonnance du 3 septembre. Vous y prononcez la peine d'Excommunication encourue par le *seul fait*, contre les Hospitalières, dans le cas où elles procéderaient à leurs élections, *sans y avoir été par vous autorisées*, & *sans avoir rempli les formalités prescrites par leurs Constitutions*. Mais, si nous considérons séparément les deux objets auxquels cette Censure est attachée, comment est-ce que la simple omission de quelques observances régulières, qui ne sont commandées, ni par la Loi de Dieu, ni par celles de l'Eglise; qu'un Législateur particulier a moins prescrites comme nécessaires, que comme utiles & convenables; qui n'intéressent point la substance des élections; comment, dis-je, une omission de cette espèce, isolée de tous motifs & de toutes circonstances, peut-elle mériter par le *seul fait*, & attirer à une Communauté toute entière, la dernière des peines & le plus effroyable des malheurs? Comment ces mêmes châtimens, ces mêmes moyens ont-ils pu être employés pour empêcher les Hospitalières de faire leurs élections sous

une

aliisque mediis frustra tentatis; ita pia Mater Ecclesia ad Membrorum suorum rescissionem, nonnisi necessitate urgente, aliisque omnibus mediis frustra adhibitis, cum magno animi dolore accedit. Van-Espen, *Parte III. tit. 11. cap. 7.*

Cum hac poena (Excommunicationis) sit gravissima, trahatur secum separationem violentam Membri à suo Corpore, non tantum gravitas delicti & contumacia delinquentis attendenda sunt, sed & personæ Excommunicandæ conditio, necnon temporum & locorum circumstantiæ expendenda; ut omnibus rite perpensis videatur, nùm Excommunicationis, in his circumstantiis, sperandus sit effectus ab Ecclesia

intentus: atque ita non temerè, sed cum magna circumspectione à Prælati procedatur. Ibid.

(a) *Indubitatum est quod si, omnium consensu, ad Excommunicationem mortalem, seu Anathema, quod præviis Monitionibus in veros contumaces & rebelles fertur, requiratur grave & execrabile crimen; multò sanè gravius & execrabilius esse debeat crimen, ob quod feratur Excommunicatio latæ Sententiæ.* Van-Espen, *Parte III. tit. 11. cap. 6.*

Gerson, *loco citato.*

Martinus Navarrus, *in Manuali, cap. 27. num. 49.*

Godscalcus, *in suo Confessionali.*

une autre autorité que la vôtre ? N'étoient-elles pas en droit, sur votre refus, de recourir à vos Supérieurs hiérarchiques ? Les Censures de l'Eglise sont-elles destinées à renverser l'ordre qu'elle a établi pour l'exercice de sa Jurisdiction ? À prendre vos défenses à la lettre, il est donc certain que l'Excommunication qui y est portée est une peine excessive & injuste.

Cette Excommunication paroît encore moins régulière, quand on la rapproche des faits qui ont précédé. Si les Hospitalières s'étoient rendues coupables de quelque grande faute ; si elles avoient seulement formé le dessein d'élire une Supérieure contre la disposition précise de leur Règle, & sans le concours de votre autorité ; si vous aviez d'abord employé les représentations, les menaces, & successivement toutes sortes de moyens, pour les contenir dans les bornes de leur Institut, & dans la Loi d'une juste obéissance ; on pourroit croire alors que les partis extrêmes seroient devenus nécessaires pour empêcher le desordre & la révolte d'éclater. Mais on a beau lire la Procédure ; on n'y trouve aucun délit, de la part des Religieuses ; aucune plainte, aucun reproche, de la vôtre. Il y a plus : on y voit clairement qu'elles n'ont rien exigé de vous, que de juste, que d'une manière légale & respectueuse. On commence donc à s'étonner de vous voir procéder contre elles avec tant de rigueur & de sévérité : on s'étonne bien davantage, lorsqu'on croit appercevoir que le but de leurs Réquisitions a été précisément le même que celui de votre Ordonnance ; car enfin vous n'y paroissez armer votre bras de toutes les foudres de l'Eglise, que pour conserver aux élections, les formes prescrites par la Loi du Monastère. D'un autre côté, il est manifeste que les Religieuses ne les avoient jamais demandées à d'autres conditions. Qu'étoit-il donc besoin de leur commander, sous les peines les plus grièves, ce qu'elles avoient sollicité & requis tant de fois ? Votre conduite précédente, M. explique seule cette contrariété ; mais ce n'est point à l'avantage de votre Censure. Vous aviez constamment refusé aux Religieuses la permission de procéder à leurs élections : vous leur défendez ensuite d'y procéder sans y avoir été *par vous autorisées* : vos défenses & l'Excommunication qui les accom-

II. Preuve, tirée des faits qui avoient précédé.

pagne, paroissent donc plutôt destinées à rendre les élections impossibles, qu'à les procurer suivant les Régles; à anéantir la Loi, qu'à en protéger l'exécution; à maintenir l'abus de l'autorité, que l'autorité même. M. l'Évêque de Bayeux avoit été jusquelà dans l'affaire des Religieuses de Caen. Non content de leur avoir refusé un Commissaire pour présider à l'élection de leur Supérieure, il leur avoit défendu d'y procéder, sous peine d'Excommunication. Vous avez vu, M. que le Juge Métropolitain n'y eut aucun égard dans son Ordonnance.

Objection fondée sur ce que l'Ordonnance a été rendue uniquement pour empêcher les Religieuses de procéder à leurs élections sous une autorité incompétente.

Mais il y a, dit-on, une autre manière d'envisager cette Censure, qui en fait sentir la nécessité & la justice: & c'est la seule qui soit véritablement conforme à vos intentions. Vous sçaviez que le Parlement, sur la persévérance de vos refus, avoit enjoint aux Hospitalières de faire une élection provisoire: vous vouliez empêcher qu'elles n'y procédaient sous une autorité incompétente. Voilà ce que vous avez prétendu leur défendre par votre Ordonnance: voilà comment, en n'obéissant pas, elles ont encouru l'Excommunication.

On ne juge point de la justice d'une Loi par les vues secrètes de celui qui l'a portée.

Il y a bien des raisons de présumer, M. que tels ont été en effet le motif & le but de votre Ordonnance: mais je n'en ai pas moins de peine à croire, que lorsque les dispositions littérales d'une Loi sont évidemment injustes ou excessives, que lorsque cette injustice se manifeste encore par les circonstances dans lesquelles la Loi a été faite, elle puisse être justifiée par les vues secrètes du Législateur. Il m'avoit toujours semblé au contraire que celui-ci, sur-tout quand il attache la peine d'Excommunication encourue *par le seul fait*, à quelque chose qu'il défend, étoit obligé de renfermer ses défenses dans les plus justes bornes, & d'en déterminer l'objet très-clairement. On fait entendre aujourd'hui que le but unique de votre Censure a été d'empêcher les élections que le Parlement avoit ordonnées: & dès que cela étoit, pourquoi la faisiez-vous tomber sur le simple défaut de quelques formalités, dont l'omission ne peut jamais être un crime? Pourquoi, au lieu de défendre en général aux Religieuses, de faire leurs élections sous toute autre autorité que la vôtre, ne désigniez-vous pas nommément l'autorité séculière,

la seule que vous vouliez exclure ? pourquoi , plus nettement , n'interdisiez-vous pas aux Hospitalières , la sorte d'élection qui leur avoit été enjointe par le Parlement ? Pourquoi faut-il encore aller chercher dans vos intentions particulières l'explication de vos démarches Légales & publiques ? Votre Écrivain nous disoit tout à l'heure , que c'étoit par modération & par prudence , que vous n'aviez pas déclaré aux Hospitalières les motifs de vos refus : prétendra-t-il que c'est par une suite de cette même économie , que vous leur avez caché le véritable objet de vos défenses , & qu'en les excommuniant , vous avez craint de leur en dire trop clairement la raison ?

Cette manière de procéder , M. ne s'accorde guères avec les Règles que j'ai établies plus haut sur l'usage des Censures : aussi , M. le Procureur-général n'a-t-il pas manqué de s'en prévaloir. Ce Magistrat , en interjettant appel comme d'abus de votre Ordonnance , eut grand soin de remarquer qu'elle portoit à faux : puisqu'en vertu de l'Arrêt rendu le jour précédent , il ne s'agissoit *point de procéder à une élection qui exigeât les solemnités réglées par les Constitutions ; mais seulement de pourvoir provisoirement , & attendu les motifs de nécessité urgente , à la desserte du Couvent & de l'Hôpital.* C'est comme s'il avoit dit que votre Ordonnance devant s'entendre des seules élections canoniques ; & l'Arrêt du Parlement , d'une simple élection de provision & de nécessité ; l'un pouvoit être exécuté sans préjudice de l'autre.

Mais je suppose , M. que vos défenses & votre Censure n'aient eu d'autre fin que d'empêcher l'exécution de l'Arrêt du Parlement : voyons si elles en seront plus régulières. Ce n'est pas ici le lieu ; il n'est pas même de mon sujet , d'examiner si le Parlement a outrepassé les bornes de son autorité , en ordonnant aux Hospitalières une élection provisoire : mais ce que je crois devoir vous déclarer à cette occasion , c'est que je n'ai manqué jusques à présent ni de fermeté ni de vigilance pour conserver la Jurisdiction de l'Église dans toute son intégrité ; & que quand des Tribunaux séculiers empiéteront sur les droits de la Puissance spirituelle , je me joindrai encore à vous très - volontiers pour la défendre.

L'Or donnance, pour avoir été dirigée contre l'Arrêt du Parlement, n'en est pas plus régulière.

Règles de sagesse à
suivre dans les conflits
de Jurisdiction.

Je demanderai seulement que si cette entreprise a été occasionnée par quelque opération irrégulière de notre part, cette dernière soit d'abord rectifiée; que notre zèle ne se méprenne ensuite, ni sur la valeur des objets, ni sur le choix des moyens; que nous nous abstenions de ceux qui doivent être plus nuisibles que profitables à l'Eglise; que nous consentions plutôt à souffrir de moindres maux, qu'à en occasionner de plus grands; que nous réduisant enfin aux remèdes qu'une juste prévoyance nous fera regarder comme salutaires, nous les accompagnions des sentimens qui sont dûs aux Dépositaires d'une partie de l'autorité Souveraine, & à nos enfans dans l'ordre de la Religion.

Application de ces
Règles à l'Ordonnan-
ce du 3 septembre.

S'il y a des personnes qui trouvent dans ces tempéramens plus de foiblesse que de zèle, je les renvoie à l'expérience, pour mieux connoître ce qu'une conduite opposée a d'inconvéniens & de dangers. Mais si celle que je propose est aussi conforme à l'esprit de l'Eglise qu'à ses véritables intérêts, j'en conclus que plus l'Arrêt du Parlement vous a paru préjudiciable à la Jurisdiction Ecclésiastique, plus il a été affligeant pour vous de l'avoir provoqué; plus il devenoit important, ce semble, de rectifier le déni de Justice qui y avoit donné lieu: car on ne sçauroit se dissimuler que l'un n'ait été la suite de l'autre. Les Magistrats vous avoient fait sommer plusieurs fois, de commettre un Ecclésiastique pour présider aux élections des Hospitalières: si l'objet de ces Sommations étoit juste, s'il étoit fondé sur des Constitutions que le Parlement avoit enregistrées, vous étiez donc obligé d'y déférer ou de déclarer les motifs de votre résistance. Cependant, par une suite du système que vous vous étiez fait vis-à-vis des Religieuses, vous avez persisté à refuser ce que le Parlement vous demandoit, & à n'alléguer aucune cause de vos refus. Peut-on douter après cela que vous n'ayez donné occasion à l'Arrêt qui est intervenu en conséquence?

Vous direz peut-être que vous aviez de bonnes raisons pour éloigner les élections des Hospitalières; que les Magistrats n'étoient pas disposés à les admettre; & que c'est là ce qui a décidé votre inflexibilité & votre silence. Mais si ces raisons étoient.

étoient auffi juſtes qu'elles vous le paroifſoient, pourquoi ne pas les faire connoître? Étoit-il bien sûr que le Parlement n'y auroit aucun égard? Eſt-il jamais permis de ne pas faire ce qu'on doit, par la crainte que les autres ne faſſent pas ce qu'ils doivent? Le pis-aller étoit que, malgré ces cauſes de refus par vous alléguées, le Parlement rendît le même Arrêt qu'il a rendu: & alors vous aviez à faire valoir, contre cet Arrêt, non ſeulement les moyens que vous pouvez avoir aujourd'hui: mais encore le mépris de vos raiſons: moyen nouveau, qui ne rendoit pas les premiers moins favorables. Vous ajouterez ſans doute, qu'en ſuppoſant même vos refus irréguliers, les Magiſtrats n'en étoient pas plus autorifés à faire ce qu'ils ont fait. J'ai déjà déclaré que l'examen de cette queſtion étoit étranger à mon ſujet: mais ce qui lui eſt très-eſſentiel, & ce que je ne puis me diſpenſer de prouver, c'eſt que ſ'il falloit ſe pourvoir contre l'Arrêt du Parlement, ce n'étoit certainement pas par la voie des défenſes & des Cenſures.

M. de Marca, un de vos plus ſçavans Prédéceſſeurs, traitant de la manière dont les Evêques doivent ſe comporter, lors que les Tribunaux ſéculiers empiètent, par leurs Jugemens, ſur les droits de la Jurifdiſtion Eccléſiaſtique, enſeigne qu'en pareil cas, l'uſage des Cenſures, & ſur-tout de l'Excommunication, eſt également oppoſé aux Régles de la prudence & de la juſtice. Il en donne pour raiſons: 1^o le principe d'équité naturelle qui oblige tous les hommes, dans des matières conteſtées, à être en garde contre leur opinion, & à ne pas ſe rendre Juges dans leur propre Cauſe. 2^o (a) Les troubles & les maux que l'application de ce remède a ſouvent occasionnés dans la République Chrétienne. 3^o (b) La condition de l'Eglife, qui eſt dans l'Etat, qui a un beſoin continuel de ſa protection, & pour laquelle,

Inconvéniens de
l'uſage des Cenſures
dans les conflits de
Jurifdiſtion. Sentiment de M. de Marca.

(a) *In contentionibus de Jurifdiſtione Eccléſiaſtica & ſeculari, ultimum Judicium aſſeritur Supremæ Curie Regni; licentiâ ademptâ Episcopis Jus ſibi Cenſuris & Excommunicationibus dicendi.* Marca de Concord. Sacerd. & Imper. Lib. IV. cap. 21. num. 9.

(b) *Eccleſia eſt in Imperio; id eſt, per Imperii provincias ſparſa, ex civibus conſtat, & ſub patrocinio Regum degit. Ideòque, in his contentionibus dubiis, tutiora & æquiora conſilia amplectenda ſunt Episcopis, quæ ad pacem cum Imperio retinendam vergant.* Ibid. num. 6.

dans les choses sujettes à difficulté, il y a toujours plus de sagesse & de fureté à conserver la paix avec l'Empire. 4° (a) La témérité & les dangers d'une guerre; où l'on combat contre des forces supérieures; dans laquelle il y a toujours plus à craindre qu'à espérer; & dont les effets les plus ordinaires sont le déchirement de l'Eglise, le mépris de son autorité, la ruine de ses biens, la perte & la damnation de beaucoup de Fidèles. 5° (b) Enfin cette sage maxime, si recommandée par les anciens Pères, & par le sçavant Ives de Chartres en particulier; qu'il faut se relâcher de la rigueur des Régles, lorsque la nécessité & le bien de la paix l'exigent; & sçavoir abonder en douceur & en patience, où l'on ne peut pas employer utilement une juste fermeté.

Il est vrai que M. de Marca parle plus spécialement, dans cet endroit, des Censures qui seroient portées contre les Magistrats, que de celles dont on se serviroit, pour empêcher l'effet de leurs Jugemens, ou pour punir ceux qui les exécutent: mais qu'on pèse ses raisons, & l'on verra qu'elles sont également applicables à l'un & à l'autre cas. S'il y a tant d'inconvéniens, dans les conflits de Jurisdiction, à procéder par les voies de rigueur contre les personnes même des Juges; il n'y en a pas moins à employer ces mêmes voies contre leurs Arrêts. Ne pourroit-on pas même dire que ceux qui y obéissent, étant toujours plus excusables que ceux qui les rendent, ils doivent être traités avec plus de ménagement & d'indulgence?

Il est vrai encore, que ce judicieux & sçavant Archevêque a reconnu en même tems, qu'il y a des occasions où les Evêques peuvent & doivent agir avec plus de force, & où la moindre

(a) *Cum bellum suscipiendum non sit, nisi quando major est emolumentum spes quam metus damni, Episcopus ab his contentionibus abstinere debere palam est, quæ dissidium in Ecclesiam, contemptum auctoritatis Ecclesiasticæ, bonorum direptionem, Fidelium perniciem important; quorum salutem illis Dominus commisit. Adde alienum esse à prudentia, ut viribus impar se contentionibus implicet, quæ ma-*

nifestum detrimentum sunt allatura. Ibid.

(b) *Studendum est (Inquit Ivo Carnonensis,) misericordiæ visceribus abundare, ubi fas non est debitam fortitudinem exercere. Quare dispensatione illâ utendum est ab Ivone & ab antiquis Patribus tantoperè commendata, quæ in remittendo Canonum rigore versatur, cum necessitas id exigat, & occasio, aut dissidii avertendi, aut pacis restituendæ. Ibid.*

connivence de leur part, feroit une lâcheté très-criminelle : mais il réduit ces occasions à celles où le fond de la Religion feroit intéressé, & où la substance de la Foi feroit elle-même attaquée (a). Dans toutes les contestations où il ne s'agit que de Discipline & de Jurisdiction, il veut que les Prélats s'adressent, pour le maintien de l'ordre & de leurs droits, à la Puissance temporelle elle-même : sçavoir, aux premiers Magistrats, lorsque le sujet de plainte a été donné par les Juges inférieurs ; & au Roi, lorsque le grief vient de ses Cours Supérieures (b). Le Prince, dit-il, ayant été institué de Dieu pour protéger l'Eglise, & pour veiller à sa tranquillité ; s'y étant encore obligé par le serment de son Sacre ; c'est à lui que paroissent appartenir le droit & l'obligation de prononcer sur les conflits de Jurisdiction, qui s'élèvent entre les Juges d'Eglise & les Tribunaux séculiers. Il peut être Juge dans sa propre Cause, parce qu'il ne connoît point de Supérieur. Aussi nos Rois font-ils de tout tems en possession d'évoquer à eux ces sortes de différens : les Souverains Pontifes les y ont même souvent invités par leurs Indults, & quelque fois par leurs exemples (c).

(a) *Quæ à me dicta sunt, ita velim intelligi, si de Jurisdictione tantum agatur & de Disciplina Ecclesiastica. Nam si his contentiōibus Fides Christiana læderetur; omnia pericula oppetenda potius essent Episcopis, quàm ut, præ socordia aut metu, nefariis conatibus assentirentur aut conniverent. Sed, exceptione illâ adhibitâ, possunt conniventiam suam tueri, Romanorum Pontificum exemplo, qui in professione quam post electionem suam B. Petro nuncupabant, Canones quidem & Decreta à se observatum iri pollicebantur; sed infractions ab aliis factas, aut emendatum, aut, exceptâ Fidei causâ, toleratum iri.* Ibid. num. 10.

(b) *Illud contendo: Regiis Constitutionibus præscriptum esse ordinem, quem sequi oporteat ad dissidia avertenda: scilicet, implorandum esse ab Episcopis Curiarum Supremarum præsidium, si à Judicibus inferioribus vis inferatur Jurisdictioni Ecclesiasticæ: sin periculum im-*

mineat à Curiis, vel si quid illæ in detrimentum Episcopalis auctoritatis decreverint, adeundum esse Principem. Ibid. num. 5.

Non omittenda est elegans ratio, quæ duci potest ex officio & munere Principis, qui constitutus cum sit à Deo optimo maximo, ut Ecclesiam foveat, ejusque tranquillitati prospiciat, (cui muneri, sacramento dato, se deinde, stipulante Ecclesiâ obstrinxit,) quodammodò videtur arbitrium componendarum hujus generis contentiōnum in Regno suscepisse. Ibid. num. 7.

Ubi rectè adnotatum est ex Alexandro Imolensi, idem observari debere in Rege Francorum, non recognoscante Superiorem, quoddam Judex esse potest in sua causa. Ibid. num. 8.

(c) *Undè fluxit ut has controversias Reges semper ad cognitionem suam revocaverint: cujus rei exemplum habemus.* Ibid. num. 7. & Lege quod sequitur.

Accord des principes de M. de Marca avec les Régles de l'Eglise.

J'ai cru, M. que ces principes ne perdroient rien à vous être présentés par l'organe d'un des plus habiles Prélats qu'ait eu l'Eglise Gallicane: mais ils ont de plus l'avantage d'être reconnus par tous les Canonistes François, comme formant une portion précieuse du Droit public de la Nation, & comme s'accordant parfaitement avec les Régles que j'ai rapportées plus haut sur l'usage des Censures. J'ai dit, d'après les Conciles, les Pères, & tous les Auteurs, que l'Excommunication, sur-tout celle qui doit être encourue *par le seul fait*, suppose dans celui qui en est frappé, un crime grave, manifeste, accompagné du mépris de l'autorité: que ce remède ne doit être employé qu'à regret; que lorsqu'il y a nécessité ou utilité pour l'Eglise; & qu'en ce cas-là même, il faut avoir épuisé toutes les autres ressources. Or est-il bien ordinaire, est-il même possible que toutes ces conditions se rencontrent dans une Excommunication lancée contre des personnes, qui auroient obéi à un Jugement émané de la Puissance temporelle, lorsque la Foi n'y est point intéressée, & qu'il n'y est pas même question des objets les plus importants de la Jurisdiction ou de la Discipline.

Les Hospitalières n'ont point commis de faute qui méritât l'Excommunication.

Je reprends ces conditions par parties, & je les applique à votre Censure en particulier. Vous avez donc pensé que les Hospitalières ne pouvoient procéder à l'élection ordonnée par le Parlement, sans commettre un de ces crimes énormes, éclatans, contagieux, pour lesquels l'Eglise ne sçauroit rejeter assez tôt les coupables de son sein, ni les livrer trop promptement à l'anathème? Cependant il est bien certain que l'élection n'avoit rien de mauvais en soi, & que selon vous-même, toute la faute des Religieuses est d'y avoir procédé sous une autorité incompétente. Mais n'y avoit-il donc aucune manière d'envisager cette faute, qui pût la rendre plus excusable à vos yeux? Si d'après les observations de M. le Procureur-général, les Hospitalières s'étoient persuadé que votre Ordonnance ne défendoit point l'espèce d'élection enjointe par l'Arrêt du Parlement, & qu'elles pouvoient obéir à l'un sans contrevenir à l'autre: si en les supposant même dans la dure nécessité de desobéir à une des deux Puissances qu'elles doivent également respecter, elles s'étoient méprises sur
leurs

leurs bornes respectives : si dans cette concurrence , elles avoient plutôt présumé pour l'autorité qui les traitoit trop favorablement , que pour celle dont elles n'avoient pu obtenir une chose légitime : si on leur avoit fait entendre que leur Communauté étant préposée à la desserte d'un Hôpital , le Parlement avoit pu y ordonner une élection , devenue nécessaire par les circonstances & par vos refus ; qu'il avoit d'ailleurs écarté de cette élection toutes les formalités purement Ecclésiastiques ; & qu'elle ne devoit avoir d'effet , que jusqu'à ce que vous y eussiez canoniquement pourvu : si enfin la crainte seule de résister à une autorité qui a toujours la force en main pour se faire obéir , avoit engagé les Religieuses à céder : pourroit-on dire dans toutes ces suppositions , dont plusieurs sont vrai-semblables , & dont aucune n'est démentie par la Procédure , que les Hospitalières auroient commis un crime digne de toutes les Foudres de l'Eglise ?

Ce n'est point ainsi , que les Evêques ont coutume de juger & d'agir. Ils se plaignent souvent que , sans aucune faute de leur part , & en matière beaucoup plus importante que celle dont il est question , les Tribunaux séculiers accordent , ou ordonnent même des choses qui passent les bornes de leurs pouvoirs : & cependant on ne voit point les Prélats employer les Censures contre ceux qui obéissent à ces Jugemens ; pas même contre ceux qui les ont sollicités.

Je reviens aux Hospitalières , & je dis que quand elles auroient fait une faute , en exécutant l'Arrêt du Parlement , elles n'ont pas du moins méprisé l'autorité de l'Eglise ; ni refusé de l'écouter : ce qui seroit pourtant très-nécessaire à la régularité de votre Censure. Elles ne se sont jamais adressées qu'à vous , pour parvenir à leurs élections : elles n'ont eu aucune influence sur les démarches des Juges séculiers. Lorsqu'en exécution des ordres qu'elles en avoient reçus , elles ont procédé à une nomination provisoire d'Officières ; elles se sont empressées de vous en faire hommage (a) , & de vous demander même d'y

Les Hospitalières n'ont point refusé d'écouter l'Eglise : elles n'ont rien fait qui annonce le mépris de l'autorité.

(a) Lettres des Religieuses à M. l'Archevêque de Paris.

procéder de nouveau *sous votre autorité*. Pendant plus de quatre ans qu'a duré cette affaire, elles vous ont mille fois assuré de leur soumission profonde : elles n'ont eu enfin recours à la Primatie, que quand il ne leur est plus resté aucun espoir de vous fléchir. En prenant même cette voie, elles ont compté *donner un nouveau témoignage, qu'elles n'avoient jamais prétendu rendre le gouvernement de leur Monastère indépendant des Supérieurs Ecclésiastiques, & qu'elles n'avoient jamais cessé de les reconnoître & d'y demeurer subordonnées* (a). Tous ces sentimens, tous ces procédés sont constatés par les Pièces sur lesquelles j'ai jugé. Ai-je pu y reconnoître cet esprit de rébellion, ce mépris de l'autorité, contre lequel seul l'Eglise décerne ses dernières peines ?

La Censure du 3 septembre n'a point été portée contre un crime reconnu : elle n'étoit, ni nécessaire, ni utile à l'Eglise.

L'Eglise exige de plus, que ces peines ne soient portées que pour des crimes manifestes, reconnus, & seulement quand il y a nécessité, ou au moins utilité pour elle. Il auroit donc fallu que le Public attachât à l'Arrêt du Parlement, la même idée que vous ; & que les Hospitalières ne pussent se prêter à son exécution, sans devenir un objet d'indignation pour la Société Chrétienne. Mais si l'Arrêt du Parlement devoit au moins être approuvé de tout l'ordre de la Magistrature ; mais si, comme le remarque Van-Espen traitant de l'Excommunication, les grands Corps ne manquent guères d'entraîner la multitude après eux ; n'étoit-ce pas bien plutôt le cas, suivant la sage maxime de Saint Augustin (b), de gémir, que de tonner, & d'user de patience que de sévérité ? Je ne sçais pas ce que vous aviez prévu, M. mais ce qui est arrivé, c'est que n'ayant pas trouvé à propos vous-même d'effectuer ce que votre Censure annonçoit, le grand nombre des Fidèles a ignoré si, & jusqu'où elle avoit eu lieu : ce qui est arrivé encore c'est qu'au milieu des bruits vagues qui s'en étoient répandus, chacun en a jugé suivant ses préjugés & ses affections, & presque personne suivant les Régles : c'est que

(a) Requête des Religieuses.

(b) *Tunc potest esse salubris correptio... quando crimen execrabile appareat... Cum ille corripitur qui non habet sociam multitudinem... Si famosus appareat, ut possit omnibus dignissima videri quæ in eum*

fuerit Anathematis prolata Sententia... Cum idem morbus plurimos occupaverit, nihil aliud bonis restat quam dolor & gemitus; tunc dormiat severitas Disciplina. S. August. contra Parinen. Lib. III. num. 12. & passim.

pour lui donner des défenseurs, il a fallu la lier très-intimement & très-injustement avec les intérêts de la Constitution *Unigenitus*. D'où je conclus qu'elle n'auroit pas eu un seul partisan, si l'on avoit sçu combien peu elle avoit de rapport avec cette Loi de l'Eglise. Ce qui est arrivé enfin de cette Excommunication, c'est que le Roi & son Conseil l'ont désapprouvée; que le Ministère public en a appelé comme d'abus; qu'elle a attiré à votre Ministère de grandes contradictions; & qu'elle alloit devenir pour l'Eglise la source de nouveaux troubles & de plus grands maux, lorsque l'ordre a été rétabli par le Jugement du Supérieur hiérarchique.

Vous vous êtes donc mépris, M. lorsque vous avez regardé cette Censure comme nécessaire, ou même comme utile au bien de la Religion. Il étoit au contraire d'autant plus utile, d'autant plus nécessaire de vous abstenir de ce moyen, que suivant les Règles de l'Eglise, il est le dernier remède, & que vous n'aviez certainement pas épuisé tous les autres. Vous vouliez empêcher les Hospitalières, d'élire une Supérieure par l'ordre du Parlement. Hé n'aviez-vous pas deux voies pour y parvenir, toutes deux très-simples: la première, de permettre vous-même ces élections, qui vous avoient été si justement & tant de fois demandées; la seconde, d'alléguer au moins les motifs de vos refus: l'une ou l'autre vous étoit indiquée par les Loix de votre Ministère. Vous vouliez encore opposer une barrière à l'autorité des Magistrats. Hé pourquoi ne pas prendre la voie du recours au Prince, qui est connue, ordinaire dans les conflits de Jurisdiction? Il est bien difficile de ne pas regarder au moins comme prématurée une Excommunication qui a précédé l'usage de ces ressources: & si la bonté de votre cœur étoit moins connue, ne pourroit-on pas conclure de cette précipitation, que votre Censure a eu encore un autre défaut; celui de n'avoir pas été portée avec le regret & la douleur que les Pères ont si fort recommandés dans l'application de ce remède (a).

La Censure du 3 septembre a été de plus prématurée.

(a) *Nulli Christianorum Communio | reatûs ultionem invitus & dolens quo-
facile denegetur; nec ad indignantis hoc | dammodò debet inferre animus. S. Leo,
fiat arbitrium Sacerdotis, quod in magni | Epist. 96.*

M. l'Archevêque de Paris paroît avoir reconnu lui-même l'irrégularité de cette Censure.

Je crois avoir suffisamment prouvé, M. que vos défenses du 3 septembre, & l'Excommunication qui les accompagne, jugées par leurs dispositions littérales, ou même d'après vos vues particulières, ont été portées contre les Régles. Et il faut bien que vous en ayez eu vous-même quelque soupçon, puisqu'après le mouvement de zèle qui a produit votre première Monition, vous êtes rentré dans un silence qu'on ne pourroit se dispenser de regarder comme inconséquent, si on ne le prenoit pas pour un aveu de l'irrégularité de vos précédentes démarches.

Quand la Censure du 3 septembre, auroit été régulière, elle n'auroit point privé les Hospitalières du droit de procéder à leurs élections.

J'ai avancé, en second lieu, par rapport à votre Censure, qu'en la supposant même régulière, elle n'auroit pu priver les Hospitalières du droit de procéder à leurs élections. Cette proposition n'a besoin que d'un seul raisonnement, pour être portée au dernier degré d'évidence. N'est-il pas vrai, M. que les Excommunications attachées à l'infraction d'une Loi, même celles que le Législateur déclare devoir être encourues par le seul fait, ne dépouillent point extérieurement les Fidèles de leurs droits, jusqu'à ce que, tous les préalables remplis, la peine leur ait été nommément appliquée? N'est-il pas vrai qu'un Juge qui, dans le For extérieur, traiteroit quelqu'un comme véritablement Excommunié, avant qu'il eût été dénoncé comme tel, pécheroit contre les Régles de l'Eglise & contre celles du Royaume? Ces principes sont incontestables; & vous les avez supposés vous-même, lorsque depuis vos défenses, vous avez menacé les Religieuses de tous les effets de l'Excommunication, si elles ne révoquoient pas leur élection provisoire. Elles ne les avoient donc point encore éprouvés, puisque vous les en menaciez; elles ne les ont pas éprouvés davantage depuis, dès que vous n'avez pas effectué vos menaces. Mais si les Hospitalières, par une suite de ces principes, par votre propre fait, même de votre aveu, sont demeurées en possession de tous leurs droits extérieurs & publics; elles ont donc conservé celui de procéder à leurs élections. Je n'aurois donc pu, sans excès, & sans aller plus loin que vous, leur refuser la liberté de l'exercer, lorsqu'elles l'ont réclamée.

Je pars de là, M. pour établir, en troisiéme lieu, que j'ai prononcé sur l'Excommunication dont il s'agit, avec les plus grands ménagemens. J'étois en droit, sans doute, de la rejeter, de l'annuler, de la qualifier relativement à toutes les irrégularités que j'y ai relevées : cependant, mettant à l'écart tous les défauts que j'avois cru y appercevoir, je me suis contenté, par mon Ordonnance, de la déclarer sans effet : & il est bien certain que cette manière de prononcer, étoit la plus douce de toutes celles que je pouvois employer : elle ne taxe votre Censure, ni d'imprudence, ni d'injustice, ni de nullité. Quand on en concluroit que je n'ai pas trouvé l'objet de vos défenses assez clairement déterminé pour croire que la peine ait pu être encourue, il me semble que mon Jugement, même sous ce point de vue, ne seroit pas encore bien rigoureux : mais dans le vrai, la seule conséquence qu'on en puisse tirer, est que cette Excommunication n'a rien opéré au For extérieur ; n'a eu aucun effet qui fût de mon ressort ; n'a point privé les Hospitalières du droit de procéder à leurs élections. Et cela ne résulte-t-il pas du seul défaut de dénonciation ? Ne l'ai-je pas établi très-clairement ? Ne l'avez-vous pas reconnu vous-même ? C'est un fait constant, que vous n'avez pas excommunié nommément les Religieuses : mon Jugement sur votre Censure ne suppose rien de plus. Pouvois-je la traiter avec plus de modération & de réserve ?

J'ai prononcé sur l'Ordonnance du 3. septembre avec les plus grands ménagemens.

Votre Écrivain, M. en terminant son Mémoire, m'avertit de ne pas regarder l'affaire comme finie : il m'assure que vous vous réservez le droit de faire pour votre défense les poursuites convenables. Il ajoute qu'en attendant, vous déposez votre douleur dans le sein de vos Collègues, & que vous réclamez leur concours dans une Cause qui intéresse tout l'Épiscopat.

Je ne craindrai jamais, M. qu'on se pourvove contre un de mes Jugemens par les voies régulières. Je ne suis ni injuste ni infailible : & un Juge se donne nécessairement pour l'un ou pour l'autre, lorsqu'il veut enlever à des Parties mécontentes, les ressources que la Loi leur a ménagées dans la gradation des Tribunaux. Mais si je suis obligé de respecter tout ce qu'on peut

faire de Légal, pour parvenir à une juste réformation de mon Ordonnance, je ne dois certainement pas le même sentiment à des démarches qui ne sçauroient avoir d'autre effet que celui de la décrier. Et que pouvoit produire de plus, M. le Mémoire, que vous avez présenté à l'Assemblée générale du Clergé ? Quelque respectable qu'elle soit, elle n'est point un Tribunal : elle ne pouvoit donc pas juger. Vous seriez-vous flaté d'en obtenir quelque improbation de ma conduite ? mais ce n'auroit point été un remède au mal ; mon Ordonnance n'en auroit pas moins subsisté avec tous ses effets. Il étoit contre toute vraisemblance qu'une Assemblée aussi sage prît parti dans cette affaire, sans aucune utilité. J'aurois eu raison de m'en plaindre : on n'a jamais connu dans l'Eglise deux autorités ; l'une, pour blâmer les Jugemens de ses Tribunaux ; & l'autre, pour les réformer. Vous vouliez, dit-on, *déposer votre douleur dans le sein de vos Collègues*. Hé ne pouviez-vous pas vous contenter de consolations moins éclatantes, moins opposées au bien de la Justice & de la paix ? Car quels Juges auront le courage d'exercer désormais leur Ministère, si, sous de pareils prétextes, il est permis de les inquiéter, de les traduire, & d'inspirer toutes sortes de préventions contre leurs Jugemens ? On vous fait dire encore que le but de votre Mémoire, étoit de demander du secours à l'Assemblée. Elle ne peut accorder que son intervention ou ses bons offices ; & il faut pour cela, que l'affaire l'intéresse, & qu'elle soit portée devant un Tribunal : la vôtre n'avoit & ne pouvoit avoir aucun de ces avantages. Si c'étoit la Jurisdiction Primatiale, ou le privilège des Evêques d'Autun, que vous vous proposiez de contester ; il est clair que le Clergé n'avoit aucun intérêt à cette Cause : & si vous prétendiez n'attaquer que le fond de mon Jugement, jamais un pareil objet ne peut devenir entre nous la matière d'une Instance ; parce que vous n'avez, ni intérêt, ni qualité pour vous pourvoir.

C'est une vérité constante, M. que pour être autorisé à se plaindre & à appeler d'un Jugement, il faut en avoir reçu quelque préjudice. Quel préjudice vous ai-je porté par l'Ordonnance que j'ai rendue dans l'affaire des Hospitalières ? Il est vrai

que j'ai jugé autrement que vous : mais un premier Juge a-t-il droit d'exiger que ses Sentences soient confirmées ? Lui fait-on quelque tort, quelque injustice, quand on le réforme ? Je veux qu'en le réformant, le Supérieur se soit trompé ; l'erreur ou l'injustice de celui-ci retombe-t-elle sur la personne du Juge, dont est appel ? L'amour de l'ordre & des Loix est-il un titre suffisant pour ce dernier, de s'élever, de se pourvoir contre le Jugement qui a réformé le sien ? Non, M. je ne crois pas que jamais personne ait osé avancer de pareils principes. Ils tendent manifestement à commettre les Juges Supérieurs avec les inférieurs ; à fusciter aux premiers autant de Procès, qu'ils en pourroient juger ; à bannir toute police, toute subordination de l'administration de la Justice : ils introduisent un desordre universel, sous prétexte de remédier à un mal particulier : ils sont aussi inconnus dans la pratique que monstrueux dans la théorie. A-t-on jamais ouï dire que des Tribunaux se soient pris à partie pour avoir prononcé différemment dans une affaire ? Quand les Parties sont satisfaites, quel pourroit être l'objet d'un pareil différent ? de faire déclarer lequel des deux Juges a le mieux décidé ? Il n'y a point d'exemple d'un Procès de cette espèce, & il ne peut y en avoir. Ou il prendroit sa source dans l'humeur & dans l'amour propre ; & il seroit indigne de l'attention des Loix : ou il naîtroit du zèle pour les Régles ; & celles-ci y ont pourvu d'avance, en ordonnant aux Juges immédiats de juger suivant la Justice, & de respecter les Jugemens de ceux auxquels ils sont subordonnés.

Aussi n'est-ce point en faveur des Juges, mais uniquement pour l'intérêt des Parties, que l'Eglise & les Princes ont établis différens ordres de Tribunaux. Ils ont lieu dans l'exercice de la Jurisdiction gracieuse, comme dans celui de la Jurisdiction contentieuse ; mais toujours avec cette réserve, que les Parties seules peuvent y avoir recours. Ainsi, lorsqu'un Evêque refuse une chose qui lui est juridiquement demandée, & que le Supérieur immédiat confirme ce refus, point de difficulté, que l'affaire ne puisse être portée encore par appel, devant un Tribunal plus éminent ; parce que la Partie plaignante a droit de se pourvoir,

jusqu'à ce que les trois degrés de Jurisdiction aient été épuisés. Mais il n'en est pas de même, quand le second Juge a réformé le Jugement du premier. Celui-ci n'a eu, pour juger, comme il a fait, que le seul intérêt de suivre ses lumières, & de satisfaire sa conscience. Il a mis sa conscience en sureté, en refusant, & en déclarant les motifs de son refus. Le Supérieur n'a pas pensé de même ; la Partie est satisfaite, l'affaire est terminée sans retour. Je suppose, M. que vous eussiez eu des raisons très-légitimes pour vous opposer aux élections des Hospitalières, & que néanmoins vous leur eussiez accordé la liberté d'y procéder ; qui auroit été en droit de se pourvoir contre votre conduite ? J'ose dire que vous n'êtes pas plus recevable à vous élever contre la mienne ; parce que la Loi de la dévolution m'a véritablement mis à votre place ; & que vous êtes autant hors d'intérêt vis-à-vis de moi, que tout autre, dans la supposition faite, le seroit vis-à-vis de vous. Je suppose encore que j'eusse confirmé votre refus, & que sur l'appel porté à Rome, les Commissaires nommés par le Souverain Pontife, eussent accordé aux Hospitalières, ce qu'elles nous auroient inutilement demandé ; croyez-vous que nous eussions été autorisés à nous pourvoir contre ce Jugement ? Pour moi je déclare que je me serois cru sans titre & sans raison pour faire aucune poursuite, même pour me plaindre : & si vous n'aviez pas pensé de même, quel auroit été l'objet de votre appel, & à quel Tribunal l'auriez-vous porté ?

Mais ne suit-il pas de ces principes, que le Métropolitain dans sa province, que le Primat dans sa Primatie, peuvent réformer tous les Jugemens d'un Évêque, sans qu'il reste de ressources contre leurs injustices ou leurs préventions ?

L'Eglise n'a point présumé & ne présuamera jamais, en faisant des Loix générales, que les Prélats auxquels elle confie une plus grande étendue d'autorité, puissent avoir moins de lumière & d'équité que les autres. Si le contraire arrive, c'est un mal auquel il faut remédier, non par le renversement de la Loi qui défend si sagement aux Juges de se prendre à Partie, mais par une attention scrupuleuse à ne mettre dans les premières Places, que ceux qui ont plus de science & d'intégrité. Voilà comme
 l'Eglise

l'Eglise a pourvu aux inconvéniens qui pourroient naître de l'exercice des Jurisdiccions plus éminentes : & elle est bien plutôt dans le cas aujourd'hui d'en réclamer l'usage , que d'en craindre les abus. On s'afflige , on s'alarme de ce qu'il ne reste point de ressource contre les Jugemens du Métropolitain ou du Primat : mais est-il donc si ordinaire que ceux de l'Evêque soient réformés ; qu'on en appelle , même lorsqu'ils ont été réguliers ? Est-il vrai-semblable que le Juge Supérieur favorisera une Partie qu'il ne connoît point , au préjudice des Régles , & du Jugement d'un Confrère qu'il a toutes sortes de raisons de ménager ? Pour moi , je suis persuadé au contraire que , dans les cas douteux , le Juge Supérieur présu-mera toujours en faveur de l'Evêque , & qu'il ne le réformera jamais qu'à regret. Si , après cela , on insiste encore , sous prétexte que le Métropolitain & le Primat peuvent se tromper : je conviendrai sans doute que la chose est possible ; mais je dirai toujours que les Parties étant satisfaites , la Cause est terminée , parce qu'elles ont seules le droit d'appeller d'un Jugement. J'ajouterai qu'alors l'erreur du Métropolitain ou du Primat est un mal que l'Eglise tolère , comme elle tolère l'abus qu'un Evêque feroit de son pouvoir , en plaçant de mauvais Ministres ; que ce mal est sans remède , parce qu'il est une suite des Loix , & parce qu'on n'auroit pu y pourvoir , sans s'exposer à de plus grands inconvéniens. Quand nous nous laissons frapper , quand nous nous affectons vivement de quelques dangers inséparables des Loix générales , il est à craindre que nous ne les ayons encore considérées que dans le rapport qu'elles ont à une affaire particulière qui nous touche. Avec des vues plus étendues & moins intéressées , on applaudiroit à leur sagesse ; on les aimeroit malgré les petits inconvéniens qui y sont nécessairement attachés.

Votre Ecrivain , M. n'avoit pas fait sans doute toutes ces réflexions , lorsqu'il m'a averti *de ne pas regarder l'affaire des Hospitalières comme finie* ; lorsqu'il a annoncé que *vous vous réserviez de faire contre mon Ordonnance les poursuites convenables*. Mais il y a bien lieu de croire que vous avez senti vous-même toute l'inutilité de ces *poursuites* ; puisque jusques à présent vous n'en avez fait aucune , au moins de celles que les Régles peuvent avouer.

Si cependant , contre toute attente , vous vouliez renoncer à votre qualité de Juge , pour vous réduire à celle de simple Partie ; ce qui supposeroit nécessairement le dessein d'attaquer mon Ordonnance en Justice réglée ; je vous déclare que je ne la défendrai pas au même prix. Je ne suis nullement disposé , on ne me forcera point à devenir Partie dans une affaire où j'ai été Juge : & puis-que je ne suis pas plus obligé de me défendre , que vous n'êtes recevable à m'attaquer ; n'ai-je pas eu raison de dire , que vos plaintes étoient injustes ; qu'il n'y avoit point matière de Procès entre nous ; & qu'en tout état de Cause , vous n'aviez aucun Titre pour vous pourvoir contre mon Jugement ? Je crois avoir prouvé d'ailleurs , qu'il est à l'abri de tout reproche : il ne me reste donc plus , M. qu'à vous rappeler mes procédés.

SECONDE PARTIE.

MES PROCÉDÉS ont été aussi honnêtes & aussi respectueux , que ma conduite Légale a été régulière.

VOUS le sçavez , M. je n'ai pas été plus épargné dans mes procédés que dans mon Jugement. Si l'on s'étoit contenté de desirer qu'en jugeant l'affaire des Hospitalières , j'eusse , pour votre personne & pour votre situation , tous les égards qui pouvoient s'accorder avec mes fonctions de Juge ; j'ose le dire , on n'auroit rien exigé de moi qui ne fût au dessous de mes sentimens , & sur quoi peut-être je n'aye enchéri par ma conduite : mais il s'en faut bien qu'on se soit renfermé dans ces justes bornes.

Sous prétexte qu'on ne voyoit point assez clairement toutes les marques d'intérêt & de respect que j'avois voulu vous donner , on a supposé que je les avois toutes négligées. Pour exagérer mes torts prétendus , on a multiplié mes obligations. Quelques préalables de pure convenance sont devenus des devoirs de justice & de nécessité. Des ménagemens qui m'étoient tout au plus permis comme Confrère , on m'a fait un crime de les avoir omis comme Juge. Votre Écrivain a tout dit , en m'imputant d'avoir manqué *aux règles de l'équité , de l'humanité , de la charité Chrétienne & sacerdotale.*

Vous conviendrez bien, M. que lorsqu'à la face de l'Église assemblée, on accable un Évêque, un Confrère, un Supérieur, de reproches aussi graves, on doit au moins s'être assuré qu'ils sont nécessaires & bien fondés. Je ne sçais cependant s'il vous seroit facile d'en établir la nécessité : la simple exposition de ce que j'ai dû faire & de ce que j'ai fait, suffira pour en prouver toute l'injustice.

Quand les Religieuses se sont pourvues devant moi contre vos refus, j'ai eu deux qualités, celle de Juge & celle de Confrère. J'ai prouvé dans ma première Partie, qu'en qualité de Juge, je ne pouvois me dispenser d'exercer mon ministère & de l'exercer suivant les Loix. J'ai établi de plus que, pour rendre un Jugement équitable, il n'y avoit ni nécessité ni utilité à vous entendre. C'est d'ailleurs une vérité constante, que les ménagemens & les procédés, loin de faire partie des devoirs d'un Juge, ne lui sont permis qu'à des conditions très-rigoureuses. D'où je conclus, M. que j'aurois pu me renfermer dans la sévérité de mes fonctions, & supprimer tout ce qui étoit de pure déférence, sans blesser *les règles de la justice*, & sans compromettre en rien la régularité de mon Jugement.

Les Procédés n'influent point sur la régularité d'un Jugement.

Il ne paroît pas qu'on ait eu des idées plus exactes sur l'étendue de ces déférences, que sur les titres auxquels on pouvoit les exiger. En général, je n'ai jamais ouï dire qu'un Tribunal qui connoît d'une affaire déjà jugée par un autre, qui le réforme même, lui doive par cette raison, des témoignages de zèle & d'intérêt. Je ne crois pas que cette pratique soit plus d'usage que de devoir ; qu'elle soit plus connue dans les Officialités, que dans les Tribunaux laïques. J'ajouterai qu'il seroit dangereux & peu honorable, de l'introduire ; parce qu'on ne pourroit l'admettre, sans supposer une grande foiblesse dans les Juges, & sans affoiblir en effet l'idée qu'ils doivent avoir de leur ministère. Ce seroit donc uniquement entre les Évêques, & dans l'exercice de la Jurisdiction gracieuse, que ces sortes de ménagemens pourroient avoir lieu : mais du moins ne faut-il pas les regarder comme nécessaires ; & en les admettant même comme simplement convenables, on doit reconnoître qu'ils ont des bornes. Il seroit injuste, par exemple, d'accuser de mauvais procédés, un Prélat qui, en connoissant du Jugement d'un de ses Confrères, ne lui demanderoit pas ses raisons.

Quels procédés conviennent dans l'exercice de la Jurisdiction Ecclésiastique ?

Pourquoi les demanderoit-il, puisqu'il ne peut jamais juger que sur la Procédure ? Pourquoi l'assujettir à une précaution qui ne peut être que dérisoire pour le premier Juge, & qui engageroit souvent les Parties dans des délais très-onéreux ? Il ne seroit pas plus équitable de se plaindre de ce même Supérieur, parce qu'il auroit réformé son inférieur, avant que de l'avoir invité à se réformer lui-même. Est-ce choquer les bienséances que d'exercer sa Jurisdiction dans la forme que les Loix prescrivent ? Peut-on regarder comme une déférence nécessaire, celle qui tend à priver les Sièges, de l'usage de leurs droits ; à faire de l'exercice de la Justice, un commerce de pure civilité ? Un pareil préalable ne peut jamais être exigé ; & s'il est quelque fois permis, ce n'est que dans des circonstances extraordinaires, & où les Parties n'en souffriroient aucun préjudice. Mais en quoi donc fera-t-on consister les ménagemens que le Prélat Supérieur doit à l'inférieur, lorsqu'il le réforme ? Il est impossible de trouver des règles précises, où il n'y a rien de commandé. Pour moi, je croirois que lorsqu'un Évêque, en pareil cas, a mis dans son Jugement tous les adoucissmens qui sont compatibles avec la justice ; qu'il a exhorté les Parties à respecter toujours la personne & l'autorité de leur Supérieur immédiat ; qu'il a fait connoître à son Confrère, le regret & les raisons qu'il a eus de ne pas juger comme lui ; je croirois, dis-je, qu'il a satisfait aux loix les plus austères du respect & de la charité Chrétienne & sacerdotale : & quand même tout cela auroit été omis, ne pourroit-on pas croire encore qu'il y auroit plus de générosité, à ne pas s'en appercevoir, que de justice à s'en offenser ?

Dans le fait, M. je ne m'en suis cependant pas tenu à cette théorie. Si je rappelle ici tout ce que j'y ai ajouté dans la pratique, par respect pour vos malheurs ; qu'on ne me soupçonne point de chercher à m'en faire un mérite : je ne pense qu'à répondre aux reproches qu'on m'a faits, & qu'à ôter toute ressource à ce zèle aveugle, qui va aujourd'hui, dans tant de personnes, jusqu'à faire, d'un prétendu défaut de politesse, une querelle publique de Religion.

J'avois à peine examiné l'affaire des Hospitalières, M. que j'élevai ma faible voix, pour demander instamment votre retour dans votre Diocèse. Je m'étois persuadé, & ce n'étoit pas sans

fondement , que cette affaire devant désormais être traitée & certainement terminée par la voie de la Jurisdiction Ecclésiastique , le Roi en auroit plus de facilité de se livrer à son amour pour l'Eglise & à toute la bonté de son cœur : pour en hâter les effets , j'insistai plusieurs fois sur cette considération & sur toutes celles qui me parurent les plus propres à faire réussir ma demande. Mais cette première démarche n'ayant abouti qu'à me donner des espérances pour l'avenir , j'y en substituai une seconde ; je proposai d'aller vous trouver en Périgord. L'objet de ce voyage étoit de vous donner une marque de mon respect , de mon zèle , & de vous engager à terminer vous-même , une affaire qui me paroissoit insoutenable dans la forme & dans le fond. Le premier mouvement du Roi , dont le caractère est la bonté , me fut assez favorable ; & je me disposois à partir , lorsque j'appris que des réflexions nouvelles avoient décidé Sa Majesté à ne pas m'en accorder la permission. Je renouvelai mes instances , pour qu'il me fût au moins permis de suppléer par un Mémoire à ce que le Roi n'agréoit pas que je fisse de vive voix. On y trouva les mêmes inconvéniens & de plus grands encore : en sorte qu'en approuvant mon zèle , & en me permettant même de vous instruire de ce qu'il m'avoit inspiré , Sa Majesté desira que je remplisse mes fonctions de Juge , sans autres préalables ni délais que ceux qui seroient nécessaires pour me conformer aux Loix.

Si votre Écrivain me demande après cela , *M. pourquoi j'ai jugé , puisque je ne pouvois exécuter le dessein que j'avois eu de m'aboucher avec vous ; puisqu'il m'étoit impossible de me procurer les connoissances nécessaires , & que j'étois réduit à n'entendre qu'une des Parties ;* je répons que c'est vous dégrader & tout confondre , que de vous donner pour Partie dans une affaire où vous aviez été Juge : que je trouvois dans la Procédure toutes les connoissances dont j'avois besoin , & les seules dont je pusse faire usage : que le desir de vous voir & de vous entendre n'avoit point pour but de régler mon Jugement ; mais de vous engager à réformer le vôtre : que ce préliminaire de ma part étoit de pur zèle , d'un zèle même qui pouvoit paroître aussi irrégulier aux uns que louable aux autres ; & qu'enfin tout ce qui est de simple déférence , doit céder à l'obligation de rendre la Justice , & de la rendre suivant les Loix.

Si l'on veut ſçavoir encore , quelles raifons affez puiffantes ont pu me faire interdire une démarche qui étoit fi convenable , & quelles preuves j'ai à donner fur cela de ma bonne volonté ; voici mes réponſes. Ce n'eſt point à moi à plaider contre une demande que j'ai cru affez raifonnable pour être portée au pied du Trône , & encore moins à diſcuter les obſtacles qu'elle y a rencontrés. Ce qu'il y a de certain , c'eſt que ces obſtacles n'ont pu être inconnus ou paroître médiocres qu'à ceux qui ont ignoré la ſituation des affaires , & que je n'ai pas eu beſoin d'en tant ſçavoir , pour être obligé de reſpecter & d'obéir. On voudroit avoir des garans de ce que j'avance : hé ! pourquoi ſuſpecteroit-on ma ſincérité , quand je déclare ſous les yeux même des perſonnes qui ont été les témoins & les dépoſitaires de mes inſtances , que j'ai fait une démarche , dont l'omiffion n'auroit pas été une faute , & dont le ſuccès n'avoit de véritable utilité que pour moi ? Ne doutez pas , M. que je n'aye prévu une partie des contradictions que m'a ſuſcitée l'affaire des Hoſpitalières , & que je n'aye regardé comme un grand malheur d'être obligé de la juger. Je n'ai pas ignoré non plus que ma ſeule reſſource étoit dans les ſoins que je me donnerois , pour vous engager à la terminer vous-même : parce que , ou ils auroient réuſſi ; & alors ce qui s'étoit préſenté d'abord comme un malheur , devenoit pour moi une circonſtance heureuſe : ou vous auriez perſiſté dans votre réſiſtance ; & l'éclat de mes procédés forçoit les perſonnes les plus prévenues à mieux recevoir mon Jugement. J'étois donc très-intéreſſé à vous faire cette invitation préalable : & ſi malgré cela , on perſiſte à croire que je n'ai pas fait ce qui dépendoit de moi pour en avoir la liberté , on devroit bien me paſſer au moins un défaut de lumières ou de courage , qui a moins porté ſur vos intérêts que ſur les miens.

Car enfin , M. quand j'aurois obtenu la permiſſion d'aller vous voir , avant que de rendre mon Ordonnance , quel grand avantage en auriez-vous retiré ? Je l'ai déjà dit ; la Procédure étoit complète ; vous ne pouviez rien y ajoûter de Légal & de Judiciaire ; rien par conſéquent qui m'autoriſât à juger autrement. Il eſt vrai que je vous aurois offert , & que vous auriez pu prendre le parti de vous réformer : mais il falloit
pour

pour cela, changer de sentimens : & étoit-il vrai - semblable que je fisse seul dans vos idées, une révolution que n'avoient pu opérer tant de moyens précédemment employés. Je veux cependant que de nouvelles réflexions vous eussent décidé à rendre vous-même la Justice qui m'étoit demandée : mais dans cette supposition, je n'ai donc rien fait que ce que vous auriez voulu faire ; je n'ai donc accordé aux Hospitalières, que ce qu'elles auroient obtenu de vous. Il ne s'agit donc plus que d'évaluer l'intérêt que vous aviez à être plutôt réformé par vous que par un autre. Or, en général, un Juge peut-il être bien sensible à cette différence ? Dans le cas particulier, étoit-il desirable pour vous, qu'après avoir montré d'abord tant de fermeté, vous parussiez ensuite avoir cédé à la crainte de voir rendre un Jugement contraire au vôtre ? Ce Jugement ne pouvant vous donner d'autre tort que celui de vous être trompé dans la forme, ne devoit-il pas vous paroître préférable à une rétractation qui vous auroit condamné pour la forme & pour le fond ? Et puisqu'en partant de vos propres principes, il y avoit moins d'inconvéniens à me laisser exercer mon ministère, qu'à revenir sur vos précédentes démarches ; pourquoi s'afflige-t-on si fort des obstacles qui m'ont empêché de vous en fournir les moyens ?

Je ne laissai cependant pas, M. de tenter la seule voie qui restoit pour parvenir au même but : c'étoit celle du recours à vos Grands-vicaires. Je m'adressai à deux successivement : mais ils me répondirent qu'ils n'avoient, ni connoissance de l'affaire, ni pouvoir pour s'en mêler. Toutes les voies de conciliation se trouvant fermées, réduit à remplir mes fonctions de Juge, je vis encore la personne que je crus vous être la plus attachée par les liens de l'amitié, comme par ceux du sang. Je lui fis confidence de ma situation, de mes démarches & de mes regrets. Je lui demandai si elle ne connoissoit pas quelqu'un qui eût plus particulièrement votre confiance, & avec qui au moins je pusse concerter la forme & les expressions de mon Jugement. Elle ne se trouva pas plus instruite que moi sur ce dernier article : mais elle me parut sensible à mes procédés, & m'assura qu'elle vous en feroit part.

Mes attentions se tournèrent alors du côté des tempéramens que je pouvois apporter à mon Ordonnance. Le seul article qui en

fût susceptible, étoit celui où je prononcerois sur votre Censure : & j'ai déjà solidement prouvé qu'elle avoit été traitée avec les plus grands ménagemens. Toutes les autres dispositions de mon Jugement étoient si clairement prescrites par la Loi, que j'aurois pu le rendre sans autre précaution. Cependant je ne crus pas devoir négliger celle de consulter plusieurs Evêques & Canonistes éclairés ; & elle me fournit l'occasion de donner une nouvelle preuve de mon éloignement pour tout ce qui pouvoit vous déplaire. L'un des Prélats dont je pris l'avis, & qui étoit aussi distingué par sa sagesse que par l'éminence de ses Dignités, me fit faire cette attention. Vous scavez, me dit-il, qu'il y a beaucoup de chaleur & de prévention dans les esprits ; que très-peu de personnes connoissent l'affaire dont il s'agit ; qu'un assez grand nombre y attachent une valeur qu'elle n'a pas : il est à craindre, que le préjugé, l'ignorance des faits, l'ardeur du zèle ne s'élèvent contre vous. Je croirois, ajouta-t-il, que le seul moyen de l'éviter, seroit de rendre votre Jugement public, & de l'accompagner d'un Mémoire qui mît la Cause dans son véritable jour. Cette idée ne me fut point nouvelle. J'en avois senti tous les avantages par rapport à moi ; mais je ne m'en étois pas moins déterminé à la rejeter. Je priai le Prélat consulté, d'entendre mes raisons. Il n'est point dans l'ordre, il n'est pas plus d'usage, lui dis-je, qu'un Juge fasse des apologies ou des manifestes ; parce qu'il est également contre l'un & contre l'autre, qu'on attaque ses Jugemens autrement que par la voie de l'Appel. Dans le cas particulier, je ne pourrois justifier ma conduite, sans blâmer celle d'un Confrère respectable ; & il auroit droit de s'en plaindre ; le Supérieur hiérarchique n'ayant pas, pour publier les fautes qu'on lui défère, le même titre que pour les réformer. J'avoue, lui ajoutai-je, qu'il sera tard pour me défendre, lorsque les coups seront portés & les impressions prises : mais j'aime encore mieux souffrir beaucoup de reproches injustes, que d'en recevoir un seul qui seroit mérité. Le Prélat qui étoit fait pour me donner des leçons de générosité & de sagesse, mais qui n'avoit pas eu le même tems que moi, de réfléchir aux inconvéniens de son idée, l'abandonna d'après mes observations ; & j'ose dire qu'elles ne lui parurent point celles d'un homme *sans justice & sans humanité*.

Tous les préalables étant remplis, toutes les précautions épuisées, il n'étoit pas possible de différer plus long-tems aux Hospitalières, la justice qu'elles demandoient. La seule chose que vous pouviez desirer, M. étoit que j'y joignisse des instructions propres à empêcher les Religieuses de s'en prévaloir. Je donnai au Commissaire chargé de l'exécution de mon Ordonnance, toutes celles qui me parurent convenables, & je les accompagnai de la Lettre qui suit.

Lettre de M. l'Évêque d'Autun, Nommé à l'Archevêché de Lyon, aux Religieuses Hospitalières du fauxbourg Saint-Marcel de Paris, du 8 avril 1758.

J'AI JUGÉ, Mes chères Sœurs, l'affaire que vous avez portée par voie de recours, à la Primatie de Lyon; & vous êtes autorisées par mon Ordonnance, à procéder incessamment à l'élection Canonique d'une Supérieure: mais je ne dois vous laisser ignorer, dans cette circonstance, ni mes sentimens, ni vos devoirs. Il en a beaucoup coûté à mon cœur pour accorder ce qui avoit été refusé par un Prélat, que je ne respecte pas moins pour ses vertus, que pour l'éminence de son Siège. La qualité de Juge & la force des Régles ont pu seules m'y obliger. De votre côté, vous avez dû regarder comme un grand malheur, la nécessité de vous pourvoir contre le Jugement de votre Supérieur immédiat; & jusqu'à la Justice que vous avez obtenue, tout doit vous engager à respecter sa personne, son autorité, & à redoubler d'empressement pour recouvrer ses bonnes grâces. J'ai commis, pour présider à vos élections, M. le Curé de S. Benoît, comme un des Ecclésiastiques de la ville de Paris les plus sages, les plus vertueux & les plus expérimentés dans le gouvernement des Communautés Religieuses. Il est chargé de suppléer de vive voix à tout ce que je ne puis vous dire par une simple Lettre. Écoutez ses conseils dans cet esprit d'obéissance & d'humilité qui convient si fort à des personnes de votre état: & que la circonstance particulière où vous vous trouvez, vous fasse enchérir, s'il est possible, sur tout ce qu'il vous inspirera de soumission pour vos Supérieurs, pour M. l'Archevêque de Paris en particulier, & d'attention pour mettre à votre tête la personne la plus capable de vous bien conduire. Je suis, &c. Signé ANT. Év. d'Autun, N. à l'Archevêché de Lyon.

Après cela, M. j'aurois pu me contenter de vous écrire une Lettre de politesse sur le Jugement que je venois de rendre. Mais ce qui auroit suffi aux bienféances, n'auroit ni rempli mes intentions, ni satisfait mes sentimens. J'avois à cœur que cette malheureuse affaire ne me fit rien perdre de votre amitié. Je crus devoir vous rendre compte de ma conduite. Je vous envoyai pour cet effet mon Ordonnance dès le moment qu'elle fut signée. J'y joignis un précis des raisons qui lui avoient servi de fondement, avec une copie de la Lettre que j'avois adressée aux Hospitalières. J'eus l'honneur de vous écrire à vous-même dans les termes suivans.

Lettre de M. l'Évêque d'Autun Nommé à l'Archevêché de Lyon, à M. l'Archevêque de Paris, du 8 Avril 1758.

M.

M. LE CARDINAL DE TENCIN, en qualité de Primat, étoit sur le point de juger l'affaire des Hospitalières du fauxbourg S. Marcel de Paris, lorsque la mort l'a enlevé aux besoins de son Église. A son défaut, ces Religieuses se sont adressées à moi comme Administrateur de l'Archevêché & de la Primatie de Lyon, pendant la vacance du Siège; & je me suis trouvé saisi, sans pouvoir l'éviter, d'une Cause que j'aurois voulu, au prix de ce que j'ai de plus cher, pouvoir faire passer dans des mains plus expérimentées & plus habiles.

Le Roi & son Ministère sçavent du moins que j'ai désiré vivement de vous donner, dans cette circonstance, les plus grandes marques de déférence & de respect; & que mon intention étoit de suspendre tout Jugement, jusqu'à ce que toutes les voies de conciliation fussent épuisées. Oui, M. j'ai commencé par faire parvenir au Roi, toutes les raisons qui pouvoient l'engager à vous rappeler ici: & dans les démarches que j'ai faites pour votre retour, je n'ai écouté que la bonté du Roi, que mon attachement pour vous: j'ai oublié le sentiment de ma propre foiblesse. Au défaut de ce premier succès, j'ai sollicité la permission de vous aller trouver moi-même en Périgord; & finalement celle de vous engager par écrit, à réformer ce que je croyois voir de défectueux dans votre ouvrage.

Vous connoissez le cœur du Roi, M. il auroit été disposé à m'accorder ce que je demandois: mais Sa Majesté y a trouvé en même tems

des obstacles que je n'ai pu vaincre & que j'ai dû respecter : en sorte que je me suis trouvé réduit aux seules fonctions de Juge , dans une occasion où j'aurois tout donné pour ne faire que l'office de suppliant & de Confrère.

Forcé de renoncer à tous les expédiens que m'avoit suggéré mon respect pour vous , je ne pouvois plus décliner la connoissance d'une affaire dont ma Place me rendoit le Juge nécessaire & naturel. Il ne me restoit qu'à l'examiner avec le plus grand soin & la plus scrupuleuse attention ; qu'à en conférer avec des Prélats , des Théologiens & des Jurisconsultes éclairés. J'ai porté toutes ces précautions au delà des bornes ordinaires : & si je me suis trompé dans mon Jugement , je peux vous répondre du moins que ce n'est , ni faute de pureté dans les intentions , ni excès de confiance dans mes lumières.

J'ai l'honneur de vous envoyer , M. mon Ordonnance , avec un Mémoire qui m'a été fourni , à l'appui de la Requête des Religieuses. Je vous demande en grace de les lire avec ce desintéressement qui caractérise un cœur généreux , & qui est si naturel à une ame comme la vôtre. Si les raisons sur lesquelles mon Jugement est appuyé ne vous persuadent pas qu'il est conforme aux Règles , j'espère du moins que la différence de nos sentimens ne me fera rien perdre de vos bontés. Pour moi , je n'en serai que plus attentif à vous marquer , en toutes occasions , le respect & l'attachement très-sincères avec lesquels je suis , &c. Signé ANT. Év. d'Autun , N. à l'Archevêché de Lyon.

Je ne me plaindrai point , M. que des avances aussi marquées ne vous aient paru mériter aucune réponse : mais du moins ne devoient-elles pas devenir entre vos mains des armes contre moi. Vous ne pouviez connoître par aucune autre voie les Pièces que je vous avois envoyées : vous ne les teniez que de mon respect & de ma confiance : c'étoit dans votre sein que je les avois déposées : comment donc , sans avoir daigné m'apprendre que vous les aviez reçues , vous êtes-vous cru autorisé à en faire l'objet de votre critique , & le fondement des plaintes que vous avez portées contre moi à l'Assemblée du Clergé ? Permettez moi de vous représenter que votre zèle pouvoit au moins garder l'ordre de la correction fraternelle , puisqu'il ne se croyoit point assujetti aux Loix du dépôt. Vous aviez trouvé mon Jugement irrégulier , injuste , perni-

cieux à la Religion ; les raisons sur lesquelles je l'avois appuyé, insuffisantes, frivoles, plus capables d'aggraver mes torts, que de me justifier : mais vous n'aviez du moins aucune preuve de mon opiniâtreté dans mes erreurs. Les dispositions que je vous avois témoignées par ma Lettre, n'étoient point celles d'un homme intraitable, ni d'un errant desespéré. Hé ! la charité ne demandoit-elle pas, qu'avant de me déférer à l'Église assemblée, vous essayassiez de m'éclairer & de me reprendre ? Ce préalable Évangélique n'étoit-il pas d'un précepte plus rigoureux, à raison de mes qualités de Confère, de Supérieur hiérarchique, & de mes procédés ? Ou vous auriez réussi à me persuader que j'avois fait une faute ; & je n'aurois eu besoin que d'un amour propre bien entendu, pour être le premier à la reconnoître & à la publier : ou vos instructions m'auroient laissé dans mes premières idées ; & vous aviez tout le tems de recourir à l'Assemblée, puisqu'il s'est écoulé plus de six mois depuis le jour où vous avez reçu mon Ordonnance, jusqu'à celui où votre Mémoire lui a été présenté. Vous m'y accusez, M. d'avoir protégé la révolte contre l'Église, étayé le Jansénisme, compromis les fondemens de la Religion, préparé un triomphe à ses ennemis, étonné & avili l'Épiscopat, méprisé les Censures de l'Église, scandalisé tout ce qu'il y a de Catholiques, violé à votre égard les Loix de l'humanité, de la charité & de la justice : & moi, je l'avoue, en rapprochant toutes ces imputations, de la manière dont vous m'avez traité dans la pratique, & qui malheureusement n'a été que trop contagieuse, j'ai été mille fois tenté de me regarder comme un Évêque avec lequel vous ne vouliez plus communiquer.

Bref du Pape Benoît XIV, au sujet de mon Jugement.

J'ai eu la consolation, M. d'éprouver des traitemens bien différens de la part de notre Père & de notre Supérieur commun. C'étoit le Pape Benoît XIV qui occupoit encore la Chaire de S. Pierre, dans laquelle il a été si dignement remplacé depuis. Mon respect pour le S. Siège, ma vénération particulière pour ce sage & sçavant Pontife, m'engagèrent à l'informer du Jugement que je venois de rendre dans l'affaire des Hospitalières, & des raisons sur lesquelles je m'étois fondé. Je lui adressai pour cet effet, les mêmes Pièces que je vous avois envoyées à vous-même : voici le Bref que je reçus en réponse de Sa Sainteté.

Bref de N. S. P. le Pape BENOIT XIV.

*Venerabili Fratri Episcopo
Æduensi.*

*BENEDICTUS PP. XIV.
Venerabilis Frater , Salutem
& Apostolicam Benedictionem.*

*Litteras à te VI. idus apri-
lis datas Nobis Galliarum
apud Sanctam hanc Sedem
Orator reddidit, unà cum Sche-
dis Monumentisque simul ad-
nexis , quæ prius legi debent ac
ponderari pro expedita illius
negotii absolutione , de quo in
ipsis Litteris agitur. Id & à
nobis quàm fieri poterit accu-
ratissimè perficietur , & ab iis
pariter præstabitur quorum con-
siliium in nota Encyclica Epif-
tola olim requisivimus. Interea
tibi debitam , meritamque refe-
rimus gratiam pro singulari be-
nignitate, quâ & Sanctam hanc
Sedem & nos , licet immeren-
tes , humanissimis verbis in tua
Epistola es prosecutus. Nos
equidem Gallorum Nationem ,
& paterno amore multùm dili-
gimus & plurimi facimus :
adeoque non modò libenter quid-
quid opus erit laboris suscipie-
mus ; verùm etiam precibus
enixis Deum implorabimus ,
ut nos supernæ lucis afflatu
moveat ad tale dandum respon-*

A Notre Vénérable Frère l'Évê-
que d'Autun.

BENOIT XIV. A Notre Vénéra-
ble Frère , Salut & Bénédiction
Apostolique.

L'Ambassadeur de France auprès
du Saint Siège Nous a remis votre
Lettre en date du 8 avril avec les
Papiers qui y étoient joints. Il sera
nécessaire de lire & d'examiner tou-
tes ces Pièces, pour terminer l'affaire
dont il y est question. C'est ce que
nous ferons avec tout le soin pos-
sible , & ce que feront de même
ceux de qui nous avons pris con-
seil, pour donner la Lettre Encycli-
que que vous connoissez. En atten-
dant, nous vous rendons les justes
actions de grâces qui sont dues à
l'attachement & à l'affection singu-
lière que vous témoignez d'une ma-
nière si obligeante, soit à l'égard du
Saint Siège, soit envers nous, quel-
que indignes que nous soyons de ces
sentimens. De notre côté nous som-
mes remplis d'estime & d'une ten-
dresse vraiment paternelle pour la
Nation Française: aussi ne devez-
vous pas douter que non seulement
nous ne nous livrions volontiers à
tout le travail qui sera nécessaire ;
mais encore que nous n'adressions
à Dieu d'ardentes prières, afin qu'il
nous inspire une réponse propre à

établir la tranquillité dans tout le Royaume. Il nous reste à vous féliciter de tout notre cœur, du choix que le Roi très - Chrétien a fait de votre personne, pour gouverner la grande & célèbre Église de Lyon. Car à qui la Dignité Primatiale pouvoit-elle mieux convenir qu'à vous, qui réunissez toutes les qualités naturelles & toutes les vertus nécessaires pour en remplir dignement les devoirs? Nous finissons, Notre Vénérable Frère, en vous assurant de toute notre bienveillance, & en vous donnant avec tendresse notre Bénédiction Apostolique.

DONNÉ à Rome, à Sainte-Marie Majeure, le 21 avril 1758, la dix - huitième année de notre Pontificat.

Vous me demanderez peut-être, M. quel avantage je prétends retirer de cette Pièce, & pourquoi elle trouve place ici? À Dieu ne plaise que ce soit pour publier avec ostentation les choses flateuses dont il a échappé à la bonté du Souverain Pontife de m'honorer. Je déclare au contraire, à la face de l'Église, que je ne les ai point méritées, que je m'en crois très-indigne; & qu'au défaut du sentiment de mon indignité, l'amour propre seul m'auroit plutôt engagé à les cacher qu'à les répandre; parce que les éloges qu'on rapporte de soi-même en font toujours dire plus de mal qu'on n'a voulu en persuader de bien.

Je ne prétends pas non plus faire servir le Bref de Benoît XIV, à prouver que j'ai eu raison de juger comme j'ai fait. Si les Parties n'avoient pas été contentes de mon Ordonnance, elles avoient encore la voie du recours au Pape. Sa sagesse ne lui permettoit donc pas de s'expliquer prématurément sur une affaire dont il pouvoit être Juge. Je n'avois eu garde de le lui demander moi-même: tout mon objet avoit été de porter aux pieds de Sa Sainteté, mon

sum, quale utile totius Regni tranquillitati futurum sit. Jam verò gratulamur tibi etiam atque etiam de amplissima Lugdunensi Ecclesia curæ tuæ à Christianissimo Rege demandata. Primatialis enim Dignitas in nullo altero melius collocari poterat, quàm in te uno, cui nulla desunt aut naturæ aut virtutum ornamenta ad hanc Dignitatem cum laude sustinendam. Tuam demum Fraternitatem summâ benevolentia complēctentes Apostolicā Benedictionē peramanter impertimus.

DATUM Romæ, apud Sanctam Mariam Majorem, die 21. aprilis 1758, Pontificatûs nostri decimo - octavo.

respect, ma soumission, ma confiance; & je n'en pouvois attendre rien de plus favorable que des marques de bonté.

Mais qu'ai-je donc voulu conclure de ce Bref? deux choses, M. L'une, que les principes & les intentions du Souverain Pontife étoient bien pacifiques, puisqu'à l'occasion d'une affaire particulière dans laquelle il croyoit avoir à s'expliquer, il promettoit *une réponse qui auroit rendu la tranquillité à tout le Royaume*. L'autre, que Sa Sainteté au moins n'avoit pas pris de mon Jugement les sinistres idées que vous avez voulu en donner. En effet, si elle avoit soupçonné qu'il pût être, *un scandale pour les Catholiques, un triomphe pour les ennemis de l'Eglise*, m'auroit-elle comblé des témoignages de son estime & de sa bienveillance? On m'objectera peut-être que quand le Pape m'honora de son Bref, il ne connoissoit pas encore l'état de la Cause: mais à qui persuadera-t-on qu'une affaire qui duroit depuis deux ans, qui avoit fait tant d'éclat, fût inconnue au Chef de l'Eglise? Seroit-il possible que son Nonce ne l'en eût pas instruit; que notre Cour lui en eût fait mystère; qu'il n'eût pas daigné jeter les yeux sur le compte que je lui en avois rendu? S'il ignore quelque chose sur cette matière, ce ne fut certainement pas ce qui se disoit à mon désavantage; puisqu'à peine mon Ordonnance étoit rendue, qu'on travailla à indisposer la Cour de Rome contre moi. Lors donc qu'au milieu de ce déchaînement, je reçois d'un Pape plein de science & de sagesse, des éloges que je n'avois mérités dans aucune autre circonstance, je pourrois sans doute les envisager comme une consolation & un dédommagement accordés à la justice de ma Cause. Mais si ce n'est là qu'une chose vrai-semblable, il y en a au moins une autre démontrée, la seule que je me sois proposé de conclure du Bref de Benoît XIV; c'est que ce grand Pape étoit très-éloigné, M. de penser comme vous sur mon Jugement. Je reprends en peu de mots tout ce que j'ai dit jusques à présent pour mon apologie.

L'Eglise de Lyon est une Eglise Primatiale; celle de Paris lui est soumise: l'Evêque d'Autun est Administrateur de la Primatie pendant la vacance du Siège; l'affaire des Hospitalières étoit de nature à être portée à ce Tribunal. J'ai pu, j'ai dû la juger: je l'ai jugée suivant les Régles. Quand même je me serois trompé dans mon Jugement, je ne vous aurois fait aucun tort; vous seriez encore, par défaut d'intérêt & de qualité, non-recevable pour vous pourvoir. Mes procédés par rapport à

RÉCAPITULATION.

vous, ont été pleins d'honnêteté & de respect. Je suis si persuadé que mon Ordonnance & ma conduite sont irrépréhensibles dans tous les points, qu'après plus de quinze mois de dégoûts, d'amertumes & de réflexions, je ne desirerois pas y faire le plus léger changement. Que puis-je donc ajouter à l'appui de toutes ces vérités? Une seule chose, M. c'est qu'elles doivent être aussi consolantes pour vous & pour tous ceux qui aiment sincèrement la Religion, qu'elles sont certaines & incontestables.

L'Église intéressée
à ma justification.

Rappelons, en finissant, les objets à leur véritable point de vue : ne les jugeons que par le seul intérêt de l'Épiscopat & de l'Église. Je suis d'un avis différent du vôtre, sur le Jugement que j'ai rendu dans l'affaire des Hospitalières : si j'ai raison, la seule conséquence qu'on en puisse tirer, c'est qu'avec de bonnes intentions, vous vous êtes trompé dans votre manière de procéder ; vous avez péché contre les formes. Il n'en est pas de même, M. si vous ne m'avez fait que de justes reproches : *les fondemens de la Religion sont compromis, l'Épiscopat est avili, l'autorité de l'Église attaquée, ses enfans scandalisés, ses ennemis triomphans* : c'est moi qui suis l'auteur de tous ces maux : un abus aussi monstrueux & aussi éclatant de l'autorité, exige que j'y renonce. Or, je le demande ; dans cette concurrence de prétentions, ne seroit-ce pas un bien pour la Religion, que les vôtres fussent trouvées sans fondement, & que la justice des miennes fût reconnue ? l'ordre de la charité, l'honneur de l'Épiscopat ne doivent-ils pas le faire desirer à tous ceux qui aiment l'Église, & à vous-même ? Le zèle s'est mépris dans l'obscurité ; il s'est alarmé mal à propos : mais aujourd'hui que la lumière se répand, laissera-t-il subsister un scandale qu'il a seul créé ? Continuera-t-il à vouloir flétrir mon ministère pour vous épargner une faute qui n'intéresse pas l'Église, & qui ne touche à aucune de vos vertus ? il n'y a qu'une évidence irrésistible qui pût autoriser un pareil parti : & après tout ce que j'ai dit pour ma justification, j'ajoute qu'il seroit aussi opposé à la justice & à la vérité, qu'au bien de la Religion, à l'union de l'Épiscopat, & à l'honneur du ministère. Ah ! M. puisse tant de considérations se réunissent pour vous parler en ma faveur, ne leur refusez pas un aveu qui ne peut être que glorieux pour vous, & dont je ne me prévaudrai jamais que pour vous respecter davantage.

JE SUIS avec le plus sincère respect, M. &c.

TABLE DES MATIÈRES.

MOTIFS & nécessité de publier cet Ouvrage. Avertissement
& Page 3

DIVISION. I. L'Ordonnance de M. l'Archevêque de Lyon au sujet des Hospitalières du fauxbourg Saint-Marcel de Paris, est irrépréhensible dans tous ses points; & quand même il se feroit trompé dans son Jugement, M. l'Archevêque de Paris seroit non-recevable pour l'attaquer. II. Les procédés de M. l'Archevêque de Lyon à l'égard de M. l'Archevêque de Paris ont été aussi honnêtes & aussi respectueux, que sa conduite Légale a été régulière. 6

PREMIÈRE PARTIE.

IRRÉGULARITÉ des plaintes contre l'Ordonnance de M. l'Archevêque de Lyon. ibid.

FAIT. 7

SOUVDIVISION. M. L'ARCHEVÊQUE de Lyon a pu juger: a dû juger: a bien jugé. 13

§. I.

M. L'ARCHEVÊQUE de Lyon a pu juger: 1° parce que l'Eglise de Lyon a une Jurisdiction Primatiale sur celle de Paris: 2° parce que l'Evêque d'Autun a droit d'exercer cette Jurisdiction pendant la vacance du Siège de Lyon: 3° parce que l'affaire des Hospitalières étoit de nature à être portée à la Primatie. ibid.

ARTICLE I. Primatie de l'Eglise de Lyon sur la Métropole de Paris. 14

Idée générale des Titres sur lesquels est fondée la Primatie de Lyon. ibid.

Autorités & Jugemens en faveur de la Primatie de Lyon. 17

Le Siège de Paris érigé en Archevêché, à la charge de relever toujours de la Primatie de Lyon. 20

La Primatie de Lyon n'est point opposée aux Canons, au Droit commun, & à la liberté des Eglises. 22

Preuves sommaires qu'elle est antérieure au siècle de Grégoire VII. 26

Quand elle auroit été érigée par ce Pape, elle n'en seroit pas moins respectable. 27

Sentimens des Auteurs sur cette matière. ibid.

La Primatie de Lyon faussement représentée comme onéreuse aux Sujets du Roi, & contraire à la dignité de sa Couronne. 29

La Cause de M. l'Archevêque de Paris n'est pas la même que celle de feu M. Colbert Archevêque de Rouen. 31

La Primatie de Lyon n'est pas un privilège odieux , & qui ne doit être exercé qu'avec beaucoup de réserve. 33

ARTICLE II. *Droit des Evêques d'Autun pendant la vacance du Siège de Lyon.* 35

Acquiescement constant & immémorial du Chapitre de Lyon. 37

Origine du privilège des Evêques d'Autun. 38

Confirmation de ce privilège par différens Papes & par nos Rois. 39

Possession prouvée depuis le XII. siècle. ibid.

Jugemens & Arrêts en faveur de ce privilège. 45

Réfutation de quelques objections. 46

ARTICLE III. *L'affaire des Hospitalières étoit de nature à être portée au Tribunal de la Primatie.* 55

La dévolution qui se fait du Prélat inférieur au supérieur, s'étend au For gracieux comme au contentieux. 57

Il y a lieu à la dévolution toutes les fois qu'il y a refus d'une chose juste & nécessaire. 59

La dévolution se fait du Métropolitain au Primat, comme du Suffragant au Métropolitain. 60

Il n'est pas libre de se pourvoir à un Tribunal supérieur, omisso medio. 61

Les Hospitalières, en réclamant le droit d'élire leur Supérieure, n'ont réclamé qu'une chose due & nécessaire. 63

Exemple d'une Cause absolument pareille. 64

§. II.

M. L'ARCHEVÊQUE de Lyon a dû juger. 68

Un Juge ne peut se dispenser de rendre la Justice quand il en est requis. ibid.

Cette obligation est commune à tous les Juges. ibid.

Elle est plus spéciale à l'égard des Tribunaux Ecclésiastiques. 69

Dangers & inconvéniens pour l'Eglise, du refus que M. l'Archevêque de Lyon auroit fait de juger. 70

Ce refus auroit compromis M. l'Archevêque de Lyon, sans aucune utilité. 71

Observation des Règles, moyen de rétablir la Jurisdiction Ecclésiastique dans tous ses droits. 72

Réponse au reproche fait à M. l'Archevêque de Lyon, de n'avoir pas eu pour M. l'Archevêque de Paris, les ménagemens dûs à sa situation. ibid.

§. III.

LE JUGEMENT que M. l'Archevêque de Lyon a rendu dans l'affaire des Hospitalières, est conforme aux Règles. 74

Tout refus d'une chose juste, fait sans cause, ou sans raison suffisantes, doit être réformé. 75

Cette Règle dirigea l'Ordonnance de M. l'Archevêque de Rouen en 1725. ibid.

RÉFUTATION des Moyens de M. l'Archevêque de Paris, pour justifier sa conduite à l'égard des Hospitalières. 77

I. Moyen tiré de l'autorité du Supérieur, & de l'obéissance que doivent les Religieuses. ibid.

Réponse à ce I. Moyen. 78

II. Moyen tiré de ce principe, que toute Loi est sujette à modification. 81

Réponse au II. Moyen. ibid.

III. Moyen fondé sur ce que M. l'Archevêque de Paris n'a fait que différer les élections. 86

Réponse au III. Moyen. ibid.

IV. Moyen tiré d'une Lettre écrite par une Religieuse Hospitalière. 88

Réponse au IV. Moyen. 89

RÉFUTATION des Moyens contre l'Ordonnance de M. l'Archevêque de Lyon. 90

I. Moyen. M. l'Archevêque de Lyon a jugé avec précipitation: il auroit dû attendre d'être en possession de son nouveau Siège. 91

Réponse à ce I. Moyen. ibid.

II. Moyen. M. l'Archevêque de Lyon a jugé sans Enquête préalable, & sans connoissance de Cause. 93

Réponse au II. Moyen. 94

III. Moyen. Les Règles pour les Vifa ne sont pas applicables aux élections. 97

Réponse au III. Moyen. 98

IV. Moyen. La prudence ne permettoit point à M. l'Archevêque de Paris, de déclarer les raisons de son refus. 99

Réponse au IV. Moyen. ibid.

V. Moyen. Les Hospitalières étoient notoirement opposées à la Bulle Unigenitus. 102

Réponse au V. Moyen. 103

VI. Moyen tiré de l'Excommunication portée contre les Hospitalières. 108

Réponse au VI. Moyen. ibid.

La Censure portée contre les Hospitalières, n'a aucun rapport à la Bulle Unigenitus. 109

Effets de l'Excommunication. 110

Règles de l'Eglise dans l'usage de l'Excommunication. ibid.

<i>L'Excommunication portée par l'Ordonnance de M. l'Archevêque de Paris, du 3 septembre, est contraire à ces Régles.</i>	112
<i>Cette Ordonnance ne peut être justifiée par les vues secrettes de M. l'Archevêque de Paris.</i>	114
<i>Pour avoir été dirigée contre l'Arrêt du Parlement, elle n'en est pas plus régulière.</i>	115
<i>Régles de sagesse à suivre dans les conflits de Jurisdiction.</i>	ibid.
<i>Application de ces Régles à l'Ordonnance du 3 septembre.</i>	116
<i>Inconvéniens de l'usage des Censures dans les conflits de Jurisdiction.</i>	
<i>Sentiment de M. de Marca.</i>	117
<i>Accord des principes de M. de Marca avec les Régles de l'Eglise.</i>	120
<i>Il ne paroît pas dans la Procédure, que les Hospitalières aient commis aucune faute qui méritât l'Excommunication.</i>	ibid.
<i>La Censure du 3 septembre a été prématurée.</i>	123
<i>M. l'Archevêque de Paris paroît avoir reconnu lui-même l'irrégularité de cette Censure.</i>	124
<i>Quand elle auroit été régulière, elle n'auroit pas privé les Hospitalières du droit de procéder à leurs élections.</i>	ibid.
<i>M. l'Archevêque de Lyon a prononcé sur l'Ordonnance & la Censure du 3 septembre avec les plus grands ménagemens.</i>	125
<i>Inutilité & inconvéniens du recours de M. l'Archevêque de Paris à l'Assemblée du Clergé.</i>	126
<i>M. l'Archevêque de Paris n'a ni intérêt ni qualité pour se pourvoir contre le Jugement de M. l'Archevêque de Lyon.</i>	ibid.
<i>Gradation des Tribunaux établie uniquement en faveur des Parties, & nullement en faveur des Juges.</i>	127
<i>M. l'Archevêque de Lyon n'est pas plus obligé de défendre son Jugement, que M. l'Archevêque de Paris n'est autorisé à l'attaquer.</i>	130

SECONDE PARTIE.

<i>PLAINTES injustes contre les procédés de M. l'Archev. de Lyon.</i>	ibid.
<i>Les procédés n'influent point sur la régularité d'un Jugement.</i>	131
<i>Quels procédés conviennent dans l'exercice de la Justice ?</i>	ibid.
<i>Exposition des procédés de M. l'Archevêque de Lyon.</i>	132
<i>Lettre de M. l'Archevêque de Lyon aux Religieuses Hospitalières.</i>	137
<i>Lettre de M. l'Archevêque de Lyon à M. l'Archevêque de Paris.</i>	138
<i>Bref de N. S. P. le Pape Benoît XIV. à M. l'Archevêque de Lyon.</i>	141
<i>RÉCAPITULATION.</i>	143

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

*LETTRE du P. le Sueur à Madame de Saint-Pierre
Supérieure des Hospitalières.*

Le 24 mars 1756.

J'AI eu l'honneur, Madame, de voir hier M. l'Archevêque, qui juge à propos de remettre vos élections après toutes les Fêtes. J'ai pris médecine aujourd'hui; & je suis si accablé d'affaires, à raison de la Retraite pour l'Ordination, que je n'ai que le tems de vous renouveler les sentimens respectueux avec lesquels je ferai toujours, Madame, Votre très-humble & très-obéissant Serviteur. *Signé, LE SUEUR DE CHANTEMERLE.*

LETTRE de M. l'Archevêque de Paris, à la même Dame.

À Conflans, le 12 avril 1756.

MON intention n'a jamais été, Madame, d'exiger que vos élections se fassent d'une manière contraire à vos Constitutions: mais il me paroît nécessaire de les différer de quelque tems; & il n'y a rien dans vos Constitutions, qui s'oppose à ce délai. Je suis avec bien de la considération, Madame, Votre très-humble & très-obéissant Serviteur. *Signé, † CHR. ARCH. DE PARIS.*

AUTRE Lettre de M. l'Archevêque de Paris, à la même.

À Conflans, le 2 mai 1756.

LE DÉLAI de vos élections, Madame, ne peut porter aucun préjudice à votre Maison, puisque, suivant vos Constitutions, vous êtes toujours Supérieure, jusqu'à ce que, dans le Chapitre assemblé à l'Eglise, immédiatement avant l'élection, le Supérieur vous ait déchargée du gouvernement de la Communauté. Par une suite nécessaire, les Payeurs des Rentes ne peuvent faire difficulté de payer, sur vos quittances, ce qui est dû à la Maison. Mais s'il arrivoit (ce que je ne puis présumer,) que vos Quittances fussent mises au rebut, vous me feriez plaisir de m'en avertir; & je ne perdrois pas un moment à faire les démarches nécessaires, pour vous procurer votre paiement. Au surplus, vous pouvez compter que je ne perdrai point de vue l'affaire de vos élections, & que je la terminerai tout le plutôt qu'il sera possible. Je suis avec bien de la considération, Madame, Votre très-humble & très-obéissant Serviteur. *Signé, † CHR. ARCH. DE PARIS.*

*LETTRE de M. l'Archevêque de Paris, à Mesdames,
la Supérieure, & Religieuses Hospitalières.*

À Conflans, le 28 juin 1756.

JE NE PERDS point de vue vos élections, Mesdames; & je vous ferai sçavoir dans quelque tems, quand il conviendra de commencer les prières qui doivent les précéder. Je suis avec bien de la considération, Mesdames, Votre très-humble & très-obéissant Serviteur. *Signé, † CHR. ARCH. DE PARIS.*

*LETTRE du P. le Sueur à Madame la Supérieure
des Hospitalières.*

Paris, le 12 Juillet, 1756.

Madame,

J'AI communiqué ce matin à Monseigneur l'Archevêque, la Lettre que vous avez pris la peine de m'écrire, laquelle est souferite par le plus grand nombre des Religieuses de votre Maison. Sa Grandeur n'en a point été contente: & sur ce qu'elle m'a dit, je me suis décidé à lui remettre ma Commission. Je ne cesserai, Madame, de m'intéresser à la tranquillité de votre Maison: elle lui étoit assurée à jamais pour peu qu'on m'eût secondé. J'ai l'honneur d'être avec beaucoup de respect, Madame, Votre très-humble & très-obéissant Serviteur. *Signé, LE SUEUR DE CHANTEMERLE.*

Mes honneurs S. V. P. à toutes vos Dames. Je ne les oublie point devant le Seigneur: j'ai mille raisons qui m'y engagent.

*RÉQUISITION des Religieuses Hospitalières,
à M. l'Archevêque de Paris.*

Du 26 Juillet 1756.

L'AN mil sept cent cinquante-six, le 26 Juillet, au Mandement des Dames Supérieure & Religieuses Hospitalières de la Miséricorde de Jésus, établies rue Mouffetard, les Notaires à Paris souffignés se sont transportés au grand Parloir dudit Monastère où lesdites Dames ont accoutumé de s'assembler pour délibérer de leurs affaires: où se sont rendues Dames Catherine-Angélique de S. Pierre Supérieure, Marianne de S^{te} Thérèse Assistante, Marie-Marguerite de S. Benoît Discrette, Marie-Anne du S. Sacrement, Jeanne-Marie-Chrétienne de S^{te} Félicité Maîtresse des Novices, Marie-Anne de S. Jérôme Hospitalière, Marie-Joseph de S^{te} Mélanie, Angélique de S. Étienne, François de S^{te} Élisabeth, Marie-Magdelaine de S^{te} Geneviève, Charlotte-Ursule de S. Ambroise, Marie-Anne de S^{te} Magdelaine, Marie-Jeanne de S. Louis, Anne-Louise de S. Chrysostôme, Marie-Catherine de S^{te} Marie, Marie-Claude de S^{te} Victoire,

Marie-Claude de S^{te} Eugénie, Angélique de S. Charles, Angélique de S. Julien, François-Silvie de S^{te} Julie, Marie-Joseph de l'Enfant-Jésus, Magdelaine de S^{te} Euphrasie, & Victoire - Constance de S^{te} Agathe ; toutes Religieuses Professes dudit Monastère.

LESQUELLES ont dit que, aux termes de leurs Constitutions, la Supérieure doit être élue tous les trois ans ; & les autres Officières, Sçavoir, l'Assistante, la Maîtresse des Novices, l'Hospitalière, & la Démentaire, doivent être élues tous les ans. Que la Dame de S. Pierre a été élue Supérieure le 11 avril 1750, ainsi que les Officières susnommées. Qu'en l'année 1752, ladite Dame Supérieure écrivit à M. l'Abbé de la Chasse alors Supérieur, pour lui demander l'élection des Officières, dont l'office ne doit durer qu'un an ; ce qui leur fut refusé alors, & qu'elles n'ont pu obtenir depuis. Que le triennal de la Supériorité de ladite Dame de S. Pierre devant expirer au mois d'avril 1753, elles en donnèrent avis, suivant leurs Constitutions, plusieurs jours avant, audit Sieur Abbé de la Chasse, & lui firent les instances les plus multipliées, d'indiquer le jour auquel il voudroit présider à l'élection d'une nouvelle Supérieure, & des Officières de la Maison. Qu'après plusieurs remises, d'une solemnité à l'autre, il leur annonça que Monseigneur l'Archevêque prolongeoit le tems de l'élection, & que la Supérieure & les Officières resteroient jusqu'à nouvel ordre. Que, comme leurs Constitutions permettent de continuer, pendant un second triennal, la Supérieure, elles ont attendu respectueusement, jusqu'au mois de mars dernier, les nouveaux ordres de Monseigneur l'Archevêque : mais que voyant approcher la fin du second triennal elles en donnèrent avis au R. P. le Sueur Supérieur de la Maison de l'Oratoire de S. Magloire, que Monseigneur l'Archevêque leur avoit nommé pour Supérieur, au lieu de M. l'Abbé de la Chasse, qui dans l'intervalle avoit remis sa Commission ; & supplièrent ledit R. P. le Sueur, d'indiquer le jour desdites élections, afin de de faire précéder les prières, qui, aux termes de leurs Constitutions, doivent être faites pendant huit jours avant ladite élection.

QUE lesdites Dames Religieuses, voyant que toutes leurs instances ne produisoient aucun effet, la Communauté fut assemblée le 30 mars dernier, au son de la cloche ; & après les prières accoutumées, Révérende Mère Supérieure proposa d'écrire à Monseigneur l'Archevêque, pour lui demander très-humblement les élections : & ce fut le vœu de toute la Communauté, à l'exception de cinq Religieuses, qui refusèrent de signer cette Lettre, quoiqu'elles y fussent invitées par une Lettre du P. le Sueur Supérieur, qui mandoit qu'il étoit à propos que toute la Communauté demandât l'élection. Toutes les autres Religieuses prirent donc la liberté d'en écrire à Monseigneur l'Archevêque ; & de lui représenter que aux termes de leurs Constitutions, la Supérieure ne pouvoit être continuée plus d'un second triennal ; que le second triennal de la Supérieure actuelle expiroit au 11 avril 1756 ; & la nécessité de procéder auxdites élections.

QU'ELLES ont réitéré leurs très-humbles supplications par différentes Lettres, qu'elles ont eu l'honneur de lui adresser ; notamment les 26 & 29 juin dernier, & 23 juillet présent mois ; & qu'elles n'ont encore pu obtenir la permission qu'elles demandoient. Que voyant d'autant moins lieu de l'obtenir, que ledit R. P. le Sueur leur a mandé qu'il avoit remis à Mondit Seigneur l'Archevêque sa Commission de Supérieur, par sa Lettre du 12 juillet présent mois,

duement contrôlée, & demeurée jointe à la Minute des Présentes, signée & paraphée desdites Dames Supérieure & Discrète, en présence desdits Notaires soussignés.

DANS ces circonstances, le préjudice que ce délai cause à leur Monastère, qui se trouve dans une espèce d'anarchie; & l'épuisement des forces des Officières, qui sont depuis six ans dans leurs Offices, contre la teneur expresse desdites Constitutions, les obligent de requérir les Notaires soussignés, de se transporter pardevant Mondit Seigneur l'Archevêque, au château de Conflans, pour supplier très-humblement Sa Grandeur, de commettre un Ecclésiastique docte & vertueux, pour présider, au défaut & sur le refus dudit P. le Sueur, à l'élection d'une Supérieure, au lieu de ladite Dame de S. Pierre, dont le second triennal est expiré ledit jour 11 avril dernier; & des autres Officières de la Maison, dont l'élection a coutume d'être faite en même tems que celle de la Supérieure; & d'indiquer le jour desdites élections, & des prières, qui suivant leurs Constitutions, doivent précéder, pendant huit jours lesdites élections: & représenter à Sa Grandeur, combien il seroit affligeant pour elles, que le vœu qu'elles ont fait d'observer leurs Constitutions, les mît dans la nécessité de se pourvoir, pour obtenir une chose qu'elles desireroient ardemment de ne tenir que de Sa Grandeur; pour laquelle elles conserveront toujours tout le respect, la soumission, & l'obéissance qu'elles lui doivent.

DONT lesdites Dames ont requis Acte: à elles octroyé, à Paris au grand Parloir dudit Monastère, lesdits jour & an. Et ont signé la Minute des Présentes, demeurée à M^e de Langlard.

EN CONSÉQUENCE duquel Réquisitoire, Nous Louis Billeheu & François de Langlard, Conseillers du Roi, Notaires à Paris, Nous sommes, ledit jour 26 juillet 1756, transportés audit château de Conflans, où mondit Seigneur l'Archevêque est actuellement résident, & en parlant à mondit Seigneur:

Nous avons notifié à Sa Grandeur le Réquisitoire desdites Dames Supérieure & Religieuses Hospitalières de la Miséricorde de Jésus, établies rue Mouffetard, dont l'expédition est des autres parts: & avons, au nom desdites Dames, très-humblement supplié & requis Sa Grandeur, même très-respectueusement sommé & interpellé, de commettre un Ecclésiastique docte & vertueux, pour présider, au défaut & sur le refus dudit R. P. le Sueur, à l'élection d'une Supérieure, au lieu de ladite Dame de S. Pierre, dont le second triennal est expiré dès le 11 avril dernier; & des autres Officières dudit Monastère, dont l'élection a coutume de se faire en même tems que celle de la Supérieure; & d'indiquer le jour desdites élections & des prières qui doivent précéder, pendant huit jours, lesdites élections: déclarant que, faute de ce, lesdites Dames feront forcées de se pourvoir ainsi & pardevant qui elles jugeront à propos, pour obtenir ce qu'elles desireroient ardemment ne tenir que de Sa Grandeur; pour laquelle elles conserveront toujours tout le respect, la soumission & l'obéissance qu'elles lui doivent.

À QUOI Mondit Seigneur a dit qu'il est vrai que le Supérieur des Hospitalières du fauxbourg Saint-Marceau lui a remis ses pouvoirs: qu'il se réserve la Supériorité de ladite Maison, & qu'il compte en exercer par lui-même les fonctions, dont l'une des principales est de présider à l'élection de la Supérieure; laquelle élection, aux termes des Constitutions, ne peut être faite qu'en présence du

du Prélat, ou du Supérieur par lui commis : qu'au surplus la Sœur de S. Pierre est en droit de continuer toutes les fonctions de Supérieure, ainsi qu'il résulte des Lettres que Mondit Seigneur l'Archevêque lui a ci-devant écrites. Et a Mondit Seigneur déclaré qu'il n'étoit pas nécessaire qu'il signât, & qu'il n'étoit pas dans cet usage, de ce enquis.

ET AVONS laissé à Mondit Seigneur l'Archevêque, parlant comme dessus, copie, tant dudit Réquisitoire, que du présent Acte de Notification, &c.

ARRÊT DE LA COUR DE PARLEMENT,

QUI ordonne aux Religieuses Hospitalières de s'assembler capitulairement, pour choisir les plus capables d'exercer par provision les fonctions de Supérieure & autres Officières de la Maison.

Du 3 septembre 1756.

VU PAR LA COUR, toutes les Chambres assemblées, son Arrêt du 31 août 1756, par lequel il a été ordonné qu'à la Requête du Procureur-général du Roi, il seroit fait itérative Sommation à l'Archevêque de Paris, de satisfaire dans le jour à l'exécution de l'Arrêt du 27 dudit mois; ce faisant, attendu la nécessité urgente de pourvoir à l'état de la Maison des Hospitalières du fauxbourg Saint-Marcel, tant pour la manutention de ladite Communauté, que pour la conservation de l'Hôpital qui en fait partie, remplir par ledit Archevêque les fonctions de la Supériorité, en nommant, conformément aux Constitutions desdites Hospitalières, dans les 24 heures de la Sommation, un Ecclésiastique auxdites Religieuses; à l'effet d'être, pour l'absence dudit Archevêque, procédé en présence dudit Ecclésiastique, à l'élection d'une Supérieure & Officières nécessaires, conformément auxdites Constitutions: La Signification dudit Arrêt faite audit Archevêque, avec Sommation d'y satisfaire, du 1. septembre audit an: Conclusions du Procureur-général du Roi: Oui le Rapport de M. Denis-Louis Pasquier Conseiller: Tout considéré:

LA COUR reçoit le Procureur-général du Roi appelant comme d'abus du refus de l'Archevêque de Paris, résultant de ses Réponses des 28. août & 1. septembre 1756: Tient l'Appel pour bien relevé: Ordonne que sur icelui, sur lequel il sera permis au Procureur-général du Roi de faire intimier qui bon lui semblera, les Parties auront Audience au premier jour: & cependant Ordonne que dans demain, lesdites Religieuses Hospitalières de la Miséricorde de Jésus, du Couvent du fauxbourg Saint-Marcel, s'assembleront capitulairement en la manière accoutumée, en présence de M. François-Bénigne du Trouffet Conseiller-Clerc en la Cour, que la Cour commet à cet effet; pour par lesdites Religieuses présentes à l'Assemblée, choisir celles qu'elles jugeront les plus capables de faire les fonctions de Supérieure & autres Officières de la Maison: lesquelles Religieuses ainsi

choisies exerceront par provision lesdites fonctions jusqu'à ce que l'Archevêque de Paris ait rempli, pour ce qui concerne les élections, ce qu'exige de lui la qualité de Supérieur dudit Couvent, ou qu'en cas de refus persévérant de sa part, il y ait été par la Cour autrement pourvu. FAIT en Parlement, toutes les Chambres assemblées, le trois septembre 1756. Signé, PASQUIER & DE MEAUPEOU.

ET par Exploit du 3 septembre 1756, l'Arrêt ci-dessus a été signifié & notifié auxdites Religieuses Hospitalières, par Griveau Huissier au Parlement. Collation faite. Signé, YZABEAU.

ORDONNANCE DE M. L'ARCHEVÊQUE DE PARIS,

*PORTANT défense de procéder au choix & nomination d'une
Supérieure & des Officières du Couvent des Religieuses
Hospitalières.*

Du 3 septembre 1756.

CHRISTOPHE DE BEAUMONT, par la miséricorde Divine, & par la grace du Saint Siège Apostolique, Archevêque de Paris, Duc de Saint-Cloud, Pair de France, Commandeur de l'Ordre du Saint-Esprit, &c.

NOUS faisons très-expreses inhibitions & défenses aux Religieuses Hospitalières, du Couvent de la Miséricorde de Jésus, établi rue Mouffetard, fauxbourg Saint-Marcel à Paris, de procéder au choix & nomination d'une Supérieure & des Officières dudit Couvent de la Miséricorde de Jésus; ni de faire aucune élection à cet égard, sans avoir préalablement rempli les formalités portées par leurs Constitutions, & sans y avoir été autorisées par Nous: & ce, sous peine d'Excommunication encourue par le seul fait. DONNÉ à Conflans, le 3 septembre 1756. Signé, † CHR. ARCH. DE PARIS.

L'AN 1756, le 4 septembre, sept heures du matin, l'Ordonnance ci-dessus transcrite, a été par moi Michel-Guillaume Goulet, Huissier à verge au Châtelet de Paris & Appariteur en l'Officialité de Paris, chargé des ordres de Monseigneur l'Archevêque de Paris, y demeurant Rue Zacharie, Paroisse Saint-Séverin, soussigné, signifiée; & avec ces présentes laissée Copie de l'Ordonnance de l'autre part transcrite, aux Dames Religieuses Hospitalières du Couvent de la Miséricorde de Jésus, établies à Paris rue Mouffetard, fauxbourg Saint-Marcel, en leur Couvent, parlant à la Sœur Saint-Ambroise, Tourière; à ce que du contenu en ladite Ordonnance, elles n'ignorent, & aient à s'y conformer sous peines. Et leur ai, parlant comme dessus, laissée cette Copie. Signé, GOULET.

ARRÊT DE LA COUR DE PARLEMENT,

QUI ordonne l'exécution de celui du 3 septembre 1756, &c.

Du 4 septembre 1756.

VU PAR LA COUR, toutes les Chambres assemblées, la Requête présentée par le Procureur-général du Roi; contenant que, par Arrêt du 3 septembre 1756, la Cour, en recevant l'Appel comme d'abus par lui interjetté, du refus de l'Archevêque de Paris, résultant de ses réponses des 28 août & 1. septembre audit an; a ordonné, par provisions, que les Religieuses Hospitalières du fauxbourg Saint-Marcel, s'assembleroient capitulairement en présence de M. du Trouflet, Conseiller en la Cour, pour choisir celles d'entr'elles qu'elles jugeroient les plus capables de faire les fonctions de Supérieure & autres Officières de la Maison: lesquelles Religieuses ainsi choisies, exerceroient par provision lesdites fonctions, jusqu'à ce que l'Archevêque de Paris ait rempli, pour ce qui concerne les élections, ce qu'exige de lui la qualité de Supérieur dudit Couvent; ou qu'en cas de refus persévérant de sa part, il y ait été par la Cour autrement pourvu. Mais il vient d'être remis au Procureur-général du Roi une Ordonnance dudit Archevêque de Paris, en date du 3 dudit mois de septembre, signifiée auxdites Religieuses Hospitalières, par le ministère de Michel-Guillaume Goulet, Huissier à verge au Châtelet de Paris, & Appariteur en l'Officialité, se disant chargé des ordres dudit Archevêque; par laquelle ledit Archevêque fait des inhibitions & défenses expresses auxdites Religieuses Hospitalières, de procéder au choix & nomination d'une Supérieure & des Officières dudit Couvent, ni de faire aucune élection à cet égard, sans avoir préalablement rempli les formalités portées par leurs Constitutions, & sans y avoir été par lui autorisées: & ce, sous peine d'Excommunication encourue par le seul fait. Le Procureur-général du Roi se contentera, quant à présent, de se pourvoir par les voies de Droit, contre ladite Ordonnance, dont il se réserve de faire voir l'abus en tems & lieu: mais comme, aux termes de l'Arrêt dudit jour 3 septembre, il n'est pas question de procéder au choix & nomination d'une Supérieure & des Officières desdites Religieuses Hospitalières, ni de faire aucune élection, pour laquelle il soit préalablement nécessaire de remplir les formalités portées par lesdites Constitutions; mais seulement de pourvoir provisoirement à la desserte de ladite Maison & Hôpital; ce que la Cour (qui n'a eu d'autre objet, en prenant connoissance de cette affaire, que de maintenir l'exécution des Constitutions desdites Hospitalières,) n'a pu s'empêcher d'ordonner, attendu les motifs de nécessité urgente portés audit Arrêt, & le refus réitéré dudit Archevêque de procurer l'exécution desdites Constitutions, en remplissant, pour ce qui concerne les élections, ce qu'exige de lui la qualité qu'il s'est réservée, de Supérieur dudit Couvent & Hôpital. A CES CAUSES, requeroit le Procureur-général du Roi qu'il plût à la Cour, le recevoir appellant comme d'abus, en adhérant à celui déjà par lui interjetté & relevé par ledit Arrêt, du 3 septembre, de ladite Ordonnance dudit jour 3 septembre: ledit Appel tenu pour bien relevé, ordonner que sur icelui, sur lequel le Procureur-général du Roi pourra faire intimer ledit Archevêque de Paris, & autres que bon lui

semblera, les Parties auront Audience au premier jour : & cependant, ordonner que ledit Arrêt, du 3 septembre, sera exécuté selon sa forme & teneur ; se réservant ledit Procureur-général du Roi, de prendre, à raison de la Signification de ladite Ordonnance, telles conclusions qu'il appartiendra. Ladite Requête signée du Procureur-général du Roi. Oûi le rapport de M^e Denis-Louis Pasquier, Conseiller ; Tout considéré :

LA COUR reçoit le Procureur-général du Roi appellant comme d'abus, en adhérant à celui déjà par lui interjetté & relevé par Arrêt du 3 septembre 1756, de ladite Ordonnance du 3 dudit mois de septembre. Tient l'Appel pour bien relevé. Ordonne que sur icelui, sur lequel le Procureur-général du Roi pourra faire intimer ledit Archevêque de Paris, & autres que bon lui semblera ; les Parties auront Audience au premier jour. En conséquence, ordonne que ledit Arrêt du 3 septembre, sera exécuté selon sa forme & teneur. Et cependant Ordonne que Michel-Guillaume Goullet, Huissier à verge au Châtelet, & Appareteur en l'Officialité de Paris, sera ajourné à comparoir en personne pardevant le Conseiller-Rapporteur pour ce commis ; pour être ouï & interrogé sur les faits sur lesquels le Procureur-général du Roi voudra le faire interroger : pour ce fait, rapporté & communiqué au Procureur-général du Roi, être par lui requis, & par la Cour ordonné ce qu'il appartiendra. Ordonne en outre que le présent Arrêt sera notifié à l'instant aux Religieuses Hospitalières du fauxbourg Saint-Marcel, à ce qu'elles n'en ignorent. FAIT en Parlement, toutes les Chambres assemblées, le 4 septembre 1756. Signé, PASQUIER & DE MEAUPEOU.

ET par exploit du 4 septembre 1756, l'Arrêt ci-dessus a été signifié & notifié auxdites Religieuses Hospitalières, par Griveau Huissier au Parlement. Collation faite. Signé, YZABEAU.

MONITION DE M. L'ARCHEVÊQUE DE PARIS, AUX RELIGIEUSES HOSPITALIÈRES,

Par laquelle il leur est enjoint de se départir de l'élection provisoire qu'elles ont faite d'une Supérieure & autres Officières.

Du 26 octobre 1756.

CHRISTOPHE DE BEAUMONT, par la miséricorde divine, & par la grace du Saint Siège Apostolique, Archevêque de Paris, Duc de Saint-Cloud, Pair de France, Commandeur de l'Ordre du Saint-Esprit, &c.

AYANT été informés que les Religieuses Hospitalières du Monastère de la Miséricorde de Jésus, établies à Paris, rue Mouffetard, étoient sur le point de

procéder à l'élection d'une Supérieure & des autres Officières dudit Monastère, quoique nous leur eussions précédemment déclaré que nous nous étions réservé la Supériorité de leur Monastère, & que nous comptions en exercer par nous-mêmes les fonctions, dont l'une des principales étoit de présider à l'élection; nous leur fîmes, le 3 septembre de la présente année, très-expresses inhibitions & défenses de procéder au choix & nomination d'une Supérieure & des Officières dudit Couvent de la Miséricorde de Jésus, ni de faire aucune élection à cet égard, sans avoir préalablement rempli les formalités portées par leurs Constitutions, & sans y avoir été autorisées par nous; & ce, sous peine d'Excommunication encourue par le seul fait: lesquelles inhibitions & défenses leur furent signifiées, le 4 dudit mois, par Gouillet Huissier à verge au Châtelet de Paris, & Appariteur en notre Officialité.

CEPENDANT, au mépris de nos défenses, & le jour même de la Signification de notre Ordonnance, les Sœurs Marie-Ursule Houel dite Magdelaine de Jésus, Catherine-Angélique Gueux dite Louise de S. Pierre, Marguerite Delbot dite de S. Benoît, Marie-Anne Guyon dite du S. Sacrement, Marie-Anne Mesny dite de S^{te} Thérèse, Jeanne-Marie Chrétienne de S. Julien dite de S^{te} Félicité, Marie-Anne Cartéro dite de S. Jérôme, Marie Vitu dite de S^{te} Mélanie, Marie Fortin dite de S^{te} Élisabeth, Angélique Simonneau dite de S. Étienne, Marie-Magdelaine Huot dite de S^{te} Geneviève, Charlotte-Ursule Piot dite de S. Ambroise, Marie-Anne-Adélaïde Lauriot de la Bertinière dite Alexis de S^{te} Magdelaine, M. S. Amable Biette de Boignorelle, Angélique Ju dite de S. Charles, Anne-Louise Franquet dite de S. Jean-Chrysostôme, Marie-Catherine Outardelle dite de S^{te} Marie, Marie-Claude de S^{te} Victoire, Marie-Claude dite de S^{te} Eugénie, Nicole-Angélique Sérard dite de S. Julien, Marie Biette de Boignorelle dite de S^{te} Julie, Marie-Joseph Fillaffier dite de l'Enfant-Jésus, Élisabeth Riquier dite de S^{te} Euphrasie, & Geneviève - Constance Martin dite de S^{te} Agathe, toutes Religieuses Professes dudit Monastère, n'ont pas craint de procéder à l'élection provisoire d'une Supérieure & des autres Officières dudit Monastère; & ont choisi la Sœur Jeanne - Marie Chrétienne de S. Julien dite de S^{te} Félicité, pour faire par provision les fonctions de Supérieure; la Sœur Marguerite d'Elbot dite de S. Benoît, pour faire celles d'Assistante; la Sœur Marie - Anne Guyon, dite du S. Sacrement, pour faire celles de Maîtresse des Novices; la Sœur Marie-Anne Mesny dite de S^{te} Thérèse, pour faire celles d'Hospitalière; la Sœur Marie-Magdelaine Huot dite de S^{te} Geneviève, pour faire celles de Dépositaire, & les Sœurs Catherine-Angélique Gueux dite Louise de S. Pierre, Marie-Magdelaine Huot dite de S^{te} Geneviève, Marie - Anne Cartéro dite de S. Jérôme, Marie-Anne Mesny dite de S^{te} Thérèse, pour faire celles de Discrètes. Au moyen de laquelle prétendue élection provisoire, faite contre toutes les Régles, malgré nos défenses & au mépris des peines portées par notre Ordonnance du 3 septembre, le gouvernement dudit Monastère seroit devenu comme indépendant de notre autorité.

IL en coûtera toujours extrêmement à notre cœur, d'employer contre des Enfants indociles, les armes spirituelles que Jésus-Christ nous a confiées. Toutes les fois que nous serons obligés d'en venir à cette extrémité, notre ame sera partagée entre les sentimens qu'inspirent, d'une part la tendresse paternelle, & de l'autre la Loi pressante du devoir. Nous sentirons dans le même moment, & tous les droits sacrés de notre ministère, & toute la rigueur des peines qu'il doit

imposer, & toute la charité qui nous lie aux ames que nous ferons contraindre de soumettre à ces peines.

MAIS ce qui nous remplit aujourd'hui d'amertume, c'est de voir que des Religieuses, qui par état sont obligées de pratiquer d'une manière plus parfaite les vertus du Christianisme, & particulièrement l'obéissance, persistent opiniâtrément dans une révolte manifeste contre l'autorité la plus légitime; qu'elles paroissent mépriser les Censures de l'Eglise; qu'elles demeurent tranquillement frappées d'Anathème, sans donner aucune marque de pénitence.

Nous espérons toujours que le poids de la Censure redoutable, que les Religieuses Hospitalières ci-dessus nommées ont encourue, en contrevenant à notre Ordonnance du 3 septembre, & l'horreur d'un état si contraire, non seulement à la vie Religieuse, mais à la profession même du Christianisme, ramèneront enfin les Brebis égarées; qu'elles écouteront la voie de leur Pasteur & de leur Père en Jésus-Christ; qu'elles cesseroient de donner un si grand scandale à tous les Fidèles de notre Diocèse: mais jusqu'à présent nos espérances ont été vaines, & nous avons tout lieu de craindre que notre patience, nos délais, nos ménagemens, loin de vaincre leur obstination, ne servent qu'à les enhardir de plus en plus dans leur révolte. C'est pour rappeler autant qu'il est en nous lesdites Religieuses à ce que la Religion, leur Règle, & l'obéissance qu'elles nous doivent, exigent d'elles, que nous les exhortons, & les conjurons par les entrailles de la miséricorde de Jésus-Christ, de rentrer en elles-mêmes, & de faire les plus sérieuses réflexions sur leur égarement. Et cependant sommons, en tant que de besoin, lesdites Religieuses, sçavoir, les Sœurs Marie - Ursule Houel dite Magdelaine de Jésus, Catherine - Angélique Gueux dite Louise de S. Pierre, Marguerite d'Elbot dite de S. Benoît, Marie - Anne Guyon dite du S. Sacrement, Marie - Anne Mesny dite de S^{te} Thérèse, Jeanne - Marie - Chrétienne de S. Julien dite de S^{te} Félicité, Marie - Anne Cartéro dite de S. Jérôme, Marie Vitu dite de S^{te} Mélanie, Marie Fortin dite de S^{te} Élisabeth, Angélique Simonneau dite de S. Étienne, Marie - Magdelaine Huot dite de S^{te} Geneviève, Charlotte - Ursule Piot dite de S. Ambroise, Marie - Anne - Adélaïde Lauriot de la Bertinière dite Alexis de S^{te} Magdelaine, M. S. Amable Biette de Boignorelle, Angélique Ju dite de S. Charles, Anne - Louise Franquet dite de S. Jean-Chrysostôme, Marie - Catherine Outardelle dite de S^{te} Marie, Marie - Claude de S^{te} Victoire, Marie - Claude dite de S^{te} Eugénie, Nicole - Angélique Sérard dite de S. Julien, Marie Biette de Boignorelle dite de S^{te} Julie, Marie - Joseph Fillaffier dite de l'Enfant - Jésus, Élisabeth Riquier dite de S^{te} Euphrasie, & Geneviève - Constance Martin dite de S^{te} Agathe; & les admonestons toutes & chacune en particulier, de se départir de ladite prétendue élection, dans trois jours au plus tard après la Signification du présent Acte: leur déclarant que faute par elles d'y obéir, nous les déclarerons nommément Excommuniées; nous interdirons leur Eglise; & nous défendrons à tous Prêtres de célébrer le saint Sacrifice de la Messe en leur présence; à tous Fidèles, d'y assister, & même d'avoir aucune communication avec elles, hors les cas exceptés de droit.

EN conséquence de cette Monition Canonique, puissent nosdites Sœurs justement alarmées de la plus terrible des Censures de l'Eglise, & de ses suites funestes, rentrer dans l'obéissance, & desarmer par là notre zèle, que leur obstination a

excité. Et seront les Présentes signifiées auxdites Religieuses, afin qu'elles n'en prétendent cause d'ignorance.

DONNÉ à Conflans, le vingt-sixième jour d'octobre 1756. Signé,† CHR. ARCH. DE PARIS.

LA PRÉSENTE Copie d'Ordonnance ci-dessus & des autres parts, a été donnée, & d'icelle laissé copie aux Religieuses Hospitalières du Monastère de la Miséricorde de Jésus, établi à Paris, rue Mouffetard, fauxbourg Saint-Marcel, en leur Couvent audit lieu; en parlant pour elles à une Sœur Tourière, qui n'a voulu dire son nom, de ce sommée & interpellée suivant l'Ordonnance; à ce qu'elles n'en prétendent cause d'ignorance: par moi Huissier Appariteur en l'Officialité de Paris, soussigné, ce jour-d'hui trentième jour d'octobre 1756, neuf heures du matin. Signé, GUILLAUMET.

LETTRE des Religieuses Hospitalières à M. l'Archevêque de Paris.

Du 3 novembre 1756.

MONSEIGNEUR,

LA douleur & la surprise nous ont étouffé la voix, depuis la Signification que Votre Grandeur nous a fait faire vendredi dernier: mais le profond respect dont nous sommes pénétrées pour Vous, MONSEIGNEUR, notre soumission persévérante à votre autorité, & ce que nous nous devons à nous-mêmes & à l'Hôpital qui nous est confié, nous oblige de réclamer votre justice & votre charité. Daignez vous rappeler, MONSEIGNEUR, les démarches pleines de respect que nous avons faites auprès de Votre Grandeur, pendant plus de quatre années, pour obtenir la permission de procéder à nos élections, comme le prescrivent nos Constitutions & nos vœux. Dans toutes ces instances, nous avons toujours réclamé votre autorité, bien-loin de la méconnoître. Le Parlement instruit par la voie publique de notre triste position, nous a ordonné d'élire des Officières, qui fussent en état de remplir les Offices, jusqu'à ce qu'il plût à Votre Grandeur, de nous permettre de procéder à une autre élection en la manière accoutumée. Vous sçavez, MONSEIGNEUR, que nous avons toujours désiré avec ardeur de faire nos élections sous votre autorité: vous êtes encore le maître de nous accorder cette liberté, & de faire cesser par là l'élection provisoire dont vous êtes mécontent. Daignez vous souvenir, MONSEIGNEUR, qu'aussi-tôt après cette élection, le Comte de Senneterre mon neveu, alla exprès à Conflans, pour vous porter l'hommage de cette élection, de la part de la Communauté & de la mienne; pour vous protester que nous n'attendions que vos ordres pour recommencer à l'instant l'élection; & pour vous supplier même de nous les donner. Nous osons prendre le Ciel à témoin que telles ont toujours été, & que telles sont encore nos dispositions les plus sincères: que votre autorité, MONSEIGNEUR, nous est chère; que nous y avons toujours été soumises; que

par la grâce de Dieu nous le ferons toujours ; & que nous n'avons jamais mérité , MONSEIGNEUR , d'être traitées à votre égard , d'*Enfans rebelles & révoltées*. Au nom de Jésus-Christ & de sa tendresse pour son Église , n'écoutez , MONSEIGNEUR , à notre égard , que la droiture & la bonté de votre cœur : ne voyez en nous que ce qui y est , le respect le plus sincère & la soumission la plus profonde pour votre autorité. Permettez nous , MONSEIGNEUR , de vous regarder toujours comme notre Père ; & conservez nous la qualité précieuse de vos Filles en Jésus-Christ ; personne n'étant avec un plus profond respect , ni une soumission plus pleine & plus parfaite ,

MONSEIGNEUR ,

de votre Grandeur ;

Paris , le 3 novembre 1756.

Vos tres-humbles & très-obéissantes
Servantes ,

J. M. C. DE S^{TE} FÉLICITÉ Supérieure par *interim*.

M. M. DE S. BENOÎT Assistante.

C. A. DE S. PIERRE , Discrète.

M. A. DU S. SACREMENT Maîtresse des Novices.

M. A. DE S^{TE} THÉRÈSE Discrète & Hospitalière.

M. A. DE S^T JERÔME Discrète.

M. M. DE S^{TE} GENEVIÈVE Dépôttaire & Discrète.

REQUÊTE des Religieuses Hospitalières du fauxbourg Saint-Marcel de Paris , à M. l'Évêque d'Autun , premier Suffragant de la Province de Lyon , Administrateur du spirituel & du temporel de l'Archevêché & Primatie de Lyon , le Siège vacant , nommé par le Roi à l'Archevêché de Lyon.

A MONSEIGNEUR l'Illustrissime & Révérendissime
ÉVÊQUE D'AUTUN , premier Suffragant de la Province de Lyon , Administrateur du spirituel & du temporel de l'Archevêché & Primatie de Lyon , le Siège vacant , Nommé par le Roi à l'Archevêché de Lyon.

SUPPLIENT humblement les Religieuses Hospitalières du fauxbourg Saint-Marcel à Paris : disant que depuis l'année 1752 , elles n'ont cessé de recourir avec les plus humbles instances à Monseigneur l'Archevêque de Paris , leur Supérieur immédiat , pour obtenir de sa justice & de sa bonté , la liberté de procéder , sous son autorité , aux élections différentes que leur prescrivent leurs Constitutions , sans avoir pu jusqu'ici l'obtenir.

QU'EN

QU'EN 1752, 1753, & en chacune des années suivantes, elles devoient procéder, comme leurs Constitutions l'ordonnent, *aux élections annuelles des principales Officières & des Discrètes*, la seule Supérieure exceptée. Qu'en 1753, & 1756, tems auxquels finissoient le premier & le deuxième triennal de la Supérieure élue en 1750, il falloit indispensablement, selon les Constitutions, procéder à une élection nouvelle : mais que les refus multipliés & persévérans de Monseigneur l'Archevêque de Paris les ont réduites à l'impossibilité absolue de les faire.

II. Part. ch. 6.

QUE ce défaut d'élections mettant leur Maison dans l'état le plus fâcheux, par les infirmités des Officières, qui succomboient sous le poids du travail & des années, & qu'elles ne pouvoient changer, elles ont renouvelé leurs prières & leurs instances en 1756, pour fléchir Monseigneur l'Archevêque de Paris : qu'elles l'ont fait alors avec une confiance d'autant plus grande, qu'elles se trouvoient véritablement destituées de Supérieure, soit par l'extrême caducité & l'abaissement d'esprit de celle qui avoit été élue en 1750 ; soit par la Loi de leurs Constitutions, qui statuent que *s'il arrivoit que quelqu'une souffrît d'être continuée pour plus d'un second triennal de suite en un même Monastère, son élection sera nulle, & tenue pour telle en toutes les Maisons de la Congrégation* : en sorte que le deuxième triennal expirant en avril 1756, les Suppliantes se trouvoient désormais sans Supérieure véritable, si on n'en éliroit pas une autre.

II. Part. ch. 4. n. 2.

QUE pour prévenir ce moment critique de l'expiration du deuxième triennal, elles s'adressèrent au Père le Sueur, Prêtre de l'Oratoire, leur Supérieur commis par Monseigneur l'Archevêque de Paris ; & ensuite à Monseigneur l'Archevêque lui-même, dès le mois de mars précédent : d'autant plus que leurs Constitutions, (ch. V. *De l'élection d'une Supérieure*,) exigeant, dans les articles I. & VI. huit jours préalables de prières, les prières de quarante-heures pendant les trois derniers jours, & une Communion générale de toutes les Vocales, avant que de procéder à l'élection, il étoit indispensable d'indiquer le jour de l'élection, au moins huit jours auparavant l'expiration de la Supériorité : mais qu'elles ne purent obtenir l'indication du jour.

II. Partie.

QUE d'abord Monseigneur l'Archevêque de Paris leur fit dire *qu'il jugeoit à propos de remettre les élections après toutes les Fêtes*. Qu'ensuite il leur écrivit lui-même *qu'il lui paroissoit nécessaire de les différer de quelque tems ; & trois semaines après, qu'il ne perdroit point de vue l'affaire de leurs élections, & qu'il la termineroit le plutôt qu'il lui seroit possible*. Que le 28 juin 1756, ce Prélat leur répéta *qu'il ne perdoit point de vue leurs élections, & qu'il leur feroit sçavoir, dans quelque tems, quand il conviendrait de commencer les prières qui doivent les précéder*. Et qu'enfin le résultat fut qu'au mois de juillet 1756, le Père le Sueur remit sa Commission de Supérieur à Monseigneur l'Archevêque de Paris ; & que ce Prélat déclara qu'il se réservoit à lui seul la Supériorité, pour en exercer par lui-même toutes les fonctions.

Lettre du P. le Sueur
du 24 mars 1756.Lettres de M. de Paris
des 12 avril & 2 mai 1756.

QUE les Suppliantes, qui pour la décharge de leurs consciences s'étoient contentées de dresser, dans le secret de leur Maison, un Acte Capitulaire, qui constatât les supplications & les instances qu'elles avoient faites auprès de Monseigneur l'Archevêque de Paris, crurent ne pas manquer au respect dont elles sont pénétrées pour sa personne & pour son autorité, en lui faisant, par le ministère de deux Notaires au Châtelet de Paris, une très-respectueuse Réquisition de commettre un Ecclésiastique docte & vertueux, pour présider, au défaut & sur le refus dudit R. P. le Sueur, qui venoit de se démettre de la Supériorité, à l'élec-

tion d'une Supérieure, au lieu de la Dame de S. Pierre, dont le deuxième triennal est expiré dès le 22 avril dernier, & les autres Officières . . . & d'indiquer le jour des élections & des prières qui doivent précéder, pendant huit jours, lesdites élections. Mais que cette Réquisition ayant été faite à la personne même de Monseigneur l'Archevêque de Paris, le 26 juillet 1756, à Conflans, ce Prélat y répondit, qu'il étoit vrai que le Supérieur des Hospitalières lui avoit remis ses pouvoirs ; qu'il se réservoir la Supériorité de ladite Maison ; & qu'il comptoit en exercer par lui-même les fonctions, dont l'une des principales est de présider à l'élection de la Supérieure : laquelle élection, aux termes des Constitutions, ne peut être faite qu'en présence du Prélat, ou du Supérieur par lui commis : qu'au surplus, la Sœur de S. Pierre étoit en droit de continuer toutes les fonctions de Supérieure, ainsi qu'il résultoit des Lettres qu'il lui avoit ci-devant écrites. Réponse d'autant plus affligeante pour les Suppliantes, qu'elle laissoit réellement leur Maison & leur Hôpital sans Supérieure ; puisque, selon leurs Constitutions, la Mère de S. Pierre n'étoit plus en droit de continuer de l'être ; & que par les suites de son grand âge, elle n'étoit pas même en état d'en faire les fonctions, quand elle auroit été en droit de les continuer.

QUE les Suppliantes crurent devoir se borner, pour ce moment, à ces instances, dans l'espérance qu'elles pourroient enfin trouver grace auprès de leur Archevêque : mais qu'elles apprirent avec douleur, par un Arrêt du Parlement, rendu le 3 septembre 1756, & qui leur fut signifié le même jour, à la requête de M. le Procureur-général, que Monseigneur l'Archevêque de Paris persistoit inflexiblement dans son refus ; & qu'elles l'apprirent avec encore plus d'affliction, par l'Ordonnance que ce Prélat rendit le même jour, & qui leur fut signifiée le lendemain 4 septembre, à sept heures du matin. Que par cette Ordonnance, Monseigneur l'Archevêque de Paris leur faisoit très-expresse inhibitions & défenses de procéder au choix & nomination d'une Supérieure & des Officières, ni de faire aucune élection à cet égard, sans avoir préalablement rempli les formalités portées par leurs Constitutions, & sans y avoir été autorisées par lui ; & ce, sous peine d'Excommunication encourue par le seul fait.

QU'ELLES n'ont eu d'autre consolation dans leur douleur, que celle de pouvoir se rendre avec vérité le témoignage, que, soit avant, soit depuis cette Ordonnance, elles n'ont jamais cessé de respecter l'autorité de Monseigneur l'Archevêque de Paris, & même d'y recourir pour être en état de faire leurs élections. Que ce n'a été qu'en attendant, par provision, & jusqu'à ce que l'autorité Ecclésiastique les eût mises en état d'y procéder selon les formes prescrites par leurs Constitutions, qu'elles ont choisi, conformément aux Arrêts du Parlement des 3 & 4 septembre 1756, qui leur ont enjoint ce Provisoire, non une Supérieure véritable, ni de vraies Officières, mais les sujets les plus capables d'en exercer par *interim* les différentes fonctions. Qu'aussi-tôt après cette nomination, de pure police, elles s'empressèrent même de supplier Monseigneur l'Archevêque de Paris, d'exercer à leur égard son autorité de Supérieur, en les mettant en état de procéder sous ses ordres à leurs élections ; lui protestant qu'elles ne desiroient rien plus ardemment que d'y procéder aussi-tôt.

QUE cependant elles n'ont reçu depuis, de la part de ce Prélat, que des témoignages plus affligeans les uns que les autres de son indispotion contre elles, pour ne pas dire de son indignation : & que, sans entrer dans ce détail douloureux, elles n'ont pas besoin d'en citer d'autre preuve que la Monition datée du 26 octobre 1756, qu'il leur a fait signifier le 30 du même mois. Que Mon-

seigneur l'Archevêque de Paris les y suppose *frapées d'Anathème* : leur y reproche de ne donner aucune marque de pénitence ; de n'être point touchées de l'horreur de cet état ; de persister opiniâtrément dans une révolte manifeste contre l'autorité de l'Eglise , & de paroître mépriser ses Censures. Qu'il les y traite de Brebis égarées , d'Enfans indociles ; & qu'il y annonce que le gouvernement de leur Monastère est devenu comme indépendant de son autorité. Que d'après des idées si peu justes , & des reproches si sensibles pour elles , & qui sont heureusement sans aucun fondement véritable , ce Prélat les somme & admoneste de se départir de la prétendue élection , dans trois jours : leur déclarant que , faute par elles d'y obéir , il les déclarera nommément Excommuniées ; interdira leur Eglise ; défendra à tous Prêtres de célébrer le Saint Sacrifice en leur présence ; à tous Fidèles , d'y assister , & même d'avoir aucune communication avec elles , hors les cas exceptés de droit.

QUE les Suppliantes n'ont opposé à un traitement si rigoureux & si peu mérité , que de nouvelles protestations , faites par écrit à Monseigneur l'Archevêque de Paris , de leur soumission à son autorité ; que de nouvelles instances pour faire leurs élections sous ses ordres ; & des supplications respectueuses pour qu'il lui plût de faire cesser par une élection , la nomination provisoire dont il se montrait mécontent. Que cependant elles n'ont pu obtenir cette liberté , tant de fois demandée depuis six ans.

Lettre à M. l'Archevêque
de Paris du 3 novembre
1756.

QU'AINSI il ne leur reste plus maintenant , dans l'ordre Ecclésiastique , d'espérance & de ressource pour sortir de l'état de disgrâce où Monseigneur l'Archevêque de Paris les tient , que de recourir à l'autorité du Supérieur de ce Prélat. Qu'elles étoient sur le point de s'adresser , par voie de recours , à feu Son Éminence Monseigneur le Cardinal de Tencin , Primat des Gaules , dont les dispositions favorables leur faisoient concevoir les plus solides espérances ; lorsqu'elles ont eu la douleur d'apprendre sa mort. Mais que l'autorité Primatiale ne vacant jamais , & se trouvant dévolue à Votre Grandeur , comme Evêque d'Autun , c'est à Vous , Monseigneur , qu'elles doivent avoir recours. Que les Suppliantes usent de cette voie avec d'autant plus d'empressement & de confiance , qu'elles donnent par là un nouveau témoignage qu'elles n'ont jamais entendu rendre le gouvernement de leur Monastère , indépendant de l'autorité des Supérieurs Ecclésiastiques ; & qu'elles n'ont jamais cessé de la reconnoître , de la réclamer , & d'y demeurer soumises & subordonnées.

À CES CAUSES , vous supplient très-humblement , MONSIEUR , qu'il plaise à Votre Grandeur , permettre aux Suppliantes de recourir à Votre autorité Primatiale , pour leur être fait Droit.

Signé sur la Minute ,

STE FÉLICITÉ Supérieure par interim.

M. M. DE S. BENOIT.

A. C. DE S. PIERRE.

M. A. DE STE THÉRÈSE.

M. A. DE S. JÉRÔME.

M. S. DE STE MÉLANIE.

M. F. DE STE ÉLISABETH.

A. DE S. ÉTIENNE.

M. M. DE STE GENEVIÈVE.

M. A. A. STE MAGDELAINE.

M. J. D. S. LOUIS.

A. G. DE S. CHARLES.

A. L. DE S. CHRYSOSTÔME.

M. C. DE STE MARIE.

M. C. DE STE VICTOIRE.

M. C. DE STE EUGÉNIE.

N. N. S. JULIEN.

F. S. M. DE STE JULIE.

M. J. L'ENFANT-JÉSUS.

E. M. DE STE EUPHRASIE.

C. V. G. DE STE AGATHE.

ORDONNANCE

DE M. L'ÉVÊQUE D'AUTUN, premier Suffragant de l'Archevêché de Lyon, Administrateur du spirituel & du temporel dudit Archevêché, le Siège vacant, &c.

QUI permet aux Religieuses Hospitalières du fauxbourg Saint-Marcel de Paris, de procéder, conjointement avec le Commissaire nommé à cet effet, aux élections prescrites par leurs Constitutions.

Du 8 avril 1758.

ANTOINE DE MALVIN DE MONTAZET, par la grace de Dieu & l'autorité du Saint Siège, Évêque d'Autun, premier Suffragant de l'Archevêché de Lyon, Administrateur du spirituel & du temporel dudit Archevêché, le Siège vacant, Président né & perpétuel des États de Bourgogne, Nommé par le Roi à l'Archevêché de Lyon.

SUR la Requête à Nous présentée par les Religieuses Hospitalières du fauxbourg Saint-Marcel de Paris ; où elles exposent :

QUE depuis l'année 1752, elles n'ont cessé de recourir avec les plus humbles instances, à Monseigneur l'Archevêque de Paris, leur Supérieur immédiat, pour obtenir de sa justice & de sa bonté, la liberté de procéder sous son autorité, aux élections différentes que leur prescrivent leurs Constitutions, sans avoir pu jusqu'ici l'obtenir.

II. Paris, chap. 6.

QU'EN 1752, 1753, & en chacune des années suivantes, elles devoient procéder, comme leurs Constitutions l'ordonnent, aux élections annuelles des principales Officières, & des Discrètes, la seule Supérieure exceptée. Qu'en 1753, & 1756, tems auxquels finissoient le premier & le deuxième triennal de la Supérieure élue en 1750, il falloit indispensablement, selon les Constitutions, procéder à une élection nouvelle : mais que les refus multipliés & persévérans de M. l'Archevêque de Paris les ont réduites à l'impossibilité absolue de les faire.

QUE ce défaut d'élections mettant leur Maison dans l'état le plus fâcheux, par les infirmités des Officières, qui succomboient sous le poids du travail & des années, & qu'elles ne pouvoient changer, elles ont renouvelé leurs prières & leurs instances en 1756, pour fléchir M. l'Archevêque de Paris :

qu'elles l'ont fait alors avec une confiance d'autant plus grande, qu'elles se trouvoient véritablement destituées de Supérieure, soit par l'extrême caducité, & l'abaissement d'esprit de celle qui avoit été élue en 1750; soit par la Loi de leurs Constitutions, qui statuent que, *s'il arrivoit que quelqu'une souffrît d'être continuée pour plus d'un second triennal de suite, en un même Monastère, son élection sera nulle, & tenue pour telle en toutes les Maisons de la Congrégation*: en sorte que le deuxième triennal expirant en avril 1756, les Suppliantes se trouvoient désormais sans Supérieure véritable, si on n'en éliroit pas un autre.

QUE pour prévenir ce moment critique de l'expiration du deuxième triennal, elles s'adressèrent au Père le Sueur, Prêtre de l'Oratoire, leur Supérieur commis par M. l'Archevêque de Paris; & ensuite à M. l'Archevêque lui-même, dès le mois de mars précédent: d'autant plus que leurs Constitutions (chap. V. *De l'élection d'une Supérieure*), exigeant, dans les articles I. & VI. huit jours préalables de prières, les prières de quarante - heures, pendant les trois derniers jours, & une Communion générale de toutes les Vocales avant que de procéder à l'élection, il étoit indispensable d'indiquer le jour de l'élection, au moins huit jours auparavant l'expiration de la Supériorité: mais qu'elles ne purent obtenir l'indication du jour.

QUE d'abord M. l'Archevêque leur fit dire *qu'il jugeoit à propos de remettre les élections après toutes les Fêtes*. Qu'ensuite il leur écrivit lui-même *qu'il lui paroissoit nécessaire de les différer de quelque tems; & trois semaines après, qu'il ne perdroit point de vue l'affaire de leurs élections, & qu'il la termineroit le plutôt qu'il lui seroit possible*. Que le 28 juin 1756, ce Prélat leur répéta *qu'il ne perdoit point de vue leurs élections, & qu'il leur seroit sçavoir, dans quelque tems, quand il conviendrait de commencer les prières qui doivent les précéder*. Et qu'enfin le résultat fut qu'au mois de juillet 1756, le P. le Sueur remit sa Commission de Supérieur à M. l'Archevêque de Paris; & que ce Prélat déclara qu'il se réservoît à lui seul la Supériorité, pour en exercer par lui-même toutes les fonctions.

QUE les Suppliantes, qui pour la décharge de leurs consciences s'étoient contentées de dresser, dans le secret de leur Maison, un Acte Capitulaire, qui constatât les supplications & les instances qu'elles avoient faites auprès de M. l'Archevêque de Paris, crurent ne pas manquer au respect dont elles sont pénétrées pour sa personne & pour son autorité, en lui faisant, par le ministère de deux Notaires au Châtelet de Paris, une très-respectueuse Réquisition de commettre un Ecclésiastique docte & vertueux, pour présider, au défaut & sur le refus dudit R. P. le Sueur, qui venoit de se démettre de la Supériorité, à l'élection d'une Supérieure, au lieu de la Dame de S. Pierre, dont le deuxième triennal est expiré dès le onze avril dernier, & des autres Officières... & d'indiquer le jour des élections & des prières qui doivent précéder, pendant huit jours, lesdites élections. Mais que cette Réquisition ayant été faite à la personne même de M. l'Archevêque de Paris, le 26 juillet 1756, à Conflans, ce Prélat y répondit, *qu'il étoit vrai que le Supérieur des Hospitalières lui avoit remis ses pouvoirs; qu'il se réservoît la Supériorité de ladite Maison; & qu'il comptoit en exercer par lui-même les fonctions, dont l'une des principales est de présider à l'élection de la Supérieure: laquelle élection, aux termes des Constitutions, ne peut être faite qu'en présence du Prélat, ou du Supérieur par lui commis: qu'au surplus, la Sœur de S. Pierre étoit en droit de continuer toutes les fonctions de Supérieure, ainsi qu'il résulteroit des Lettres qu'il lui avoit ci-devant écrites*. Réponse d'autant plus affligeante pour les Suppliantes, qu'elle laissoit

II. Part. chap. 5. art. 1.
& 6.

Lettre du P. Sueur,
du 24 mars 1756.
Lettres de M. l'Arch.
de Paris, des 12 avril &
2 mai 1756.

réellement leur Maison & leur Hôpital sans Supérieure; puisque, selon leurs Constitutions, la Mère de S. Pierre n'étoit plus en droit de l'être, & que par les suites de son grand âge, elle n'étoit pas même en état d'en faire les fonctions, quand elle auroit été en droit de les continuer.

QUE les Suppliantes crurent devoir se borner, pour ce moment, à ces instances, dans l'espérance qu'elles pourroient enfin trouver grace auprès de leur Archevêque: mais qu'elles apprirent avec douleur, par un Arrêt du Parlement, rendu le 3 septembre 1756, & qui leur fut signifié le même jour, à la requête de M. le Procureur-général, que M. l'Archevêque de Paris persistoit inflexiblement dans son refus; & qu'elles l'apprirent avec encore plus d'affliction, par l'Ordonnance que ce Prélat rendit le même jour, & qui leur fut signifiée le lendemain quatre septembre, à sept heures du matin. Que par cette Ordonnance, M. l'Archevêque de Paris leur faisoit *très-expres* inhibitions & défenses de procéder au choix & nomination d'une Supérieure & des Officières, ni de faire aucune élection à cet égard, sans avoir préalablement rempli les formalités portées par leurs Constitutions, & sans y avoir été autorisées par lui; & ce, sous peine d'Excommunication encourue par le seul fait.

QU'ELLES n'ont eu d'autre consolation dans leur douleur, que celle de pouvoir se rendre avec vérité ce témoignage, que, soit avant, soit depuis cette Ordonnance, elles n'ont jamais cessé de respecter l'autorité de M. l'Archevêque de Paris, & même d'y recourir pour être en état de faire leurs élections. Que ce n'a été qu'en attendant, par provision, & jusqu'à ce que l'autorité Ecclésiastique les eût mises en état d'y procéder selon les formes prescrites par leurs Constitutions, qu'elles ont choisi, conformément aux Arrêts du Parlement des 3 & 4 septembre 1756, qui leur ont enjoint ce Provisoire, non une Supérieure véritable, ni de vraies Officières, mais les sujets les plus capables d'en exercer par *interim* les différentes fonctions. Qu'aussi-tôt après cette nomination, de pure police, elles s'empressèrent même de supplier M. l'Archevêque de Paris, d'exercer à leur égard son autorité de Supérieur, en les mettant en état de procéder, sous ses ordres, à leurs élections; lui protestant qu'elles ne desiroient rien plus ardemment que d'y procéder aussi-tôt.

QUE cependant elles n'ont reçu depuis, de la part de ce Prélat, que des témoignages plus affligeans les uns que les autres de son indisposition contre elles, pour ne pas dire de son indignation: & que, sans entrer dans ce détail douloureux, elle n'ont pas besoin d'en citer d'autre preuve que la Monition datée du 26 octobre 1756, qu'il leur a fait signifier le 30 du même mois. Que M. l'Archevêque de Paris les y suppose *frapées d'anathème*: leur y reproche de ne donner aucune marque de pénitence; de n'être point touchées de l'horreur de cet état; de persister opiniâtrément dans une révolte manifeste contre l'autorité de l'Eglise, & de paroître mépriser ses Censures. Qu'il les y traite de Brebis égarées, d'Enfans indociles; & qu'il y annonce que le gouvernement de leur Monastère est devenu comme indépendant de son autorité. Que d'après des idées si peu justes, & des reproches si sensibles pour elles, & qui sont heureusement sans aucun fondement véritable, le Prélat les somme & admoneste de se départir de la prétendue élection, dans trois jours: leur déclarant que, faute par elles d'y obéir, il les déclarera nommément Excommuniées; interdira leur Eglise; défendra à tous Prêtres de célébrer le saint Sacrifice en leur présence; à tous Fidèles, d'y assister, & même d'avoir aucune communication avec elles, hors les cas exceptés de droit.

QUE les Suppliantes n'ont opposé à un traitement si rigoureux & si peu mérité, que de nouvelles protestations, faites par écrit à M. l'Archevêque de Paris, de leur soumission à son autorité; que de nouvelles instances pour faire leurs élections sous ses ordres; & des supplications respectueuses pour faire cesser, par une élection, la nomination provisoire dont il se montrait mécontent. Que cependant elles n'ont pu obtenir cette liberté tant de fois demandée depuis six ans.

QU'AINSI il ne leur reste plus maintenant, dans l'ordre Ecclésiastique, d'espérances & de ressources pour sortir de l'état de disgrâce où M. l'Archevêque de Paris les tient, que de recourir à l'autorité du Supérieur de ce Prélat. Qu'elles étoient sur le point de s'adresser, par voie de recours, à feu Son Éminence M. le Cardinal de Tencin, Primat des Gaules, dont les dispositions favorables leur faisoient concevoir les plus solides espérances; lorsqu'elles ont eu la douleur d'apprendre sa mort. Mais que l'autorité Primatiale ne vacant jamais, & se trouvant dévolue à nous, comme Évêque d'Autun, c'est à nous qu'elles doivent avoir recours. Que les Suppliantes usent de cette voie avec d'autant plus d'empressement & de confiance, qu'elles donnent par là un nouveau témoignage qu'elles n'ont jamais entendu rendre *le gouvernement de leur Monastère indépendant de l'autorité des Supérieurs Ecclésiastiques*; & qu'elles n'ont jamais cessé de la reconnoître, de la réclamer, & d'y demeurer soumises & subordonnées.

QU'À CES CAUSES, elles nous supplient très-humblement, qu'il nous plaise leur permettre de recourir à notre autorité Primatiale, pour leur être fait droit.

VU ladite Requête: ensemble toutes les Pièces y énoncées; sçavoir, les Constitutions de la Congrégation desdites Religieuses Hospitalières; & notamment les Chap. II. IV. V. & VI. de la deuxième Partie desdites Constitutions. Vu pareillement la Lettre du Père le Sueur, en date du 24 mars 1756: & celles de M. l'Archevêque de Paris; la première en date du 12 avril 1756; la seconde, du 2 mai 1756; & la troisième, du 28 juin de la même année: la Réquisition desdites Religieuses Hospitalières faite à M. l'Archevêque de Paris, par le ministère de deux Notaires, en date du 26 juillet 1756: l'Arrêt du Parlement du 3 septembre 1756, signifié le même jour: l'Ordonnance de M. l'Archevêque de Paris, du même jour; & l'Acte de Signification d'icelle, faite le 4 des mêmes mois & an: autre Arrêt du Parlement du 4 septembre 1756, signifié le même jour: la Monition faite par M. l'Archevêque de Paris aux Religieuses Hospitalières, en date du 26 octobre 1756, & à elles signifiée le 30 du même mois: la Lettre écrite à M. l'Archevêque de Paris par lesdites Religieuses Hospitalières, le 3 novembre 1756. Le tout murement considéré: & après avoir pris l'avis de plusieurs Théologiens & Jurisconsultes éclairés:

NOUS ORDONNONS que, sans s'arrêter à l'Ordonnance du 3 septembre 1756, signifiée le 4, & à la Monition du 26 octobre suivant, signifiée le 30, que nous déclarons sans effet; il sera procédé à l'élection d'une Supérieure, & autres Officières de la Maison des Hospitalières du fauxbourg S. Marcel de Paris, conformément à leurs Constitutions: pour quoi nous commettons le Sieur Jean Bruté, Docteur en Théologie de Paris, Curé de Saint-Benoît, Prieur Commandataire du Prieuré Royal de Saint-Gilles de Bléron, pour procéder à ladite élection, & la confirmer en présence de l'Assistant qui aura été choisi par les

Religieuses, & du Chapelain ou Confesseur de ladite Maison : & en cas d'absence ou autre empêchement dudit Chapelain ou Confesseur, en présence de tel autre Ecclésiastique que ledit Commissaire par Nous nommé choisira ; en remplissant néanmoins tous les préalables prescrits par le Chapitre des Constitutions, intitulé *De l'élection de la Supérieure*, & par tous les autres concernant les élections ; ensemble les autres préalables, qui sont d'usage en pareil cas dans ladite Maison. Et pourront les Suppliantes, conjointement avec notredit Commissaire, procéder aux élections ci-dessus, sans autres délais que ceux qui seront nécessaires pour remplir lesdits préalables.

DONNÉ à Paris, où nous sommes retenus pour les affaires de notre Diocèse, le 8 avril 1758, sous notre seing, le sceau de nos armes, & le contre-seing de notre Secrétaire ordinaire. *Signé*, † ANT. ÉV. D'AUTUN N. à l'Archev. de Lyon. *Par Monseigneur*, BLONDEL Secrétaire,







